



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 SESSION ORDINAIRE 2008-2009

43 ^e séance, jeudi	23 avril 2009
44 ^e séance, mardi	28 avril 2009
45 ^e séance, mercredi	29 avril 2009
46 ^e séance, jeudi	30 avril 2009

► Où sont les bulletins de vote?

Mais que se passe-t-il donc avec tous les bulletins sortis des urnes du 7 juin 2009? Cette question a préoccupé plus d'un le jour des élections. Les dés sont jetés et le Luxembourg s'applique à composer sa nouvelle Chambre et son Gouvernement.

Même si les grandes tendances étaient connues dès la soirée du 7 juin 2009, les derniers bureaux de vote n'ont rendu leurs listes que tard dans la nuit. Dans 116 communes à travers tout le pays se sont ensuite mis en route envois et camionnettes. Destination: la Chambre des Députés ou plutôt les archives que la première institution occupe au Plateau du Saint Esprit.

Trois paquets clairement définis par la loi électorale en son article 312 ont dû trouver leur chemin vers la capitale. Ils contiennent les bulletins de vote, le relevé des électeurs, la liste des suffrages, les exemplaires de la loi électorale et les placards reproduisant les dispositions pénales qui ont servi aux divers bureaux de vote, ainsi que les imprimés non employés par ces bureaux. La loi est stricte sur la procédure: «Ces trois paquets sont expédiés par le président du bureau principal de la commune à la Chambre des Députés par envois séparés recommandés à la poste et ne peuvent être ouverts que par les commissions de vérification des pouvoirs.»

Aux archives du Parlement, les enveloppes épaisses sont stockées dans de grosses boîtes en bois où elles attendent cinq ans avant de passer par la procédure de destruction à la veille des prochaines élections législatives et européennes.



Destruction des vieux bulletins de vote

Déblayage dans les vieux bulletins

La veille des élections, il faut se débarrasser des anciens bulletins

de vote. Il serait en effet difficilement imaginable que des feuilles de 2004 fassent leur apparition dans les urnes de 2009 et y sèmeraient un trouble.

► Am Dialog mat engem Euroskeptiker



D'Deputéiert Anne Brasseur huet dem President vun der Tschechescher Republik Václav Klaus eng Fro gestallt.

Fir den Ofschloss vum EU-Virsëtz vu sengem Land huet de President vun der Tschechescher Republik Václav Klaus ugangs Juni eng Ried virun der parlamentarescher Versammlung vun der Westeuropäescher Unioun gehal. Et ass eng Traditioun, dass e Représentant vun der Présidence sech un d'Versammlung fir Sécherheet a Verdeedegung adresséiert, kuerz ier säi Land de Virsëtz nees ofgëtt. No der Ried haten d'Parlamentarier Geleeënheet, Froen ze stellen. D'Lëtzebuerger Vertrieederin Anne Brasseur huet vun där Méiglechkeet Gebrauch gemaach. „Wat fir e Modell misst Europa dann hunn, fir Är ganz Zoustëmmung ze kréien?“, wollt si vum europaskeptische President wëssen. De Václav Klaus huet a senger Äntwert op d'Erfahrung vu 40 Joer Kommunismus verweisen, déi hie „ganz sensibel“ gemaach hätt fir d'Verdeedegung vun der Meinungsfräiheet: „Et ass net ze acceptéieren, datt just eng eenzeg

Gedankeschoul gëllt an der Unioun.“ Hie wier fir e Weiderféiere vun enger Zesummenaarbecht vun de Regierungen an Europa, mä géint all Form vu Supranationalismus. Dofir wär hien och géint den Traité vu Lissabon, dee Bréissel géif stäerken op Käschte vun den nationale Parlamenter.

Nieft der Mme Brasseur hunn och d'Deputéiert Marcel Glesener, President vun der Delegatioun, a Jean Huss un der 56. Sessioun vun der WEU-Versammlung vum 2. bis de 5. Juni zu Paräis deelgeholl. Wichteg Theme waren do ë.a. och nei Perspektive fir eng Zesummenaarbecht tëschent EU an USA an der Aussen- a Sécherheetspolitik oder d'Zukunft vun de Länner um westleche Balkan.

D'Resolutiounen, Recommendationen an Direktiven, déi am Laf vun der Sëtzungswoch uegollt gi sinn, fënnt een an der Rubrik „Documents: textes adoptés“ um Internetsite www.assembly.weu.int.

Le vendredi, 5 juin 2009, tôt le matin, devant le niveau supérieur des archives nationales, a commencé une sorte de ballet consistant à déplacer vers un camion une centaine de grosses boîtes en bois. Chargées par palettes entières, elles constitueront en fin de compte 85 m³ de paperasses dont il faudra se débarrasser au plus vite.

C'est également l'article 312 de la loi électorale qui fixe le principe de ce gros nettoyage. La Chambre des Députés avait dû, pendant les cinq dernières années, conserver tous les bulletins à des fins d'analyse politique et de vérification des pouvoirs des nouveaux députés. C'est également la Chambre qui s'occupe de leur destruction.

Cette année, pour la première fois, les tonnes de papier ont été détruites mécaniquement et non plus par le feu, comme ce fut le cas par le passé. Une action qui constituait en fait l'une des dernières ac-

DANS CE NUMÉRO

Sécurité dans les transports publics	p. 527
Accès aux données personnelles	p. 536
École de la 2 ^e chance	p. 543

Sommaire des séances publiques N^{os} 43-46 p. 554

Sommaire des questions parlementaires p. Q175

tivités de la Chambre encore en place avant les nouveaux arrivages.

► L'impact de la crise financière sur la sécurité

L'assemblée parlementaire de l'OSCE a organisé du 27 au 29 mai 2009 un forum économique pour analyser la crise financière et économique qui secoue le monde et son impact sur les questions de sécurité. La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg était représentée par MM. les Députés Félix Braz (DÉI GRÉNG) et Marcel Sauber (CSV).

Dans ses conclusions, le président de l'AP-OSCE João Soares caractérise la crise, qui a été mise en parallèle à la crise des années 1930, comme une procédure qui s'est développée en trois étapes: la crise financière s'est d'abord alternée en une crise économique pour

se dégrader ensuite de plus en plus en une crise sociale et humanitaire. Des solutions isolées ne suffiraient point. M. Soares propose de concerter les efforts en incluant une perspective éthique qui prend en compte le volet social. Son discours final, tenu devant des parlementaires venus de 30 pays d'Europe, des États-Unis et de l'Asie centrale, concluait avec un appel à la volonté politique d'entamer des mesures concrètes dans les domaines de la régularisation et la modification du système bancaire pour surmonter la crise de confiance qui s'est installée parmi la population partout dans le monde.



Les parlementaires Marcel Sauber et Félix Braz ont participé au forum économique de l'AP-OSCE à Dublin.

Ordre et sécurité dans les transports publics

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le présent projet de loi arrête des dispositions nécessaires afin d'assurer l'ordre et la sécurité tant dans les moyens des transports publics que dans les gares, sur les haltes et aux arrêts.

Le cadre légal existant s'est avéré insuffisant afin de garantir la sécurité tant des usagers que du personnel des moyens de transports en commun.

Ainsi, p.ex. les mesures afférentes prévues par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ne s'appliquent pas aux transports publics opérés par le syndicat intercommunal du canton d'Esch (TICE) et par la Ville de Luxembourg (AVL). Par ailleurs, la même loi modifiée du 29 juin 2004 n'érige pas en infraction le non-respect des mesures prévues, par exemple en cas de refus d'exhiber sa pièce d'identité ou de non-respect de l'interdiction ministérielle d'accès et de séjour dans les transports publics.

Les services opérés par tous les opérateurs de transports publics actifs au Luxembourg, à savoir les CFL, RGTR, TICE et AVL, sont visés par les dispositions du présent projet de loi. Tant les services de transports publics par rail que les services de transports publics par route sont concernés par les dispositions proposées.

Par ailleurs, la loi en projet s'applique non seulement dans les moyens de transports

publics, c'est-à-dire dans les autobus et dans les trains mais aussi dans les gares, sur les haltes et aux arrêts desservis dans le cadre des services de transports publics.

En matière de sûreté dans les transports publics, le projet de loi distingue entre deux catégories d'agents. Les agents de service regroupent tous les agents travaillant dans le secteur des transports publics au sens large et qui sont susceptibles d'être victimes ou témoins d'un incident dans les transports publics. Entrent dans cette catégorie notamment les chauffeurs d'autobus, les contrôleurs agréés ou non, les accompagnateurs de train, les agents de guichets, les agents de gares et les agents chargés d'assurer la sûreté des transports publics. En vue de veiller au respect de l'ordre et de la sûreté des transports publics, les agents de service peuvent donner des injonctions aux voyageurs. Au cas où un voyageur refuse d'obtempérer à l'injonction donnée, l'agent de service peut expulser l'utilisateur du véhicule ou lui demander de s'éloigner des lieux.

Les agents agréés disposent de pouvoirs plus étendus que les agents de service en matière de sûreté dans les transports publics. Ainsi, les agents agréés peuvent contrôler l'identité des voyageurs et se faire exhiber à ces fins une pièce d'identité.

Si l'utilisateur des transports publics refuse de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux, les membres de la Police grand-ducale ou les agents de l'Administration des douanes et accises peuvent intervenir pour expulser l'individu, au besoin en le contraignant par la force. L'injonction de quitter les transports publics ou de s'éloigner des lieux doit faire l'objet d'un rapport à établir par l'agent concerné.

Il en va de même pour le contrôle d'identité. Le non-respect de l'interdiction d'accès aux transports publics et le refus d'exhiber une pièce d'identité sont érigés en infractions. Des avertissements taxés peuvent être décernés à cet effet.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Président: Mme Colette Flesch):

23.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

02.10.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
09.10.2008 Examen du projet de loi
23.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°136, page 1900

Double imposition II: Luxembourg - Azerbaïdjan

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le

Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter son réseau de conventions fiscales, qui constitue un élément indispensable, tant pour la diversification de nos relations économiques internationales que pour la place financière.

Étant donné qu'au moment de la signature de la Convention, les États contractants en excluaient en partie l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations, cette partie du modèle OCDE ne se retrouve pas dans la version originale du présent accord. Comme toutefois le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans son intégralité et l'intégrer a posteriori dans les Conventions existantes, la présente Convention sera amendée avant la fin de l'année 2009. En conséquence la Commission marque d'ores et déjà son accord avec cette démarche.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

16.06.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
02.02.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'amendements
03.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

Double imposition I: Luxembourg - Émirats Arabes Unis

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tend à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Elle a été signée à Dubai, le 20 novembre 2005 et s'inscrit dans la liste de plus de 50 conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement

luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier. Elle repose sur les principes de la Convention modèle de l'OCDE.

Étant donné qu'au moment de la signature de la Convention, les États contractants en excluaient en partie l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations, cette partie du modèle OCDE ne se retrouve pas dans la version originale du présent accord. Comme toutefois le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans son intégralité et l'intégrer a posteriori dans les Conventions existantes, la présente Convention sera amendée avant la fin de l'année 2009. En conséquence la Commission marque d'ores et déjà son accord avec cette démarche.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Président: Mme Colette Flesch):

23.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

23.09.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
23.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°138, page 1928

Sécurité ferroviaire

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure

ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le projet de loi sous objet s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition du deuxième paquet ferroviaire, adopté par le Parlement européen et le Conseil et qui aurait dû être transposé en droit national jusqu'au 30 avril 2006 et en particulier de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la sécurité ferroviaire.

La directive 2004/49/CE a déjà fait l'objet d'une transposition partielle en droit luxembourgeois, notamment par la loi du 8 mars 2002 sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents

graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer, ainsi que par le biais du règlement grand-ducal du 6 juin 2003 portant sur des spécifications complémentaires concernant les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans le domaine du transport ferroviaire.

Il en résulte que le travail accompli jusqu'à présent pour transposer ladite directive reste à être complété surtout par la mise en place d'une autorité nationale de sécurité qui sera chargée des tâches relatives à la sécurité des chemins de fer et qui devra être indépendante notamment des entreprises ferroviaires et du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

Ainsi, le présent projet de loi

- fixe les principes et les procédures applicables en matière de réglementation, de gestion et de surveillance de la sécurité ferroviaire. L'objectif est la mise en place et le développement du niveau de sécurité du système ferroviaire luxembourgeois en remplaçant au fur et à mesure l'autorégulation du secteur ferroviaire par une réglementation harmonisée au niveau national;

- définit les responsabilités incombant à chacun des acteurs du secteur ferroviaire;

- définit les principes de la mise en place du cadre réglementaire de la sécurité ferroviaire qui tient compte des objectifs de sécurité

communs (OSC), des méthodes de sécurité communes (MSC) et des indicateurs de sécurité communs (ISC) élaborés au niveau communautaire. Chaque entreprise ferroviaire admise à circuler sur le réseau ferré luxembourgeois est tenue de respecter les mêmes exigences en matière de sécurité;

- exige que toutes les procédures de certification soient organisées de manière transparente et non discriminatoire;

- détermine des sanctions pénales applicables en cas de non-respect des dispositions prévues;

- confie le maintien et l'amélioration du niveau de sécurité du système ferroviaire, conformément à la directive 2004/49/CE, à une autorité indépendante dans son organisation, sa structure juridique et ses décisions des entreprises ferroviaires, du gestionnaire de l'infrastructure, des demandeurs de certification et des entités adjudicatrices. Le projet de loi propose donc la création d'une administration placée sous l'autorité du Ministre des Transports et bénéficiant ainsi d'un degré élevé d'indépendance;

- transfère les fonctions d'organisme de répartition des sillons et de tarification de l'infrastructure ferroviaire de la Communauté des Transports à l'Administration des Chemins de Fer à créer, pour réunir au sein d'un organisme toutes les missions ayant trait au secteur ferroviaire et qui ne peuvent être exercées par les CFL en tant que société intégrée.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

18.06.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.01.2009 Suite des travaux

26.03.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

Loi du 19 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°121, page 1718

«Paperless Douanes et Accises»

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Le projet sous avis se propose d'autoriser le Gouvernement à dépenser pour la période 2006 à 2014 un montant maximum de 29.658.000.- euros pour la mise en place d'un système informatisé permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelée «Paperless Douanes et Accises (PLDA)».

Ce système devra rendre à terme le système douanier totalement automatisé, interopérable, sûr, accessible et entièrement électronique. En plus, il permettra d'améliorer l'efficacité de l'organisation des contrôles douaniers et un flux continu des données afin d'améliorer l'efficacité des procédures de dédouanement, de réduire les formalités administratives, de contribuer au combat contre la fraude, la criminalité organisée et le terrorisme, de protéger les intérêts financiers, la propriété intellectuelle et le patrimoine culturel, d'accroître la sécurité des marchandises et du commerce international et de renforcer la protection de la santé et de l'environnement.

L'implémentation aura lieu conformément au plan stratégique pluriannuel d'informatisation

de la douane (MASP) établi par la Commission européenne et les États membres.

Comme l'engagement financier dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, l'approbation de la Chambre des Députés est nécessaire en vertu de l'article 99 de la Constitution. Notons toutefois que le projet de loi N°6011 modifiant l'article 80 (1) c) de la loi mentionnée ci-avant porte le seuil constitutionnel de 7,5 millions d'euros à 40 millions de sorte qu'une loi d'autorisation n'aurait plus été nécessaire pour le présent projet d'investissement.

L'article 2, dans sa version initiale, précisait que les dépenses occasionnées par la loi représentaient les frais d'investissement pour la période de 2006 à 2010 et limitait les coûts jusqu'à un seuil de dépassement d'un montant de 24.233.000 euros.

La Commission des Finances et du Budget, estimant qu'il serait plus approprié de connaître l'investissement final jusqu'en 2014, a adopté, lors de sa réunion du 17 février 2009, un amendement visant à modifier l'article 2 pour y inclure les frais d'investissement jusqu'en 2014 et les limiter au montant de 29.658.000 euros.

Dans son avis complémentaire du 31 mars 2009, le Conseil d'État a approuvé cet amendement.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

24.04.2008 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi

16.06.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2008 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24.09.2008 Examen de la prise de position de la Commission européenne

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

02.02.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'amendements

03.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

GECT

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la mise en place en droit luxembourgeois des dispositions appropriées pour garantir l'application effective du règlement (CE) N°1082/2006 du 5 juillet 2006 relatif à un groupement de coopération territoriale.

En raison du caractère «self-executing» des règlements communautaires, le Règlement est en soi directement applicable dans tous les États membres de l'Union européenne et cela sans acte législatif ou réglementaire de transposition.

Le GECT vise à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Contrairement à d'autres structures pouvant dans le temps gérer ce type de coopération, le GECT dispose de la personnalité et de la capacité juridiques. Ceci permet notamment au GECT d'acquiescer ou d'aliéner des biens mobiliers ou immobiliers, d'employer du personnel ou encore d'ester en justice.

Les membres du GECT peuvent être des États membres, des collectivités régionales ou locales, des associations ou tout autre organisme de droit public. Le GECT est une «première» dans le sens où il permet un groupement entre des collectivités de différents États membres sans la signature préalable d'un accord international ratifié par les parlements nationaux. Les États membres doivent néanmoins donner leur accord à la participation des membres sur leurs territoires respectifs.

Un autre avantage du nouveau dispositif réside dans le fait que le GECT, contrairement à une entité publique comme l'État ou les communes, peut directement encaisser des fonds communautaires et les affecter immédiatement au projet qu'il couvre.

Le recours au GECT pour mener un programme ou un projet est facultatif et non imposé par le droit communautaire.

Les missions exercées par le GECT sont précisées dans la convention conclue par ses membres. Ses missions doivent relever de la compétence de chacun des membres dans leur droit national. Dans le cadre de ces missions, le GECT doit faciliter et promouvoir la coopération territoriale afin de renforcer la cohésion économique et sociale.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

20.01.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

17.02.2009 Présentation et adoption d'un amendement

16.04.2009 Examen des avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 14 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°109, page 1621

Concurrence déloyale

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant,

- d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Le projet de loi 5881B vise à transposer en droit national la directive 2005/29/CE sur les

pratiques commerciales déloyales (titre abrégé), aussi appelée «directive UCP» (*angl.: unfair commercial practices*).

La directive UCP a été présentée comme un grand pas en avant dans l'accomplissement du marché intérieur et dans l'amélioration de la protection des consommateurs du fait de l'instauration de règles communes portant sur un aspect important du commerce transfrontalier. Dorénavant, les pratiques commerciales qui sont en relation directe avec la promotion, la vente ou la fourniture d'un bien ou d'un service et qui pourraient nuire aux intérêts économiques des consommateurs seront interdites.

La directive 2005/29/CE aurait dû être transposée en droit national jusqu'au 12 juin 2007 au plus tard. En application de la procédure

prévue à l'article 226 du Traité CE, la Commission européenne a mis en demeure le Luxembourg en date du 1^{er} août 2007, avant d'émettre un avis motivé le 31 janvier 2008. Après l'introduction d'un recours par la Commission en date du 27 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés européennes a condamné le Grand-Duché le 5 février 2009 pour manquement d'État.

L'adoption du projet de loi sous objet était donc d'une certaine urgence.

Le dispositif soumis au vote de la Chambre des Députés constituait une transposition quasiment littérale du texte de la directive communautaire, comme l'ont fait remarquer notamment le Conseil d'État et la Chambre des Employés privés dans leurs avis respectifs.

Direction des douanes et accises

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Dans la foulée d'une harmonisation de plus en plus poussée des législations fiscales et des actions d'entraide organisées au niveau européen pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, les tâches incombant aux administrations fiscales concernées deviennent de plus en plus complexes.

Partant, soucieux de disposer d'une organisation moderne, efficiente et adaptée aux exigences de plus en plus diversifiées et complexes, le projet de loi propose de réorganiser les cadres de l'Administration des douanes et accises à travers une modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises. Il est proposé de prendre les mesures suivantes:

- création de la fonction de directeur adjoint dans la carrière supérieure de l'Administration des douanes et accises;

- création du grade d'inspecteur de direction dans la carrière moyenne de l'Administration des douanes et accises;

- introduction d'une filière informatique dans les carrières supérieure et moyenne de l'Administration des douanes et accises pour garantir la mise en place progressive d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelée «Paperless Douanes et Accises»;

- redéfinition des divisions au niveau de la direction de l'administration à travers no-

tamment la création de deux nouvelles divisions, à savoir la division «Techniques de l'information et de la communication» et la division «Relations internationales»;

- remplacement de la «Caisse centrale des douanes et accises» par la «Recette centrale des douanes et accises»;

- introduction dans la carrière moyenne du rédacteur des douanes et accises des emplois hors cadre comme disposition permettant en cas de nécessité de réaliser des avancements sur place, c'est-à-dire sans changement d'affectation. L'idée à la base de cette mesure législative est de parer à des mutations trop importantes de titulaires de postes dotés d'une technicité toute spéciale et de donner une stabilité et une continuité aux divisions de la direction. Suite à la création de deux nouvelles divisions au sein de la Direction des douanes et accises le nombre des emplois hors cadre dans la carrière moyenne est augmenté de sept à neuf unités.

En deuxième lieu le projet de loi vise à compléter et à unifier la structure de direction au niveau de la carrière supérieure de l'Administration des douanes et accises avec celle de l'Administration de l'enregistrement et des domaines. Ainsi, le classement du directeur adjoint de l'Administration des douanes et accises concorde avec celui de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Le projet de loi sous rubrique complète l'ensemble des mesures destinées à renforcer progressivement les moyens d'action des administrations fiscales dont le bon fonctionnement est indispensable à la conduite des affaires publiques par le pouvoir exécutif.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008 Rapporteur: M. Alex Bodry	
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry)	
08.01.2009	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2009	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
29.01.2009	
19.03.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 23.04.2009 Loi du 29 avril 2009. Mémorial A 2009, N°88, page 1028	

«Atert-Lycée»

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur Attert, dénommé par la suite „Atert-Lycée“

La loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote a établi les bases légales du Neie Lycée. Le lycée-pilote se caractérise notamment par un régime à plein temps, un travail en équipes pédagogiques composées d'enseignants et d'éducateurs diplômés, un tutorat individuel de l'élève, une évaluation sans notes dans un esprit d'orientation plutôt que de promotion, ainsi que par une disponibilité des enseignants dans les localités de l'école tout au long de la journée.

Actuellement, l'offre scolaire est dénommée «cycle d'orientation» et comporte la division inférieure, ainsi que la classe polyvalente de la division supérieure de l'enseignement secondaire (7^e à 4^e) et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire (7^e à 9^e).

Parents et élèves ont demandé de pouvoir continuer leur scolarité au Neie Lycée au-delà du cycle d'orientation. Le cycle supérieur, créé par le biais de la présente loi, poursuivra un double but:

- enseigner les matières prévues aux programmes officiels pour préparer les élèves

du Neie Lycée à se présenter aux mêmes examens de fin d'études que les élèves des autres lycées;

- approfondir et ancrer définitivement les compétences développées dans le cadre du modèle pédagogique du cycle d'orientation, fondé sur le rôle actif et le travail autonome de l'élève.

Il est prévu de mettre en place un cycle supérieur, dénommé «cycle de formation», qui comprend la division supérieure de l'enseignement secondaire, à l'exception de la classe polyvalente, et le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. Les élèves y reçoivent une formation générale, technique ou professionnelle qui leur permet d'accéder à la vie active et aux études supérieures. Dans un premier temps, il est prévu d'organiser les sections A, B, C, D de l'enseignement secondaire.

Engagement de personnel spécialisé pour le Neie Lycée et pour l'Atert-Lycée

L'extension de la scolarité au Neie Lycée par la création d'un cycle de formation et l'augmentation du nombre des élèves ainsi induite, conduisent à des besoins supplémentaires en personnel enseignant, socio-éducatif, administratif et technique.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit un renforcement du personnel pour les besoins de l'internat de l'Atert-Lycée par l'engagement de six fonctionnaires de la carrière de l'éducateur diplômé est proposé.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008 Rapporteur: M. Norbert Hauptert	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
15.01.2009	Entrevue avec des représentants de l'Association des Cadres Fonctionnaires de la Douane
20.01.2009	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
16.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 29.04.2009 Loi du 14 mai 2009. Mémorial A 2009, N°109, page 1618	

Personnel de la Sécurité sociale

5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale

Les modifications envisagées par le projet à l'endroit de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ont pour objet de compléter le cadre du personnel de la Cellule d'évaluation et d'orientation auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale par la fonction de médecin-directeur

et par la carrière de l'infirmier diplômé.

Compte tenu du volume des dossiers à traiter en matière d'assurance dépendance, l'effectif de la Cellule a dû être adapté sensiblement depuis la création de la nouvelle branche de risque en 1998. Par ailleurs, de nouvelles attributions ont été confiées au service, notamment dans le domaine de la qualité des prestations allouées aux bénéficiaires d'aides et de soins. Aussi le projet prévoit-il la création de la fonction de médecin-directeur, chargé de la direction de la Cellule d'évaluation et d'orientation. La création de la carrière de l'infirmier diplômé répond, de son côté, au souci de disposer d'un personnel qualifié en matière de contrôle de la qualité.

Le projet a été complété par des amendements destinés à opérer des adaptations du Code de la sécurité sociale et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État devenues nécessaires suite à l'introduction du statut unique par la loi du 13 mai 2008.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008 Rapporteur: M. Fernand Diederich	
Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	
11.03.2009	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
24.03.2009	Examen des articles
02.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 23.04.2009 Loi du 12 mai 2009. Mémorial A 2009, N°106, page 1558	

Le nouveau site
www.chd.lu
online

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 02.10.2008 Rapporteur: M. Romain Schneider
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch): 29.01.2009 Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 02.02.2009 Adoption d'une série d'amendements 02.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 30.04.2009 Loi du 13 mai 2009. Mémorial A 2009, N°104, page 1546

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008 Rapporteur: M. Lucien Clement
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement) 10.11.2008 Désignation d'un rapporteur 09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 26.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot) 09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Vote en séance publique: 23.04.2009 Loi du 13 mai 2009. Mémorial A 2009, N°109, page 1618

SIGRE

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Le projet de loi a pour objet l'autorisation par le législateur de l'allocation d'une contribution de l'État aux investissements effectués ou à effectuer sur les installations de la décharge Muertendall exploitée par le syndicat intercommunal SIGRE, qui regroupe les communes des trois cantons de l'Est. La constitution de ce syndicat avait été autorisée par un arrêté grand-ducal du 28 février 1974, les nouveaux statuts syndicaux, basés sur la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, ayant par la suite

été approuvés par un arrêté grand-ducal du 31 mars 2008.

Le montant de la contribution étatique est calculé sur base des critères d'éligibilité prévus par la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement et représente, en vertu de l'article 4, lettre g) de la loi en question, un taux de 25%, soit 9.207.607,21 euros, du montant d'investissement global de 36.830.428,82 euros. Comme cette participation dépasse le seuil de 7.500.000 euros, prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 précitée, l'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution.

En fixant un montant de l'aide étatique à ne pas dépasser, le projet de loi sous examen est également en ligne avec les dispositions de l'article 5, paragraphe 3, de la loi du 31 mai 1999.

«Härebiërg»

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Le projet de loi s'inscrit dans un vaste programme de réhabilitation des infrastructures militaires de la Caserne Grand-Duc Jean à réaliser en cinq étapes qui sont d'une telle envergure que pour chacune d'entre elles un projet de loi doit être élaboré et voté.

La première phase qui constitue l'objet du texte sous rubrique porte sur la mise à niveau des infrastructures techniques primaires. Les quatre autres phases du programme de rénovation sont:

- la réhabilitation des infrastructures du stand de tir Blesdall;
- la construction d'un hall logistique qui fait l'objet du projet de loi 5999 déposé à la Chambre des Députés le 4 mars 2009 par le

Ministre des Travaux publics;

- la modernisation des bâtiments existants de la caserne et la construction d'un hall sportif;
- la construction d'un nouveau dépôt de munitions au plateau «Botterweck».

Ce projet d'envergure s'explique par le fait que les infrastructures de la caserne militaire Grand-Duc Jean qui ont été construites dans les années 50 n'ont jamais été pour la majeure partie soumises, jusqu'à ce jour, à des travaux de modernisation. Elles se retrouvent dès lors dans un état de vétusté avancé, elles ne répondent plus aux normes techniques de sécurité et de performance énergétique actuelles et elles ne correspondent plus aux besoins fonctionnels de l'armée.

La mise à niveau préliminaire des réseaux techniques primaires envisagée dans le présent projet de loi est primordiale pour mener à bien la suite des transformations envisagées.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008 Rapporteur: M. Roger Negri
Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri): 12.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 01.04.2009 Désignation d'un rapporteur 06.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État 15.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 28.04.2009

Installations hydroélectriques de Rosport

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport, d'une part, et à la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport, d'autre part. Les dépenses occasionnées par le projet sont fixées à 16,1 millions d'euros.

Installations hydroélectriques

Depuis la mise en service de la centrale, les ouvrages de génie civil n'ont fait l'objet d'aucune intervention majeure. Suite au constat que les dégradations notamment du tronçon aval du chenal d'aménée devenaient plus importantes aussi bien en envergure qu'en gravité, des études, ainsi que des campagnes d'investigation, ont été effectuées sur l'ensemble des ouvrages du site de Rosport pour réévaluer les conditions d'exploitation et de sécurité.

Le projet de réhabilitation arrêté sur base des résultats de cette vérification comportera ainsi une imperméabilisation du canal d'aménée vers la centrale hydroélectrique dont les conditions de stabilité ne sont plus assurées. En vue de rencontrer les pro-

blèmes dus aux sédiments dans la retenue, un dévasage régulier sera désormais prévu sous forme d'augmentations temporaires périodiques de la vitesse d'écoulement de l'eau de la Sûre permettant d'accroître sa capacité d'érosion, ce qui constitue par ailleurs aussi une mesure anti-crues efficace. Les ponts routiers traversant à deux endroits le canal d'aménée seront remis en état. Par ailleurs, il faudra reconstruire la prise d'eau à l'entrée dudit canal et remettre en état la station de pompage installée près du pont frontalier de Rosport.

Mise en conformité de la continuité de la Sûre

Les travaux prévus consistent dans la remise en état de la passe à poissons existant à la hauteur du barrage principal et dans la construction d'une nouvelle passe au droit de l'usine hydroélectrique. Des mesures supplémentaires sont prévues pour mieux protéger les anguilles. Enfin, une turbine supplémentaire sera aménagée sur le barrage principal. Elle servira à compenser la réduction du débit d'eau dirigée dans le canal et augmenter dès lors le débit dans la boucle de la Sûre, option retenue en vue d'améliorer les conditions de migration des poissons.

Cette mise en conformité de la continuité de la Sûre est à voir à la lumière de la nouvelle loi cadre sur l'eau qui transpose la Directive 2000/60/CE et qui oblige les États membres de la Communauté européenne à rétablir le bon état écologique des eaux de surface et notamment la continuité des rivières jusqu'en 2015.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.11.2008 Rapporteur: M. Ali Kaes
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement) 24.11.2008 Désignation d'un rapporteur 09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 26.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot) 09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 16.03.2009 Information par M. le Ministre
Vote en séance publique: 23.04.2009 Loi du 19 mai 2009 Mémorial A 2009, N°121, page 1719

Produits chimiques dangereux

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Le présent projet de loi exécute en droit national le règlement CE N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Le règlement communautaire met en œuvre la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement informé préalable applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, dite Convention „PIC“, telle qu'elle a été signée le 11 septembre

1998 et telle qu'elle fait l'objet de la loi d'approbation du 6 mai 2000.

La Convention PIC régit les importations et exportations de certains produits chimiques et pesticides dangereux. Le principe fondamental sur lequel la Convention repose est le consentement préalable en connaissance de cause. Dans le cadre de la Convention, cela signifie qu'un produit chimique qui est visé par la convention ne peut être exporté qu'avec le consentement préalable de l'importateur. La convention instaure ainsi une procédure pour connaître et faire connaître les décisions des pays importateurs et mettre ainsi en œuvre le principe du CIP (consentement informé préalable) dans le commerce international des produits chimiques. Elle prévoit des dispositions exigeant des informations détaillées relatives aux produits pour que cette décision soit prise après avoir pris connaissance des propriétés et des effets des produits notamment sur la santé humaine et sur l'environ-

nement. La convention s'applique aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés et aux préparations pesticides extrêmement dangereuses. Actuellement, plus de 30 produits chimiques sont soumis à la procédure de CIP. Néanmoins, certains produits sont exclus du champ d'application, comme les stupéfiants et les substances psychotropes, les matières radioactives, les déchets, les produits pharmaceutiques, les armes chimiques,...

Le règlement CE N°689/2008 repose sur les principes directeurs suivants:

- les règles s'appliquent tant aux produits chimiques dangereux interdits ou strictement réglementés pour une ou pour les deux catégories d'utilisation prévues par la convention, c.-à-d. en tant que pesticides ou produits chimiques à usage industriel, qu'aux produits chimiques dangereux, tels quels en tant que substances ou contenus dans une préparation ou un article, qui ont été interdits ou strictement réglementés dans la Communauté en tant que produits phytopharmaceutiques, autres formes de pesticides ou produits chimiques industriels destinés aux professionnels ou au grand public. Elles s'appliquent également aux produits chimiques qui sont soumis à la procédure internationale du consentement informé préalable. Elles s'appliquent également aux articles renfermant des produits chimiques qui sont susceptibles d'être libérés dans l'environnement dans certaines conditions normales d'utilisation ou d'élimination et qui sont interdits ou strictement réglementés dans la Communauté pour une ou plusieurs des catégories d'utilisation définies dans la convention, ou soumis à la procédure internationale CIP; certains produits chimiques et articles renfermant des produits chimiques particuliers qui n'entrent pas dans le champ d'application de la convention mais qui suscitent des préoccupations particulières ne peuvent en aucun cas être exportés;

- la procédure de notification couvre les exportations de la Communauté dans tous les pays tiers, que ces derniers soient ou non parties à la convention ou qu'ils participent ou non à ces procédures;

- les exportateurs et les importateurs sont tenus de fournir des informations sur les quantités de produits chimiques faisant l'objet d'un commerce international et relevant du règlement;

- les mesures de réglementation communautaires ou nationales finales interdisant ou réglementant strictement des produits chimiques ou, dans les cas où les critères requis ne sont pas remplis, du moins des informations y relatives sont notifiées au secrétariat de la convention en vue, le cas échéant, de leur intégration dans la procédure internationale CIP;

- la Communauté européenne est tenue de prendre des décisions concernant l'importation dans la Communauté des produits chimiques qui sont soumis à la procédure internationale CIP;

- les États membres et les exportateurs doivent être informés des décisions des pays importateurs en ce qui concerne les produits chimiques soumis à la procédure CIP et les exportateurs doivent les respecter;

- aucun produit chimique interdit ou strictement réglementé dans la Communauté et répondant aux critères requis par la conven-

tion ou relevant de la procédure internationale CIP ne peut être exporté sans le consentement explicite du pays importateur concerné, que ce dernier soit ou non partie à la convention. Une procédure spécifique concerne les cas où, en dépit de tous les efforts raisonnables consentis, aucune réponse n'est obtenue de la part du pays importateur, afin d'autoriser les exportations de certains produits chimiques à titre provisoire dans des conditions spécifiées;

- la Commission dispose d'une base de données afférentes;

- les produits chimiques doivent avoir une durée de conservation adéquate afin qu'ils puissent être utilisés de manière efficace et en toute sécurité. En ce qui concerne les pesticides notamment, et en particulier ceux qui sont exportés vers les pays en développement, il est indispensable de fournir des informations sur les conditions de stockage appropriées, et d'utiliser un conditionnement adéquat et des conteneurs de taille correcte afin d'éviter la création de stocks impossibles à écouler;

- les informations concernant les mouvements de transit de produits chimiques soumis à la procédure internationale CIP sont fournies aux parties à la convention qui en font la demande;

- les règles communautaires en matière d'emballage et d'étiquetage et les autres exigences concernant les informations relatives à la sécurité s'appliquent à tous les produits chimiques dangereux destinés à être exportés vers les parties et les autres pays, à moins que ces dispositions ne soient incompatibles avec des exigences particulières des pays importateurs, compte tenu des normes internationales applicables;

- les États membres désignent des autorités telles que les autorités douanières, chargées de contrôler les importations et exportations des produits chimiques en question et ceci sur base notamment d'un système de codes confirmant la conformité aux règles et destiné à être utilisé dans les déclarations d'exportation. Ils sont également tenus de prévoir des sanctions appropriées en cas d'infraction;

- le règlement encourage le partage des responsabilités, la coopération et l'assistance technique en la matière.

Le projet de loi 5957 désigne l'autorité nationale chargée d'exercer les fonctions administratives requises par le règlement. Il introduit des dispositions ayant trait à la recherche et à la constatation d'infractions. Il prévoit des sanctions pénales applicables aux violations de dispositions du règlement CE. Il y a lieu de relever qu'en application de la Convention PIC dont l'article 4 requiert la désignation d'une ou de plusieurs autorité(s) nationale(s), le Ministère de l'Environnement fait fonction d'autorité nationale, le Ministre de l'Environnement faisant fonction de correspondant officiel national. Les compétences des ministres et administrations en matière de produits chimiques dangereux visés par le règlement communautaire et de leur mise sur le marché restent d'application, alors que ce règlement requiert tout particulièrement la désignation d'une ou de plusieurs autorité(s) nationale(s) dans le cadre d'une procédure communautaire de notification et d'information qui est centralisée par la Commission.

École de la 2^e chance

5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2^e chance

Le projet de loi a comme objet de créer une base légale pour la mise en œuvre d'une nouvelle structure d'enseignement à l'intention de tous les élèves qui pour des raisons d'échec scolaire, de mauvais choix au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle et de manque de motivation ont décroché des classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique, afin de leur donner une 2^e chance éducative.

1. Les origines de l'École de la 2^e chance

Les origines de «l'École de la deuxième Chance» remontent à 1995 lorsque la Commission européenne adoptait un Livre blanc sur l'éducation et la formation, intitulé «Enseigner et apprendre: vers la société cognitive». Un des objectifs formulés était la lutte contre l'exclusion.

Même si le taux de décrochage des jeunes Luxembourgeois a diminué significativement ces dernières années, une étude gouver-

nementale montre que chaque année quelque 300 jeunes décrochent de notre système scolaire et se trouvent menacés de marginalisation. Pour ces élèves, toutes les mesures actuelles ne suffisent pas pour les amener à une qualification. Ainsi, une École de la 2^e chance constitue une offre pédagogique pour au moins ces jeunes décrocheurs sans aucune occupation.

2. Le concept de l'École de la 2^e chance

L'École de la 2^e chance fait partie intégrante du système de formation initiale. La formation offerte à l'École s'adresse en principe aux jeunes décrocheurs scolaires âgés de 16 à 24 ans compris. L'objectif de l'École peut être résumé comme suit:

- amener les jeunes décrocheurs à retrouver la motivation à s'engager dans un parcours scolaire;

- développer les compétences générales, pratiques et sociales qui leur permettront de (ré)intégrer les classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique, l'apprentissage ou le marché de l'emploi.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

04.02.2009	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
16.02.2009	Examen des articles
04.03.2009	Continuation de l'examen des articles
02.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 12 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°105, page 1550

Aides en faveur des classes moyennes

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Le projet de loi a comme objet d'augmenter, d'une part, les plafonds d'intensité brute maximale des aides pour les investissements dans les immobilisations corporelles et incorporelles (de 7,5% à 10% pour les petites et moyennes entreprises et de 15% à 20% pour les petites entreprises) et, d'autre part, de porter le plafond du régime d'aide «de minimis» de son maximum actuel de 100.000 euros à 200.000 euros. Ce régime permet à des entreprises ne rentrant pas, en raison de leur taille ou d'un autre critère d'éligibilité, dans le cadre d'un des mécanismes d'aides définis par la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, de bénéficier d'une aide sur trois ans.

Ces adaptations sont basées, d'une part, sur le Règlement (CE) N°800/2008 de la Com-

mission européenne du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), et, d'autre part, sur le règlement (CE) N°1998/2006 de la Commission européenne du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides «de minimis».

Les notions petites et moyennes entreprises et petites entreprises sont empruntées aux dispositions européennes qui rangent parmi les petites entreprises celles ayant moins de 50 employés et parmi les petites et moyennes entreprises celles comptant entre 50 et 250 employés.

Les crédits budgétaires prévus pour l'exercice 2009, en rapport avec les aides à l'investissement visées, s'élèvent à 10.850.000 euros. Il s'agit d'une augmentation de 1.150.000 euros par rapport à l'exercice 2008. À l'intensité d'investissement constante des entreprises à l'avenir, et dans l'hypothèse d'un respect intégral de la condition de déclaration préalable, il y a lieu de s'attendre à long terme à une hausse supplémentaire du coût budgétaire annuel de l'ordre de 2.000.000 euros.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

12.03.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.04.2009	Désignation d'un rapporteur
06.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président: M. Norbert Hauptert):

25.03.2009	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen des avis
22.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 28 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1888

Maisons de soins Vianden

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

Le projet de loi sous examen a pour but d'autoriser l'État à participer au financement d'une nouvelle maison de soins à construire à Vianden.

Cette dernière a pour vocation de remplacer les deux structures d'accueil pour personnes âgées existantes à Vianden à savoir, d'une part, le centre intégré pour personnes âgées actuellement abrité dans l'ancien couvent des Trinitaires et, d'autre part, la maison de soins sise rue du Sanatorium.

Sur base des nouvelles connaissances acquises par la gérontologie, la priorité est désormais donnée à des formes d'hébergement qui privilégient une autonomie maximale et qui offrent le service le plus adéquat

possible au regard de l'état de chaque pensionnaire. Les droits, la dignité et la compétence de décision de la personne âgée sont au centre de la prestation de services et l'accent est mis sur une assistance globale et stimulante. Ainsi, le client doit être motivé à organiser activement son quotidien et à ne solliciter que les aides indiquées dans sa situation propre compte tenu de ses possibilités et limites.

L'aide étatique qu'il est proposé d'allouer au projet sous rubrique répond aux critères fixés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique. Le financement de la maison de soins à construire à Vianden sera assuré par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» auquel l'État accorde une participation financière à raison de 70% alors que le projet répond à un besoin urgent tant au plan régional que national.

Actuellement, seul le procureur d'État, ainsi que les officiers de police judiciaire agissant sur son instruction, peuvent accéder directement, par un système informatique, aux données à caractère personnel d'une série de fichiers tels que le registre général des personnes physiques et morales créé par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; le fichier relatif aux affiliations des salariés, des indépendants et des employeurs géré par le Centre commun de la sécurité sociale sur base de l'article 321 du Code des assurances sociales, à l'exclusion de toutes données relatives à la santé; le fichier des demandeurs d'asile exploité pour le compte du service des réfugiés du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions; le fichier des titulaires et demandeurs de permis de conduire exploité pour le compte du ministre ayant les Transports dans ses attributions en passant par le fichier des demandeurs de visa exploité pour le compte du bureau des passeports, visas et légalisations du ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions ou encore le fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, exploité pour le compte de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Le projet de loi vient conférer tout d'abord un tel accès informatique également au procureur général d'État. Ce dernier dispose de certaines attributions particulières et propres qui requièrent l'accès à certains fichiers voire dont l'exécution est grandement facilitée par un tel accès.

Le projet de loi sous examen précise également que les membres des parquets ont eux aussi accès aux fichiers concernés.

Il est admis que chaque parquet est en principe «un et indivisible», de sorte que les membres d'un parquet représentent toujours le procureur général d'État respectivement le procureur d'État et peuvent se remplacer mutuellement. De ce point de vue, la question de savoir s'il est indispensable d'ajouter formellement les membres des parquets parmi les personnes pouvant accéder aux fichiers en question peut se poser. Aux yeux des auteurs du projet de loi sous rubrique cependant, la réponse à cette question doit être formulée en tenant compte non pas des attributions classiques des parquets, mais des impératifs de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Or, celle-ci exige que toute personne, qui peut avoir accès à un fichier contenant des données à caractère personnel, soit individualisée.

La consultation par les parquets de manière générale, c.-à-d. par le parquet général et les parquets d'arrondissements, des différents fichiers se justifie par la nécessité de préparer p.ex. des citations à l'audience. Il est dans ce cas indispensable de savoir où habite la personne que l'on souhaite citer. Il est, dès lors, normal que les parquets puissent accéder directement au fichier général des personnes physiques et morales. La consultation de ce fichier de même que d'autres fichiers sont indispensables en matière d'exécution des peines. L'accès au fichier des titulaires et demandeurs de permis de conduire est p.ex. utile dans les affaires pénales de circulation routière et en matière d'exécution des peines concernant de telles affaires. Quant au fichier des armes prohibées, il contient d'importantes informations qui peuvent être utiles pour déterminer, entre autres, la dangerosité d'un auteur présumé sur le point d'être interpellé ou encore de faire l'objet d'une mesure d'exécution de peine.

Dans la mesure où la consultation des fichiers en question est une tâche administrative, qui n'est évidemment pas effectuée par le procureur général d'État ou par le procureur d'État en personne, il est proposé de préciser que les membres du personnel de l'administration judiciaire peuvent y avoir accès aussi, sauf en ce qui concerne le fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, exploité pour le compte de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (fichier n° 9).

- l'extension de l'accès informatique direct aux fichiers en cause voire à certains fichiers aux agents de police judiciaire, aux membres du cadre administratif et technique de la police ainsi qu'à certains membres de l'Inspection générale de la Police

Actuellement, seuls les officiers de police judiciaire ont, en vertu de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police précitée, un accès informatique direct à certains fichiers. La limitation de l'accès aux seuls officiers de police judiciaire s'est avérée comme une restriction empêchant

dans la pratique une bonne exécution des missions légales de la police.

Le projet de loi sous rubrique prévoit d'y remédier en permettant aux agents de police judiciaire ainsi qu'à certains membres du cadre administratif et technique de la police, nommément désignés par le ministre ayant la Police dans ses attributions sur proposition du directeur général de la Police, et en fonction de leurs attributions, d'accéder auxdits fichiers, à l'exception notable de celui relatif à la TVA.

Il échet de relever dans ce contexte que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, qui a, entre autres, introduit l'article 34-1 précité, un grand nombre de tâches effectuées par les agents de police judiciaire sont devenues impossible à accomplir du fait que les agents de police judiciaire n'ont pas le droit de consulter les fichiers visés par l'article 34-1 auxquels – il n'est pas inutile de le rappeler – la police avait accès sur base de dispositions légales précédentes.

La plupart des affaires de police exigent un travail de recherche plus ou moins minutieux. Dans la mesure où un grand nombre de missions sont réservées par la loi aux officiers de police judiciaire, il appartient aux agents de police judiciaire de les décharger de certaines tâches et partant d'accomplir des missions de recherche ou de vérification nécessaires. Ainsi p.ex., en cas de crime flagrant ou de disparition de personnes, seuls les officiers de police judiciaire ont le droit d'enquêter sur le «terrain».

Ils ne pourraient pas exécuter correctement leurs missions s'ils n'étaient pas secondés efficacement par les agents de police judiciaire qui leur fournissent des informations préalablement recherchées ou vérifiées.

Peuvent être cités en tant qu'exemples à cet égard l'homicide commis en octobre 2008 lorsqu'une femme a été abattue près de la LUXEXPO, ou encore l'incident survenu en mars 2009 à Tétange où des coups de feu ont été tirés sur la voie publique. Dans ces cas, certains éléments d'enquête sont susceptibles d'être retardés (p.ex. la consultation du fichier des armes (N°10), précisément par le fait que les officiers de police judiciaire sont «sur le terrain» tandis que des agents de police judiciaire ou des membres du personnel civil se trouvent au bureau et pourraient, par la consultation du fichier, utilement soutenir les officiers de police judiciaire.

Il échet encore de relever dans ce contexte que la différence objective entre les officiers de police judiciaire et les agents de police judiciaire est largement surestimée. La différence qui existe entre ces deux catégories de policiers ne réside ni dans les études ou formations, ni dans les aptitudes ou compétences des officiers de police judiciaire par rapport aux agents de police judiciaire. Cette différence consiste essentiellement en un examen de passage après six ans de service préparant les agents aux missions incombant aux officiers de police judiciaire.

L'exigence d'une présence policière plus accrue sur le terrain implique nécessairement que les policiers soient déchargés de certaines tâches administratives. C'est dans cet ordre d'idées que, depuis un certain temps, la police recrute du personnel civil dont le nombre n'est pas négligeable. Parmi ce personnel figurent entre autres des spécialistes en économie ou en finances voire des ingénieurs. Certains services sont, par ailleurs, composés quasi exclusivement de personnel civil tel que p.ex. le service informatique ou les secrétariats, mais également les sections «Écofin» ou «Nouvelles technologies» du Service de police judiciaire. Il est, dès lors, évident que l'accès aux fichiers doit leur être également autorisé, du moins en ce qui concerne la plupart des fichiers.

Le projet de loi sous rubrique prévoit également que l'Inspection générale de la Police a un accès direct aux traitements de données à caractère personnel. Les membres issus de la carrière des inspecteurs ainsi que ceux de la carrière de l'attaché de direction auront, à côté de l'Inspecteur général de la Police et des membres issus du cadre supérieur de la Police, un accès informatique direct à ces fichiers, à l'exception du fichier relatif à la TVA (fichier n°9). L'accès à ce dernier fichier est réservé aux membres de l'Inspection générale de la Police investis des pouvoirs conférés aux officiers de police judiciaire conformément à l'article 76.

- une distinction plus claire des pouvoirs propres des magistrats et des policiers

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

06.04.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

01.04.2009 Désignation d'un rapporteur
06.04.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 19 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°121, page 1718

Accès aux banques de données

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Le projet de loi sous examen vise à modifier ponctuellement certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police qui ont été introduites par la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales et portant modification du Code d'instruction criminelle, de la loi modifiée du 31 mai du 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire.

Il est rappelé dans ce contexte que la loi du 22 juillet 2008 vise à renforcer les moyens d'action des autorités de poursuite notamment dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité voire le crime organisé et le terrorisme. Elle entend entre autres garantir aux autorités de poursuites (magistrats du ministère public, juges d'instruction, officiers de police judiciaire), sous certaines conditions, un accès automatisé à certaines banques de données mises en œuvre par des personnes morales de droit public telles que des administrations ou des services publics, et ce via la mise en place d'un cadre légal approprié. Une lutte efficace contre la criminalité requiert, en effet, à côté des ressources humaines et des équipements techniques adéquats, l'existence d'un cadre légal approprié pour permettre l'accès à certains traitements de données à caractère personnel.

Au-delà de la mise en place d'un cadre légal visant à régler l'accès à certains traitements de données à caractère personnel, la loi du 22 juillet 2008 vise également à améliorer la prise d'empreintes digitales et de photographies et leur utilisation ultérieure dans le cadre de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales.

Une adaptation de la loi du 22 juillet 2008 s'est avérée nécessaire en constatant, au moment de son entrée en vigueur et partant de son exécution, que certaines dispositions ne pouvaient quasiment pas être mises en œuvre et d'autres requerraient la mobilisation de ressources humaines, financières et techniques disproportionnées par rapport aux objectifs poursuivis.

Le fait que le projet de loi vienne adapter certaines dispositions introduites par la loi du 22 juillet 2008 précitée ne modifie en rien l'objet même de cette loi qui demeure identique. Le projet de loi sous rubrique ne remet pas non plus en question les garanties en termes de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel attachées à la loi du 22 juillet 2008.

À noter que dans la mesure où les dispositions de la loi du 22 juillet 2008, que le projet de loi sous rubrique entend adapter, se trouvent intégrées soit dans le Code d'instruction criminelle, soit dans la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, il est procédé non pas à une modification de la loi du 22 juillet 2008, mais à une modification des dispositions afférentes du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999.

Les principaux changements

Parmi les principaux changements proposés par le texte sous examen par rapport aux dispositions introduites par la loi du 22 juillet 2008 précitée on peut citer:

- l'extension de l'accès informatique direct aux fichiers en cause voire à certains fichiers au procureur général d'État, aux membres des parquets et au personnel de l'administration judiciaire

En supprimant le bout de phrase «(...) ainsi que les officiers de police judiciaire agissant sur son instruction (...)» au niveau de l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle, le projet de loi sous rubrique opère un changement radical de logique.

Actuellement, cet article constitue la base légale sur laquelle le procureur d'État ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent accéder aux fichiers en question, si ces derniers agissent sur instruction du procureur d'État. Or, les officiers de police judiciaire peuvent accéder aux mêmes fichiers en vertu de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police lorsqu'ils agissent en tant que policiers en matière de police administrative. Le projet de loi, par souci de simplification et afin de mieux distinguer les pouvoirs propres aux magistrats et aux policiers, prévoit que l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle servira désormais uniquement comme base légale lorsque des magistrats et les membres de leur personnel accèdent auxdits fichiers, tandis que la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police sera, en toutes hypothèses, la base légale permettant aux policiers d'accéder aux fichiers. Dans cette dernière hypothèse, il importe peu que les policiers agissent sur base de pouvoirs propres ou sur instruction d'un magistrat.

- la possibilité d'accéder aux fichiers concernés quelle que soit l'infraction qui motive la consultation

Le paragraphe (3) actuel de l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle prévoit que les fichiers en question ne peuvent être consultés que si un certain «seuil de peine» est atteint, c.-à-d. s'il s'agit de faits punis de deux ans d'emprisonnement au moins.

Le projet de loi sous rubrique ne reprend pas cette disposition. Cette décision s'explique par le fait que cette limitation empêche souvent dans la pratique une poursuite efficace voire une poursuite tout court d'un certain nombre d'infractions comme p.ex.: la quasi-totalité des infractions en matière de sécurité routière, toutes punies de peines d'amende uniquement, à l'exception du délit de fuite; la menace d'attentat contre une propriété; les coups et blessures involontaires, volontaires ou commis avec préméditation; l'abandon de famille ou encore la facilitation d'évasion de détenus; l'atteinte à la vie privée en passant par les infractions relatives à la durée de travail et la santé au travail; l'exercice illégal de la profession de médecin ou l'observation de mesures de fabrication et d'importation de médicaments.

Un exemple saisissant à cet égard est le cas des infractions de grivèlerie d'essence, punies aux termes de l'article 491 du Code pénal par un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros. En pratique, ces cas ont pu être résolus, avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, par la communication de la plaque de la voiture en cause par l'exploitant à la Police. Après consultation du fichier N°8, la Police a pu contacter immédiatement le conducteur fautif qui, en règle générale, a payé incessamment à l'exploitant le montant dû, afin d'éviter des conséquences plus graves. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, la poursuite de ce genre d'infractions devenait quasiment impossible, étant donné que le seuil de peine de deux ans s'imposait non seulement à la Police mais également au Parquet, ce qui avait comme conséquence que le Parquet devait saisir le juge d'instruction d'une requête, afin que le propriétaire ou le détenteur du véhicule n'ait pu être identifié.

D'autres exemples sont ceux de la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, où il y a toujours péril en la demeure et où il est impératif de pouvoir contacter immédiatement par exemple les parents sur leur lieu de travail (moyennant la consultation du fichier N°2), trouver l'adresse de la personne concernée ou vérifier un lien de parenté (consultation du fichier N°1) ou rechercher le propriétaire ou le détenteur d'un véhicule suspect (consultation du fichier N°8).

À noter dans ce contexte que les écoutes téléphoniques ou le repérage de télécommunications ne sont possibles qu'en présence d'infractions punies d'un emprisonnement d'au moins deux ans. Or, ces mesures constituent des atteintes autrement plus graves à la vie privée que la simple consultation d'un fichier administratif. Il en résulte que la restriction actuelle non seulement empêche dans de nombreux cas des poursuites, mais qu'elle est disproportionnée.

La suppression de ce seuil s'impose encore lorsqu'on compare les possibilités légales de recherche d'informations au niveau national

avec celles existantes au niveau international, c.-à-d. dans le cadre de la coopération policière et judiciaire internationale.

En comparant les articles 12 du Traité de «Prüm» du 27 mai 2005 et de la décision «Prüm» de l'Union européenne du 23 juin 2008 relatifs à la consultation automatisée transfrontalière de plaques d'immatriculation de voitures avec les articles 48-24 du Code d'instruction criminelle et 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police dans leurs versions actuelles, force est de constater qu'il existe actuellement un très grand nombre d'hypothèses dans lesquelles les policiers luxembourgeois peuvent légalement obtenir la plaque minéralogique d'un véhicule immatriculé dans un autre État membre, tandis que cela n'est pas possible pour un véhicule immatriculé au Luxembourg. Pire encore, dans ces mêmes hypothèses, les policiers des autres États membres ont accès à des plaques d'immatriculation luxembourgeoises qui ne sont pas accessibles aux policiers luxembourgeois.

C'est précisément dans le cadre de la coopération judiciaire et policière internationale que le «seuil de peine» a des répercussions dommageables pour le Luxembourg, alors qu'un grand nombre d'entraides internationales ont comme objet la vérification d'une adresse, d'une date de naissance, d'une plaque d'immatriculation d'un véhicule, d'une autorisation en matière d'armes ou encore de la situation professionnelle d'une personne.

Or, à l'heure actuelle, les autorités luxembourgeoises compétentes – le procureur général d'État, le procureur d'État ou la police – ont le choix entre deux options: soit elles informent l'autorité requérante qu'elles ne peuvent pas répondre favorablement à cette demande, soit elles font les démarches procédurales nécessaires afin que le fichier concerné soit accessible sur base d'un mandat du juge d'instruction. À l'évidence, il s'agit d'un dilemme; quelle que soit l'option choisie, la solution est préjudiciable soit à une bonne coopération internationale – indispensable pour le Luxembourg – soit au bon fonctionnement de la justice luxembourgeoise.

La disposition en cause risque, par ailleurs, d'être une source d'insécurité juridique considérable. En effet, surtout à un stade précoce d'une enquête – où la collecte d'informations est précisément très importante – il est parfois difficile voire impossible de conférer une qualification précise à des faits. Or, en application de l'article 48-2 du Code d'instruction criminelle, la nullité de toute une enquête pourrait être prononcée sur base du simple fait que des informations ont été consultées pour des faits qui, en fin de compte, ont été requalifiés par le juge du fond pour retenir une qualification punie d'une peine de moins de deux ans d'emprisonnement. Se pose, dès lors, la question de savoir si la consultation des fichiers serait illégale *ab initio* voire si le magistrat ou le policier qui a procédé à la consultation engage sa responsabilité pénale et/ou disciplinaire.

Il est encore à souligner qu'une restriction pareille n'est pas prévue en d'autres matières et s'explique difficilement notamment par rapport aux dispositions de l'article 138 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, aux termes duquel le ministre compétent peut accéder, également par un système informatique direct, à des fichiers qui sont soit les mêmes fichiers que ceux visés à l'article sous examen, soit des fichiers qui sont d'une sensibilité tout à fait comparable. Les agents des services concernés pouvant exercer cet accès sont déterminés par règlement grand-ducal, sans que cette loi ne prévoit la moindre restriction à cet égard. S'il est vrai qu'un seuil de peine ne ferait guère de sens en matière d'immigration, puisque le but en cette matière n'est pas de poursuivre des infractions pénales, toujours est-il qu'il s'agit néanmoins dans une large mesure des mêmes données et elles ne sont pas plus ou moins sensibles suivant qu'elles sont consultées à des fins d'immigration ou à des fins de poursuites pénales.

Par ailleurs, force est de constater qu'un nombre impressionnant de fonctionnaires et d'agents publics, étatiques et communaux, ont un accès informatique direct à sensiblement les mêmes fichiers, sans être soumis à une restriction similaire et sans avoir reçu, en règle générale, une formation comparable à celle dispensée aux magistrats et aux policiers.

Pour l'ensemble de ces considérations, il a été proposé par les auteurs du projet de loi de ne plus limiter l'accès aux fichiers pour des faits qui emportent une peine privative

de liberté dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.

- divers

Parmi les changements importants à la législation existante, on peut encore noter que la durée de conservation des données de retraçage est désormais fixée à trois ans. La loi du 22 juillet 2008 ne faisait que prévoir l'obligation de retraçage des informations relatives au magistrat ou à l'officier de police judiciaire agissant sur son instruction ayant procédé à la consultation, des informations consultées, de la date, de l'heure et de la référence aux faits déterminés au sujet

desquels la consultation a été effectuée, ainsi que du motif précis de la consultation sans indiquer la durée de conservation des données de retraçage.

Le projet de loi sous rubrique prévoit également que l'autorité de contrôle telle qu'instituée à l'article 17 paragraphe (2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel transmet au ministre en exécution de la loi de 2002 précitée un rapport ayant trait à l'exécution de sa mission de contrôle. Le ministre en fait parvenir chaque année une copie à la Chambre des Députés.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009	
Rapporteur: M. Gilles Roth	
Travaux de la Commission juridique	
(Présidente: Mme Christine Doerner):	
25.03.2009	Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État	
22.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 29.04.2009	

Autoroutes de l'information

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Le projet de loi 5996 a pour objet la modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information. La loi précitée avait comme objectif primaire l'amélioration de la connectivité internationale du Luxembourg par la mise en place d'un réseau à très haut débit reliant un centre situé au Grand-Duché et les centres primaires d'accès à l'Internet à l'étranger.

Afin d'atteindre le but qu'il s'était posé, le Gouvernement luxembourgeois avait créé en 2006 la société anonyme LUXCONNECT, un organisme de droit privé, doté de 500.000 euros de capital détenu par l'État avec une participation de départ marginale de la SNCL. Pour sa mission, LUXCONNECT S.A. n'avait pas le droit de dépenser plus de 30 millions d'euros, dont 17 millions d'euros étaient d'ores et déjà inscrits comme crédit à l'exercice budgétaire de l'année 2007.

La mise en service du réseau LUXCONNECT, qui est actuellement en déploiement tant au niveau national qu'interna-

tional, se fera par phases, la première étant prévue pour le printemps 2009. Conformément au plan initial, aucun investissement supplémentaire n'avait été prévu pour cette année. En effet, une première extension du centre d'hébergement à Bettembourg avait été programmée pour 2010 voire 2011 et des investissements additionnels, notamment dans un deuxième centre situé au nord de la capitale, allaient se faire en 2011 et 2012 voire après seulement.

Or, vu la situation économique difficile, le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'avancer les travaux et de les concentrer sur les exercices budgétaires 2009 à 2011. Il s'agit de l'extension du centre de Bettembourg, de la réalisation d'un deuxième centre d'hébergement et de travaux sur le réseau et la connectivité internationale et nationale.

Dans cette optique, le Gouvernement propose de modifier l'article 3 de la loi du 22 décembre 2006, limitant les dépenses occasionnées par la loi en question à 30 millions d'euros, en précisant que les dépenses pour réaliser les investissements nécessaires à une mise à niveau des infrastructures électroniques devront se limiter à 30 millions d'euros pour l'année 2009 et à 35 millions d'euros par an pour les années 2010 et 2011.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009	
Rapporteur: M. Lucien Thiel	
Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications	
(Président: M. Lucien Thiel):	
30.03.2009	Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi	
22.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport	
Vote en séance publique: 29.04.2009	
Loi du 12 mai 2009.	
Mémorial A 2009, N°102, page 1527	

Le nouveau site
www.chd.lu
online

Présidence: M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. 5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»
 - *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
 - *Discussion générale: Mme Fabienne Gaul, M. Claude Meisch, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (dépôt d'une documentation), Mme Anne Brasseur*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
2. 5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant
 - la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;
 - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;
 - la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;
 - la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance
 - *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Body*
 - *Discussion générale: M. Marcel Sauber, M. Eugène Berger, M. Jean Huss, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (répond à M. Henckes)*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg
 - *M. Fernand Etgen - M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
4. 5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydro-électriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport
 - *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
 - *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Fernand Diederich, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi
 - *M. Claude Meisch (retire la motion)*
6. Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation
 - *Exposé: M. Jean Huss*
 - *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Xavier Bettel*
 - *Vote (motion adoptée)*
7. 5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch
 - *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Ali Kaes*
 - *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

» M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

» M. le Président.- Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 5883 iwwert de Lycée-pilote an den Atert-Lycée. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno opgedeelt. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Gaul, den Här Meisch, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

1. 5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

» M. Fernand Diederich (LSAP), *rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass den 23. Mee 2008 duerch d'Madame Minister vun der nationaler Erziéung déposéiert ginn. Den 19. Februar 2009 sinn Amendementë vun der Regierung ageerecht ginn. Den 3. März 2009 huet de Statsrot säin Avis ofginn, an de Projet de rapport, deen eis hei virläit, ass an der Réunion vum 2. Abrëll ugeholl ginn.

D'Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schaffung vun engem Lycée-pilote stellt déi legal Basis vum Neie Lycée duer, dee charakteriséiert ass duerch e Régime a plein temps; eng Aarbecht a pedagogeschen Équiper, zesummesat aus Enseignanten an Educateurs; en individuell Tutorat vum Schüler; eng Evaluatioun an engem Geescht vun Orientatioun, an eng Disponibilitéit vun den Enseignanten an de Raimlechkeete vun der Schoul während dem ganzen Dag.

De Moment bitt den Neie Lycée de Cycle d'orientation un, deen déi énnesch Division an d'Classes polyvalentes vum Enseignement secondaire begräift, also vu Septième bis Quatrième, an den énneschte Cycle vum Secondaire technique mat dem Régime préparatoire, also vu Septième bis Neuvième.

Déi éischt Evaluatioun vum Lycée-pilote, déi vun der Uni Lëtzebuerg a vun der Evaluatiounskommissioun mat international renomméierte Pedagogon duerchgefouert goufen, ware positiv an énnesträichen d'Zefriddenheet vun den Eltere souwéi d'Motivatioun vun de Schüler a bescheinegen hinnen an Däitschen, Fransésche souwéi an der Mathematik en Niveau, deen duerchaus mat deene vu Schüler aus aneren Etablissementer vergläichbar ass.

Émmer méi Elteren a Schüler hu gefrot, déi pedagogesch Expérience vum Neie Lycée iwwert den éischte Cycle eraus ze verlängeren, sou datt d'Méiglechkeet vun enger Extenssioun studéiert ginn ass.

D'Aféierung vum Cycle supérieur huet een duebelt Zil: éischters, déi Matière ze enseignéieren, déi an den officielle Programme virgesi sinn, fir d'Schüler op déiselwecht Schlussexame virzebereede wéi d'Schüler aus deenen anere Lycéeën; an zweetens déi Kompetenze verdéiwen, déi am Kader vum pedagogesche Modell am Cycle d'orientation entwéckelt gi sinn an déi op der aktiver Roll an dem autonome Schaffe vum Schüler baséieren.

De Gesetzesprojet gesäit dofir d'Aféierung vun engem Cycle supérieur vir, Cycle de formation genannt, dee modular organiséiert ass. Hie begräift d'Division supérieure

vum Sekundarunterricht souwéi de Cycle moyen a supérieur vum technesche Secondaire. D'Schüler kréien eng allgemeng technesch a beruflech Formatioun, déi hinnen Zougank zu héijere Studië souwéi zum aktive Berufsliewe bitt.

D'Schüler ginn ugeleet, Mémoires ze redigéieren, déi als Suite zu deene Kompetenzen, déi am énneschte Cycle développéiert gi sinn, op eegener Recherche, dem Erstelle vun enger Synthesee, op perséinlecher Reflexioun a Presentatioun baséieren. Op der Troisième gëtt de Mémoire als Gruppenaarbecht realiséiert iwwer e Sujet aus der Culture générale, während op der Deuxième een individuelle Mémoire sech op d'Spezialitéit vum Schüler bezitt. An éischter Zäit ginn opgrond vun der Nofro vun de Schüler d'Sektione A, B, C, D vum Enseignement secondaire organiséiert. Sollt et sech als opportun erweisen, kënnen och Klassen am Cycle moyen a supérieur vum Secondaire technique geschafte ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics stellt mat Satisfaktioun fest, datt de Gesetzesprojet prezis Bestëmmungen iwwert de Fonctionnement vun den eenzelne Cyclen enthält. Hirer Meenung no kéinten awer eenzel traditionell Disziplinen duerch d'Zesummeleeë vun de Matièren a Module benodelegt ginn, an d'Ennerscheeder an de Programme tëschent dem Lycée-pilote an deenen anere Lycéeën kéinten de Passage vun de Schüler vun engem Lycée an deen anere méi schwierig maachen.

De Statsrot hätt sech méi Detailler iwwert déi gemachten Evaluatiounen erwaart, an e besteet drop, datt déi nei Approche, wéi d'Organisatioun a Modulen an d'Redaktioun vu Mémoires, enger seriöser Evaluatioun ënnerzu gëtt.

D'Unterrechtseenheeten, d'Etüden an déi récréativ Phase gi während aacht Stonnen den Dag während fënnf Deeg an der Woch organiséiert. Fir d'Schüler vun den dräi éischte Joer, den dräi éischte Klassen also, ass d'Participatioun un de gemeinsame Molzechte genesou wéi hir Präsenz permanent am Gebai obligatoresch, fir domat de Gedanke vun der Communautéit ze betounen.

De Bulletin, dee vun der pedagogescher Équipe ausgestallt gëtt, gëtt Opschloss iwwert d'Kompetenze vum Schüler an deenen eenzelnen Disziplinen, iwwert d'Aart a Weis wéi e matschafft, wéi seng Astellung zu dem Liewen an der Schoul ass. En enthält och Recommandatiounen vum Conseil de classe a Propositionen, wat d'Orientatioun ubelaangt. Mat Ausnahm vun de Coursé vun der Formation morale et sociale a vun der Instruction religieuse, déi vun der Éducation aux valeurs ersat ginn, an der Redaktioun vun de Mémoires sinn d'Matièren, déi enseignéiert ginn, déiselwecht wéi op de Klasse vun der Troisième bis Première vun deene verschiddene Sektione vum Enseignement secondaire.

Mat Ausnahm vun der Éducation physique ass d'Formatioun opgedeelt an obligatoresch Modulen, déi noutwendeg si fir d'Virbereedung op déi ugestriefte Diplome, souwéi a Module mat Optionen, déi net méi wéi ee Véierel vum Total vun de Modulen dierfen ausmaachen.

D'Schüler kënnen u komplementären Aktivitéiten deel huelen, zum Beispill Theater, Konscht, Kultur, Handwierk. Zwou vun deenen Aktivitéiten sinn obligatoresch, dorënner d'Éducation physique a sportive. All Schüler gëtt vun engem Tuteur suivéiert, deen en Enseignant aus der pedagogescher Équipe ass. Hie begleet de Schüler bei senger Ausbildung, déi op émmer méi Autonomie ausgerichtet ass, an hien ass och e wichtegen Interlocuteur fir d'Elteren.

Hie gëtt bei dëser Aarbecht vun den Éducateurs gradués ënnerstëtzt, deenen hir Tâche folgend Punkte begräift: d'Zesummenaarbecht mat de pedagogeschen Équiper, d'Organisatioun an d'Supervisioun vun den Etüden, d'Ennerstëtzung an d'Begleitung vun de Schüler bei der Uuegung vu soziale Kompetenzen, d'Ausaarbechtung vu socioéducative Projeten, d'Erziéung zum Liewen am Lycée an engem Kontext vu Kooperatioun a Participatioun.

Am Artikel 11bis gëtt d'Promotioun am Cycle de formation geregelt. Si geschitt op Basis vun der Evaluatioun vun de Modulen an den Ajourneement souwéi vun der Akzeptatioun vum Mémoire. All Modulen, all Ajourneement gëtt duerch eng Note evaluéiert. De Schüler, deen ongenügend No-

ten huet a méi wéi engem Véierel vun de Modulen, fällt duerch. Ee Mémoire, deen net ugeholl gouf, kann eng zweete Kéier am September presentéiert ginn. An allen anere Fäll entscheet de Conseil de classe, ob de Schüler duerchkënn, ob en duerchfällt oder een oder méi Ajournementer kritt.

Fir zu de Module vun der Première zouge-looss ze ginn, muss de Schüler d'Deuxième réusséiert hunn, hie muss dann also och seng Mémoire bestan hunn. Den Artikel 11ter hält fest, dass den Examen de fin d'études secondaires vun de Schüler vum Neie Lycée dees selwechten ass wéi deen, dee fir d'Schüler vun deenen anere Lycées besteet, laut Artikel 60 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. Mee 1968 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire.

D'Extensioon vum Neie Lycée bedéngt zousätzlech Personal: Enseignanten, Educateurs souwéi administrativt an technesch Personal. Wann den Neie Lycée op Miersch wäert transferéiert ginn, kënn ee Restaurant scolaire derbäi an en Internat fir honnert Plazen.

Am Artikel 2 gëtt festgehalten, dass iwwert d'Engagement vum Budgetgesetz eraus d'Regierung autoriséiert gëtt, folgend Personal anzustellen: fir de Cycle de formation zwoe Educateurs gradués, Bibliothécaire, Informatiker, dräi Handwierker an dräi Employéën; fir d'Internat aacht Educateurs gradués, e Concierge an en Employé, a fir de Restaurant scolaire véier Käch mat CATP a véier Käch ouni CATP an aacht Hëllefssaar-bechter.

Ausserdeem muss fir d'Internat vum Atert-Lycée zu Réiden sechs Educateurs gradués an d'Gesetz ageschriwwen ginn. Déi waren d'lescht Kéier am Gesetz iwwert de Réidener Lycée vergiess ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Extensioon vum Neie Lycée schreift sech an an de bildungspolitesche Reformkurs vun der Regierung. Mir wënsche vun hei aus de Schüler an den Enseignanten op dem Wee bonne Chance, an ech ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndleche Bericht. Als éischt Riednerin ass elo d'Madame Gaul agedroen. Madame Gaul, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

►► **Mme Fabienne Gaul (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Här Rapporteur, dem honorablen Här Fernand Diederich, villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréfflechen a mëndleche Rapport.

Duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2005 an d'Kreatioun vun engem Lycée-pilote huet den Neie Lycée seng legal Basis. Ech ginn net méi am Detail op de Fonctionnement vun demem Lycée an, well de Rapporteur dést schonn ausféierlech gemaach huet.

Erlaabt mer just e puer Neierungen aus demem Schoulsystem erauszestrichen. Esou ginn am Neie Lycée d'Fächer a Form vu Moduler enseignéiert, wourop ech herno nach méi genau zréckkomme wäert. Besonnesche Wäert gëtt och dorop geluecht, dass d'Schüler vu pluridisziplinären Équipes encadréiert ginn an dass all Schüler een Tuteur huet, dee sech ganz individuell em hie këmmert an hie während senger Schoulzäit begleet.

Am Moment ginn am Neie Lycée d'Klassen an der Division inférieure an d'Classes polyvalentes vun der Division supérieure vum Enseignement secondaire ugebueden - et geet also em d'Klasse vu Septième bis Quatrième - an d'Klasse vum Cycle inférieur vum Secondaire technique mam Régime préparatoire, also d'Klasse vu Septième bis Neuvième.

Et ass hei schonn ënnerstrach ginn, dass d'Veutraue vun den Elteren an och vun de Schüler selwer an den Neie Lycée säit senger Ouverture ëmmer méi grouss ginn ass a weider gëtt. An dat mat Recht: Souwuel eng Evaluatioun vun der Uni Lëtzebuerg wéi och d'Resultater vun enger spezieller Evaluatiounskommissioun si positiv. Deemo sinn d'Connassancé vun de Schüler aus dem Neie Lycée am Däitschen, am Franséischen an an der Mathematik vergläichbar mat deene vun de Schüler aus deenen anere Lycées.

Do dernieft hunn dës Schüler eng Rei vu Kompetenzen opgebaut, op déi an anere Schoulen net esou vill Wäert geluecht gouf. Si si geléiert ginn, an der Équipe ze schaffen, eegestänneg Recherchen ze maachen an dës och selbstänneg unzewenden.

Dës Etüde beleechen awer och déi grouss Motivatioun vun de Schüler an hiren Elteren,

déi et gëllt ze ënnerstëtzen. Well do, wou ee motivéiert ass, do léiert ee besser an och méi effikass.

Dëse Projet de loi N°5883, deen den 23. Mee 2008 vun der Éducatiounsministesch an der Chamber déposéiert gouf, ass also eng logesch Suite vum Gesetz vum 25. Juli 2005. De Succès vun dem Projet Neie Lycée gëtt den Elteren an de Schüler Recht, dass si och an dem ieweschte Cycle wëlle vun demem Schoulsystem profitéieren.

Dëse Projet de loi proposéiert also d'Schafe vun engem Cycle supérieur am Neie Lycée, dee souwuel déi Matière enseignéiert, déi am Programm stinn, well d'Schüler sech jo deemselwechten Examen de fin d'études stelle mussen wéi d'Schüler aus deenen anere Lycées. Anerersäits sollen déi Kompetenzen weider ausgebaut a gefördert ginn, déi am Cycle inférieure opgebaut goufen, wéi eegestänneg Schaffen, Recherche maachen, Zesammenhäng hierstellen an esou weider, well et sinn dës Qualitëten, déi ëmmer méi wichteg ginn an och op den Universitëite gefrot ginn. An esou stelle si eng optimal Preparatioun fir d'Schüler duer.

Et gëtt also elo nom sougenannte Cycle d'orientation och e Cycle de formation geschaff, deen d'Division supérieure vum Enseignement secondaire an de Cycle moyen a Cycle supérieur vum Enseignement secondaire technique beinhaltet. Fir d'éischt ginn d'Sektioneun A, B, C an D ugebueden, well dést der Demande vun den aktuelle Schüler entsprécht. Jee no Besoin kënnen dës Angeboter awer an Zukunft och nach ausgebaut ginn.

D'Organisatioun a Moduler erlaabt méi e rationaalt Léieren, an doduerch, dass eng Partie Coursé gemeinsam mat Schüler vun anere Sektioneun stattfënn, gëtt den Austausch ënnerenee favoriséiert, an d'Schüler léieren och scho fréi, mat kriteschen oder anere Meenunge konfrontéiert ze ginn an an der Diskussioun no Léisungen ze sichen.

Dës Method verhënnert och en Duerchfalen op ganzer Linn, wat oft schold un engem Schoulofbruch ass. Sou kann een duerch aus weiderkommen a just dee Modul mussen nei maachen, deen een net gepackt huet. Op dës Manéier gëtt vill onnéideg Frustratioun verhënnert, an d'Schüler kréien net dat Gefüll vermëttelt, dat si versot hunn. Villméi gëtt ee belount fir dat, wat ee kann, amplaz gestrooft ze gi fir dat, wat een nach net esou gutt beherrscht.

Et soll een allerdéngs net mengen, dass dat heescht, dass ee säi Joer geschenkt kréich an dass alles méi einfach gëtt. Au contraire. Et gëtt just villes der Realitéit méi ugepasst. Sou gëtt all Modul ofgeschloss duerch en Examen, dee mam Examen de fin d'études vergläichbar ass. Sou ginn d'Schüler besser op dësen Examen virbereet, an hinne soll esou fréi wéi méiglech d'Angscht virun esou engem Examen geholl ginn. Op déi Manéier verhënnert een, dass dee sougenannte Premiërexamen deen éischten Examen ass, mat deem d'Schüler konfrontéiert ginn.

Vill Wäert gëtt am Neie Lycée op d'Schreibe vu Mémoire geluecht, wat bis elo an der Schoul net systematesch geléiert ginn ass, wat awer wichteg ass fir en eegestänneg Schaffen an lwwerleeën, wat all Schüler herno och am Berufsliewe wäert brauchen.

An deem Sënn gesäit de Cycle de formation, deen duerch dëse Projet de loi agefouert gëtt, vir, dass op der Klass vun Troisième e kollektive Mémoire an op der Klass vun Deuxième en individuelle Mémoire geschriwwen gëtt. Esou sinn d'Schüler nom Lycée scho gewinnt, selbstänneg Aarbechten ze verfaassen a mussen dést net eréischt op enger Uni oder op enger eventueller Aarbeitsplaz léieren, wat e considérable Virdeel duerstelt.

D'Aféiere vun demem neie Cycle ass natierlech verbonne mat dem Besoin no méi Personal, wat duerch dat neit Angebot entsteet. Anerersäits gesäit dëse Projet de loi e Renforcement vun Personal vum Atert-Lycée vir - den Detail dozou huet den Här Rapporteur eis schonn duergeluecht.

Natierlech muss d'Reussite vum Neie Lycée nach méi genau evaluéiert ginn, mä déi éischt Bewäertungen, souwuel vu bause wéi och vun den Elteren a Schüler selwer, beweisen, dass dëse Lycée um gudden Wee ass, an dass et wichteg ass, dass dës Schüler hir ganz schoulesche Carrière an demem System kënnen maachen a sech net no e puer Joer erëm müssen un en anere Schoulsystem gewinnen, do, wou dann och déi Kompetenzen, déi am Neie Lycée opgebaut goufen, net méi onbedéngt systematesch weidergefouert ginn.

Dëst ass also e sennvolle Projet, deen et gëllt ze ënnerstëtzen, an ech ginn heimat der och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Gaul Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

►► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréisch soen, dass mer als Fraktioun - déi allermeeschte Memberen op jidde Fall aus der Fraktioun - demem Projet wäerten zoustëmme, obscho mer den initiale Projet zum Neie Lycée ofgelehnt hunn, an obscho mer haut eigentlech och nach ëmmer eng Rei vu Bedenken, Kritiken, Suggestiounen, Commentairen ze maachen hunn. Et ass eis awer wichteg, dass e Projet, dee lancéiert gouf, déi Schüler, déi dorober vertraut hunn, net an eng Sakgaass féiert, an dass een deenen d'Méiglechkeet gëtt, an deem Projet do kënnen weider ze evolüieren, weider hir Formatioun kënnen ze maachen, déi dann och zu engem Ofschluss féiert.

Eng vun de Kritiken, déi mer beim initiale Projet haten, dat war d'Evaluatioun vun dem Projet. Hei gëtt gesot, dass positiv Resultater ze verzechnen wäeren. Allerdéngs ass et hei - wéi mer gradesou och bei Eis Schoul gesot hunn - wichteg an eisen Aen, dass dës le départ vun esou engem Schoulprojet d'Critères d'évaluation définéiert ginn, dass eng neutral Evaluatioun ka stattfannen, eng Evaluatioun vu bausen, an net nei geschafene Institutiounen sech selwer sollen evaluéieren, fir herno kënnen en objektive Rapport ze maachen an objektive Konklusione kënnen ze zéie par rapport zu deem, wat ee sech als Ambitioun am Ufank vun engem Projet gestallt huet.

Et ass en anere Bedenken: Nach wie vor deen, dass mer hei eng Schoul fonctionnéieren hunn, déi aner Moyenen huet, méi Moyenen huet wéi aner Schoulen uechtert d'Land. An do si mer mat Sécherheet d'accord, fir op nei Weeën an der Éducatioun ze goen. Mir mengen allerdéngs, dass een ëmmer muss mat deene Moyenen schaffen, déi eben do sinn. A wa mer nei Weeër wëlle goen, a wa mer wëlle kucken, ob den neie Wee dann och éischter kann erfollegräich sinn, ob en e bessere Wee duerstellt, da muss een natierlech och kucken, ob ee mat deeneselwechte Moyenen geschaff huet wéi op anere Plazen. A wann déi dote Schoul eppes soll sinn, wat herno géif verallgemeinert ginn, muss ee jo awer kucken, dass d'Moyenen nach ëmmer déi bliewen, wéi mer se ebe bereet sinn, fir eisen Enseignement zur Verfügung ze stellen.

Hei ass et och ee Schoulprojet, dee separat gekuckt gëtt, ee Projet, deen am Koalitionsaccord définéiert gouf, woubäi den Impakt vun demem Projet op dee ganzen Enseignement natierlech och limitéiert ass an nëmme ka limitéiert sinn. Duerfir hätte mir eis eng aner lwwerleeung gewünscht, eng lwwerleeung, wou mer e Kader definéieren, innerhalb vun deem all Schoul eigentlech hätt kënnen hire Wee aschloen, hire System definéieren, hire Projet selwer definéieren, mat deene Leit, déi do schaffen, en fonction vun deene Besoinen, déi an där Schoul, an där Region noutwendeg sinn.

Mir bliewen der Meenung, dass mer net nëmme ee Schoulsystem hei zu Lëtzebuerg brauchen, eng Aart a Weis fir Schoul ze halen, mä dass do eigentlech Villfalt ugesot ass, well mir hu jo net nëmme ee Kand hei am Land, an all Kand ass verschidden, an déi Äntwerten, déi mer op d'Problemer vun deenen eenzelne Kanner ginn, mussen dohier an eisen Aen och kënnen verschidden sinn.

Gelunge fanne mer et dohier - an duerfir wëll ech eigentlech och net op den Detail vum Projet de loi agoen -, dass hei nach ëmmer vum Gesetzgeber definéiert gëtt, wéi Schoul gehale gëtt, wéini - hunn ech héieren zum Beispill - dass d'Präsenz vun de Schüler obligatoresch ass, dass déi mussen mëttes an der Mëttesstonn do iessen. Dat ass jo awer scho gelungen, dass mer dat müssen an e Gesetz schreiwen.

Duerfir proposéiere mir nach emol, dass een d'Verfassung soll änneren, fir eben eng Rei vu Kompetenzen dem Gesetzgeber ewechzehuelen an der Regierung do méi Pouvoir ze looseren, fir iwwert d'Éducatioun organisatoresch an de Schoule kënnen aktiv ze ginn, ouni dass all Kéier hei dofir de Gesetzgeber säin Accord soll ginn.

Wann ech hei ronderëm kucken, da gëtt et bestëmmt eenzel Leit, déi vu Pedagogie munches a ganz villes verstinn. Ech ziele bestëmmt net zu deenen. An nach aner Kolleege kënnen och schwéier beuerteelen, wéi soll Schoul gehale ginn, wéi richteg Schoul gehalten a wéi falsch Schoul gehale gëtt. Duerfir menge mer, dass mer dat net onbedéngt der Politik sollen iwwerloossen, mä mer sollen et prioritär de Pedagogen, de

Schoulmeeschteren, de Léierinnen iwwerloossen, wéi an de Schoule geschaff gëtt a wéi net do geschaff gëtt.

D'Politik soll eng Aufgab hunn, fir e Kader ze setzen. E Kader, innerhalb vun deem verschiddene Schoulprojete Plaz kënnen hunn. D'Politik soll Bildungsziel definéieren. D'Politik soll dann och duerch eng kompetent an eng onafhängeg Evaluatioun kucken, ob déi eenzel Schoulen déi Bildungsziel dann och errechen. Dat schéngt eis méi e sennvolle System ze sinn, wéi just mat engem Projet ze kucken, ob eng aner Schoul da besser Resultater bréngt, well dann hu mer e System, dee vu sech selwer léiert, dann hu mer e System, deen den eenzelne ganz verschiddene Kanner an Erausforderunge quoesch uechter eist dach klengt Land éischter ka Rechnung droen.

Wat eis dobäi wichteg ass, bei deene verschiddene Projeten a grad och bei demem Projet, ass, dass et zu all Moment och méiglech bleibt, dass e Kand vun där doter Schoul an eng aner ka wiesselen, dass et net e fermes Engagement ass, well d'Liewenssituatioun vun de Kanner ass oft déi vun den Elteren, an do kënn oft eppes dertëscht. Eleng duerch de Fait, dass een, zum Beispill, plënnert, huet een herno op eemol Problemer, seng Schoul do kënnen fäerdegen ze maachen. Oder wann een op eemol festgestallt huet, dass dat, wat ee sech vun där Schoul erwaart huet, awer dann net dat bruecht huet, oder ee sech eigentlech awer an deem System do net esou zurecht fonnt huet, d'ärf dat net dozou féieren, dass een herno net méi kann an de konventionelle System zréckwiesselen.

Do wou meng Fraktioun op jidde Fall ganz d'accord ass, dat ass dee Volet iwwert den Atert-Lycée, e Lycée, dee vun der Éducatiounsministesch Madame Brasseur initiéiert gouf, weist vun deene villen neie Gebaier uechtert d'Land, déi déi lescht Jore geplangt, realiséiert an a Betrib geholl gi sinn. A mir gesinn eigentlech och, wat de positiven Impakt ka si vun esou enger Schoulinfrastruktur, notamment och am ländleche Raum, déi de ländleche Raum belieft, déi d'Jugend am ländleche Raum beléisst, déi och d'Liewensqualitéit, mengen ech, virun allem vun de Schüler do d'äitlech eropsetzt, dass déi wäit Transportweeër, déi bis elo noutwendeg waren, do net méi noutwendeg sinn.

Vun esou enger Schoul aus ka ganz besonnesch och am ländleche Raum ëmmer erëm munchen Impuls ausgoen op déi Gemengen, op déi Betriber, déi do sinn, och op d'Wirtschaftsentwécklung an deem Raum an op d'Entwécklung vum Wunnraum an deem Raum. Duerfir si mer selbstverständlech d'accord, fir dat, wat am éischte Worf do nach net esou konkret geregelt war, dann an demem Projet de loi mat ze definéieren.

Ech soen Iech Merci.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem honorablen Här Diederich, Merci soe fir säi schréfflechen a säi mëndleche Rapport. Den Inhalt vun demem Gesetz ass vun him a vu menge Virriedner ausgiebig duergeluecht ginn.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech hunn, wéi ech mech op dësen Discours virbereet hunn, d'Debatt vun 2005 iwwert de Projet de loi portant création d'un lycée-pilote, deen och haut nach ëmmer ënnert dem Numm Neie Lycée leeft, gelies. Ech hunn zu menger persénlecher Satisfaktioun festgestallt, dass déi Aussoen, déi ech de 5. Juli 2005 hei an der Plénière am Numm vun der Grénger Partei zu demem Projet gemaach hat, mer och haut nach korrekt erschéngen. Ech wëll duerfir och net méi op déi verschide pedagogesch Erneierungen an Ënnerscheeder par rapport zu deenen anere Lycées agoen.

Ech stellen e bëssen zu mengem Erstaune fest, dass eis Pilotschoul eng Virléift fir Examen entwéckelt huet, déi mir eis an där Form net onbedéngt vun deser Schoul er-

waart haten. «Il est prévu de clôturer chaque module par une épreuve de même type que celles de l'examen de fin d'études secondaires.» - steet am Exposé des motifs. Mir wëssen net, wéi vill Modular organiséiert ginn, an och net, wat an déi Modular agepaakt gëtt. D'Präzisiounen dozou sinn, wéi esou oft, a verschiddene Règlements grand-ducaux ugekënnegt, déi mer weder kennen nach beaflosse kënnen.

Gelift?

(*Interruption*)

» **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Et deet mer leed, Här Adam, mä deen ass derbäi am Dossier. De Règlement grand-ducal iwwert d'Modulen ass am Dossier dran.

» **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*). - Madame Minister, dann hutt Der mech elo gutt krit! Ech hunn de ganzen Dossier bei mer. Ech hunn deen dann iwwersinn.

(*Hilarité*)

Ech wollt awer och derbäi soen,...

(*Interruptions diverses*)

Ech kommen och nach...

Wann Der lech elo berouegt hutt, da wëll ech awer derbäiflécken, datt ech gutt kann domat liewen, och wann ech déi Règlements grand-ducaux iwwersinn hunn, well ech der Meenung sinn, grad wéi den Här Meisch, datt et net un der Politik ass, fir sech an d'Pedagogik allze wäit anzemäuschen. Et ass un der Politik, fir e Kader ze stellen, fir eng Rumm ze stellen, fir datt eng Schoul ka fonctionnéieren. A wann ech feststellen, datt ebe ganz vill där Exame sinn, dann ass dat eng Feststellung, déi mech e bësse wonnert, mä déi ech awer weider net kommentéiere wëll.

Den Neie Lycée ass e Projet, deen deene Gréngen zënter der éischter Stonn un d'Häerz gewuess ass. Duerfir wëll ech e bësse méi detailléiert op e puer Aspekter agoen.

Ier ech dat maachen, erlaben ech mer awer e klenge Pick op d'Kollegee vun der Demokratescher Partei.

Ech hat schonn an der Debatt 2005 mat Erstaunen a Schrecke festgestallt, datt d'Demokratesch Partei sech kloer als Partei vun der Erzéiung vum 20. Jorhonnert festgeschriwwen huet an net op de Wee vun neie pedagogesche Mesurë wëllt matgoen.

» **M. Carlo Wagner** (*DP*). - Dir erschreckt schnell!

» **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*). - „Mir als Fraktioun vun der DP...“, hat deemools d'Madame Brasseur gesot, „...kënnen net fir dese Projet stëmmen, an dat, well mir fanne, dass éischters dese Projet iwwert de Knéi gebrach ass; zweetens, well déi pedagogesch Approche an déi falsch Richtung geet; drëttens, well d'Schüler net op d'Erausfuenderunge vu muer preparéiert ginn; véiertens, well d'Schüler net geléiert gi sech der Konkurrenz ze stellen an dofir spéider sech um Aarbechtsmaart net wäerten zurechtfännen; fënneftens, well schwach Schüler riskéieren de richtegen Tratt ni ze fannen; sechstens, well den Elteren an de Schüler eppes virgegaukelt gëtt, a siwentes, well d'Schüler riskéieren hei an eng Sakgaass ze geroden.“

Mir stellen haut fest, datt d'DP zwar keng 180-Grad-Kéier krit huet, mä wann ech den Här Meisch richtig verstanen hunn, wäerten déi meescht vun den Deputéierte vun der DP-Fraktioun fir de Projet stëmmen.

Ob dat elo den Ausdrock vun enger neier politescher Richtlinn ass, oder just den Ausdrock vum Profil vun enger typescher Sandalepartei - no alle Säiten op -, wéi den Här Juncker dat an Dënschdeg an de Raum gestallt huet, dat bleift dann nach ze klären.

(*Interruptions diverses*)

» **M. le Président**. - Erlaabt Der, Här Adam, dass d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

» **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*). - Wann dat der Madame Brasseur Freed mécht, selbstverständlech.

» **Mme Anne Brasseur** (*DP*). - Här President, den Här Adam huet mech elo grad zitéiert, wat ech zu deem Projet 2005 gesot hunn. Et huet ee kee Commettant, wann ee schwätzt. Ech hunn do geschwat, an ech hunn déi Zäit eng Meenung vertratt, an ech hunn haut nach ëmmer déiselwecht Meenung. Ech hu meng Meenung net geännert, wat d'Approche vun deem Neie Lycée ass. An duerfir wäert ech och dee Projet, dee mer haut virleien hunn, deen d'Verlängerung vun deem Lycée virgëtt, net stëmmen, aus deene Grënn justement, déi Der elo grad zitéiert hutt.

» **Une voix**. - Voilà!

» **M. le Président**. - Madame Brasseur, et war zwar keng Fro, dat do. Ech géif lech och déi nächste Kéier bieden, eng Fro ze stellen.

(*Interruptions*)

» **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*). - Ech ginn dovun aus, datt een hei awer och als Vetrieder vu senger Fraktioun schwätzt. Op alle Fall schwätzen ech net nëmme an mengem Numm, mä och als Vetrieder vun der grénger Fraktioun.

Ech kommen dann och elo op déi Punkten zréck, wou ech mech e bësse méi ausféierlech wëll mat deem Projet befaassen. Den ursprüngeleche Projet war jo op de Cycle inférieur begrenzt. Dat war eng relativ wichtig Contrainde. Déi Responsabel vun Neie Lycée hätten eigentlech misse vun Ufank un hiren Enseignement esou ausrichten, datt den Iwwergang an den traditionelle Schoul-system schonn no dräi respektiv véier Joer géif erfollegen.

Den deemolege Rapporteur, den honorablen Här Scheuer, hat dozou gesot: „De Lycée-pilote geet an en traditionelle Schoul-system iwwer, also mussen och d'Leeschunge vun den Élève vergläichbar si mat deene Leeschtungen, déi vun den Élève am traditionelle System verlaangt ginn; also brauche mer eng objektiv novollzéierbar Zertifizierung.“

De Fait, datt mir elo de Projet pilote op dee ganze Lycée ausweiden, ass an eisen Aen net just en Detail. Et ass eng wichteg an déif gräifend Décisioun. Dës Décisioun gëtt dem Neie Lycée souzoeso Flilleken. Si erlaabt deem Lycée, sech vill méi wäit vun der sougenannter traditioneller Schoul fortzebewegen, wéi dat den ursprüngeleche Projet erlaabt huet.

Mir sinn och der Meenung, datt hei net ëmmer mat ganz offene Kaarte gespillt ginn ass. Den Direkter vun Neie Lycée huet scho ganz fréi dovun geschwat, säi Lycée géif bis op eng Terminale ausgebaut ginn.

Och de Projet, deen zu Miersch soll realiséiert ginn, huet vun Ufank un op dausend Schüler gezielt, also vun Ufank un op e kompletten Zyklus. Den Datum, wéini dann dat Gebai zu Miersch soll fäerdeg sinn, kenne mer net. D'Schouljoer 2010/2011, wéi et am Rapport steet, ass net realistesch. Am Rapport d'activité 2008 vum Ministère de l'Éducation nationale steet just, datt dat 2011 oder 2012 sollt sinn.

Ech erënnere drun, datt mer hei op de Wee vun engem PPP, also engem „public private partnership“ gaange sinn, fir datt et méi séier sollt virgoen.

Et ass och ëmmer e bësse frustrant ze gesinn, datt eis Classiqueschüler méi ziele wéi all déi aner. Am Exposé des motifs steet, et wier verstänlech, wann Elteren a Schüler ëmmer méi géifen dorop drängen, datt hir Kanner kéinten déi Erfahrungs, déi se gemaach hunn, weiderféieren. Jo, dat ass verstaendlech. Mä dat wier och schonn dës Joer verstänlech gewiescht. Den Drock vun de Secondaireselteren a -schüler schéngt méi staark ze si wéi dee vun de Secondaire-techniques-Leit.

Et grenzt fir DÉI GRÉNG och schonn e bëssen u Sarkasmus, wann am Rapport vun der Kommissioun steet, et géifen an enger éischer Phas emol just d'Sektionen A, B, C an D vum Secondaire ageriicht ginn, well dat der Demande vun de Schüler vun der Division inférieure a vun der Quatrième aus dem Pilotlycée géif entsprechen. Hei béit sech ee Pilotprojet seng Argumenter e bëssen esou, wéi et him an de Krom passt. Ëmmerhin erlaabt awer d'Gesetz, datt och e Cycle moyen a supérieur vum Technique eng Kéier nokënn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Neie Lycée ass e Pilotprojet - ech hunn et scho gesot -, deen eis vun der éischer Stonn un um Häerz louch, dee mir ëmmer ënnerstëtzt hunn, meeschtens mat méi Enthusiasmus wéi deen een oder anere Vetrieder vun enger Regierungspartei.

Et fällt mer haut awer schwéier, den Appui vun der Grénger Partei zu deem Projet vun

haut ze ginn. Niewent der Tatsaach, datt mir eng gewëssen Ontransparenz vun Ufank un hu misse feststellen, wéi ech elo grad erkläert hunn, kënnent nach derbäi, datt fir eis d'Evaluatioun vum Projet absolut net zefridde stellend ass.

Am Exposé des motifs an am Rapport steet - an den Här Rapporteur huet et och gesot: «Les premières évaluations du lycée-pilote menées par l'Université du Luxembourg et par la Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques du lycée-pilote regroupant des pédagogues de renommée internationale ont été très positives.»

Dat fret eis. Mir gratuléieren! Mir haten eis dat jo och esou erwaart. Duerfir ënnerstëtze mir dee Projet och vun Ufank un. Mä vläicht hätt een och nach missen an den Exposé des motifs e Saz aus dem Johannes-Evangelium schreiwen: „Selig sind, die nicht sehen und doch glauben.“ Et sief dann, ech hätt do och eppes iwwersinn.

(*Interruption*)

Mir si manner gleeweg wéi d'Kollegee vun der Majoritéitspartei. Mir hätte gare Fakten. Mir erwaarden nach keng definitiv Evaluatioun, mä ech krut net eng eenzeg Pièce vun iergendengem Institut presentéiert, wéi ech an der Kommissioun duerno gefrot hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech bedenken, wéi vill am Kader vun der Schoulreform vun Evaluatioun geschwat gëtt, wéi oft gesot gëtt, d'Uni géif e Projet evaluéieren, a wéi wéineg um Terrain geschitt, a wéi wéineg transparent dat alles ass, da maachen ech mir Suergen. Suergen, net just iwwert den Neie Lycée, neen, och Suergen iwwert déi ganz Schoulentwécklung an alles, wat ënner dem Begrëff Schoulreform zu Lëtzebuerg ugekierbt ginn ass.

An ech maachen eng Klammer op, speziell och fir den Här Fayot, als Reaktioun op seng Ausso an der Debatt iwwert d'Lag vun der Nation vu gëschter. DÉI GRÉNG erkennen un, datt no jorelaangem Immobilismus Bewegung an d'Schoullandschaft komm ass. An dat ass gutt esou.

Mir soen awer och ganz dältlech, datt déi positiv Gedanke vun der Reform alles anescht wéi gesécher sinn. Wann een de Bilan vun der Schoulpolitik vun enger Legislaturperiode mécht, dann ass et ze vill einfach, just alles opzezielen, wat lassgekappt ginn ass. Da muss een och opzielen, wat zu engem gudden Enn bruecht ginn ass. Klammer zou.

Ech sinn an der Kommissioun op de Rapport d'activité 2008, deen am Mäerz 2009 publizéiert ginn ass, verwise ginn. Do wier een Usaz vun enger Evaluatioun. Dat, wat do op zwou Säite vun der Communauté scolaire festgehalde gouf, ass net ganz explizit, awer och net iwwerraschend, an awer scho licht am Widersproch zu munchem, wat hei am Gesetz festgehalde gëtt. Zum Beispill steet do „le mélange des élèves des différents ordres d'enseignement“ géif déi sozial Mixitéit begünstegen an d'sozial Segregatioun bekämpfen. An enger éischer Phas baue mir awer nëmme de Secondaire aus. Déi aner Schüler mussen no der Neuvième goen.

D'Klassebibliothéike gi gelueft. Am Projet vun haut gëtt vun der Zentralbibliothéik geschwäert. Iwwert d'Hausaufgabe steet kee Wuert do. Do sollt den Neie Lycée och emol éierlech mat sech selwer sinn. Do sollt all Enseignant nach eng Kéier noliesen, wat am Glossaire steet. Ech soen lech et elo. Do steet: «Devoirs à domicile - Fardeau de l'enfance et de la jeunesse! Et des mères de famille! Avec les inégalités sociales qui s'en trouvent renforcées!» - an esou weider. An da misst ee vläicht déi eege Praktiken iwwerdenken an déi Prosa, déi ech lech elo grad hei zitéiert hunn, ëmschreiwen.

Et bleift och d'Fro, wéini datt dann e puer vun deene Mesuren, déi als gutt a richtig agestuft gi sinn, och zaghaft hir Répercussioune op déi sougenannten normal Lycéeë kréien.

Och e puer Wuert zu deenen zwee Internater. Mir kréien zwee Internater, déi allen zwee honnert Plazen hunn. Do brauche mir och Personal fir den Encadrement. Zwielf Schüler fir en Agent d'encadrement. Agent d'encadrement misst dann ee Synonym fir Educateur gradué sinn.

Dozou dräi Gedanken. Éischters, dat ass eng gutt Saach. Mir sinn der Meenung, datt mir Plazen an Internater brauchen. Mëttel-fristeg 200 Internatsplaze méi: Do si mir mat.

Zweetens, een Internat fir honnert Schüler, dat fanne mir keng gutt Iddi. Dat ass eis vill ze grouss. Ech weess net, wéi eng Rentabilitätsberechnungen do gemaach gi sinn. Mir mengen, dat gëtt vill Problemer. Fréier

sinn déi meescht Schüler an en Internat gaangen, well se e reellen Transportproblem haten. Dat ass op alle Fall eng Situation, wéi ech se nach aus menger eegener Lycéeszäit am Dikrecher Kolléisch kennen. Haut sinn déi Transportproblemer méi kleng, gëllen eventuell nach fir den Neie Lycée, wou Schüler aus dem ganze Land kommen. Am Prinzip gëlle se manner fir den Atert-Lycée. An en plus schwätze mer jo och hei vu Ganzdagsschoulen. Mir hunn also nëmme méi een Aller an ee Retour.

Mir brauchen haut Internater och ganz oft aus familiären oder soziefamiliäre Grënn. An da kommen ech zum drëtten Punkt. Dat heescht nämlech dann oft, datt déi Kanner, déi an den Internat ginn, oft besonnesch vill Betreuung an Encadrement brauchen.

Ech wëll keng Kanner ofstempelen. Dat ass och bestëmmt net bei alle Kanner de Fall, mä et huet och kee Wäert, fir d'Ae virun dëser Realitéit zouzemaachen. An duerfir geséiche mir léiwere kleng Internater bei ville Schoulen, wéi grouss Internater bei wéineg Schoulen. Mir stelle mat där ganzer Problematik och de Schlëssel vun zwielf Internatsschüler pro Educateur gradué a Fro.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als kritesch Frënn vun Neie Lycée mussen mer feststellen, datt mir mam Projet vun haut, vu datt mer keng Evaluatioun virleien hunn, alt erëm eng Kéier eng sympathesch zwar, mä trotzdem eng Kaz am Sak verkaaft kréien.

De Statsrot huet ähnlech Bedenke wéi mir. Als kritesch Frënn vun Neie Lycée stelle mer fest, datt hei e pedagogesch Konzept ausgebaut gëtt, ee Konzept, wat eis sympathesch ass a wou mir och gleewen, datt et sech bewährt. Mir sinn allerdéings net zefridde mat der Art a Weis, wéi hei geschafft gëtt. Wann dese Projet soll national Répercussioune kréien, da muss hei méi Transparenz geschaf ginn. Als kritesch Frënn vun Neie Lycée gesi mir et als eis Pflicht, op dës Mängel vun Transparenz a Konsequenz bei deemem Projet de loi hinzewisen. Wat notzt emeng ee Frënd, wann dee Frënd emeng net seet, wat e fir d'Wourecht hält?

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi. Ech stellen allerdéings fest, datt eis Begeeschterung, déi bai dem initiale Projet vun 2005 nach ongebremsd war, sech e bësse geluecht huet. Ech ginn dovun aus, datt d'Madame Minister eis seet, wéi et dann elo weidergeet mam Neie Lycée. Mir kënnen jo elo Klasse bëmmaachen, déi nei Raimlechteken zu Miersch si jo awer nach soubal net fäerdeg.

An dann zum Schluss nach een ausdréckleche Wunsch: Tëschent der Visite vun der Chamberskommissioun an „Eis Schoul“ an der Diskussioun iwwert den Neie Lycée vun haut krut ech um Kaffisdësch erzielt, „Eis Schoul“ soll anscheinend an een, zwee Joer zougemaach ginn. Dat kann ech mer net vorstellen. Ech hunn esou ongleeweg gekuckt wéi d'Madame Minister. Ech sinn dunn informéiert ginn, datt net „Eis Schoul“, École de recherche gemengt wier, mä eng éischer méi kleng Schoul vun enger Édif-Struktur. Och dee Fait verdéngt eng Kéier kommentéiert ze ginn. Et ass awer net dee richtege Moment hei.

Firwat hunn ech déi Geschicht erzielt, Madame Minister? Ech erklären dat. Ech fanne, datt et héich Zäit ass, datt „Eis Schoul“ an Neie Lycée sech sollen een Numm ginn. Och de Réidener Lycée ass een neie Lycée, a mir hunn där neier Lycéeën nach geplangt. All Kand an all Eltere sollen däre soen: „Eis Schoul ass eng schéi Schoul“ oder „Ech gi gären an eis Schoul“. Bai aller Sympathie fir all eis Pilotprojeten, hei ginn einfach Wierder aus dem allgemenge Sproochgebrauch geklaut, an dat ass net korrekt.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **M. le Président**. - An ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen** (*ADR*). - Merci, Här President. Erlaabt mer och unzufänke mat engem Merci un de Rapporteur, deen eis hei am Detail erkläert huet, ëm wat et geet. Duerfir brauch ee sech och net direkt mat dem Contenu vum Projet opzehalen. Mir wëssen, datt de Projet zwee Deeler huet. Een, deen den Établissement vum Cycle supérieur an der neier Schoul ubelaangt, a méi e klengen Deel, iwwert dee mer hei net vill ze schwätze brauchen, fir en Oubli nozehuele bei der Schafung vum Atert-Lycée, wou et ëm zousätzlech Personal am Pensionat geet.

Här President, ech wëll fir unzufänken ënnersträchen, wéi wichtig datt d'Schoul fir eist Land ass, fir eis Économie ass, an enger Zäit wou mer net wëssen, wou mer histeieren, wou et drop ukënnt, datt mer all

Jonken dat Beschméiglecht mat op de Wee ginn, well d'Zäite ganz sécher an der Zukunft net méi einfach ginn, an eng gutt Formation générale an eng gutt Formation professionnelle déi essenziell Viraussetzungen derfir sinn, dass ee Succès huet, an dass dat Land hei iwwerhaupt am internationale Wettsträit Succès huet.

Fir op de Projet kuerz anzegoen: Et gëtt, an ech widderhuelen do deelweis dat, wat d'Virriedner och scho gesot hunn, vu ganz positiven Experience geschwat, wou mer frou gewiescht wieren, wann een da wirklich eppes Konkretes gesinn hätt. Madame Minister, et si Schüler no dräi Joer eriwergaangen an aner Lycéeeën. Et wier wirklich eiser Meinung no noutwendeg gewiescht, dass ee relativ séier gekuckt hätt, wéi déi Schüler sech an den allgemenge Schoul-system integréiert hunn, wéi se do evoluéiert hunn. Mir mengen, si wieren ewell laang genuch op deem Parcours, dass een och do scho kënnt Resultater virweisen.

Insgesamt héiert ee vill Luef fir den Neie Lycée, an ech mengen dat wier gutt, wat dat, wat d'Reaktiounen vun den Elteren a vun de Schüler sinn, schéngt eis awer wichtig ze sinn. Et héiert ee virun allem, dat féinnt ee jo och an den Documents parlementaires, dass bei där Evaluatioun, déi do gemaach soll ginn, d'Motivatioun vun de Schüler aussergewöhnlech gutt ass. Dat ass eppes, dat kann een net méi wéi ennersträchen. Mir hunn an alle vorhergehenden Debatten ëmmer gesot, dass et fir d'Alleréischicht op d'Motivatioun, souwuel vum Léierpersonal wéi vun de Schüler, an zu engem groussen Deel och nach vun den Elteren ukënnt, wann d'Schoul Succès soll hunn. Wa keng Motivatioun hannendru steet, dann ass d'Schoul, ass den Enseignement zum Échec condamnéiert.

Mir wëssen aus der PIRLS-Etüd, dass et bal kee Land op der Welt gëtt, wou d'Motivatioun vun de Schüler esou niddreg ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Insofern muss ee begrëissen, dass déi nei Approche, déi am Neie Lycée gewielt ginn ass, dozou bägedroen huet, dass déi Motivatioun besser ass an dass se och dann doduerch zu besserer Resultater féiert.

Et héiert een allerdéngs, dass bäi de Schüler och e bésse gesift gi wier - fir et emol op gutt Lëtzebuergesch ze soen -, dat heescht, dass Schüler, déi sech net esou gutt an déi Schoul integréiert hunn oder esou, oder opgrond vun engem e bëssen opfällige Comportement relativ séier hätte misse goen. Duerfir sief och hei d'Fro opgeworf, déi mer eis ëmmer erëm stellen: Wéi wäit si Resultater, déi bäi esou Projeten erauskommen, verglichbar? Wéi wäit ass de Verglach mat dem klassische Schoulsystem iwwerhaupt fiabel? Wéi wäit kann ee sech op déi Resultater verloossen?

Dat bréngt mech zur Fro vun den Examen. Déi Schüler müssen déiselwecht Exame maache wéi déi, déi an de klassische Lycéeeë sinn. Dat schéngt jo normal ze sinn. Dat soll jo och esou sinn, soss gesäit ee jo och net, wat dann do als Resultat erauskënnt.

Et ass allerdéngs esou, dass virun allem duerch déi Mémoires, duerch verschiddenen Aktivitéiten d'Kompetenze vun deene Schüler op verschiddene Gebidder ganz sécher besser si wéi déi a klassische Lycéeeën, wou vläicht méi drop gehale gëtt fir ze büffelen a fir wëssen, wat ee registréiert huet, erëmzeginn a vläicht manner fräi ze schaffen. Duerfir schéngt et eis och net ganz gerecht ze sinn, wa se duerch deeselwechten Exame mussen goen an zousätzlech Kompetenzen, déi se vläicht hunn, do net kënnen en valeur setzen.

En drëtten Punkt, deem ech wollt uschneiden, ass deen, an dat begrësse mer ausdrécklech, dass den Enseignement soll a Modular geschéien, wou eng relativ grouss Flexibilitéit dran ass, wou d'Schüler och selwer kënnen zum Deel wielen, wou se Fräiraum kréien, fir och verschiddenen Aktivitéiten ze maachen, déi zu hirer Kreativitéit, zu hirer Selbstständigkeet bäidroen. Dat ass eppes, dat kënne mer grondsätzlech nëmme begrëssen.

Ech wëll och vun eiser Säit aus nach eng Kéier ennersträchen, dass mir effektiv d'Reform vum Schoulsystem insgesamt doran gesinn, dass een de Schoule méi Autonomie gëtt, dass effektiv - ech mengen, de Claude Meisch huet sech d'éinescht am selwechte Sënn geäußert - de Stat d'Rumm muss setzen, dass de Stat d'Ziler muss définéieren, e muss d'Moyenen zur Verfügung stellen, mä mer sollen dach em Gottes wëllen de Schoule genuch Autonomie ginn, fir selwer kënnen op hir Problemer anzegoen, selwer Solutiounen ze entwéckelen, flexibel op Problemer anzegoen, déi sech stellen, wat nach laang net an all Schoul déisel-

wecht sinn. Mir wëssen och, dass d'Schoulpopulatiounen net ëmmer déiselwecht sinn, dass d'Viraussetzungen net ëmmer déiselwecht sinn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir fannen et positiv, dass dee Wee weidergefouert gëtt, deen elo ugefaange ginn ass. Et kann een natierlech iwwer villes diskutieren. Mir mussen weider kucken, wéi mer eis Schoul kënnen verbessern. Mir fannen, dass dat hei e Moyen ass, deen een an deem Sënn soll exploitieren. Mat dem Wonsch, dass mer als Kommissioun esou séier wéi méiglech wirklich awer Resultater ze gesi kréien, géif ech soen, dass mir deemem Projet eis Zoustëmmung wëlle ginn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur Merci soen an all menge Virriedner a Virriednerinnen, an ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu deemem Projet.

Ech ginn och zou, dass ech, wéi dat Gesetz hei 2005 gestëmmt ginn ass, gesot hunn: „Mir maachen nëmme e Cycle inférieure“, an ech war och der Meinung, mir sollten nëmme e Cycle inférieure maachen. Ech hu mech duerch - wéi soll ech dat nennen? - d'Begeeschterung vun de Schüler a vun den Elteren ustieche gelooss, déi mer zougesat hunn a gesot hunn: „Dir kënnt dat dach net maachen. Eis Kanner sinn esou frou an där Schoul, an elo obligéiert Dir se, déi Schoul ze verloossen.“ Un déi Argumenter hu sech natierlech d'Direktioun an d'Enseignanté vum Neie Lycée gehaangen.

An du krut ech och nach e Bréif vun der Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques, déi den Neie Lycée jo begleet, wou lauter auslännesch Unisproffen dra sinn, déi regelméissig, op d'mannst zweemol am Joer, eng Zäit am Neie Lycée verbriengen an do kucken, wéi den Enseignement leeft. Déi hu mer geschriwwen, mir missten onbedéngt e Cycle supérieur un de Cycle inférieure hänken. Dunn hunn ech, well et muss ee jo och kënnen heiansdo seng Meinung revidieren, gesot: „Okay, da sinn ech d'accord fir e Projet op den Instanze- wee ze ginn, fir am Neie Lycée e Cycle supérieur ze organisieren.“ Duerfir freeën ech mech och haut, dass dat eng Zoustëmmung féinnt.

Da wollt ech nach soen, dass et awer u sech e groussen Ennerscheid gëtt tëschent der Organisatioun am Cycle inférieure an am Cycle supérieur, well am Cycle inférieure hu mer jo all d'Ordres d'enseignement, déi zesumme sinn. Am Cycle supérieur oder Cycle de formation, wéi dat am Neie Lycée heescht, do kënne mer natierlech de Classique organisieren, mir kënnen och den Technique général organisieren. Et gëtt awer onméiglech fir de Régime professionnel, den Technicien ze organisieren, well dat implizéiert éischters eng immens Infrastruktur un Ateliers, an zweetens ass do esou eng Variétéit vu Formatiounen, déi ganz spezialiséiert sinn, dass mer déi modular Organisatioun eigentlech do fir déi relativ kleng Zuel vu Schüler, déi awer am Neie Lycée sinn, net hikeréien.

Mir fänken elo u mat dem Cycle de formation am Classique. Dat ass elo méiglech, well d'Modulen, déi zum Premièresexame féieren an deene verschiddene Sektionen, fäerdeg ausgeschafft sinn, zesumme mat deene Leit, déi um e-Bac schaffen, well den e-Bac jo och modular opgebaut ass. Do waren och aner Enseignanté vun anere Lycéeeën drun associéiert. Dat heescht, do ass eise System prett, fir de modulären Unterrecht am Cycle de formation ze organisieren, während am Technique général, wou mer dat och wëlle maachen, mer d'Modulen nach net prett hunn, an duerfir kann dat dëst Joer net ufänken.

Dann ass deen zweeten Ennerscheid, géif ech soen, am Cycle inférieure sinn d'Schüler jo nach jonk, wa se dohinne kommen. Dat ass och eng Ganzdagsschoul, duerfir ass se jo och obligatoresch. Also déi, déi sech do aschreien, bleiwen de ganzen Dag an der Schoul, iessen do, während mer fir déi Schüler vum Cycle de formation soen: Déi vun Troisième hu méi e Besoin an en Usproch op Autonomie an op Fräiheet, déi müssen also net méi de ganzen Dag an der Schoul bleiwen.

Da gëtt et natierlech och eng Kontinuitéit. Am Cycle inférieure gëtt ganz vill Wäert ge-

luecht op Autonomie, dass d'Schüler léiere selbstständig ze schaffen, dass se léiere kleng Recherchen ze maachen, an dass dat progressiv ausgebaut gëtt. Dat gëtt am Cycle de formation verstärkt, an duerfir gesäit dee Cycle de formation vir, dass all Schüler muss op Troisième ee Mémoire maachen, zesumme mat minimum nach engem Schüler, also a Gruppe vun zwee bis véier. Op Deuxième muss en e Mémoire eleng maachen. Dat ass also eng Recherche, déi méi pousséiert ass, eng Verlängerung vun där Initiatioun vun der selbstständeger Aarbecht, déi een am Cycle inférieure mécht.

Da gëtt hei iwwert d'Virliéft vum Neie Lycée fir Examen e bëssen ironiséiert. D'Optioun ass ganz kloer hei geholl, dass de Cycle de formation op Unisstudie virbereet. Dat ass jo d'Vocatioun vun de Cycles supérieurs am Classique, a fir d'Schüler ze preparieren, mussen mer se léiere selbstständig ze schaffen, Saachen ze presentieren, Saachen nozesichen. Mir müssen hinnen awer och d'Méiglechkeet ginn ze üben: Wéi assimiléieren ech eng gewësse Matière, a wéi stellen ech mech engem Examen? Dat sinn also déi zwee Voleten, déi hei opgebaut ginn.

Fir dem Här Adam seng Fro ze beantwer- ten: Also, et sinn op der Troisième 22 Modulen obligatoresch. E Modul ass ëmmer d'Equivalent vun zwou Stonnen an der Woch während engem Semester. 22 sinn der obligatoresch, zwee sinn der optional. Et muss een der zwee wielen an der Optioun, an da sinn nach Activités complémentaires derbäi, dont notamment zwou Activités complémentaires, an op d'mannst Turnen. Jiddweree muss Turnen an der Activité complémentaire maachen. Op der Première, vu dass et do kee Mémoire ze maache gëtt, sinn et 27 Modulen am Ganzen, déi mussen gemaach ginn.

Den Här Mehlen huet gesot, dass wier net richtig, dass d'Schüler vum Neie Lycée géifen an déiselwecht Exame goe wéi d'Schüler vun deenen anere Lycéeeën. Dunn hätt ech awer gär den Här Mehlen héieren, wa mer gesot hätten: „Mir maachen de Schüler vum Neie Lycée en aneren Examen.“ Da wier jo awer gesot ginn: „Ah, elo gesi mer et jo. Déi wëlle sech net vergläiche loosse mat deenen anere Schüler.“ Duerfir war ech der Meinung, dass et jiddfalls misst sinn, dass déi Schüler déiselwecht Premièresexame maache wéi all déi aner Schüler. Dat war jiddfalls meng Konditioun, well ech jo am Fong au départ gemengt hat, d'Schüler kéinten no der Quatrième eriwuer an déi aner Lycéeeë goen. Wa se an hirem Lycée bleiwen, mussen se awer deeselwechte Premièresexame maache wéi déi aner Schüler.

Da waren e puer Remarques, déi ech nach opgefaangen hunn, wou ech wollt dozou ee Wuert soen. Ech hu mech gefreet iwwert dem Här Meisch seng Aussoen. Ech sinn och mat senger Haaptausso d'accord, dass mer de Schoule solle méi Autonomie ginn, dass een net misst e Gesetz maachen, fir hinnen eng gewëssen Autonomie an eng Fräiheet ze ginn, mä dass d'Politik soll de Kader setzen an dann och Evaluatioun maachen.

Ech wollt do just bemierken, dass dat genau dee Modell ass, dee mer am Gesetz iwwert d'Grondschoul préconiséieren. Do kréien d'Schoule méi Autonomie, si müssen e Plan de réussite scolaire maachen a si müssen d'Ziler errechen, déi vun der Politik virgeschriwwen ginn. Ech denken, dass een dee Wee selbstverständlech soll weiderféieren, an esou freeën ech mech op déi Kontinuitéit an der Politik dann an deenen nächste Joeren.

Dann zum Numm vun deem Neie Lycée. Ech sinn domadder d'accord, mir sinn eis allegueren eens, dass een deem Kand eigentlich misst en neien Numm ginn. De Problem ass, dass dat jo e partizipative Lycée ass, dass do ganz vill Propositionen fir Nimm virleien, an deen Eenzegen, dee bis elo déi meescht Enseignanté vun deem Neie Lycée ralliiert huet, huet mech nach net ralliiert. Duerfir hu mer dem Kand nach ëmmer kee Numm ginn. Mä ech denken, dass mer awer an deenen nächste Méint vläicht nach Fortschrétt do kéinte maachen.

Da wollt ech ee Wuert soen zu enger Remarque, déi ech vun Zäit zu Zäit héieren, dass den Neie Lycée sech jo géif d'Schüler eraussichen, a wa se net genehm wieren, da géife se probéieren se lasszeginn. Dat huet den Här Mehlen hei esou uklänge gelooss. Ech hunn déi Remarques alt héieren, an dann hunn ech dann ëmmer nogefrot. Et gëtt Schüler, déi den Neie Lycée verloossen, well den Neie Lycée jo eng Ganzdagsschoul ass. Dat heescht, d'Kanner müssen de ganzen Dag doubleiwen. Et gëtt Kanner, déi dat net wëllen. Et gëtt och Kanner, déi vläicht mat méi Recherche a méi selbstständig schaffe méi Problemer hunn.

Et gëtt der also, déi de Lycée wiesselen. Et gëtt och ëmmer Schüler, déi vun anere Klassen eriwuer an den Neie Lycée kommen. Et ass also parfaitement méiglech, vun engem Lycée an den Neie Lycée a vum Neie Lycée an aner Lycéeeën ze goen, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen. Et ass mir och wichtig, dat hei ze ennersträchen, an ech denken, dass déi Mobilitéit och eng Méiglechkeet ass, déi een de Schüler an den Elteren muss loosse.

Da wollt ech nach eppes soen zur Evaluatioun. D'Gesetz gesäit vir, dass den Neie Lycée duerch eng extern Evaluatioun begleet gëtt. Dat mécht d'Uni Lëtzebuerg fir de Ministère, a mir hunn, wéi gesot, deen Accompannement duerch déi Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques. Ech hat gehofft haut méi eppes Substantielles kënnen ze presentieren. Dat Eenzegt, wat ech elo kann hei ofginn, ass déi Evaluatioun, déi gemaach ginn ass nom éischten Joer Neie Lycée.

Do hate mer ee Questionnaire an och eng Lernstandserhebung gemaach mat alle Schüler, déi deemools op Septième waren. A well mer jo Témoigné gebraucht hunn, hate mer déi aner Lycéeeë gefrot, wien interesséiert wär fir matzemaachen. All d'Lycéeeën hate matgemaach. Dat war also déi éischt ganz Evaluatioun vu sämtleche Septiemen, déi mer zu Lëtzebuerg haten.

Ech kann dat och hei ofginn, Här President.

(Dépôt d'une documentation)

Da sinn eng ganz Rei Questionnaires ausgefëllt ginn, opgestallt ginn. Do hu mer d'Auswärtungen nach net, well d'Gesetz gesäit jo vir, dass d'nächst Joer muss d'Evaluatioun virleien. An d'Uni Lëtzebuerg ass amgaangen, dass alles fäerdeg ze maachen.

Ech wollt och nach hei soen, dass déi éischt Schüler vum Neie Lycée jo dëst Joer op den Dixième sinn, vu dass déi, déi d'lescht Joer op Neuvième waren, well et keng Verlängerung ginn ass, dëst Joer an aner Lycéeeën eriwergaange sinn, wou se sech ganz gutt duerschloen - mir hu jo d'Resultater vum éischten a vum zweeten Trimester.

An da kënnt natierlech e ganz spannende Moment. De Moment lafen d'PISA-Épreuven zu Lëtzebuerg. Dëst Joer ass déi éischt Kéier, wou Schüler vum Neie Lycée derbäi sinn, well se d'lescht Kéier bei PISA jo nach net den Alter hate vu 15 Joer. Déi Resultater kréie mer allerdéngs eréischt d'nächst Joer, mä d'nächst Joer wäert dann also wirklich dee Wuert sinn, wou mer ganz vill Elementer zesummekréie vun där Evaluatioun.

Dat gesot, wollt ech nach eppes Leschtes soen. Den Neie Lycée leeft zu Hollerech an enger Infrastruktur, déi net just optimal ass, besonnesch wann d'Schülerzuel zouhëlt. Am Ufank war vill Plaz fir all d'Septiemen, elo gëtt et enk. De Projet, fir zu Miersch ze bauen, ass déposéiert. Ech hu mer soe gelooss, dass den Avis vun Conseil d'État elo ganz geschwé géif kommen. An ech géif just hei den Appel lancieren, dass mer dee Projet nach géife virun Enn vun der Session kéinte gestëmmt kréien, well soss gëtt et ganz spéit, fir de PPP ze lancieren, an da kréie mer erëm nach Retard par rapport zu där relativ laanger Zäit, déi mer brauchen, fir eng definitiv Infrastruktur ze kréien.

Dat wär also mäin humblé Wonsch, deen ech am Numm vu mir a vun der Communauté scolaire vum Neie Lycée kéint hei ausdrécken.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Zoustëmmung an...

» M. le Président. - Entschëllegt, Madame Minister. Den Här Adam géif lech nach gär eng Fro stellen.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Jo.

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Jo, Madame Minister, ech freeë mech och dann an ech wënsche mat lech, dass dee Bau virugeet. Dir hutt elo kee Wuert gesot iwwert d'Gréisst vun den Internaten, déi ech e bësselche bedenklech fannen.

Kënnt Der eis Bedenken do deelen oder mengt Der, mir sollen eis do keng Suerge maachen? Also, honnert intern Schüler bei engem Lycée schéngt eis enner Émstänn grouss.

(Interruptions)

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Sou, elo wéilt ech eppes... Ech mengen, dat eent Gesetz vum Internat zu Réiden, dat ass jo - ech weess net wéini - gestëmmt ginn. An dofir muss mer, well do net genuch Éducatrice virgesi sinn, fir dass mer kënne méi Kanner do ophuelen, Éducatrice bäikréien. Ech mengen, do ass jo näischt méi drun ze änneren.

Elo wéilt ech eppes soen zu Miersch. Zu Miersch gëtt en Internat gebaut, wat eng gewësse Gréisst huet, mä do solle jo Schüler kommen an den Neie Lycée, dat ass déi eenzeg Struktur, déi mer esou am Land hunn, awer do sollen och Plaze si fir déi, déi als Noper vum Neie Lycée... Am PPP kënnst du den Institut...

(Interruption)

Den LTPES gëtt dohinner gebaut. An dat ass och eng Structure, eng École unique am Land. Et gëtt nëmmen eng Schoul, wou Éducateuren zu Lëtzebuerg ausgebild ginn. Déi kommen och op Miersch, an do brauche mer och Plaz fir Schüler, déi kënnen do schlofen. Et ass also net en Internat, wou Dir sot, wou Schüler mat Problemer dra sinn oder déi eventuell...

(Interruption)

Ech hunn näischt gesot iwwert d'Internater vu fréier. Ech mengen, do war dat eng ganz aner Situatioun.

Mä mir kréie ganz oft d'Demande adresséiert, dass et Kanner gëtt, fir déi et gutt wär, wa si eng Zäit an engem anere Milieu kéinte liewen. Dat si Kanner, déi awer da ganz intensiv mussen betreit ginn, an do gi mer zesumme mam Ministère de la Famille op de Wee, fir kleng Unitéiten ze maache mat enger ganz intensiver Betreuung.

An dësem Fall, wou mer am Land zu Miersch zwou Schoule kréien, déi et nëmmen eemol am Land gëtt, wou mer dann och verschidden Alteren hunn, et si méi Klenger a méi Grousser. Dat sinn eigentlech och separat Unitéiten, déi separat géréiert ginn, sou dass ech mengen, dass dat hei awer déi richteg Dimensioun hätt.

An duerfir soen ech lech nach eng Kéier Merci, dass Der dat Gesetz stëmmt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Une autre voix.** - Gär geschitt!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Minister Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur...

Ah, entschëllegt, d'Madame Brasseur.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Jo, Här President, mir hätten als Demokratesch Partei gär gehat, et sollt e Vote par division gemaach ginn, well all d'Members vu menger Fraktioun d'accord si mam Volet vum Internat, fir dass do dat néidegt Personal zur Verfügung gestallt gëtt; well mer awer net all d'arselwechter Meinung sinn, wat den Neie Lycée ubelaangt.

Elo ass et awer esou, dass deen Text vum deem Projet de loi esou aneneegräift, dass déi Divisioun ganz schwéier méiglech ass. Ech wëll der Chamber erspueren, elo musse hee e ganz laboriösen Exercice ze maachen. Duerfir verzichte mer dann op déi Demande, déi mer kéinte stellen, fir e Vote par division ze maachen.

Ech wëll lech awer da soen oder nach eng Kéier répétéieren, dass ech gär fir de Volet vum Internat gestëmmt hätt, dat awer net ka maachen, géint de Projet dann dans son ensemble muss stëmme, well ech géint de Volet sinn, fir den Neie Lycée ze verlängeren.

Ech sinn nämlech mat där Approche vum Neie Lycée à la base net d'accord. An dann, en bonne logique, kann ech net d'accord sinn, dass dat dann nach bis Première virugeféiert gëtt. Duerfir wollt ech eben d'Wuert nach eng Kéier kréien, fir dat ze prezisieren.

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Merci och, Madame Brasseur. Mir kommen dann awer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5883.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

» **Une voix.** - Meng geet net!

(Brouhaha général)

» **Une autre voix.** - Här Wagner, Dir hat gutt geschwat.

» **M. le Président.** - D'Resultat ass folgend: De Projet de loi 5883 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. D'Enthalung oder d'Nee-Stëmm, mengen ech, ass virdu begrënt ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Norbert Hauptert), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

A voté non: Mme Anne Brasseur.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5881B iwwert d'Pratiques commerciales déloyales. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Sauber, den Här Berger, den Här Huss an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. 5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obten-

tion du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

» **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Mee d'lescht Joer huet de Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké, e Projet de loi iwwert d'Afféierung vum engem Code de la consommation agreecht.

An deem Projet de loi iwwert de Code de la consommation war och een Deel, dee sech mat der Definitioun an der Sanktioun vu sougenannten onfairen Handelspraktiken ofginn huet. Dobäi handelt et sech zu engem gewësse Deel ëm d'Ëmsetzung vum enger europäescher Direktiv 2005/29/CE, déi hätt misse scho bis den 12. Juni 2007 geschéien, wat awer net geschitt ass, wouropshin och Lëtzebuerg veruerteelt ginn ass vum Europäesche Gerichtshaff an engem Uerteel vum 5. Februar 2009.

Et ass also urgent, fir ze handeln, a well keen Avis virlouch vum Conseil d'État iwwert dee ganze Projet, hu mer décidéiert als Kommissioun, fir de Regierungsprojet an zwee de splécken an deen Deel, dee sech mat der Ëmsetzung vum där europäescher Direktiv ofgëtt, dann an engem Spezialgesetz ze behandelen, deen dann och vum Conseil d'État positiv aviséiert ginn ass.

Déi Direktiv, déi vervollstännegt d'Lëtzebuerger Gesetzgebung iwwert de Konsumentenschutz, eng Gesetzgebung, déi an den 80er Joren haaptsächlech opgebaut ginn ass hei zu Lëtzebuerg, déi och duerch europäesch Impulser spéiderhi vervollstännegt ginn ass, a wou och haaptsächlech déi Matière, déi eis och hei betrëfft, haut an engem modifizéierte Gesetz vum 30. Juli 2002 schon ageschriwwen ass.

Fir Lëtzebuerg ass also deen Domän vum Konsumentenschutz an och d'Virgoe géint onfair Handelspraktike keen neien Domän. Et ass en Domän, wou mer scho länger Zäit eng spezifesch national Législatioun hunn, déi hir Preuve an bestanen huet, déi awer duerch deen heiten europäeschen Text positiv Elementer bäikritt, dass mer elo eng harmoniséiert Situatioun hunn an Europa, wou also och vill Handelspraktiken, déi jo iwwert d'Grenzen ewech ginn, da kënnen uniform eigentlech verfollegt ginn. A virun allem bréngt dat doten och e Plus natierlech fir de Bannemaart, den europäesche Bannemaart, an et bréngt e Plus fir de Konsumenteschutz insgesamt.

Dat Besonnesch un deem heiten Text ass, dass en ausschliesslech d'Relatiounen „business to consumer“ betrëfft, an net also d'Relatiounen ënner Professionellen. Dat ass en anere Champ d'application wéi d'Gesetz vum 2002 iwwert déi déloyal Handelspraktiken, wou souwuel d'Verhältnis Konsument/Professionell wéi Professionell/Professionell ofgedeckt gëtt.

Onfair Handelspraktike ginn also zu Lëtzebuerg ënner Strof gestallt. Och iwwert deen heiten Text gëtt also dee Prinzip nach eng Kéier confirméiert.

Wat sinn elo onfair Handelspraktiken? Den Text vum Gesetz gëtt do eng Definitioun. Onfair ass eng Handelspraktik, wa se contraire ass zu den Exigence vum der professioneller Suergfalt a wa se verännert oder kënnst zu Verännerunge féiere vum Behuele vum Konsument, wat eenzel Déngschtleeschungen oder Produkter ugeet.

An där weiderfuerender Iddi vum där Direktiv mécht dann den Text säin Ënnerscheid tëschent sougenannten irreführenden Handelspraktiken, irreführend Ënnerloossungen. Et kann also e positiven Accès sinn, deen irreführend ass; et kann awer och eng Omissioun sinn, déi kann de Konsument ierféieren.

Wat och interessant ass, de Gesetzesprojet hei - do iwwerhëlt en eigentlech eng Annex vum der Direktiv an de Corps vum nationale Gesetz eran - gëtt och eng net exhaustiv Lëscht vun allgemengen irreführenden Handelspraktiken, déi an alle Circumstances also eng Illegalitéit duerstellen.

E puer Beispiller vläch, fir dat ze illustréieren, wat ech gesot hunn. Wann een zum Beispill virgëtt, e Produkt hätt e Qualitétsla-

bel, deen et net huet, da läit een am Beräich vum enger allgemeng irreführender Handelspraktik. Wann ee seet, als Produzent géif ee sech engem Code de conduite ënnerleeën, an dat stëmmt net, da läit een och hei falsch an dann huet een en illegalen Akt gemaach. Wann ee seet, e Produkt, wat ee verkeeft, hätt en Agrément, dat Produkt huet deen Agrément net, da fällt een och ënner d'Bestëmmung vum den irreführenden Handelspraktiken. Verstoppte Publireportagen an de Medien, dat heescht also Artikel, déi eigentlech bezuelt sinn, dat awer net kenntlech maachen, dass et eng bezuelte Publireportage ass, dat ass strofbar, dat ass als eng allgemeng irreführend Handelspraktik unzugesinn.

Wann ee fir Produkter oder Servicer falsch Heelqualitéiten an de Vierdergrond stellt an enger Publicitéit, dann ass dat och falsch. A gradesou dierf een och net, wann een zum Beispill eng Liwwerung mécht, eng Rechnung oder eppes Ähnlech bälleeë bei e Produkt, fir esou eigentlech den Androck ze ginn, wéi wa schon eng Commande do gewiescht wär, an et war eigentlech keng Commande do. Dat alles sinn also Beispiller, déi am Gesetzestext dra sinn, Beispiller vu sougenannten onfairen Handelspraktiken.

Da gesäit den Text och elo vum Gesetz vir, dass et eng Rei vun aggressiven Handelspraktike gëtt, déi och dann ënner Strof gestallt sinn. Och dat ass am Fong eng net exhaustiv Lëscht, déi hei opgefouert gëtt. D'Gericht ka vu Fall zu Fall nach aner Behuelen och als onfair aggressiv Handelspraktik bezeichnen.

Ech huelen och do e puer Beispiller eraus, well dat Beispiller sinn, mat deenen een all Dag oft konfrontéiert ass, ech mengen, jiddwereen - och hei am Haus. Zum Beispill, wann ee sollicitéiert gëtt iwwer Tëlefon, iwwer Fax oder och iwwer elektronesch Courier, fir e Produkt ze kafen oder e Service ze kafen, wann dat sech ausserhalb vu vertragleche Verbindunge mécht, dann ass dat strofbar. Dann ass dat eng aggressiv Handelspraktik, déi zu Lëtzebuerg an an Europa verbueden ass.

Oder och, wann ee konfrontéiert gëtt mat Publicitéiten, déi virginn, dass een, wann ee gewësse Formalitéite mécht, kéint e Präis gewannen, dee Präis awer a Wierklechkeet net besteet, oder awer déi Formalitéiten, déi ee muss maachen, mat sech bréngen, dass ee selwer muss Geld bezuelen oder en Deel vun de Käschen iwwerhuelen. Dat ass eng aggressiv Handelspraktik, leider och eng allgemeng verbreeten Handelspraktik, déi awer zu Lëtzebuerg an an Europa illegal ass, an déi kann also sanktionéiert ginn.

Zoustänneg bliwen d'Nationalstate bei der Ëmsetzung vum der Direktiv fir d'Festleeung vum de Sanktiounen, während se soss relativ weineg Spillraum hunn, wat den Text ugeet. Mir hunn och probéiert, en eent zu eent ëmsetzen, andeem mer awer och Suerg hate fir eng Rei vun Acquisen am Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg, besonnesch wat de Colportage och ugeet, deen zu Lëtzebuerg absolut verbueden ass, deen awer d'Direktiv ënner gewësse Konditiounen nach zouléisst, dass mer déi Interdictioun vu Colportage hei géifen halen. Ech hoffen, dass d'Europäesch Kommissioun dat och ähnlech gesäit respektiv net mierkt, dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

D'Sanktiounen, déi hei zréckbehalte gi sinn, sinn déi, déi och am 2002er Gesetz drastinn. Et kann een eng Action en cessation maachen, déi no engem Référéverfahre beim President vum Handelsgericht leeft. Normalerweis ass et awer eng Geldstrof, also eng Amende, déi vum Législateur elo hei festgehale gëtt als Sanktioun, déi ka goe vun 251 Euro bis 120.000 Euro, déi also misst e relativ dissuasive Charakter hunn.

Wou mer eng Diskussioun haten a wou mer vläch net honnertprozenteg zefridde sinn, dat ass déi legislativ Technik, déi hei ugewannt ginn ass. Mir mussen awer och soen, dass mer eigentlech keng och direkt ëmsetzbar Alternativ haten, fir et direkt besser ze maachen.

Et ass esou, dass mer hei am Fong elo an der Situatioun sinn, dass am Beräich vum den onfairen Handelspraktike mer zwee Gesetze elo wäerten hunn: d'Gesetz vum 2002, wou de Champ d'application ganz large ass, an dat net Gesetz vum 2009, wat e Champ d'application huet, dee méi restriktiv ass, wou deelweis Iwwerschneidungen sinn, wou awer och d'Definitiounen heiansdo licht anescht sinn, well dat eent jo en europäeschen Text ass, dee mer mussen eent zu eent normalerweis ëmsetzen, dat anert zum Deel och national Texter sinn.

Dat ass sécherlech - loosse mer soen - fir d'Lesibilitéit, fir de Versteedsdemech vum Konsument an och vum Professionellen,

dee jo och soll Kenntnis hu vun all deenen
Texter, net ëmmer einfach.

Et bréngt allerdéngs net mat sech, dass
d'Leit manner Rechter hätten, well d'Leit
hunn elo de Choix, entweder op der Basis
vum Gesetz vun 2002 unzesiche respektiv
op der Basis vun neie Gesetz vun 2009.

Et kann een also soen, ënnert dem Stréch
gëtt awer de Konsumenteschutz hei zu Lët-
zebuerg konsolidéiert duerch deen heite
Punkt; e gëtt deelweis och op eenzelne
Punkten ausgebaut.

Ech wëll zwou Neierungen nach erwähnen,
déi interessant sinn, déi e Plus duerstelle
par rapport zu der aktueller nationaler Lé-
gislatioun an deem dote Punkt. Dat ass,
dass hei d'Notioun éischters vun der Omis-
sion trompeuse agefuert gëtt, déi mir bis
elo net kann hunn - dat ass eng Neierung -,
dass mer awer och hei d'Notioun vun de
Consommateurs vulnérables aféieren, dass
also och, wa sech eng Aktioun, eng Han-
delspraktik riicht op e spezielle Grupp vu
Leit, déi opgrond vun hirer mentaler Situa-
tioun, opgrond vun hirem Alter méi lïcht ier-
zeféiere sinn, dat ze berücksichtegen ass
an der Qualifikatioun vun enger Strofdot,
vun enger Handelspraktik, déi onfair ass.

An dat ass, mengen ech, e Plus par rapport
zu där allgemenger Regel, déi mer haut
hunn, déi och hei an der Direktiv nach dran
ass, dass ëmmer de Riichter sech situéiert
bei der Appréciatioun, ob e Feelverhale
virläit par rapport zum Duerchschnittskon-
sument oder par rapport zu engem Duerch-
schnittsmitglied vun engem Zilgrupp, dee
vun enger Publicitéit viséiert ass. Hei gëtt
also u sech do d'Protektioun verstärkt fir
dee spezielle Grupp vu Leit, déi méi vulné-
rabel sinn, déi méi lïcht eigentlech ierze-
féiere si wéi den Duerchschnittskonsument.

Dat also vu menger Sâit d'Duerstellung vun
deem heiten Text, dee selbstverständlech
och den Accord vun der sozialistescher
Fraktioun fënn.

Ech wollt just nach am Numm vun der Kom-
missioun zwou Recommandatioune widder-
huelen, déi mer och am schrëffleche Rap-
port hunn: Dass d'Regierung elo sollt derfir
suergen, zesumme vläicht och mat der Kon-
sumenteschutzorganisatioun, mat anere
professionellen Organisatioune, dass déi
néideg Informatioun elo stattfënn par rap-
port zu all deenen Acteuren, déi en Interessi
hunn, Kenntnis vun deenen neie gesetz-
leche Bestëmmungen ze hunn, a selwer
vläicht och aktiv ze ginn - mir wëssen, dass
eng Action en cessation och ewell kann
zum Beispill vun Ministère de l'Économie
duerchgefuert ginn, wann e selwer Kenn-
tnis huet vun esou enger illegaler Praxis -,
do also selwer och aktiv ze ginn, wann et
flagrant verstéisst géint d'Gesetzgebung
an hir dat sollt zur Kenntnis kommen.

En zweete Wunsch ass natierlech, dass mer
spéiderhin och dat heite Gesetz wäerten in-
tegréieren an de Code de la consommation.

Voilà, dat gesot, géif ech dann och hei den
Accord vun der ganzer Kommissioun zu
deem heiten Text wëllen abrëngen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Rap-
porteur Merci fir säi mëndleche Bericht. Als
éischte Riedner ass elo den Här Marcel
Sauber agedroen. Här Sauber, Dir hutt
d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Marcel Sauber (CSV).** - Här Presi-
dent, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetz-
esprojet, dee mer haut hei diskutéieren, ass
enk mam Prinzip vun der Handelsfräiheet,
der sogenannte Liberté de commerce
verbonden. D'Liberté de commerce ass eng
vun deenen individuelle Fräiheeten, eent
vun deenen individuelle Rechter, déi an
einem Grundgesetz, der Constitution, fest-
geschriwwen sinn. Dëst war net ëmmer esou.
D'Liberté de commerce gouf u sech expres-
sis verbis an d'Constitution eréischt 1948
erageholl. An dat ass geschitt op Virschlag
vum Conseil d'État.

Deemools ass d'Recht op Aarbecht am Arti-
kel 11 vun der Constitution erageholl ginn,
an de Conseil d'État, fir deenen Interpreta-
tiounsschwieregkeeten iwwert dat Wuert
Aarbecht aus de Féiss ze goen, huet virge-
schloen, an deeselwechten Artikel 11 eran-
zeschreiwen: «La loi garantit la liberté du
commerce et de l'industrie, l'exercice de la
profession libérale et du travail agricole,
sauf les restrictions à établir par le pouvoir
législatif.»

Mä och virun 1948 huet de Prinzip vun der
Liberté de commerce gesetzlech bestanen.
Ech erënnere dorun, dass ënnert der Fran-
séischer Revolutioun d'Zünften an alles, wat
domat verbonne war, ofgeschaf goufen, an

datt den Dekret vum 2. bis de 17. Mäerz
1791 - och genannt „Loi Allarde“ - fir den
Handel an d'Handwierk de Regime vun der
Liberté individuelle, der individueller Fräi-
heet agefuert huet, y compris de Regime
vun der fräier Konkurrenz.

Dës Fräiheet huet dann och bedéngt, dass
d'Wirtschaftsacturen eng Ethik, déi net
konkurrenzverfälschent ass, respektéieren.
Lëtzebuerg huet deemools nach zum Dé-
partement des Forêts gehéiert an dee ge-
nannten Dekret huet sech dann och op eist
Land bezunn.

Dat Wuert Ethik an der Konkurrenz, sief et
tëschent de Commerçanten, sief et an der
Relatioun Commerçant/Verbraucher, résu-
méiert am Fong déi Zilsetzung, déi all déi
Texter, an et sinn der e selliche, all déi Ge-
setzer iwwert d'Concurrence déloyale
ustriewen.

Mä et huet sech erginn, dass de Begrëff
Ethik an der Konkurrenz net ëmmer op déi-
selwecht Aart a Weis verstane ginn ass. Do-
hier den Drang oder d'Noutwendegkeet, de
Begrëff Ethik an dësem Beräich gesetzlech
méi kloer ze ëmräissen, ouni dass déi eenzel
Definitiounen alles, wat ënnert dem Begrëff
Ethik ze verstoen ass, kënnen begräifen.

En däitschen Dichter huet emol behaapt -
an ech hoffen, dass ech en elo méi oder wéi-
neger richtig zitéieren: „Freiheit sei der
Zweck des Zwanges, wie man eine Rebe
bindet, dass sie, statt im Staub zu kriechen,
hoch sich in die Lüfte windet.“

» **Une voix.** - Très bien!

» **Une autre voix.** - Wow!

» **M. Marcel Sauber (CSV).** - Esou ass
et och mat der Liberté de commerce.

(Interruption)

Fräiheet heescht och, d'Responsabilitéit ze
iwwerhuelen, fir mat der Fräiheet esou em-
zegen, dass se eran an déi Gesellschaft
passt, an där mer liewen.

Fräiheet fuerdert Verhalensregele vis-à-vis
vun deenen aneren. Fräiheet bedéngt also
och Grenzen, déi esou, wéi d'Constitution
et fir d'Liberté de commerce virgesäit, a
Form vu Gesetzzer festgeluecht ginn.

Historesch gesi sinn eng ganz Partie Geset-
zer an dësem Beräich geholl ginn, deels be-
déngt duerch wirtschaftlech, deels sozial,
deels duerch gesellschaftspolitesch Evolu-
tioun, deels awer och aus Protektionismus
oder awer fir d'Bekämpfung vun Abusen.

Wann een dat emol esou nosicht, da muss
ee feststellen, dass d'Initiativ vun deene Ge-
setzer, déi de sogenannte fräien Handel a
bestëmmte Barrierë verweisen, am wéi-
negste vun der Politik ausgaangen ass, mä
dacks war de Beruff selwer - ob dat sech op
d'Nidderloossungsrecht bezitt oder op
d'Gesetzgebung iwwert d'Konkurrenz - am
Allgemengen Demandeur.

De Commerçant huet all Interessen dorun,
datt den Handel sech fair ofspillt. Datsel-
wecht gëllt fir de Konsument, deen all In-
teressen dorun huet, dass een net duerch
onfair Handelspraktiken op d'A gedréckt
gëtt. An dësem Sënn hu mer hei am Land
eng ganz Ribambelle vu Gesetzzer, déi sou-
wuel allgemeng wéi awer och ganz spezi-
fesche Matière, Konkurrenzregeln,
d'Concurrence déloyale definéieren a ver-
bidden.

Mir sinn och op dësem Gebitt deene
meeschte Länner aus der EU e Schratt vir-
aus. D'EU huet déiselwecht Iwwerleeunge
gemaach a Bezuch op d'Concurrence dé-
loyale. Eng loyal Konkurrenz duerch d'Betri-
ber an deenen eenzelne Staten ass eng Vir-
aussetzung fir e faire Marché intérieur. Si
belieft dese Marché a stäerkt d'Vetraue vun
de Bierger an d'Betriber, egal aus wéi en-
gem Land se kommen. Duerfir ginn dann
och Direktiven a Bestëmmungen iwwert
d'déloyal Konkurrenz europawäit agefuert.

De Gesetzesprojet vun haut soll also d'Di-
rektiv 2005/29/CE iwwert d'déloyal Handels-
praktiken an d'Lëtzebuerg Recht emset-
zen. Dës Direktiv, och UCP-Direktiv genannt
no hirer englescher Versioun - „unfair com-
mercial practice“ -, gëtt als e grouse
Schrëtt a Richtung vun Erreeche vum Marché
intérieur an och a Richtung vun der Ver-
besserung vun der Protektioun vum Konsu-
ment bewäert.

Den originale Projet de loi war méi wäit
gespaant wéi de Projet, dee mer virleien
hunn. Et war nämlech virgesinn, gläichzäiteg
mat der Emsetzung vun der Direktiv och e Code
de la consommation a Gesetzesform emze-
setzen. Dat war ouni Zweifel eng gutt Saach
gewiescht, well haut ass et bal net méi
méiglech, d'Duerchsicht ze behale bei all
deenen Texter, déi iwwert d'Concurrence
déloyale bestinn, dass weder fir de Konsum-
ent nach fir de Commerçant oder Hand-
wierker.

Mä et sollt anescht kommen. Den honorabe-
len Här Bodry huet als President an als Rap-
porteur virdrun déi Grënn, firwat de Projet
an zwee gedeelt gouf, hei duergeluecht.
Hien huet och, an dofir félicitéieren ech him,
mat grouser Fach- a Sachkenntnis deen
neie Projet B hei erkläert an d'Positioun vun
dem Statsrot, de Berufskummeren an anere
Organisatiounen a sengem schrëftle-
chen a mëndleche Bericht ageschloss.

Ech wäert mech deementspreechend hid-
den, Är wäertvoll Zäit an Usproch ze huelen,
fir hei onnéidegerweis Saachen ze widder-
huelen, déi elo grad virdu schonn erkläert
goufen. Ech géif mech just op e puer Be-
merkunge limitéieren.

Éischters, den Text, dee mer duerch d'Di-
rektiv emsetzen, ass en Text, deen als Pro-
tektioun vum Konsument geduecht ass. Hie
regléiert d'Relatioun tëschent Commer-
çanten a Konsument an net d'Relatiounen
tëschent de Commerçanten. Dës sinn an
engem aneren Text oder aneren Texter fest-
gehalten, déi weider bestoe bleiwen.

Zweete Punkt: D'Gesetz vun 2002 iwwer
verschidden Handelspraktiken, iwwert
d'Concurrence déloyale an iwwert d'Publi-
cité trompeuse bleift a Kraaft. Dësen Zou-
stand bréngt mat sech, dass d'Definitiounen
iwwert déiselwecht Begrëffer net ëmmer an
deenen zwee Texter iwwereneestëmme.
Dat bréngt och mat sech, dass de Konsum-
ent au choix op dat eent oder dat anert
Gesetz zréckgräife kann, wann hie mengt,
e wär lésiéiert. Doriwwer eraus ass dat eent
Gesetz komplementar zu deem aneren. An
dat alles huet als Konsequenz, dass ee sech
vum juristesche Standpunkt scho Besseres
hätt kënnen virstellen.

Drittens, dëst Gesetz soll grenziwwer-
schreidend eng Harmoniséierung vun de
Bestëmmungen iwwert d'Concurrence dé-
loyale aféieren. D'Direktiv gesäit awer och
vir, dass, wann an engem Stat Bestëmmunge
bestinn, déi méi favorabel fir de Konsument
sinn, dës bestoe bleiwen. Lëtzebuerg huet
eng länger Traditioun an der Gesetzgebung
iwwert d'Concurrence déloyale an d'Protek-
tioun vum Konsument. Dat ass net onbe-
déngt schlecht, mä et kann een et och esou
gesinn, dass wa mer dës Direktiv emsetzen
nom Prinzip «Toute la directive et rien que la
directive», da behale mer nach ëmmer e
Virsprong op déi aner Länner, deenen hir
Texter net esou wäit ginn.

Véiertens, um Text vun der Direktiv kënnen
mer näischt méi änneren. Dat verhënnert
net, dass, wann ee mat engem gewëssene
Recul all déi Definitiounen kuckt iwwert d'*Pratiqu-
es commerciales déloyales*, iwwert
d'*Pratiques commerciales trompeuses*, ob
par action ou par omission oder *réputées
déloyales d'office* - ëmmerhin 23 Cas de fi-
gure, déi am Gesetz opgezielt ginn - oder
iwwert d'*Pratiques commerciales agres-
sives* - och erëm eng Dose Fäll -, da kann
een nëmme staunen, dass et dat do alles
gëtt.

Punkt fënnef. Wann dat Ganzt heiansdo wäit
geet, da kënn een trotzdeem net der-
laanscht, domat d'accord ze sinn, dass on-
koscher Machenschaften, déi enger pro-
pperer Konkurrenz am Wee stinn, enner-
bonne solle ginn. Dëst ass zweifellos am
Avantage vum Konsument. Mä et ass grad-
esou zweifellos am Avantage vun de Com-
merçanten, déi hire Beruff propper an eier-
lech ausüben, an dat sinn déi meescht.

D'Fro stellt sech allerdéngs, ob een dofir
esou vill Gesetzestexte brauch. Virun 200
Joer ass et duergaange mat dem Wuert
Ethik, fir d'fräi Konkurrenz an d'Fenster ze
stellen.

Leschte Punkt: Bei all deem Retard, dee
sech bei der Emsetzung vun deser Direktiv
accumuléiert huet, a fir Schlëmmeres vun
den europäesche Gerichter ze vermeiden,
ass den originale Projet gespléckt ginn, sou
datt mer haut souzouesou nëmme d'Direktiv
emsetzen, woubäi mer awer wëssen, dass
nach eng gréisser Hausaufgab usteet, wa
mer fir d'Zukunft Iwwerschneidungen a pa-
rallell Gesetzzer beschtméiglech vermeide
wëllen, dass am Interessi vu proppere juris-
teschen Texter fir de Konsument a fir de
Commerçant.

Ofschlëssend bréngen ech dann och den
Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem
Projet mat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,
dëst ass - sauf imprévu - déi lescht länger
Interventioun an deser Chamber vu menger
Sâit. Dir wësst, ech sinn net méi Kandidat
bei deenen nächste Wahlen. Ech géif also
nach e bësse vun där Zäit, déi mer nach am
Liewe bleift, profitéieren, fir dat nozehuelen,
wat ech vläicht verpasst hunn, souwäit ech
eppes verpasst hätt, awer och erëm fir dat
ze maachen, wäit mer am Privatlieuwe Freed
mécht.

Ech hunn normalerweis net mat menger
Meenung hannert dem Bierg gehalten.
Vläicht war meng Kritik net ëmmer bequem,
mä si war awer ëmmer positiv geduecht an
et ass ëmmer em d'Saach gaangen.

Mä lescht Wuert ass dann och Merci, Här
President, léif Kollegeen, léif Frënn aus der
Regierung, dass ech hunn dierfe matschaf-
fen an dësem héijem Haus an an deenen
anere politesche Gremien an Instanzen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci un den Här
Sauber, Merci fir seng Interventioun, awer
och am Numm, mengen ech, vun lech alle-
guerten, wënsche mer dem Här Sauber
dann elo fir deen nächste Deal vu sengem
Liewen, dass en do gradesou vill Succès an
Zefriddenheet wäert hu wéi bis elo.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Mir kommen dann
zum nächste Riedner, an dat war den Här
Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci,
Här President. Ech wéilt och dem Rap-
porteur Merci soen, och nach eng Kéier dem
Här Sauber Merci soe fir seng gutt Aar-
becht, déi en ëmmer gelescht huet. Ech
hunn en nëmme aus där Kommissioun
kannt, wou dee Projet hei och diskutéiert
ginn ass, mä et huet een och gesinn, dass
hien aus engem anere Gremium hierkënn
an dass en ëmmer ganz gutt a pertinent Bäu-
trüg do konnt liwweren, wat och dann d'Aar-
becht erlichtert huet.

Ech wéilt dann awer och dem Rapporteur
Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. En
huet all déi technesch juristesche Detailer
heerkläert, duerfir wäert ech net méi dorop
agoen. Mir wëssen, et ass vun der Form
hier eng Emsetzung vun enger Direktiv, wou
mer e bësse a Verzug waren, an duerfir hu
mer also missen hei eng gewëssene Ur-
gence un den Dag leeën.

Sécherlech hätt ee sech méi - ech soen net
besser -, mä awer méi sännvoll Emsetzunge
kënnen virstellen, amplaz elo praktesch
parallell Gesetzzer ze hunn, dass een dat
hätt an ee Gesetz kënnen maachen. Wéi
gesot, mir sinn hei an enger gewëssener
Urgence, woufir mer dat dann esou
gemaach hunn. Et ass einfach d'Emsetzung
vun enger Direktiv eent zu eent, an
domadder ass kee Problem. Och inhaltlech
hu mer kee Problem mat där Direktiv,
mir kënnen dat voll ënnerstëtzen.

D'Haaptobjektiv ass jo hei de Verbrauch-
erschutz, an et ass wichteg, dass mer dat
hei och an der Chamber ënnerstëtzen,
dass mer dat hei als e wichtegt Uleies
ugesinn.

Dat gesot, wéilt ech och nach dorop
hiweisen, dass an der Suite et wichteg ass,
dass mer och de Consommateur adequat
dozou informéieren, an ech géif och den
Accord vu menger Fraktioun dozou
abrëngen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här
Berger Merci. Als nächste Riedner ass den
Här Huss agedroen, dee fir den Här Kox
schwätzt.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Jo, Här
President,...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - ...den
Här Kox ass eise Verrieder an der Ekono-
mieskommissioun, mä well en eng drén-
gend Verpflichtung elo hat, huet e mech
gebieden, hei a sengem Numm dat virze-
droen, wat DÉI GRÉNG dovunner halen,
an dat ass da Folgendes: Och DÉI GRÉNG
kënnen hei ouni Bedenken dësem Projet
zoustëmme. Duerch dese Projet kritt de
Konsument zousätzlech Sécherheet a
Rechtsschutz, fir sech géint illegal Ge-
schäftspraktiken kënnen ze schützen. Nei
Sécherheeten, déi och ganz a voll dobaus-
sen, sief et vun de Chamberen oder och
nach vum Konsumenteschutz gedroe ginn.

Ech wëll duerfir net allze vill op de Fong
vum Dossier agoen. De Rapporteur huet
dass schonns an der gewinnter Ausféierlechkeet

virdu gemaach. Duerfir wëll ech och him hei nach eng Kéier am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi fir säi schrëftleche Rapport.

Dëst Gesetz ass jo, wéi schonns vu Menge Virriedner gesot, just en Deel vun engem méi grouse Gesetz. Et ass duerfir wichteg, datt déi nächst Regierung dësen Dossier erëm schnell an Ugrëff hält, fir den ugestrieffte Code de la consommation ze finaliséieren an déi verschidde Gesetze, déi am Beräich vun Konsumentenschutz bestinn, ze koordinéieren. Dëst am Sënn vu méi Rechtssécherheet fir de Konsument.

Een Aspekt wollt ech awer kuerz hei nach eng Kéier belichten. Een Aspekt, deem awer éischter d'Form wéi de Fong ugeet. Hei bei dësem Gesetz hu mer erëm eng Kéier gemierkt, wéi schlecht mer nach ëmmer bei den Ëmsetzung vun EU-Direktiven opgestallt sinn. Ech weess net, wéi vill Mol mir schonns an aller Hetz hu missen eng Direktiv ëmsetzen, oft souguer well schonns eng Veruerteelung zu Stroossbuerg erfollegt war. Besonnesch och hei an der Ekonomieskommissioun lafe mer säit Ufank vun dëser Legislativperiod den EU-Direktiven no.

Vläicht kann de Minister eis duerno nach kuerz eng Kéier soen, wéi vill Direktiven eleng am Wirtschaftsministère nach mussen ëmgesat ginn. Mir kënnen et schonns bal vir, als ob hei mat System virgaange géif ginn. Et dierf awer net sinn, datt déi strukturell Problemer op eemol als Grond geholl ginn, fir um Inhalt kënnen ze fréckelen.

E ganz erschreckend Beispill ass déi vill ze spët Ëmsetzung vun der Direktiv am Ëmweltministère iwwer d'Evaluatioun vun den Auswierkunge bei verschidde Pläng a Programmer op d'Ëmwelt, wat jo elo dozou féiert, datt sämtlech PAGen déi Evaluatioun musse maachen, wat awer am Fong jo gutt a richtig ass.

Besonnesch heikel ass et awer fir déi Gemengen, déi schonns hire PAG praktesch duerch d'Prozeduren duerchbruecht hunn. Déi Gemenge kënnen deemol eventuell erëm eng Kéier vu vir ufänken.

Ech hoffen, datt déi nächst Regierung sech dëser Problematik endlech méi seriö unhëlt. Dës Regierung huet op deem Plang fir eis jiddefalls versot. Wat mir net matmaache wäerten, sinn Ännerungen un den Inhalter, Gesetze oder Reglementer. Mir brauchen endlech eng Reform vun de Strukturen, sou datt déi Ëmsetzung méi effikass kënnen duerchgefouert ginn.

„Zum Schluss wollt ech dann no dësen Iwwerleeungen nach eng Kéier eis Zoustëmmung vun dësem Gesetz hei widderhuelen“ - seet den Här Henri Kox am Numm vun der grénger Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dann dem Här Huss respektiv dem Här Kox Merci fir seng Interventioun. Als nächste Riedner hu mer den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zuéischt de Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht, deem eng etlech gutt Präzisioun bruecht huet zu deem Projet de loi, wéi mer en hei virleien hunn.

Da wollt ech och dem Marcel Sauber soen, datt seng Kontributiounen, notament an dësem Dossier, mä och a villen aneren, dozou gefouert hunn, datt esou komplizéiert Texter wéi den heite sech verbesseren. An ech mengen et ass dat, wat absolut noutwendeg war a wou hien eng ganz gutt Kontributioun gelescht huet.

Effektiv muss een, wann een den Text kuckt, dee mer elo virleien hunn, festhalen, datt et eng Direktiv vun 2005 war, déi ënner lëtzebuergescher Présidence ugeholl ginn ass an déi hatt misse bis den 12. Juni 2007 ëmgesat ginn. Guer näischt ass an där Zäit geschitt, do hu se am Ministère d'Daume gedréit. Et ass eréischt den 10. Mee 2008 wou de Projet de loi déposéiert ginn ass, nodeem mer schonns ugesicht waren. Mir sinn dunno de 5. Februar 2009 hei vun der Cour européenne de justice condemnéiert ginn an duerfir hu mer da missen en toute urgence en Text duerchsetzen.

Ech mengen, déi Aart a Weis, wéi hei geschafft ginn ass, ass op jiddwer Fall net akzeptabel an dat muss sech an Zukunft änneren. Do musse mer ons als Chamber vis-à-vis vun der Regierung aner Prozedure ginn, fir datt d'Ministère sech deenen Direktiven, déi se gestëmmt hunn, ënnerwerfen, an datt net hei iergendwéi egal wat muss gemaach ginn, am Hokuspokus hei, fir herno den Text duerchzekréien. Well den Text, dee mer hei virleien hunn, ass schlecht. En ass schlecht.

E war nach méi schlecht wéi den Text, deem... Mir hunn en nach verbessert par rapport zu deem Text, deem d'Regierung erabruucht hat. Well do muss ech effektiv soen, dat huet sech gelies wéi e Kreuzworträtsel. An dat ass souguer esou wäit gaangen, datt mer dat souguer am Rapport vun der Kommissioun festgehalten hunn, datt een net méi genau wosst, wat geschwat ginn ass. «Confusion, insécurité juridique, opacité légale au détriment du consommateur», steet hei am Rapport. Do ass natierlech den Text vun der Direktiv net onbedéngt onschëlleg drun.

Do ass den Text net onbedéngt onschëlleg drun, mä ech wëll awer drop hiweisen, datt, wann een eppes fir de Konsument mécht, da muss den Text awer och nach verständlech sinn, an e muss och verständlech si fir déi Entreprise, déi dee soll ausféieren, zemoools well Strofen drop si bis 120.000 Euro. An da geet den Artikel 1, Paragraph 2, no deem mer scho versicht hunn ze erklären, un: «La présente loi s'applique sans préjudice du droit des contrats, des dispositions communautaires ou nationales relatives à la santé et à la sécurité des produits, des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière (...) de métal précieux, code de déontologie» an esou weider an esou virun.

Sechs där Exceptionen! Dat heescht, datt den Text, dee mer elo stëmmen, seet: Et kann am Prinzip esou applizéiert ginn, mä Dir musst awer och nach bedenken, gegebenenfalls kënnen an aneren Texter aner Dispositiounen sinn, déi contraire sinn oder déi net kompatibel sinn, an egal wéi musst Dir da kucken, datt Dir domadder eens gitt.

Dat ass dat, wat mer haut hei stëmmen. Duerfir mengen ech, datt dee Wunsch, deem hei ausgedréckt ginn ass vun dem President an dem Rapporteur vun der Kommissioun, vun der ULC, datt ee misst en «Code du consommateur lisible» maachen an «compréhensible» fir den allgemenge Bierger, datt een dee misst zustane bréngen.

Dat bedeit, datt een eng etlech Gesetze oder souguer bal déi ganz Gesetzgebung nees erëm eng Kéier nei schreift, fir eng gréisser Lisibilitéit duerchzekréien, fir datt och déi Betriber an déi Konsumenten, déi hei solle geschützt ginn, och mat esou engem Text kënnen eens ginn, well dat heite géif op all Säit, bal op all Artikel bedéngen, datt ee misst e ganzen Exposé schreiwen a ganz Bicher schreiwen, fir iwwerhaupt ze wëssen, wat drasteet. Duerfir mengen ech, datt dat heite muss nei iwwerducht ginn an nei duerchgekuckt ginn, an ech sinn och sécher, datt d'Regierung, datt den zoustänneg Minister wäert an der nächster Regierung déi Aufgab do iwwerhuelen.

Et muss een och festhalen, datt hei eng etlech Sanktiounen virgesi sinn, souguer «en l'absence de preuve d'une perte ou d'un préjudice réel». Déi gi ganz wäit, déi Dispositiounen, an duerfir ass et wichteg, datt mer alleguerten en Text hunn, dee fir den allgemenge Bierger dobausse verständlech ass. Dat ass mat dësem Gesetz net de Fall.

Well mer awer mussen déi Direktiv ëmsetzen, well mer en urgence sinn, si mer awer als ADR bereet, den Text hei ze stëmmen, mä mat där Reserv...

(Interruptions)

...mä mat där Réserve expresse, datt de Minister sech engagéiert fir op jiddwer Fall déi néideg Instruktiounen ze ginn, datt mer iwwer de Code du consommateur e konsolidéierten Text kënnen kréien, wou déi ganz Matière compréhensibel exposéiert gëtt.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech mengen, all Text, deem am Sënn vum Consommateur ass an de Sënn huet fir de Consommateur ze schützen, dee soll ee begrëssen, och wann elo nach vläicht Ännerungspropositiounen kommen oder do sinn. Mir hunn esou vill Texter hei gestëmmt, déi vum Grond hier net dat waren, wat mer onbedéngt gär gehat hätten, mä wou een ëmmer nach kann nobesseren. Ech wëll och dem Här Rapporteur Merci soe fir säin explizite Rapport.

Wann ech also elo den Text richtig verstane hunn, dann heescht dat, dass am Fong de Consommateur soll geschützt gi viru Werbesloganen, déi him spéider kënnen schueden.

Wann ech dat dann awer esou iwwerleeën, da stellen ech mer d'Fro: De Wieler ass jo och e Consommateur vun de Werbeslogane vun de Parteien, an e muss jo awer och vill vun där Seef konsuméieren, déi an de Wahlprogrammer steen an déi da spéider a Seefblösen opgeet. Do stellen ech mer dann awer d'Fro, ob dann och d'Parteien drënner falen, wa se elo an hire Werbesloganen de Leit eppes versprechen, wat se spéider net halen, ob dann déi opgrond vun dësem Gesetz och zur Uerdnung geruff ginn. Ech mengen, Här Minister, Dir kennt mer jo dann op déi Fro äntwerten.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Duerfir maacht Dir kee Programm.

» **M. le Président.** - Ech soen dann och nach dem Här Jaerling Merci, an elo huet d'Regierung d'Wuert, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, erlaabt mer, sou wéi dat mer alldéngs schon oft geschitt ass, dass ech muss der Kommissioun Merci soen, déi wierklech an all deene Jore ganz oft geholle huet, fir dass mer éischters Texter méi schnell konnten duerchbréngen, an zweitens och propper Texter duerchbruecht hunn. An ech muss soen, ech muss hei dem Alex Bodry Merci soen, deem e puer séier gutt Modifikatiounen erabruucht huet, a virun allem och als Rapporteur, mengen ech, déi noutwendeg Opklärunge bruecht huet.

Ech wëll dann och dem Marcel Sauber - ech géif bal soen: Ale Feind, ale Frënd, hat, mengen ech, eng Kéier ee gesot -...

» **Une voix.** - Fänk awer elo net un ze kräuschen!

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...Merci soe fir déi Partien, déi mer alt emol ënnereneen haben. Hien hat eng Aktivitéit virduen, déi e schwéier konnt opginn. De Moie sot en nach zu mir: „Ech sinn net am Statsrot.“ Et deet mer leed, du hues heiandsdo esou geschwat, wéi wann s de nach am Statsrot wiers. Duerfir hu mer dat ëmmer esou och ugeholl. Dat war och éischter e Luef, géif ech soen, wéi dass et eng Kritik war. Du has och net ëmmer Recht, mä du has Recht wéi s de gesot hues: „Vläicht war ech net ëmmer bequem.“ Marcel, looss der et gutt goen! - Dat zu mengem Kolleeg Marcel Sauber.

Elo zum Projet selwer. De Code de la consommation, deem hei elo e puermol ernimmt ginn ass, ech wëll virausschécken, deem ass fäerdeg, en ass déposéiert. Eierlech gesot, ab engem gewëssene Moment kann een als Regierungsmitglied net méi Afloss drop huelen, wat da geschitt. Dann hânt et vum Statsrot a vun der Chamber of, fir dat do ëmzesetzen.

Mir hunn dee Code de la consommation och gemaach, well mer dat déift Bedürfnis hate fir hinzegoen, a droit constant - mat eegene Modifikatiounen, déi am Laf vun der Zäit an der Législatioun komm sinn, mä gréisstendeels a droit constant - dee Code de la consommation ze konzepéieren. Mir haben nämlech geduecht, wa mer elo alles ëmänneren, da bass de zéng, 15 Joer amgaangen. An duerfir hu mer geduecht, à droit constant dat ze maachen. Dat läit lech vir. Dat hei ass ofgespléckt ginn, well mer effektiv ënner Bedrängnis si vun der Europäescher Kommissioun.

Den Här Henckes huet gemengt, mir wieren do immens en retard. Also, ech weess net, wou Dir dat siche gitt. Dir hutt vläicht...

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mir si condemnéiert ginn, Här Minister.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Mä Dir hutt geschwat vun x Geschichten, wou mir en retard sinn. Ech kann lech soen, mir hunn der zwou, wou mer en retard sinn, déi ganz kloer sinn...

Gelif?

» **Une voix.** - Dat sinn der x fir den Här Henckes.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et sinn der zwou, wou mer en retard sinn...

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et sinn aacht Stéck.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Mir hunn der zwou, wou mer en retard sinn, a wou ech extrem,...

(Interruption et hilarité)

» **M. le Président.** - Sou, elo lauschtere mer dem Här Wirtschaftsminister no.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...wou ech eng Urgence gefrot hu beim Statsrot. Dat ass hei geschitt, an hei bréngt mer et jo fäerdeg, ee vun deenen dräi, wou mer en retard sinn, elo endlech ewech vun der Lëscht ze kréien. Deen Zweeten, do hunn ech keng Emprise méi drop, dee läit elo scho wéi laang beim Conseil d'État.

Bon, mir hunn natierlech och Zäit gebraucht, mä wann awer d'Chamber eis an Zukunft, wa mer Gesetze erabréngen, och fir déi Saachen emol Leit géif, fir dass mer se kënnen ëmsetzen, hunn ech kee Problem. Ech mengen, Här Henckes, Dir kennt zu jidder Zäit där doter Propositionne maachen. Well am Droit de la propriété intellectuelle, wat eng extrem komplizéiert Matière ass, hunn ech een eenzege Jurist bis elo gehat, elo hunn ech der zwee. Dat ass awer alles, wat mir hunn, fir all déi Direktiven ëmzesetzen an der Propriété intellectuelle.

Ech wëll lech just soen, dass och d'Juristen et net ëmmer méi einfach maachen. Dir hutt jo gemengt, dat hei wier eppes Komplizéiertes. Et géif een net mengen, dass Dir lech an deene Saachen doheem misst fillen. Et kann een an eenzelne Matière net einfach Texter maachen, déi fir de Consommateur, de Mann an d'Fra vun der Strooss geduecht sinn. Also deem, dee mengt, e kennt esou eng Gesetzgebung maachen, ech mengen, dee leeft um Mound.

Et muss een eng Gesetzgebung maachen, déi d'Strooss hält. Derniewent muss een eng Informatioun maache fir de Bierger, fir de Konsument, déi deem explizéiert, wat seng Rechter elo sinn. Mä déi Rechter... Ech ka mer net virstellen, wann Der de Code de la consommation kuckt, Här Henckes, dass iergendeen an Är Famill, Är Fra, fir se net ze nennen, sech owes bei der Télee dobäi setzt, fir de Code de la consommation ze liesen. Et liest kee Konsument de Code de la consommation. Dee gétt gemaach, fir dass et hieb- a stichfest juristeschen Texter sinn, an dee muss herno, an den Informatiounen, déi zum Deel de Ministère, mä haaptsächlech d'Union luxembourgeoise des consommateurs ze liwweren huet, esou ausgedäitscht ginn, dass jiddwieren dat versteet.

Loosse mer eis also eens sinn: D'Texter sinn a bleiwen, well dat an der Juristerei, Här Henckes, anscheinend esou ass, komplizéiert. Fir dass Kloerheet zumindest an de Käpp vun den Affekoten an an de Käpp vun de Magistrate misst sinn, do musse mir da kucken déi noutwendeg Campagnen ze maachen.

Mä Dir hutt e Besoin urgent fir mer eng Fro ze stellen, gesinn ech.

» **M. le Président.** - Här Henckes, Dir hutt d'Wuert fir eng Fro ze stellen.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wollt just nuren den Här Minister froen, ob en de Rapport vun der Kommissioun gelies huet, an deem drasteet, op der Säit fënnef, datt «partant la commission a soulevé un risque de confusion, d'insécurité juridique voire d'opacité légale au détriment du consommateur». Dat ass dee Saz, deem hei am Rapport steet, an dat beweist, datt mer gemierkt hunn, datt mer wuel en Text hunn, deem technesch an duerch d'Direktiv bedéngt ass. Mä ech mengen, Här Minister, de Sënn an Zweck, deem et awer och muss hunn, dat ass, datt den Text fir de Bierger, fir de Konsument, fir d'Betriber an och fir d'Affekote muss liesbar sinn. Et ass also eng Recommandatioun, déi ech ginn, an Dir sollt vläicht kucke mat Are Servicer, et ass dee Wunsch, wou ech gären hätt, datt Der eis déi Instruktioun wëllt ginn, méi net.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma ech ka mer virstellen, dass et een oder aneren Deputéierte gëtt, dee vläicht eng Proposition de loi mécht an eng Fusioun vun allen Texter virhëlt. Ech géif lech dat vläicht proposéieren. Dat wier eng flott Aarbecht, eng ganz nützlech Aarbecht, well ëmmerhin ass et nach d'Chamber, déi de legislative Kader setzt, an net d'Regierung.

Bon, dat zu deem Punkt do, Här President. Mir hunn, ech muss hei en aveu sinn, déi Direktiv net hei eent zu eent ëmgesat, well mer deem Deel vum Colportage iwwerholl hunn, dee bis elo bei eis virgeherrscht huet an deem awer net esou gesi gëtt vun der Direktiv. Ech setze viraus, an da kann erëm eng Kéier een eis de Virwurf maachen, mä ech

setze virus, dass vläicht een et net gesäit, mä wann et gesi gétt, dass mer vläicht eng Kéier Schwiererekeiten dowéinst kréien.

Mä hei hu mer gemengt, oder ech géif soen, zesumme gemengt, well mir sëtzen an engem Boot, ginn ech dovun aus, Regierung a Parlament hei, dass mer am Sënn vum Konsument géife bei eiser Dispositioun bleiwen, déi also virgesäit, dass do net permanent ee schellt a permanent een lech emmer déiert, fir lech iergendeppes ze verkafen. Wann dat eng Kéier de Fall ass, da riskéiere mer vläicht forcéiert ze ginn, dat Gesetz hei nach eng Kéier ëmzënnere. Mir hu gemengt an dësem Fall kéinte mer eng Kéier derogéieren an net eent zu eent ëmsetzen. Mä ech soen dat an aller Kloeerheet, dass mer hei alleguerten am selwechte Boot sëtzen an dass hei net Leit sech kënnen erausstielen.

Mir hu probéiert, esou wéi mer et gewinnt sinn hei zu Lëtzebuerg, e relativ héijen Niveau vu Konsumenteschutz duerchezéien. Dat féint jiddweree gutt. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass och Geforen dobäi leien. Et leien eng Rei Geforen dobäi. Mir probéieren op europäeschem Plang, dass d'Harmoniséierung op héijem Niveau geschitt. Wann dat nämlech net de Fall ass a mir maache 27 verschidden Dispositiounen a 27 verschidde Länner, da soen ech lech, ass Lëtzebuerg den éischte Perdant.

Lëtzebuerg ass dann den éischte Perdant. Mir hu schonn elo eenzel Domänen, ech denken an eBay an un Ähnlech, wou Der net d'Méiglechkeet hutt, iwwer eng Lëtzeburger Plattform dat ze maachen, well grouss Betriber keng Loscht hunn, sech un eis Legislatioun ze adaptéieren. Dir kritt och muer näischt iwwer „Premiere“ hei zu Lëtzebuerg, wann Der net iwwer e Kolleeg an Däitschland fuert, oder Dir fuert iwwer ee vun de Sendere. Dir kënt net selwer do, esou wéi Der dat bei anere kënt, lech uschléissen. Firwat? Well „Premiere“ Lëtzebuerg esou laang wéi breet ass.

Duerfir muss een oppassen, mir müssen oppassen an eiser Konsumenteschutzlegislatioun, awer dat géllt fir ganz Europa, dass mer net siwe Mini-Markets kréien a kee Bannemaart. Mir plädéiere fir d'Harmonisatioun no uewen, dat heescht eng maximal gutt Harmonisatioun vum Konsumenteschutz. Mä ech wëll drop opmierksam maachen, dass do eng Gefor ass. Et ass eng Gefor, dass e Betrib, deen hei vu Lëtzebuerg aus schafft, véier verschidden Dispositiounen muss respektéiere vum Konsument. Véier! Dat ass fir mech och kee Verständnis vum Bannemaart. Duerfir probéiere mer d'Kollegen...

(Interruption)

Et ass, Här Thiel, de Fall an de Visaskaarten notament, an de Kreditkaarten de Fall. Ech weess net, ob et eng grouss Errungenschaft ass fir eis Betriber, wa mer et permanent duerch déi eng oder déi aner Dispositioun fäerdeg bréngen, dass mer en dehors vun dem normalen däitschen, franséschen, belsche Recht sinn, well mer hei awer bannent 20 Kilometer déi aner Säit vun der Grenz sinn, wa mer Geschäfte wëlle mat deene maachen.

Ech weisen einfach op eng Gefor hin, an déi solle mer och am Kapp hunn, wa mer hei eenzel Dispositiounen anesch gesinn. Mir waren als Regierung jo och mat d'accord, dass mer dat esou maachen. Mä ech well just drop opmierksam maachen: Dat kann een net permanent maachen, well soss op eemol isoléiert ee sech à un point, wann een e klengt Land huet a kee Bannemarché huet, deen iergendwéi déi grouss Opérateuren interesséiert, dass ee sech marginaliséiert. Dann huet een de Konsument maximal geschützt, mä et huet een e geschützt a Matière, wou iwwerhaapt kee Mënsch eis méi wëllt eppes verkafen. Duerfir musse mer oppassen, dass mer do en anstännegen Équiliber hunn.

Datselwecht wollt ech och dem Här Huss soen, dee sech jo och hei Suerge gemaach huet, wéi vill dass mer géifen ëmsetzen an net ëmsetzen. Ech brauch lech net nach eng Kéier datselwecht ze soen, wat ech dem Här Jaerling - pardon, dat ass eng Frechheit! -, dem Här Henckes gesot hat. Dat géllt fir lech, ech hat dat vergiess, Här Huss, mä Dir sidd mer do net béis.

De Rapporteur huet gesot, dass e géif mengen, mir missten och derfir suergen, dass eng gewësse Campagne gemaach gétt elo, wat de Konsument ubelaangt. Mir ginn dovun aus, dass d'Konsumenteschutzorganisatioun, déi mir mat iwwer 800.000, dat heescht Dir an deem Moment, vu dass Dir jo d'Autorisatioun gitt fir déi Suen auszeginn, dass mer déi probéieren ze ënnerstëtzen an hire ganze Bestriewungen, fir d'Informatioun ënner d'Konsumenten ze bréngen, dass déi eis dobäi wäerte behëlleflech sinn. Well déi hunn den direkten Accès, déi hu

mengen ech och d'Iwwerzeegungskraaft, vu dass se wierklech an der Verdeedegung vun den Interesse vun de Konsumente sinn. Ech ginn dovun aus, dass déi eis do massiv wäerten hëllef, déi Informatioun weiderzibréngen.

Fir de Rescht, Här President, soen ech lech Merci, lech an dem Rescht vun der Chamber, dass Der bereet sidd, deen Text hei ze stëmmen. Här Bettel, ech kann lech herno nach eppes aneschtens soen, da kommen ech bis bäi lech laansch. Dat huet näischt mat Konsumenteschutz ze doen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Minister Merci fir déi Präzisiounen zu deem wichtige Text, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration.

(Interruption et hilarité)

De Projet de loi 5881B ass mat 60 Jo-Stëmmen uegoll ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch (par M. Michel Wolter), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaff (par M. Ali Kaes), Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ier mer zum nächste Projet de loi kommen, huet de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, sech bereet erkläert, op eng Question urgente vum Här Fernand Etgen ze äntwerten, nämlech d'Question urgente N°3309 iwwer d'Fall vu Mumps.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - An den Här Arméiminister och.

» **M. le Président.** - An den Här Arméiminister och.

(Interruptions et hilarité)

Also, mir hunn zwee Ministeren, déi op eng Fro äntwerten. Den Här Fernand Etgen huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Observatioun virzedoen, an déi zwee Ministeren hunn zéng Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

» **Une voix.** - Ass dat ustiechend?

» **Une autre voix.** - Jo!

3. Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg

M. Fernand Etgen (DP). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi aus engem Artikel vum 19. Februar, dee vun Eurosurreveillance publizéiert gouf, ervirgeet, ass Enn d'lescht Joer de Mumps innerhalb der Lëtzeburger Arméi ausgebrach. Bei zéng jonke Leit ass Mumps festgestallt ginn. An

de Chiffer ass bis den 31. Dezember 2008 op 19 Fäll geklommen. Et ass mer duerno zu Ouere komm, dat dorophon de Mumps och an der Zivilbevölkerung ausgebrach ass, an dat virun allem am Norde vum Land.

Ech hätt gäre vun der Regierung gewosst, wéi d'Situatioun innerhalb der Lëtzeburger Arméi nom 31. Dezember evoluéiert huet, an ob d'Situatioun de Moment am Gréff ass oder ob et nach ëmmer Fäll vu Mumps an der Arméi gétt.

Wéi gesäit et bei der Zivilbevölkerung aus? Ass do eng Verbreedung vun der Maladie infectieuse virale, déi extrem ustiechend ass, feststellen? A wa jo, a wéi engem Ausmooss dovunner?

Wéi vill Fäll si gemellt ginn? Sinn et och Fäll vun Hirnhautentzündung ginn?

Ech mengen: Hätt d'Bevölkerung an deem dote Fall net missen informéiert ginn, grad wéi d'Dokteren, déi dann hir Diagnostique vill méi genee hätte kënnen maachen?

Deen Artikel, deen ech ugeschwat hunn an deem notament vum Dokter Joël Mossong aus dem Statslabor geschriwwen gouf, gétt och eng Recommandatioun mat op de Wee.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Vu wéini ass deen Artikel, wann ech gelift?

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Vum 19. Februar.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ah, merci!

» **Une voix.** - Dëst Joer?

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Jo.

(Interruptions)

De Caractère urgent, Här Wolter, deen ass vun der Regierung unerkannt ginn, an duerfir hu gläich zwee Membere vun der Regierung sech bereet erkläert...

(Interruptions)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, do kann d'Regierung sech net iren, bei der Urgence, selbstverständlech.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Sou, loosst elo den Här Etgen seng Fro stellen!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Bon, ech mengen, deen Artikel, deen ech ugeschwat hunn, dee gétt och eng Recommandatioun mat op de Wee, nämlech déi, déi da beseet, fir de Mumps laangfristeg hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien, misst eng Vaccinationscampagne gestart gi bei all deene Leit, déi tëschent 1970 an 1990 gebuer goufen an déi nach net geimpft goufe respektiv nach net immuniséiert sinn.

Wéi steet den Här Minister zu dëser Recommandatioun?

Ech mengen, et gétt nach ëmmer Fäll vu Mumps, a besonnesch a menger Géigend. Duerfir huet d'Chamber och, mengen ech, awer zu Recht de Caractère urgent vun dëser Fro unerkannt.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Sou, ech soen dem Här Etgen Merci. Wat fir een Här Minister äntwert dann elo fir d'éischt? Den Här Arméiminister kritt d'Wuert.

» **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense.** - Här President, dat, wat den Här Etgen als en Artikel qualifizéiert, ass eng wëssenschaftlech Ofhandlung, déi ënnerschriwwen ass vun Dokteren a Wëssenschaftler a Professerer aus dem Laboratoire national de la santé vu Lëtzebuerg, aus dem Service de santé vun der Lëtzeburger Arméi a vun der Direction de la santé och vu Lëtzebuerg.

Et ass also eng Kommunikatioun, déi am Februar vu Lëtzebuerg un déi international spezialiséiert Publikatioun do rausgaangen ass. Dat zur Virgescicht.

Wat d'Evenementer ubelaangt, ass et richtig, an ech zitéieren do aus där Etüd, dat e Fall vu Mumps festgestallt ginn ass am Centre militaire de 15. September 2008. Den zéngten an dee leschte Fall ass festgestallt ginn den 28. Oktober 2008. Also eng Zäitspan vu sechs Wochen, wou zéng Fäll festgestallt gi sinn.

Duerno ass eng vaste Campagne de vaccination um Häreberg gemaach ginn, déi de 27. Oktober 2008 debutéiert huet. Duerno, no deem, ass kee Fall méi um Häreberg festgestallt ginn.

Dräi Remarquen nach, Här President. Éischstens, d'Santé ass deemools informéiert ginn. Déi ganz Operatioun ass zesumme mat der Santé ofgewéckelt ginn an de concert mat der Santé.

Zweetens, fir ze soen, dat de Mumps um Häreberg ausgebrach wär, schéngt mer net e ganz adequate Sproochgebrauch ze sinn, well et nämlech esou ass, dat dat ee vun deenen éischte Fäll war, dee festgestallt ginn ass. Et ass awer dovun auszegoen, dat de Mumps op den Häreberg eropgaangen ass fir d'éischt an duerno erëm erfogaangen ass an um Häreberg detektéiert ginn ass, an also konnte Mesuré geholl ginn, well en eben do detektéiert ginn ass an op anere Plazen net.

Wann een déi Etüd richtig liest a wann ech net alles falsch verstinn an där Etüd, da waren am August zwee Fäll hei am Land, déi net um Häreberg lokaliséiert waren. Et muss een also déi Etüd ganz liesen.

Drëttens, ech wär virsichtig, fir dat Wuert Epidemie an de Mond ze huelen. Ech si kee Spezialist, duerfir wäert mäi Kolleeg Gesondheetsminister, Här President, lech alles zu deem Wuert an aner Explikatiounen soen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Arméiminister Merci. An elo kritt de Gesondheetsminister d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Just eng Präzisioun: Et ass net d'Regierung, déi d'Urgence unerkannt huet, mä et ass d'Chamber, déi d'Urgence unerkannt huet. Mir hunn dat da matgedeelt kritt a mir stinn da selbstverständlech jidderzäit der Chamber zur Dispositioun, eleng oder zu zwee - wann et em d'Arméi an den Zivil gläichzäiteg geet.

Ech kann dat bestätegen, wat den Arméiminister gesot huet. De Mumps gétt et am Moment um Häreberg net. An ech kann och ganz kloer soen, dass mer hei net a Präsenz si vun enger Epidemie, well mer insgesamt 45 Fäll gemellt kritt hunn. Dat ass zwar exzeptionell vis-à-vis vun der Situatioun vun deene Jore virdrun, well et do keng Mumpsfäll méi gi sinn. Zënter Jore war Lëtzebuerg mumpsfräi.

Ech ka mech un Zäiten erënnere, wou mir mat méi décke Baken dorëmmer gelaf sinn. Eng vun deene penibelsten Experienzen, déi ech selwer hat, dat war, wéi mer den éischten Ausfluch sollten an de Beetebuerger Park maachen, souz ech mam Mumps doheem.

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **Une voix.** - Dir kënt dat nohuelen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech hunn et awer an allen Hisiichte gutt iwwerstanen.

(Brouhaha général)

D'Santé zesumme mat dem Häreberg sinn direkt aktiv ginn: eng allgemeng Vaccinatioun vun de Leit um Häreberg.

Vereenzelt Fäll sinn em d'Fuesenzäit an der Dikrecher Géigend opgetrueden. Dorophon huet d'Santé sämtlech Generalisten informéiert. Dat heescht also, d'Doktere wësse Bescheid, kënnen also déi adequat Diagnostik maachen.

D'Schouldirektore sinn informéiert ginn. Mir mengen net, dass elo eng flächendeckend zousätzlech Impfung ze maachen ass, well déi Leit aus där Generatioun, déi virun 1970 gebuer sinn, déi si quasi alleguerten immuniséiert, well se de Mumps sengerzäit hatten. Déi, déi duerno gebuer sinn, sinn zum groussen Deel vaccinéiert. Zënter 1986 gétt eng systematesch Vaccinatioun vun de Kanner gemaach. Et ass effektiv déi Tranche zwëschent 1990 oder zënter 1990 bis haut, déi sollt nokucken am Vaccinationspass, ob d'Impfung komplett gemaach ginn ass sengerzäit oder ob eng vergiess ginn ass. Dee Moment solle se eng Novaccinatioun maachen.

Ganz kloer, et si vereenzelt Fäll; et ass kee Grond do, fir Panik ze maachen. D'Doktere sinn informéiert. An et soll ee sai Vaccinationscarnet nokucken, fir dat nozuhuelen, wann et eventuell zum Deel verpasst ginn ass.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Jo, Merci och dem Gesondheetsminister. A mir wëssen dann elo genuch iwwer déi Mumpsproblematik.

ler mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, géif ech lech wellen dorop opmierksam maachen, datt mer duerno och nach d'Diskussioun an de Vote iwwer zwou Motioune wäerte maachen: eng Motioune vum Här Meisch iwwert d'ADEM an eng aner Motioune vum Här Huss iwwer eng Journée internationale contre l'homophobie.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 5940 iwwert d'Rehabilitatioun vun den hydroelektreschen Installatiounen zu Rosport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Wagner, Diederich a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

4. 5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 21. Oktober 2008 huet de Bauminister Claude Wiseler de Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport hei an der Chamber déposiert. Wéi et üblech ass, louch dem Text en Exposé des motifs bäi souwéi en Devis estimatif, eng Fiche financière a selbstverständlech och Pläng iwwert de Projet selwer.

De 17. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn, an ech huelen elo näischt viwech, wann ech soen, datt déi héich Kierperschaft kee Problem mam Text huet a folglech och hiren Accord derzou ginn huet.

Den 10. November 2008 sinn ech du vun der Bautekommissioun zum Rapporteur vun deemem Projet ernannt ginn. D'parlamentaresch Kommissioun huet an hire Sitzung vum 9. März 2009 de Projet wéi och den Avis vum Statsrot analysiert. Eppes weider wéi zwou Woche méi spët, de 26. März, hunn d'Membere vun der Kommissioun de Rapport ugeholl.

Souwäit, Här President, den administrativen Deel.

Ech wëll awer elo dese Projet, dee wierklech immens technesch ass, probéieren a mengem Exposé esou kuerz an iwwersichtlech wéi méiglech ze halen. Dat soll awer dofir net heeschen, datt de Projet net wichteg wär, mä ech denken, datt sech d'Qualitéit vun esou engem Bauprojet net onbedéngt un der Längt oder un der Komplexitéit vum Rapporteur senger Ried moosse léisst.

Duerch dee virleiende Projet kritt d'Regierung d'Erlaabis, engersäits déi hydroelektreschen Installatiounen zu Rosport ze moderniséieren an anerersäits d'Mise en conformité vun der Kontinuitéit vun der Sauer zu Rosport ze realiséieren.

Erlaabt mer, datt ech mat engem kuerze Réckbléck heizou ufänken. D'Anlagen zu Rosport sinn tëschent 1957 an 1960 gebaut ginn an notze fir hir Aktivitéiten e Gefäll vun der Énnersauer aus, e Gefäll, dat entstanen ass duerch d'Offänke vun enger Kéier vu fënnf Meter Längt, e mobile Barrage an dem Ausbaggere vum Sauerbett énnert der Fabrik.

Vu senger Entstehung u bis zum Joer 2000 war d'Produktioun vun der Énergie hydraulique vum Wierk brutto eng 1.036 Gigawatt. An de leschte Jore sinn an der Moyenne 27.500 Megawatt netto pro Joer elei produziéiert ginn.

Dir wësst allegueren, datt op där Plaz d'Sauer d'Grenz zu Däitschland ass. Eng Konventioun mat Däitschland, déi 1950 ënnerschriwwen gouf, huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet ginn, esou e Waasserkraaftwierk ze bauen an dann och ze exploitieren. D'Responsabilitéit an d'Surveillance an den Entretien ënnerleien der Kompetenz vun Ponts et Chaussées.

Säit d'Waasserkraaftwierk a Betrib geholl ginn ass, dat heescht säit 50 Joer, goufen ausser e puer Reparature keng gréisser Aarbechten drun ënnerholl. Am Moment ass dat Ganzt awer an engem relativ schlechten Zoustand, haaptsächlech den Abschnitt ënnerhalb dem Waasserzoulauf. Aus deem Grond sinn dann och Etüde gemaach ginn, déi de Gesamtzoustand vum Site Rouspert analysiert hunn, och fir eng Evaluatioun vun de Conditions d'exploitation souwéi vun der Sêcherheet kënnen ze maachen.

Da kommen ech zu den elektrohydraulischen Installatiounen. De Sanéierungsprojéit, deen elo opgrond vun de Resultater vun deesen Etüden ausgeschafft ginn ass, gesäit d'Ofdichtung vum Zoulaufkanal a Richtung Kraaftwierk vir, well hei déi néideg Stabilitéit net méi garantéiert ass.

Fir de Problemer vun den Oflagerungen am Réckhalbecken entgéintzewirken, ass eng regelméisseg Entschlammung virgesinn. Dat geschitt doduerch, datt d'Vitesse vum Oflaf vun der Sauer zäitweilg erhéicht gëtt. Heiduerch gëtt d'Erosionskraaft vun der Sauer zolidd erhéicht, wat de prakteschen Nieweneffet vun enger - wann och, soen ech emol, minimaler - Héichwaasserschutzmoosnam huet. Am Kloertext heescht dat: Do wou keng Oflagerunge vu Schlamm, Sand a Steng am Réckhalbecke sinn, do ass dann u sech och méi Plaz fir Waasser.

Och déi zwou Brécken iwwert den Zoulaufkanal ginn erëm an d'Rei gesat. Zudeem muss d'Alfabauwerk an der Entrée vun dem Kanal nei gebaut ginn, an d'Pompestation bei der Rouspenter Grenzbréck muss sanéiert ginn. Och dat dréit derzou bäi, fir e Réckstau am Fall vun Héichwaasser an de Kellere vun den Haiser ze vermeiden. Och des Pompestation huet 50 Joer um Bockel an hiert Fonctionnéieren ass schonns vun enger Fouctionner Wichtegkeet fir déi Haiser, déi ronderëm do leien.

Am Stau selwer ginn e puer méi kleng Aarbechten néideg, gradesou wéi um Wierk selwer. Zudeem ginn nach Zoufuhrstroossen an d'Sécurisatioun vum Zoulaufkanal frësch gemaach. Fir den Zoustand vun den Infrastrukture während an no den Aarbechten ze kontrolléieren, gëtt en neien Iwwerwachungssystem elei mat ageriicht.

Dann nach d'Mise en conformité vun der Kontinuitéit vun der Sauer selwer. Des Aarbechte bestinn haaptsächlech an der Installatioun vum bestehende Fëschpassage op der Héicht vum Hauptbarrage, an zwar mat dem Bau vun deem neie Fëschpassage rietser Hand vun Kraaftwierk.

Zousätzlech weider Moosname si virgesinn, fir d'Eilen - dat, Här President, ass och eng Fëschaart, fir déi, déi dat net wëssen - besser ze schützen an déi an hire Wandlungen an aner Gewässer a Flëss ze ënnerstëtzen.

Schlussendlech gëtt eng nei zousätzlech Turbin um Hauptbarrage aménagéiert, fir ze hëllef, de Waasserniveau esou ze reguléieren, an domadder d'Konditioun fir des Fëschmigratiounen ze verbessern.

Dës Mise en conformité ass am Kader vum neie Waasserkadergesetz ze gesinn, déi jo e gudden Zoustand vun eise Gewässer bis 2015 virgesäit. Et ass virgesinn, déi dréngend Aarbechten esou séier wéi méiglech ze realiséieren. Fir datt dat awer ka geschéien, muss den Zoulaufkanal eidel lafe gelooss ginn, an dat soll tëschent Fréijoeer an Hierscht geschéien.

Sou, denken ech, hunn ech lech genuch mat technesch Detailer geplot, an dowéinst kommen ech dann och zum Schluss vu mengem dach, géif ech soen, kuerzen Exposé heieriwuer.

Här President, erlaabt mer awer nach kuerz op eppes ganz Wichtiges, an net dat Onwichtigst, anzegoen, an zwar de Präis vun dëser ganzer Entreprise. Et gëtt gerechent mat engem Präis an der Héicht vu 16,1 Milliounen Euro. De järelechen Énnerhalt an d'Frais de consommation wäerte sech op ronn 210.000 Euro belafen.

Dësen Text, Här President, wäert ee vun deene leschte Projets de loi an där finanzieller Envergure sinn, déi d'Chamber heibanen esou an dëser Form stëmme wäert. De Grond dofir ass, datt mir eis heibannen an enger vun den nächste Sitzunge mat engem Text befaassen, dee virgesäit, datt de Seuil, wou e Projet de loi muss élaboréiert ginn, vu 7,5 Milliounen op 40 Milliounen eropgesat gëtt, sou datt déi hei Aart vu Projet de loi an nächster Zukunft net méi hei an dëser Form wäert debattéiert ginn.

Dësen Text ass awer e wichtige Projet, virun allem ass et e wichtige Projet fir d'Regioun lechternach/Rouspert. Ech bieden dann och d'Chamber, dësen Text esou ze stëmme, wéi en lech elo virläit.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren, a selbstverständlech ginn ech zum Schluss och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Clement fir säi mëndleche Rapport Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréisch emol meng Félicitatioun un de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement, fir säin exzellente schrëftleche Rapport an awer och säi mëndleche Virtrag. E war esou explizit, dass et mir erlaabt, fir nëmme ganz kuerz hei op de wichtige Projet de loi anzegoen.

Dee virleiende Projet de loi huet also zwee Voleten. Éischters emol d'Astandsetzung vun där Anlag, déi zwëschent 1957 an 1960 gebaut ginn ass. Et ass normal, dass d'Produktioun weinst Iwweralterung muss opgefërcht ginn an och d'Mechanik muss erneiert ginn, ganz einfach well se ofgenotzt an ausgeleiert ass.

Et däreer een net aus den Ae verléieren, dass d'Zentral vu Rouspert ëmmerhin ëm 30% vun där zu Lëtzebuerg produziierter erneierbarer Energie ausmécht. Grad an deenen Zäiten, an deenen d'Energiefro ëmmer méi wichteg gëtt an d'Roll vun den erneierbaren Energien ëmmer méi zouhëlt, ass dëst och eng wichteg Zukunftsfro fir eist Land.

Eise Potenzial, wat d'Produktioun vun erneierbaren Energien ugeet, ass net esou immens grouss. Mir kënnen aus bekannten Ursache keng honnerte vu Wandmillen um Mier opriichten oder awer riseg Fotovoltaikanlagen an der Wüst opriichten.

(Interruption)

Wa mir awer d'Produktioun...

Dir sot mer dann, wou déi Wüst hei zu Lëtzebuerg ass, Här Mehlen.

(Hilarité et interruptions)

Wa mir awer d'Produktioun vun erneierbaren Energie wëlle promovéieren, dann ass d'Modernisatioun vun där Zentral vu Rouspert e richtigen a wichtige Schrëtt an domadder och eng absolut richteg Investitioun an d'Zukunft.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Deen zweete Volet vun virleienden Text besteet doranner, dass de Waasserlaf vun der Sauer esou konzipéiert gëtt, dass e konform zu den Dispositiounen vun der europäescher Waasserschutzdirektiv ass, déi mer virun e puer Méint no laangen Diskussiounen endlech transposéiert hunn. Domadder kritt dese Projet, wann een dat kann esou soen, och eng europäesch Dimensioun.

Grad wéi d'Leit innerhalb vun Europa fräi kënnen zirkuléieren, mussen och d'Fësch innerhalb vun der Unioun fräi kënnen hin an hier schwammen. Dëst bedéngt eng Rei Upassungen un déi verschidden, also vun de verschiddenen Ouvragé wéi zum Beispill d'Ariichte vu Fëschbrécken, déi et de Fësch erméiglechen, eng Staustuf ze passéieren.

Wann d'Natur sech wiert, huet dat Konsequenzen. Och wann ee se vläicht net ëmmer direkt gesäit oder spiert. D'Versandung an d'Ofsetze vu Geröll hunn en Afloss op de Waasserspiegel. Dofir mussen hei d'Kontrollmechanismen efficacament fonctionnéieren, fir deemem Phänomeen an dem Héichwaasser virzeweichen.

Bedauerlech ass, dass alt nees eng Kéier vill Zäit vergaangen ass, éier dese Projet konnt d'Chamber passéieren. Et ass ze hoffen, dass an Zukunft bei esou Projete vläicht méi virausschauend geplangt an awer och geschafft gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just des puer Punkten ervirhiewen a gi selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem wichtige Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Interventioun. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, ech hat mech ageschriwwen fir den Här Scheuer ze ersetzen. Datt et net einfach war, mä ech hunn elo ganz genau

nogelauschert, dem Rapporteur, a säi Rapport, dee war ganz prezis an och komplett. Ech mengen, och mir als Partei si vun der Noutwendegkeet vun den Aarbechten zu Rouspert iwwerzeegt. An ech géif domat och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Da soen ech och dem Här Diederich Merci. Als leschte Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Och mengersäits Merci dem Rapporteur. Dir hutt héieren, datt dee Projet hei zwee Aspekter huet. Deen een ass deen, fir d'Anlagen astand ze setzen, nodeem datt esou laang net vill dru gemaach ginn ass.

Ech wëll och vu menger Säit aus den Aspekt vun den erneierbaren Energien ënnersträchen. Mir hunn esou vill Méiglechkeeten hei am Land fir d'Waasserkraaft ze notzen. Déi Rouspenter Anlag stellt an deem Zusammenhang schonn eng wichteg Installatioun duer, déi mer sollen erhalen, déi mer och sollen effikass erhalen.

Mir hunn erkläert kritt, datt den Zoulauf net méi ganz dicht ass. Dat heescht, datt ënnerwee en Deel Waasser versickert, wat och d'Stabilitéit vun Kanal a Fro stellt. Duerfir ass et och absolut noutwendig, datt déi Aarbechten hei gemaach ginn.

Et gëtt och Bestëmmungen, déi se obligéieren, fir méi Waasser duerch den ale Waasserlaf oflafen ze loossen. Dat heescht, mir hunn net méi esou vill Waasser wéi an der Vergaangenheet zur Verfügung, fir Elektresch ze produzéieren. Mir stellen duerfir mat Satisfaktioun fest, datt probéiert gëtt, am Barrage oder beim Barrage selwer awer och dat Waasser, wat mer méi musse lafe loossen, fir et emol esou auszedrücken, fir och dat energetesch ze notzen doduerch, datt geplangt ass, eng zousätzlech Turbin op där Plaz anzubauen.

Souwäit dozou. Deen aneren Aspekt ass dee vun der Verschlammung.

Här President, ech muss soen, ech fannen et wierklech scho skandaléis, wat do geschitt ass, datt zënter 50 Joer sech kontinuierlech do gewaltig Oflagerunge gebilt hunn an deem ganze Staubecken an datt einfach ni eppes an deem Sënn do ënnerholl ginn ass. An datt mer elo dostinn a soen, datt sinn esou Quantitéiten, dat kréie mir iwwerhaupt praktesch net bewältigt oder et ass bal net ze bezuelen, fir dat alles erauszehuelen, a mir wëssen net, wou mer et sollen hiféieren.

Elo ass sech dann eng sougenannt intelligent Léisung afale gelooss ginn. Dat heescht, zu bestëmmte Momenter soll d'Waasser da méi séier lafe gelooss ginn, an dat géif dann en Dévasage - ech hunn den Text elo net hei mat op d'Tribün bruecht -, mä soi-disant automatique do no sech zéien. Et steet och nach am Rapport, dat wär effikass.

Här Minister, ech soen lech, ech si fest iwwerzeegt - ech si kee Spezialist doran -, ech si fest iwwerzeegt, datt dat do net effikass ass. Datt et op Plazen, wou d'Waasser méi séier leeft, e bësse Buedem ofdréit, oder wat sech dann och ëmmer do ofgelagert huet, dat mag sinn. Mir wëssen awer, datt, wa richteg Héichwaasser ass, och wa mer de Barrage ganz erofsenken oder ganz no uewe klappen, datt d'Waasser ka richteg oflafen, dann hu mer Réckstau, soss géif sech jo net esou vill ofsetzen. A mir kréien net déi Geschwëndegkeet dodran, déi et wierklech géif mat sech bréngen, datt dat, wat sech fest ofgelagert huet, sech dann op eng Kéier géif opléisen a mat ofschwammen. Ech si gär bereet... Probéiert et, awer ech géif lech bal all Garantie ginn, datt et net esou fonctionnéiert, wéi et geplangt ass.

Mir komme menger Meinung no net derlaanscht dann, och mat Rücksicht op déi Leit, déi do wunnen, ... Deemoos d'Iwwerschwemmungskatastroph zu Steenem, dat ass wierklech schonn net esou ohne gewiescht. Dat ass héchstwahrscheinlech drop zréckzeféieren, datt ënnen u Steenem awer den Offloss vun der Sauer gebremst ass doduerch, datt effektiv e groussen Deel vun deem Bett do einfach zougeschlamm ass.

Ech kann och net, wann een dat hydrologesch kuckt, dru gleewen, datt, wann een elo en Deel do ewechhëlt, wann een den Offloss net richteg fräi mécht, dee Réckstau-effekt soll duerch déi Mesure do esou ofgeschwächt ginn, datt et net méi, wann nach eng Kéier esou vill Waasser géif matenee kommen, zu enger Iwwerschwemmungskatastroph an deem neien Deel vu Steenem géif kommen.

Ech wëll bei där Geleeënheet, Här Minister - dat betrëfft awer da vläicht éier Äre Kolleg, dee fir d'Waasser an deen anere fir d'Ëmwelt zoustänneg ass -, soen, datt mir ganz fir preventiv Iwwerschwemmungsmoosname sinn, déi awer manner an de Waasserleef musse gemaach ginn, well do drainéiere mer de Problem ëmmer nëmme vun enger Plaz op déi aner weider, mä datt mer musse wierklech do, wou déi grouss Surfacé sinn, probéiere mat klengen, einfachen, natierleche Rückhaltebecken den Ofloss vum Reewaasser, wa mer es dann eng Kéier ganz vill beienee kréien, ze verzögere.

Mir hunn ewell x-mol an deem Sënn intervenéiert. Wahrscheinlech wäert dat och eréischt dann erëm en Thema sinn, wa mer déi nächst Iwwerschwemmungskatastroph hei am Land hunn. Dat wär ze bedauern.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun eisem Grupp zu dësem Projet de loi bréngen.

Ech soen Iech Merci.

» » » **Une voix** - Très bien!

» » » **M. le Président** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. De Bauteminister Claude Wiseler.

» » » **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics** - Merci, Här President. Ech soen och all deene Fraktiounen, déi hei geschwat hunn, Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Projet.

Ech wëll net op déi Froe respektiv déi Remarquen agoen, déi den Här Mehlen elo nach gemaach huet, well déi ganz technesch Diskussioun, déi Der ugeschwat hutt, eng Diskussioun war, déi mer jo och an der Chamberskommissioun haten. Wou d'Experte soen - déi déi Method hei gekuckt hunn, respektiv och déi, déi déi aner Methoden, déi nach méiglech waren, dee mecheneschen Dévasage, wéi een dat dann nennt, gekuckt hunn - op Basis vun deene Rapporten, datt dat hei eng Moosnam wär, déi effikass ass, déi ka funktionéieren, déi och finanziell avantagéis ass an déi aus deem Grond gewielt ginn ass.

Ech denken, ech hoffen, datt Dir dann net Recht hutt mat deene Bedenken, datt mer mat deene Methoden, déi mer hei proposéiert hunn, och derduerch kommen. Op jidde Fall ass et kloer, datt déi Ëmbauten, déi hei proposéiert sinn, wichteg sinn, datt och déi Turbin, déi derbäikënn, eng positiv Saach am grouse Ganze wäert sinn. An ech soen, wéi gesot, nach eng Kéier alle Fraktiounen Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Projet hei.

» » » **M. le Président** - Ech soen dem Här Minister Wiseler Merci. Domadder si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert dee Projet de loi. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5940 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Ali Kaes), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Norbert Hauptert), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnano, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Eugène Berger), MM. Charles Goerens, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

Mir kéimen dann elo zu deenen zwou Motiounen. Ech géif proposéieren, datt mer géifen ufänke mat der Motioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Transformatioun vun der ADEM. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi

» » » **M. Claude Meisch (DP), auteur** - Merci, Här President. Den 18. November 2008 hat ech bei enger Debatt iwwert d'Aarbeitslosigkeit hei zu Lëtzebuerg déi Motioun do déposéiert. Mir sinn elo den 23. Abrëll, ee Joer drop, en halleft Joer drop. Mir sti sechs Woche viru Chamberwahlen.

An där Motioun hei invitéieren ech effektiv d'Regierung fir a Richtung ze goe vun der Schafung vun engem Établissement public, fir d'Administration de l'emploi ëmzewandelen an en Établissement public. Mir wëssen awer och, datt mëttlerweil den Aarbeitsminister de Gesetzesprojet vun enger Reform vun der ADEM virgeluecht huet. Esou datt ech net gesinn, datt mer elo à ce stade nach sollen iwwert dës Motioun hei ofstëmmen.

All Partei wäert sech an hirem Wahlprogramm an deenen nächste sechs Wochen dozou expriméieren, an da muss de Wieler och kucken, wiem en d'Vetraue gëtt, fir dann endlech zu där Reform vun der ADEM ze kommen, déi mer eigentlech scho vill méi laang hätte kënnen op d'Schinn setzen, mä wou mer leider gewaart hu bis wierklech de leschte Wupp an dëser Legislaturperiod, bis dann emol en Embryo vun engem Entworf vu Reform hei konnt déposéiert ginn.

» » » **Une voix** - Très bien!

» » » **M. le Président** - Ech soen dem Här Meisch Merci. Domadder wär dës Motioun dann ewech vum Ordre du jour. Mir kéimen zu der nächster Motioun. Dat ass eng vum honorabelen Här Jean Huss iwwert de Welttag géint d'Homophobie. Här Huss, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

6. Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

» » » **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), auteur** - Merci, Här President. Et geet bei dëser Motioun ëm den allgemenge Schutz vun de Mënscherechter, an dësem präzise Fall géint d'Diskriminéierung a géint d'Ënnerdréckung vu Persounen mat anere sexuellen Orientéierungen, ob dat elo Homosexueller sinn, Lesben oder Transsexueller. Dat ass deen een Objet.

Den zweeten Objet ass da wou d'Regierung invitéiert gëtt, fir eng offiziell Unerkennung ze maachen, wat Lëtzebuerg ubelaangt, vun där Journée internationale contre l'homophobie.

Et muss ee wëssen, datt a praktesch sämtleche Mënscherechterklärunger et kloer gesot gëtt, datt et keng Diskriminatioun vun dëser Grupp vu Leit dierft ginn. Dat ass esou beispillsweis an der Charte européenne des droits fondamentaux am Artikel 21. Dat ass och esou am Artikel 11 vun der Mënscherechtskonvention vum Conseil de l'Europe. Dat ass schliesslech esou an enger Deklaratioun vum Dezember 2008 an der UNO, wou 55 Staten, dorënner och Lëtzebuerg, déi Deklaratioun signéiert hu géint déi Diskriminatioun vu Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung.

Derniewent gëtt et och nach, wat d'Europaparlament, eng aner Institutioun ubelaangt, eng Resolutioun vum Europaparlament vum 26. Abrëll 2007, déi sech ganz drastesch wennt géint jiddwer Diskriminatioun. Déi hate sech méi spezifesch géint d'Diskriminatiounen a Polen gewannt, wou d'Europaparlament mat grousser Majoritéit decidéiert huet, déi Journée internationale contre l'homophobie ze ënnerstëtzen.

Dat sinn alles also offiziell Texter, déi meeschtens och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn. D'Realitéit sinn allerdéngs, souwuel hei bei eis an Europa wéi haaptsächlech an Osteuropa an op Weltplang, nach heiansdo vill méi schlëmm, ganz anerer. Et ass nämlech esou, datt d'Homophobie nach ëmmer leider relativ wäit verbreet ass an am Fong souguer an engem Land wéi Holland, engem Benelux-Stat, ass et ëmmer erëm an deene leschten een, zwee Joer zu Virfall komm géint Leit, déi homosexuell waren.

Ech selwer hat d'Geleeënheet, am Conseil de l'Europe géint Virfall ze protestéieren, wou beispillsweis a Russland, a Litauen an a Polen friddlech Manifestatiounen, déi sougenannten „gay prides“, verbuede gi sinn oder wou Kläpperorganisatiounen komm sinn, déi dann op friddlech Demonstranten dropgeklappt hunn, ouni datt d'Police intervenéiert ass.

Et gëtt nach méi schlëmm Situatiounen, wou Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung ënnerdréckt ginn. An engem Land wéi dem Iran, beispillsweis, kënnen déi Leit nach an de Prisong kommen oder d'Doudesstrof kréien. Och an engem sougenannte fortschrëttleche Land beispillsweis wéi Kuba, wat jo sougenannt „fortschrëttlech“ genannt gëtt, och do hunn Homosexueller am Moment nach ëmmer net vill ze laachen.

Et gëtt also vill Situatiounen, wou déi Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung, trotz all deene schéinen Texter, déi mer hunn, all deene Mënscherechtsdeklaratiounen, nach ëmmer diskriminéiert ginn.

Aus deem Grond ass et wichteg, an och aus deem Grond huet sech erginn, datt de 17. Mee an deene leschten dräi, véier, fënnef Joer sech entwéckelt huet zu engem internationalen Dag géint d'Homophobie, dee wéi gesot virdru schon an enger Resolutioun vum Europaparlament ënnerstëtzt ginn ass, deen och beispillsweis ënnerstëtzt ginn ass vu Länner wéi Kanada, dem Québec, vu Länner wéi der Belsch, Frankräich, England a Portugal.

Wat hei an dëser Resolutioun gefuerdert gëtt, dat ass einfach och, datt Lëtzebuerg soll géint déi Diskriminéierung virgoen, andeem et deen internationalen Dag géint d'Homophobie géif unerkennen. Dat ass eng ënnerdréckte Minderheet an eiser Gesellschaft. A mir mengen, datt et einfach wichteg ass, datt een, och wann déi Unerkennung nëmme e symboleschen Akt ass, datt et awer wichteg ass, datt d'Regierung vun engem Land dee symboleschen Akt géif maachen an déi Unerkennung vun deem internationalen Dag do géif ënnerstëtzen. Dat ass dat, wat den Inhalt vun dëser Motioun ass.

Merci.

» » » **Une voix** - Très bien!

» » » **M. le Président** - Ech soen dem Auteur vun dëser Motioun Merci. Wie wëllt elo zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Angel, gesinn ech.

Discussion générale

» » » **M. Marc Angel (LSAP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Motioun begreisse mir als LSAP, well se ënner anerem an de Considéranten eben drun erënnert, dass et Homophobie mat der Konsequenz verbal, kierperlech Gewalt an Aggressiounen nach ëmmer gëtt, manner zu Lëtzebuerg, wéi den Här Huss eis dat erkläert huet, mä nach a villen EU-Länner. Dës Motioun ass fir eis och e wichtige Rappel, dass de Respekt vun der sexueller Orientéierung vum Stat garantéiert a geschützt muss ginn.

De Kolleg Muck Huss huet eis, wéi gesot, exzellent de Sënn an Zweck heivun erkläert. Ech ka mech senge Wierder nëmme unschléissen.

D'Ofhale vun esou enger Journée internationale contre l'homophobie däerf allerdéngs net nëmme op enger Philosophie de victimisation opbauen. Ech mengen, si soll och d'Fortschrëttler vun der Akzeptanz an der Toleranz, déi vill homosexuell Fraen a Männer all Dag erliwien, och déi sollen ervirgestrach ginn.

Wat elo d'Ëmsetze vun där Motioun ugeet, wollt ech eng Remarque maachen. Ech mengen, ech huelen un, esou wéi ech d'Lët-

zebuenger kennen, eist Land kennen an och déi Chamber hei kennen, dass déi Motioun hei unanime uegheoll gëtt, esou dass mer net müssen an der Chancëgläichheetskommisioun driwwer diskutéieren. Ech géif mengen, mir kënnen eng Kéier doriwuer schwätzen, dass dat hei eng Saach wär fir de Centre pour l'égalité de traitement, dee sech mat esou Froe soll ofginn.

Ech sinn och der Meenung, dës Joer, mir sinn elo kuerz virum 17. Mee, dass et vläicht ze spéit ass fir dës Joer, dass dat soll gutt preparéiert ginn an dann d'nächst Joer déi éischte Kéier gemaach soll ginn.

Ech wollt just drun erënneren, firwat et den Datum vum 17. Mee ass: Well de 17. Mee ass 1990, dat sinn eréischt 19 Joer hier, do huet d'Generalversammlung vun der Weltgesundheitsorganisatioun dee längst iwwerfälligen Exercice gemaach, andeem se d'Homosexualitéit vun der Lëscht vun de psychesche Krankheete gestrach huet. An doropshin ass dee 17. Mee zum Dag géint d'Homophobie ausgeruff ginn.

Also, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an, wéi gesot, meng Fraktioun wäert déi Motioun hei matstëmmen.

» » » **Une voix** - Très bien!

» » » **M. le Président** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

» » » **M. Xavier Bettel (DP)** - Här President, ech wëll Iech och just soen, dass eis Fraktioun wäert dës Motioun stëmmen. Mir si frou, dass iwwert dës Sujet och diskutéiert gëtt, well wat a verschiddene Länner schéngt natierlech an normal ze sinn, ass an anere Länner net de Fall. An net wäit vun hei ewech ginn awer nach Homophobiesakten duerchgezunn. Ech wëll Iech just soen, dass mer och frou sinn an hei feststellen, dass d'Homosexuellefrëndlechkeet méi grouss ass kuerz virun de Wahle wéi no de Wahlen.

Ech soen Iech Merci.

» » » **M. le Président** - Wëllt soss nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kann ech dervun ausgoen, datt déi Motioun à main levée ka gestëmmt ginn?

(Assentiment)

Da géif ech se à main levée zum Vote stellen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Domadder wär déi Motioun à l'unanimité uegheoll, well ech hu keng Géigestëmm gesinn.

Domadder wär dës Punkt ofgeschloss an als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 5952 iwwert d'Kasär um Härebiereg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schon geschriwwen: déi Hären Etgen a Schneider, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. An elo huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

7. 5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapport de la Commission des Travaux publics

» » » **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut presentéieren, ma deen huet och eppes mam Härebiereg ze dinn, mä net mam Mumps um Härebiereg, mä ass u sech en éischte Schratt fir d'Kasären ze renovéieren an ze moderniséieren.

D'Kasären, déi an engem ganz schlechten Zoustand sinn an déi a kenger Form méi eng Infrastruktur duerstellen, an där eis Arméi, déi mer jo duerch d'Reform vum 21. Dezember 2007 nei orientéiert hunn, sech

op hir vill an ëmmer méi komplizéiert Aufgaben heiheem, mä virun allem och dobaussen an der Welt, an dat besonnesch am Beräich vun deene ville Friddensmissiounen ka virbereeden.

Wa mer wëllen eis Jugend fir d'Armée be-geeschteren, dann ass eng éischt Voraussetzunge, dass mer hinnen Infrastrukturen ubidden, déi aluedend sinn an déi den heitege Standarden a virun allem Sécherheets-norme gerecht ginn.

Här Baute-minister, Dir hutt de Projet de loi, deen haut zur Ofstëmmung kënn, de 6. November hei an der Chamber déposéiert. Iwwerengs hutt Der de 4. März 2009 e weidere Projet déposéiert, deen de Bau vun engem Hall logistique um Härebierg virgesäit. Dëse Projet ass ebenfals blutnoutwendeg, wa mer deen héich technologesche Fuhrpark, dee mer ebenfals 2007 an der Héicht vun zirka 150 Milliounen Euro gestëmmt hunn, net wëllen an den Dreck setzen.

Zwee Projeten an esou kuerzer Zäit bewiesen, dass Dir, Här Wiseler, Neel mat Käpp wëllt maachen - eppes, wat ech nëmme voll a ganz kann ënnerstëtzen a begrëssen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass och um Härebi-erg eng Rei vu Salutsschëss ofgefeiert ginn, wann et endlech...

(Brouhaha général)

...mat den Aarbechte lassgeet.

(Interruptions)

» **Une voix.** - Schéisst awer net op Spatzen!

(Hilarité)

» **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - De 17. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis vun virleiende Projet 5952 ofginn. D'Aarbechte vun der Bautekommissioun sinn do folgendermoossen ofgelaf: De 24. November 2008 sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Den 9. März hu mer zesumme mat der aussepolitischer Kommissioun an enger Réunion jointe de Projet an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. Mir hunn eis heibäl an dem Detail mat de Kritike vum Statsrot auserneegesat. De 26. März huet d'Kommissioun dunn de Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddwereen heibannen, dee virun e puer Woche mat op den Härebi-erg kucke war, konnt sech iwwerzeegen vun der Noutwendegkeet, dass d'Kasären dréngend mussen renovéiert a moderniséiert ginn. Dëse Projet ass just en Deel vum ganze Sanierungsprogramm vun der Kasär Grand-Duc Jean. Déi ganz Aarbechte ginn u sech a fënnf Etappe realiséiert an hunn eng grouss finanziell Envergere. Déi éischt Phas, déi elo du-erch de Projet, deen ech lech haut virstellen, agelaut gëtt, gesäit haaptsächlech d'Modernisierung vun de primären tech-nischen Infrastrukture vir.

Här President, erlaabt mer, dass ech elo e bësse virgräifen an lech séier déi aner véier Etappe vun Aarbechten opzielen, déi an Zukunfft wäerten op eis zoukommen.

Éischtens, d'Modernisierung vum Schéisss-stand an Bleesdall. Dat ass eng ganz grouss Infrastruktur, déi awer wierklech an engem desolaten Zoustand ass an déi einfach... Wann nach sollen do Übungen du-erchgefouert ginn a Schéisssübungen du-erchgefouert ginn, ech mengen, dann ass et absolut noutwendeg, dass esou séier wéi méiglech des Anlag à jour gesat gëtt.

Dann, den zweeten Deel ass, wéi gesot, den Hall logistique mat der Reparatur-werkstatt, deen, wéi gesot, als Projet de loi schonn déposéiert ass. Dann ass et d'Mo-dernisierung vun de bestehende Gebaier, vun de Kasären, an de Bau vun enger Sportshal, an zu gudder Lescht de Bau vun engem neie Munitionsdépôt um Plateau Botterweck. Hei sollen NATO-konform Iglue fir d'Munition opgericht ginn.

Et ass net normal, dass eis Armée zënter enger Rei vu Joren op e Munitionsdépôt an der Belsch muss zrëckgräifen, fir dee gréissten Deel vun hiner Munition ze la-geren.

Dir gesitt, hei komme ganz grouss Investi-tiounen op eis zou. Et gëtt awer u sech eng ganz einfach Erklärung hefir. D'Militär-ka-säre Grand-Duc Jean sinn an de 50er

Jore gebaut ginn, an un den allermoeschte vun den Infrastrukturen de Gebaier ass bis haut net méi geschafft respektiv moder-niséiert oder renovéiert ginn. Et wonnert also keen, dass d'Kasären an deem Zou-stand sinn, an deem se sinn an net méi dem aktuellen technesch Usproch a puncto Funktionalitéit, Sécherheet an Energieper-formance entsprechen.

Den État-major vun der Armée huet duerfir an de leschte Joren ëmmer erëm ugefrat, dass d'Kasäre solle renovéiert ginn. Am Joer 2002 ass dunn e Bureau d'études beop-tragt ginn, en Audit ze maachen iwwert déi zukünftige Besoinen an Infrastrukturen vun der Lëtzebuerger Armée. Am Juli 2003 war des Etüd fäerdeg an huet dräi méiglech Zeenarien opgewisen. Am Juni 2004 ass d'Décision op de virleienden Zeenario ge-fall.

Dëse Choix ass aus folgende Grünn getraff ginn:

Éischtens, nei Infrastrukture kënnen op Stats- respektiv Gemengenterrainen implan-téiert ginn; zweetens, eng optimal Upa-sung un déi funktionell Besoiné vun der Ar-mée ka realiséiert ginn; drëttens, dräi ver-schidde Sécuritésniveaue ginn agefouert; véiertens, zwou Stroosse Richtung Kasären, dovunner een exklusiv Militärwee, gi ge-baut; fënneftens, d'Méiglechkeet, direkt an déi zukünftige Sportshal ze kommen, ouni duerch de sécuriséierten Deel vun de Kasären mussen ze fueren; a sechstens, d'Méiglechkeet vun engem weideren Aus-bau vun de Kasären ass och ginn.

Et war schlussendlech awer eréischt Métt 2006, nodeems et grave technesch Proble-mer gouf, wou ee sech definitiv op de Pro-gramm a fënnf Etappen, wéi ech et virdu-irgedroen hunn, festgeluecht huet.

Déi éischt Phas, iwwert déi mer dann elo haut wäerten ofstëmme, ass wesentlech fir d'Projeten, déi dann uschléissend wäerten un d'Rei kommen. Et muss ee soen, dass, wéi d'Etüd ugelaft ass, d'Modernisierung vun dräi Wunn-pavilloné mat de Raccorde-menter un d'Distributiounsreseauen an Ugrëff geholl gi sinn, fir op méi engem klengen Plang ze kucken, wéi dat Ganzt dann am groussen Stil kéint klappen.

D'Fro war, ob et besser a méi präiswäert wier ze restauréieren oder carrément ze er-setzen. Des Aarbechte si verkomplizéiert ginn duerch de Fait, dass déi bestehende technesch Réseauen an de Kasären ee Cir-cuit sinn, dee vu Gebai zu Gebai geet, an eng Rei vu Bypass-Installatiounen hu misse realiséiert ginn. Zwee Pavilloné si bal fäer-deg gestallt. Bäl deem drëtze bleift awer nach ganz vill ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech net mat ze vill technesch Detailer langweilen a verweisen lech duerfir op de Projet de loi respektiv mäi schrëft-leche Rapport.

Erlaabt mer awer e puer wichteg Punkte vun der Aarbecht opzezielen. De Projet vun der Regierung, iwwert dee mer haut ofstëmme, ëmfaasst dräi grouss Deeler.

Éischtens, d'Installatiounen an de Ré-seau de distribution interne an de Kasären. Heibäl geet et haaptsächlech ëm folgend Aarbechten: d'Ersetze vun der bestehender Kanalisatioun, déi an engem ganz schlech-ten Zoustand ass; d'Opfänke vu Reewaas-ser, fir d'Toiletten ze spullen an d'Auto-wäscheanlagen ze speisen, an domadder ëmweltbewusst ze handelen an Dréknwaas-ser ze spueren; dann d'Ersetze vun enger vun deenen dräi ale Mazoutschaudiëren duerch eng modern, déi souwuel mat Gas wéi och mat Mazout fonctionnéiert - des as-suriert dann d'Energieversuergung bis eng modern Cogénération-sanlag a Betrib ass, déi an der Logistikhall integréiert gëtt -; d'Dezentralisierung vun der Waarmwaas-serproduktioun ass och e ganz wichteg Element, hei geet et virun allem och dorëm, fir an Zukunfft Léigionellosen ze évitieren; d'Ersetze vum bestehende Stroumréseau an den Aménagement vun enger zousätz-lecher Linn mat Méttelspannung.

Deen zweeten Deel sinn d'Versuergungs-in-frastrukturen vun an zu den öffentleche Ré-seaueen hin. Folgend Aarbechte mussen an deem Fall realiséiert ginn: Erneuerung vun der Waasserévacuatioun; déi néideg Instal-latiounen fir de Raccordement vun Site Hä-rebi-erg an den Aerdgasréseau, dee vun Di-kech fortgeet an am Laf normalerweis vun deem Joer soll realiséiert ginn; dann d'Ver-leeë vun neie Leitunge fir d'Dréknwaas-ser-versuergung.

An den drëtten Deel, den Zoufahrtswee zum zukünftige Chantier vun der Logistikhall. De Bau vun deeser Streck, déi ronn ee Kilometer laang gëtt, ass néideg, fir dass net wäh-rend dem Chantier ze vill Trafic duerch de sécuri-séierte Beräich vun de Kasäre féiert. Deesen Tronçon gëtt dann och en éischten Deel vun

engem neien Zoufahrtswee op den Häre-bi-erg, an dat vum Rond-point Fridhoff aus, dat heescht en direkten Uschloss un d'N7.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolle-egen, komme mer elo zu deem Deel, deen e bësse méi wéideet: dem finanziellen Deel an dem finanziellen Impakt vun deem Pro-jet. De Projet kascht maximal 18.700.000 Euro, den Ennerhalt vun deesen Infra-strukture wäert ronn 300.000 Euro pro Joer kaschten.

Dir gesitt, des Aarbechten, déi eng éischt Etapp vun engem ganzen Ensemble vu Pro-jeten duerstellen, sinn absolut néideg, fir dass eis Armée endlech erëm modern In-frastrukture kritt, déi den heitegen Uspré-uch ugepasst sinn.

An deem Sënn bidden ech lech, deesé Pro-jet de loi ze stëmme, a ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Ech soen dem ho-norabelen Här Rapporteur Merci fir säi Rap-port. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här Presi-dent, Kolleeginnen a Kolleegen, Félicitati-ounen an oprichtege Merci un de Kolleeg Rapporteur, den Ali Kaes, fir säin exzellente schrëftleche Rapport a säin engagéierte méndleche Virtrag.

D'Kasäre vun der Lëtzebuerger Armée um Härebi-erg, déi an de 50er Jore gebaut gou-fen, goufen zanterhier staark vernoléisseg-t a kaum erneiert. Dat ass awer bal net verständlech, wann ee weess, a wéi engem Mooss d'Bautechnik evoluéiert huet; wann ee weess, wéi d'Energiestandarden evoluéiert hunn; wann ee weess, wéi staark d'Gebailechkeeten déi Leit, déi dra schaf-fen, léieren a liewen, kënnen prägen; wann ee weess, dass an der Zäitspan vun 1950 bis haut d'Aufgabe vun eiser Armée fundamen-tal geännert a bäl Wäitem méi émfängrech gi si wéi nach viru 50 Joer.

Kuerz: Déi bestehende Gebailechkeeten er-laben et eiser Armée net, an engem Émfeld ze funktionéieren, dass deenen heitegen Uspré-uch gerecht gëtt. Säit den 90er Jore sinn d'Problemer um Härebi-erg wierklech akut, an awer huet et bis 2002 gedauert, ier ënnert dem Impuls vun deemolegen Arméi-minister Charles Goerens en Audit iwwert d'Besoinen un adequaten Infrastrukture fir d'Lëtzebuerger Armée gemaach ginn ass.

D'Ofschloosdokument vun deem Audit da-téiert op Juli 2003. 2004 ass dunn de Bau-programm ficeléiert ginn, an awer huet et bis 2006 gedauert, bis dass deesen Dossier konsequent an Ugrëff geholl ginn ass. Dëst, nodeems dass seriö Pannen un den tech-ne-schen Installatiounen zur Regel gi sinn, ëm-mer méi Pannen um Kanalnetz opgetaucht sinn, ee mat dagdeegleche Pannen un der Heizung ze kämpfen hat oder awer déi elek-tresch Installatiounen an engem katastro-phen Zoustand waren.

Et muss ee sech wierklech froen, wéi et méiglech ass, dass et esou wäit huet misse kommen, ier seriö mat de Planungs-saar-bechten ugefaange gouf. Dat war, wéi scho gesot, 2006, an nach huet et méi wéi zwee Joer gedauert, bis dass d'Chamber mat en-gem éischten Deelprojet befaasst ginn ass.

Här President, et ass richtig, dass grouss Projekte virum Ufank vun den Aarbechten um Chantier selwer eng detailléiert Aarbechts-planung viraussetzen. Wat d'Projete méi grouss sinn, wat spéiderhin och Feel-pla-nung méi grouss kënnen ausfale respektiv méi an d'Geld kenne schloen. Well et sech awer hei ëm öffentlech Gelder handelt, ass et net nëmme sënnvoll, mä eng Selbst-verständlechkeet, dass een esou gutt wéi méiglech plangt, fir Dépassermenter ze ver-meiden.

Bei all nei Projet gëtt et Saachen, déi falsch kenne gemaach ginn. Mat enger gudder an detaillierter Planung kann een eng Rei Facteuren am Virus erkennen a vermeiden. Dat gëllt a besonneschem Mooss, wann d'Fro sech stellt, ob et ekonomesch, ekolo-gesch a funktionell net méi sënnvoll wär, déi bestehend Pavilloné an nei opzebauen.

Bei staatlechen Infrastrukturprojete gëllt et awer, net nëmme op d'Qualitéit an d'Kaschten opzepasst: Bei öffentleche Projekte mussen och verstärkt Kritäre vun Nohaltegkeet, Umweltverträglechkeet an Energieeffizienz a Considératioun gezu ginn.

De Prinzip vun der Nohaltegkeet grad wéi de Prinzip vun der Energieeffizienz mussen bei öffentlechen Ausschreiwungen zu enger absoluter Prioritéit ginn. An der Vergan-genheit ass et allze oft ënnerlooss ginn, fir

staatlech Gebaier an enger regelméissegem Kontroll op eventuell Mängel an deeser Hi-sicht ze ënnersichen an esou gréisser Sa-nierungsarbechten ze vermeiden.

D'Kasären um Härebi-erg falen, an ech men-gen, dass dëst spéitstens vu jiddweregem, dee bei der rezenter Visite derbäl war, ge-nausou gesi gëtt, zu honnert Prozent an dëst Schema.

Här President, bei deem heitege Projet hu mer no laanger Planungszeit awer nach keng definitiv Äntwert op d'Fro vun der Energieproduktioun. Och wësse mer nach net definitiv, ob déi bestehend Pavilloné sol-len erneiert a moderniséiert ginn oder awer ob se ofgerass an nei opgericht solle ginn.

Ech mengen jiddfalls, dass et awer dee rich-tege Wee war, a wéi de Minister ausdrück-lech dofir félicitéieren, fir mat zwee Pavillon-é unzufänken an Experienze ze samme-len, fir herno en toute connaissance de cause déi richtig Décision ze treffen. Dat ëmsou méi, well ee mam neie Polizeigebai, wat jo gutt gelongen ass, eng exzellente Ver-gläichsméiglechkeet huet.

Ech kann duerfir och domadder liewen, dass d'Chamber a Puzzlestécker mat deene ver-schiedene Phasen vum Gesamtinvestitions-programm befaasst gëtt.

Et ass awer den ausdrücklechen Wunsch vun der DP-Fraktioun, dass déi nächst Phas vun der Modernisierung um Härebi-erg an en-gem accélérierte Rhythmus an déi konkret Realisatiounsphas kënn an dass et net bei blousen Ukënnegung bleift.

Eis Zaldoten, déi dacks genuch ënner schwieriger Bedéngung bei Auslands-missiouen hire Mann stinn, hunn et verdéngt, dass si och doheem ënner akzeptablen a moderne Konditiounen ënnerbruecht sinn.

Här President, d'Missiouen vun eiser Armée hunn net zulescht mat der Reform vun 2007 eng nei Dimensioon kritt.

(Interruption)

Fir hiren Aufgaben adequat kënnen noze-kommen, brauch d'Armée och déi entspre-chend Infrastrukturen. Déi beschten Arméi-reform dréit kaum Friichten, wann d'Inf-rastrukturen net esou sinn, dass d'Armée de-en neien Erausforderunge ka gerecht ginn. Ganz besonnesch d'Rekonversion um fräiwéllegen Zaldot an d'Virbereedung an d'Zäit no der Armée verlaangen eng ade-quat Formationsstruktur, eng Struktur, an där d'Kommunikatioun u Qualitéit gewénn-t, eng Struktur, wou een eng Atmosphär vu konstruktivem Schaffen a kreativem Zesum-mesinn virfënn-t.

Wann d'Armée hiren éducativer Missiou ge-recht soll ginn, wann déi sozial Funktioun vun der Armée soll voll zum Droe kommen, wann deen Einzelne sech net als Nummer soll virkommen, mussen d'Infrastrukturen deene Besoinen entsprechen.

Wéi sollen nei Unterrechts- a Formations-methode gräifen, wann deen dofir erfuer-derte Raum feelt? Mir mussen eis duerfir d'Modernisierung vun eisem militäreschen Zentrum eppes kaschte loosser. Net zu-lescht, well d'Formatioun vun engem Deel vun eiser Jugend dovunner ofhänkt a sou-mat och ee Stéck vun eiser Zukunft.

Här President, erlaabt mer nach kuerz am Telegrammstil op déi nächst Etapp vum Re-novationsprogramm anzegoen. Aus Sé-cherheetsgrünn soll de Schéisssstand schnellstens deenen neiste Sécherheets-standardentsprechend an d'Rei gesat ginn.

Ech fannen et äusserst bedenklech, dass mer am Kader vun eiser Visite virun e puer Wochen de Schéisssstand net konnte kucke goen, well et - esou gouf ons deemools jid-defalls gesot - ganz einfach ze geféierlech wär. Dat ka jo awer wierklech net sinn!

(Interruption)

Déi nei Logistikhall ass um gudden Wee. Si wäert d'Zentralisatioun vun de militäreschen Infrastrukturen um Site Härebi-erg erméig-lechen.

» **Une voix.** - Dir sidd à tout moment wëllkomm, Här Etgen, um Schéisssstand. À tout moment!

M. Fernand Etgen (DP). - Merci, Här Mi-nister.

(Interruption)

» **Une autre voix.** - Mir ginn dohinner.

(Hilarité)

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Eng zweck-méisseg Sportshal ass opgrond vun de kier-perlechen Ufuerderungen un eis Zaldoten am Kader vun hirem Training, awer och am Kader vun deene verschidde Missiouen am Ausland en absolute Must.

(Brouhaha général)

An erëm eng Kéier aus Sécherheetsgrënn brauch eis Arméi och e fachgerechte Munitionsdepôt.

Ofschléissend wollt ech de Minister nach froen, ob déi geplangten nei Zoufahrsstrooss vum Rond-point Fridhaff, der N7, wéi de Kolleg Ali Kaes géif soen, schonn de prinzipiellen Aval vum Ëmweltminister kritt huet, an a wéi engem Zäitraum mat der Realisatioun vun dëser Strooss ze rechnen ass, wëssend, dass den Zougank zum neien Hall logistique eréischt een Deel vun där neier Stroosseninfrastruktur ass.

Här President, an der Hoffnung, dass deene Punkten, déi ech a menger Interventioun ugefouert hunn, Rechnung gedroe gëtt, ginn ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Eisen Zaldoten, déi am Ausland opgrond vun hirem Asaz mat dozou bäidroen, dass mir eisen internationale Verpflichtungen nokommen an dass och eist Land säi klenge Bäitrag an der internationaler Communautéit erfüllt, hunn en Ussproch op modern funktionéierend an de Besoin vum der Arméi entspriechend Kasären. Et ass héich Zäit, dass mir hinnen dëse Kader zur Verfügung stellen.

Ech soenlech Merci fir d'Nolauschteren.

»»» M. le Président. - Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Romain Schneider agetroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

»»» Une voix. - Här Etgen, très bien! Et ass soss keen do vun lech.

(Hilarité générale)

Dir waart ze spéit, Här Goerens. Är Stëmm ass méi haart wéi meng.

(Hilarité et interruptions)

»»» M. le Président. - Här Schneider, loosst lech net hei duerjernebréngen!

»»» M. Romain Schneider (LSAP). - Neen, ech huele meng Rou, fir dee Projet dann och hei ze begréissen a selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem ausféierleche Rapport mëndlecher- a schrëftlechersäits vum Rapporteur, wou ech him géif Merci soen an dee flotte Rapport begréissen, deen en ofgeliiwert huet, wou eigentlech dat Meesch gesot ginn ass, op jidde Fall technescher Natur, wou ech also net nach eng Kéier muss ufänken als drëtter Riedner hei dat Ganzt opzezielen...

»»» Une voix. - Très bien!

(Hilarité)

»»» M. Romain Schneider (LSAP). - ...géif ech mech kuerz op dat Wichtigst beschränken.

Ech mengen, dëse Programme de rénovation vun den Infrastrukture vun der Caserne Grand-Duc Jean zu Dikrech um Härebiërg kënn zu richtegen Zäitpunkt, an dat, wat vun de Virriedner gesot ginn ass, nom Bau vun 1950 goufen zwar, et kann een net soen, keng Renovatioun gemaach, et goufe punktuell a verschiddene Beräicher Renovatioun gemaach, mä déi grouss Renovatioun, déi ustoung, den neie Lifting, dee kënn elo, an dat souzesoen an engem Fënnel-Punkte-Programm, wou den éischten de Mëtteg hei presentéiert gëtt mat engem Chiffer vun 18,7 Milliounen Euro, dat, wat also d'Mise à niveau vun den techneschen, primär techneschen Infrastrukture betrëfft.

Déi véier aner Projeten, déi hei opgezielt sinn, sinn déi, déi mussen nokommen an déi och schonn am Begrëff sinn ze kommen. Deen éischte Projet, deen déposéiert ass, ass dee vum Hall logistique. Duerno kommen nach d'Rehabilitatioun vum Schéissstand, wéi gesot, am Bleesdall; duerno d'Modernisatioun vun de Gebaier an de Bau vun der Sportshal, an dann awer och de Bau, wéi ugeschwat, vun engem neien Dépôt vun der Munitioun um Plateau Botterweck.

All déi Saache wäerten, an dovu sinn ech iwwerzeegt, och züeg viruoen. Duerfir war et och gutt, dass mer net de Remarqué vum Statsrot Rechnung gedroen hunn a gesot hunn, elo fänke mer mat deem heite Projet un a mir déposéieren deen zweeten, fir och virunzekommen, dass net erëm eng ganz Rei Zäit d'Waasser d'Sauer erofleef, ier mer kënnen domat ufänken.

(Interruption)

Déi fënnel Projete sinn also effektiv e Ganzt, wat een als Ganzt och muss gesinn, an dat

wäert déi Verbesserung mat sech bréngen, déi jiddweree vun eis sech erwaart. Déi, déi d'Méiglechkeet haten, ... Ech hat leider d'Chance net, kënnen bei der offizieller Visite derbäi ze sinn. Ech war awer scho souwuel virun a menger berufflecher Missioun wéi och privat ganz dacks um Härebiërg a konnt mech iwwerzeegen dovun, dass effektiv d'Konditiounen a puncto Logement, a puncto Sanitär, a puncto Openthaltsraum, a puncto Sportsraum an och a puncto Formationssall wierklech dréngend renovatiounsbedürftig sinn.

Duerfir ass dat och wierklech e Projet, dee schnellstméiglech soll an Ugrëff geholl ginn. Dat virun allem och, wa mer gesinn, an dat ass och gutt esou, dass iwwerall Werbung gemaach gëtt, fir déi Jonk fir eis Arméi ze interesséieren, fir si auszebilden, fir net nëmmen an der Arméi, mä och an anere Beruffer, déi konnex sinn zur Arméi, wierklech gutt auszebilden. Da muss mer och déi heite Konditiounen schafen, fir och wierklech dann déi Formatioun ze kréien, déi ausgebildet Leit ze kréien, mat deene Bedéngungen, déi mer sichen, a fir eben d'Arméi nach méi attraktiv ze maache fir eis Jugend dobaussen, fir d'Bevölkerung. Dëst also...

(Interruption)

Här Goerens, jo?

»»» M. le Président. - Erlaabt Der, Här Schneider, dass den Här Goerens lech eng Fro stellt?

»»» M. Romain Schneider (LSAP). - Selbstverständlech.

»»» M. Charles Goerens (DP). - Ech wollt och soen, et ass besser, mir bilde selwer aus, wéi dass den Här Müntefering eis der muss schécken.

»»» Une voix. - Très bien!

»»» M. Romain Schneider (LSAP). - Bon, ech mengen, bis elo krute mer déi nach ëmmer selwer ausgebildet. Mir wäerte selbstverständlech och an där Richtung virufueren, an do ginn ech lech och ganz Recht, dass mer eis Zaldote wäerten ausbilden, awer och virun allem ausbilde fir déi aner Carriären, déi dorun hänken. Ech mengen, och dass virun allem dee wichtige Message, deen erauszeginn ass, an do wou mer jo och eng ganz Rei Leit brauchen, fir ze hëllegen. Dat anert ass u sech ëmmer eis Asazmissiounen, fir déi mer eis Leit forméieren. Dësen éischten...

»»» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Mir brauchen och net ze fäerten, well vun do un, dass mer d'Arméi hunn, ...

(Interruption)

...ass kee preisesche Panzer...

»»» M. le Président. - Här Jaerling, wëllt Der dem Här Schneider eng Fro stellen?

»»» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Ech wollt just soen, mir brauchen net ze fäerten...

»»» M. le Président. - Da musst Der awer eng Fro stellen, Här Jaerling.

»»» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Vun do un, dass mer eis Arméi hunn, ass kee preisesche Panzer méi iwwert d'Musel gëfuer.

(Interruption)

»»» M. le Président. - Här Schneider, fuert elo viru mat Ärer Interventioun!

»»» M. Romain Schneider (LSAP). - Ech kommen zu menge Konklusiounen, soss sinn ech ëmmer nach ze laang herno mat menger Ried. Ech wollt nach eng Kéier soen, dass mir fannen, dass effektiv de Schrëtt, fir de Renouveau vun der Caserne Grand-Duc Jean hei ze maachen, ee richtige Schrëtt ass. Mir begréissen dat als LSAP, an duerfir géif ech och a mengem perséinlechen, mä och am Numm vun eiser Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem wichtigen an noutwendegen Projet ginn.

Ech soenlech Merci.

»»» Plusieurs voix. - Très bien!

»»» M. le Président. - Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächste Riednerin ass d'Madame Loschetter agetroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

»»» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Ech wollt an e puer kuerze Wiederer fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Ech wollt och direkt matdeelen, dass déi gréng Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Mir denken a groussen Zich datselwecht wéi meng Virriedner, dass heescht, dass et eigentlech schued ass, dass et esou laang huet missen daueren, bis mer endlech hei ufänken, iwwer eng Restrukturierung an eng Sanierung zum Deel ze schwätze vun dem Härebiërg.

Mir hunn och festgestallt, dass doriwwer eraus och déi ganz einfach gängeg Maintenance net ëmmer statfonnt huet déi lescht Joren, wann net Jorzéngten, douwen, an d'Fro stellt sech einfach, ob net vläicht déi Leit um Härebiërg net vun där richteger noutwendeger Lobby profitéiert hunn déi lescht Joren a Jorzéngten, fir dass vläicht souwuel d'Maintenance wéi och elo d'Erneuerung an déi Projeten, déi mer elo hei stëmmen, esou spéit komm sinn.

Merci.

»»» M. le Président. - Merci och der Madame Loschetter. An dann ass leschten agetroene Riedner den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

»»» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dem Rapporteur e grouse Merci, dass en ons dee wichtige Projet virgestallt huet, deen déi éischt Etapp duerstellt vu fënnel weideren Etappen, Investitiounsetappen an d'Infrastrukture vun der Lëtzeburger Arméi.

Effektiv geet dee ganze Werdegang, déi ganz Problematik op d'Joren 1990 zrëck, wann ech dem Rapporteur säi Bericht nolies. 2002 gouf e Bureau d'études chargéiert, fir d'Restauratiounsproblematik unzegen, an deen huet dann dunn e Rapport ofginn am Juli 2003.

Do hate mer all geduecht, dass déi Regierung, déi 2004 ugetratt ass, du géif déi Problematik ugoen an dass do eppes géif geschéien. Mä et ass eréischt Mëtt 2006, wou iergendeppes Klenges geschitt ass. Et kann een en fait elo frou sinn, dass dank der Kris dee Projet elo op eng Kéier eng Urgence kritt huet.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob vläicht net an der Vergaangenheet, an dat ass wéinstens ons Meenung, déi falsch Prioritéite waren.

Well wou sinn d'Sue gestach gi vun der Arméi? An e Fliger - den A400M.

»»» Plusieurs voix. - Ah!

»»» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Do sinn d'Suen aus der Reserv gaangen, anstatt se hei an d'Infrastrukturen ze stiechen.

Jiddwer Minister hëlt natierlech déi Prioritéiten, déi e fir richteg fënn. Mir hunn ëmmer derfir plädéiert, dass ee sollt an d'Gebäilechkeeten, an d'Renovatioun an an d'Sécherheet och vun den Infrastrukturen, vun de Ween an esou weider investéieren, an dat prioritär.

Dat gesot, si mer natierlech iwwert de Fong d'accord, dass et op dee Wee geet, well mer dat elo scho laang Jore gefrot hunn.

Ech wollt just un den Här Rapporteur respektiv un den Här Bauteminister eng Fro stellen, wat den Text selwer ugeet vun deem, wat mer elo stëmmen. Do gëtt gesot, dass déi 18,7 Milliounen Euro baséieren op dem Konstruktionspräis vum 1. Oktober 2007. Elo si mer am Abrëll 2009. Ech huelen also éischer un, dass et do eng Augmentatioun gëtt, déi zimlech konsequent misst si vun deem Präis, dee mer elo stëmmen.

Ech wönnere mech ëmmer, dass mer an de Projeten net en aktualiséierte Montant virgesinn op dee leschten, dee bekannt ass vun deenen Accords, vun deene Prix à la construction, well et nämlech interessant wier ze wëssen, wat dann dee Montant wier, deen effektiv elo zur Debatt an zum Vote steet, op den heitegen Dag, wann een dat kéint gewuer ginn.

Ech ginn zou, et ass vläicht eng technesch Fro. Duerfir sinn ech gäre bereet, dass dann an engem spéidere Courier vläicht gewuer ze ginn. Mä dass gesot nach eng Kéier ass d'ADR mat deem Projet d'accord, well et enger laangjähreger Fuerderung vun ons entgéintkënn.

»»» Une voix. - Très bien!

»»» M. le Président. - Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Mir hunn zwee Ministeren hei. Wie fir d'éischt? Den Här Bauteminister.

»»» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics. - Villmoos Merci. Ech soe selbstverständlech och dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. En huet, wéi üblech, alles geschriwwen, alles gesot, wat huet misse sinn.

Dat Zweet, dass ass, wat ech wollt soen, e puer Remarquen, déi hei gemaach gi sinn. Éischten hunn den Här Henckes an den Här Etgen vun deenen Datume geschwat a vun der Durée vun deem Projet.

Ech muss soen, dass an deene leschte Jore vill un deem Projet hei geschaff ginn ass an dass een net ka soen, wéi d'ADR, dass dee Projet hei elo e Projet wär, deen entstanen wär virun der Kris. Mir schaffen un dem Développement vun deem Projet säit ronn zwee Joer, fir en esou wäit an der Exekutioun ze kréien, wéi en elo ass.

Dir musst wëssen, dass deen a fënnel Etappe gemaach gëtt, dass mer haaptsächlech och déi ganz Embaung vun den techneschen Infrastrukturen... Dass et net e Projet ass, deen evident ass, fir dass op esou engem risege Site wéi dem Härebiërg ze maachen.

Et ass also kee Projet, deen aus der Kris entstanen ass. Et ass e Projet, deen entstanen ass aus der Aarbecht vun deene leschte Joren. Deen awer, muss ech soen, par rapport zum Audit vun 2002 wierklech geännert ass, aus deem ganz einfache Grond, well an Zwëschenzäit eng Arméireform geschitt ass. A well och aus där Arméireform eraus an och aus der Aart a Weis eraus, wéi d'Arméi am Alldeeglechen elo fonctionnéiert, viles anescht ass wéi virun der Reform. A selbstverständlech och, well mer deen heite Projet un d'Besoinen, déi heiteg Besoinen vun der heiteger Arméi ugepasst hunn.

A sech geet dat elo gutt zesammen, dass mer aus deenen zwou Reformen, Strukturreform vun der Arméi plus Reform vun dem ganzen Härebiërg, kënnen eppes Gemeinsames fir déi nächst Jore maachen.

Ech wëll och nach op eng Remarque agoen, déi de Conseil d'État gemaach huet. Dass ass déi vun dem sougenannte Saucissonnage. Ech hunn dat schonn an der Kommissioun erkläert. Mir maachen hei e Projet a fënnel Etappen. Fir mech ass dat logesch a sënnvoll a gëtt et keen anere Wee, wéi en esou ze maachen, wa mer ebe wëllen déi finanziell Volumen, déi hei um Spill stinn, och am Grapp behalen. Wa mer wëllen déi finanziell Envergure kënnen aschätzen, muss mer dat schéi propper Etapp pro Etapp maachen, muss mer dat duerchféieren, ee Projet, een Deel dovunner nom aneren. Dass erlaabt eis an enger finanzieller Garantie dat Ganzt ofzeweckelen.

Fir mech war et wichtig, dass d'Chamber an der éischer Etapp en lwwerbléck iwwert de ganze Projet kéint kréien an enger zweeter Etapp dann déi detailléiert finanziell Envergure, wou ee jiddwer Etapp selbstverständlech matgedeelt kritt.

Den Här Etgen huet gefrot, dass misst elo alles schnell goen. Här Etgen, am vorauselenden Gehorsam, huet dat bei der Arméi ëmmer ass, hu mer schonn e Gesetzesprojet déposéiert. An zwar déi zweite Etapp, déi läit schonn an der Chamber fir den Hall logistique a wäert och kënnen aviséiert ginn, ech denken elo net virun de Wahle gestëmmt ginn, mä awer zumindest aviséiert ginn, esou dass se direkt prett ass fir gestëmmt ze ginn, dann, wann d'Chamber am Oktober erëm ufänkt.

Et war eng Fro gestallt ginn iwwert d'Strooss, wou mer do dru sinn. Dir wësst, dass d'Ubannung un d'N7, Här Kaes, dann nëmme ka geschéien, wann dat, wat mer de Contournement Nord vun Dikrech nennen, gebaut gëtt. Do musst Der wëssen, dass mer deen an de PST tel quel dragesat hunn. Dass dat also e Projet ass, deen am Kader vun deem Programm, deen an deenen nächste Jore soll gebaut ginn, och eng Kéier wäert op d'Lee kommen.

Dass ass den État vun der Prozedur fir déi do Strooss. Et ass net déi éischt Prioritéit, mä et ass eng vun deene Prioritéiten hannerdun.

An déi lescht Fro, déi gestallt ginn ass, dass war déi vum Präis. Här Henckes, Dir wësst, dass mer all Kéier bei all Gesetz déi do Diskussioun hunn, ob mer den Index dra stoe loosse vun där Zäit, wou den Dépôt gemaach gëtt, oder ob mer eng Adaptatioun maachen. De Conseil d'État frett dat all Kéier.

D'Kommissioun huet ee fir allemol viru véier Joer decidéiert, dass mer ëmmer deen Index

dra stoe loossen, deen deen Dag deen ass, wou den Dépôt gemaach gëtt, an net dauernd wiessele ginn, well dat iwwerhaapt kee Sënn huet.

Ech kann lech elo och haut net soen, wat de genaue Präis ass. Mä dee genaue Präis, dee kann ech lech awer innerhalb vun deenen nächsten dräi Minutte soen, wann ech den Index, deen haut valabel ass, gesot kréien. Mä dat kënn Der awer och innerhalb vu fënnf Sekonnen op der Rechemaschinn ausrechnen. Dat ass kee Geheimnis fir dat erauszefannen. Mä ech kann lech en awer offiziell matdeelen op den heitegen Index émgerechent.

Mä ech mengen, déi Aart a Weis, déi mer hei gemeinsam fonnt hunn, ass eng transparent Aart a Weis fir mam Präis émzegen an erlaabt eis och iwwer e Bau, deen iwwer Joren dauert, och vun der Evolutioun vun de Präisser Rechnung ze droen.

Dat waren déi puer Wieder, déi ech wollt soen.

Ech soen all deenen, déi de Projet hei ënnerstëtzen, villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung.

» M. le Président. - Merci dem Baute-minister. An dann nach den Arméiminister.

» M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dräi Serië vu ganz kuerz Remarquë maachen, net ouni dem Rapporteur an de Virriedner Merci gesot ze hu fir déi ganz komplett Explikatiounen.

Éischtens compléiert dee Projet hei de Reformexercice, wat d'Arméi ubelaangt, aus dëser Legislatur, andeem et déi éischt Phas duerstellt vun der leschter Etapp vun där Reform. D'Virriedner sinn all op déi nächst Etappen agaangen, wat d'Konstruktioun an d'Renovatioun ubelaangt. De Minister Wiseler huet zu Recht gesot, dat deen

zweeten Deel och scho praktesch fäerdeg ass. Déi aner Deeler vun der Reform sinn och ugeschwat ginn hei, nämlech dat grousst Gesetz aus dem Dezember 2007, wou mer d'Manéier, wéi mer d'Missioun wouerhuelen, nei gewichten a wou mer den Akzent op d'Rekonversioun setzen.

Zweetens dat anert Gesetz aus dem Dezember 2007 iwwert d'Acquisitiounen an dat Gesetz, dat mer virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, iwwert dat, wat d'Gewerkschaften ëmmer d'Iwwerstonneproblematik genannt hunn a wat d'Regierung ëmmer genannt huet d'Récupératiounen an d'Kompensatiounen.

Dat ass also e Ganzt. An ech sinn dann och dankbar, dat dee Projet hei nach kann an dëser Legislatur gestëmmt ginn.

Zweet Serie vu Remarquen. Dat sinn dräi ganz kuerzer. Dem Här Kaes wollt ech soen, dat, vu datt mer keng Munitioune verbëtzten, keng Freedessalve ofgeschoss wäert ginn um Härebiereg den Owend.

Dem Här Etgen wollt ech nach eng Kéier soen, dat e souwuel de Schéissstand wéi den Dépôt de munitions an all aner Installatiounen vun der Arméi op simple demande ka visitéiere kommen.

Den Här Henckes huet mech haut e bëssen enttäuscht, well en nämlech net gesot huet, dat hien eigentlech fir den Antonov ass an net fir den A400M. Je suis un peu resté sur ma faim dës Kéier, Här Henckes. Normalerweise hutt Der eis hei ëmmer d'Méritë vum Antonov gelueft.

Mä, Här Henckes, mä, Här Henckes...

» M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*). - Dir wësst dat nach ëmmer, dofir brauch ech un dat net méi ze erënnere.

» M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense*. - Här Henckes, och wann dat Ganzt e laangfristegen Effort ass, deen een net vun engem Dag op deen anere mécht, an déi Projeten hei brauchen eben Zäit, da wollt ech lech awer soen, dat, wann Der sot, dat dat sech accélériert huet am Ufank vum Joer 2006, da kann ech lech jo do net Onrecht ginn. Wéi Der wësst, sinn ech am Februar 2006 Défenseminister ginn.

(Interruption)

Ofschléissend, lescht Remarque, wollt ech Merci soe fir deen ökumeneschen Appui un d'Arméi hei an der Chamber. Ech mengen, dee Projet hei konnt och zustane kommen nëmme duerch déi exzellente Zesummenaarbecht mam Baute-minister. De President vun der aussepolitischer Kommissioun huet mat Recht virun zwou Wochen um Härebiereg drop higewisen, dat mer Schratt fir Schratt an Hand an Hand hei geschafft hunn, fir all déi Aspekter vun där Reform op de Wee ze bréngen an och zum Ofschloss ze bréngen.

Här President vun der Kommissioun, ech hunn de Moie bei der Promesse, wou Der leider wéinst aneren Obligatiounen net konnt derbäi sinn, vu menger Säit aus och gesot, dat d'Regierung dat géif deelen, wat Der um Härebiereg gesot hutt, a sech och géif félicitéieren iwwert déi exzellente Zesummenaarbecht, déi mer hate wat déi Reform ubelaangt an déi och gemaach huet, dat mer konnte vun Ufank 2006 bis elo awer trotzdeem all déi essenziell Aspekter op den Instanzewee schécken an déi meescht dovunner och ëmsetzen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Ech soen dann och dem Arméiminister Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5952.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration.

De Projet de loi 5952 ass ugeholl gi mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Norbert Haupt), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Fabienne Gaul), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank*

(par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negrì), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negrì, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesinn den 28., 29. an den 30. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss. Ech wollt lech och nach drop hiweisen, dat d'Presidentekonferenz de Moien décidéiert huet, dat d'Chamber eng Woch méi laang wäert tagen, esou dat déi lescht Sitzunge vun dëser Legislatur den 12., 13. a 14. Mee wäerte sinn. Merci.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. 6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
3. Ordre du jour
 - M. le Président, M. Xavier Bettel
4. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
 - M. le Président
5. Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine
 - M. Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (dépôt d'une documentation)
6. 5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 5824 - Projet de loi ayant pour objet
 - A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;
 - B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;
 - C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et
 - D) de modifier
 - a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et
 - b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant
 - a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,
 - b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et
 - c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Lucien Clement, M. Carlo Wagner, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Neen, Här President.



1. Communications

» M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe:

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 21.04.2009

6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.04.2009

6033 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Albanie

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 24.04.2009

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 27.04.2009

3) À Berlin au Reichstag a eu lieu le 2 avril dernier un colloque de l'Assemblée de l'UEO sur «La coopération civilo-militaire en matière de gestion de crise». Y ont pris part pour le compte de la Chambre des Députés, le Président de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée de l'UEO, M. Marcel Glesener, et les membres Mme Anne Brasseur et M. Norbert Hauptert.



2 6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 23. Abrëll 2009 huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de révision de la Constitution N°6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution vum honorabelen Här Meyers ausgeschwat.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir dës Proposition als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.



3. Ordre du jour

An hirer Réunioun och vum 23. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Fir d'éischt maache mer d'Nominatioun vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI; duerno de Projet de loi 5828, eng Direktiv iwwert de Groupement européen de

coopération territoriale; duerno e Projet de loi iwwert d'Sécherheet an den Zich an ee Projet de loi iwwert d'Sécherheet am öffentlichen Transport. Duerno hu mer de Projet Décharge Muertendall vum SIGRE, a schlussendlech nach eng Direktiv iwwert d'Sanktiounen am Beräich vum Import an Export vu geféierleche chemesche Gidder.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi ass deen éischte Projet de loi dee vun den Autoroutes de l'information; duerno e Projet de loi iwwert den Accès vun der Police an der IGP zu perséinlechen Donnéeën; duerno e Projet de loi iwwert d'Informatik bei der Douane. Véierte Punkt ass e Projet de loi iwwert d'Verstärke vun der Structure vun der Douanesdirektioun. Fénnefte Projet ass een iwwert d'Ofschafe vun der Duebelbesteuerung tëschent Lëtzebuerg an den Arabeschen Emiraten. A schlussendlech ass de leschte Punkt e Projet de loi iwwert d'Ofschafe vun der Duebelbesteuerung tëschent Lëtzebuerg an Aserbaidschan.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance; duerno de Projet de loi iwwert d'Maison de soins zu Vianden; dann de Projet de loi iwwert de Cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, a schlussendlech als leschte Punkt de Projet de loi iwwert d'Personnel vun der Krankekeess.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert.

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, entschëllegt, wann ech elo fir d'drëtt op dës Affär zrëckkommen, mä ech hat de 24. September 2008 eng Question parlementaire un den Här Frieden gestallt iwwer en Text, dee mer dës Woch nees stëmmen - dowéinst erlaven ech mer, elo d'Wuert ze froen -, de Projet de loi 5986. Den Här Minister ass deemools iwwert d'Chamber hiergefall, an dunn hunn ech einfach gefrot, fir verschidden Informatiounen ze kréien.

Et sinn elo siwe Méint hier, Här President. Ech hunn dräimol gefrot, eng Äntwert ze kréie vun Här Justizminister. Et geet net, no baussen d'Chamber wëllen ze kritiséiere wéinst engem Gesetz, an dann duerno awer net wëlle Rechenschaft ofzeginn, wann eng Fro gestallt gëtt.

Et si siwe Méint hier, ech fannen dat net korrekt vun Här Justizminister. Ech hu virun enger Stonn nach um Greffe hei nogefrot. Déi Fro ass nach ëmmer net beäntwert ginn. Ech fannen et net korrekt vun engem Justizminister, siwe Méint ze brauchen, fir op eng Fro ze äntwerten.

» M. le Président. - Här Bettel, ech kann lech versécheren, dass ech nach haut bei engem zoustännege Minister intervenéieren, fir dass Är Fro beäntwert gëtt, an der Regierung nach eng Kéier rappelléieren, dass se d'Fro vun Deputéierten a rasonnabelen Délaien, normalerweis no onsem Règlement, mä wann dat eng Kéier net geet, dann awer a rasonnabelen Délaien ze beäntwerten huet.

Mir hunn den Ordre du jour ugeholl esou, wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet. Et sinn och nach zwou Questions urgentes, déi kënnen beäntwert ginn am Laf vun der Woch. Et ass eng vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Grippe porcine. Dat maache mer elo no der Nominatioun vum Kommissär fir d'SNCI. An dann ass nach eng weider vum honorabelen Här Bausch un den Här Krecké, do versiche mer mam Minister ze kucken, wéini dass et him méiglech ass, fir an d'Chamber ze kommen, fir op déi Fro ze äntwerten.



4. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement

Fir d'éischt komme mer awer elo zur Nominatioun vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI, esou wéi dat am Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert

d'Schafe vun der Société nationale de Crédit et d'Investissement an an den Artikelen 140 an 153 vum Chambersreglement festgehalten ass.

D'Kandidateléscht ass un all Deputéierte verdeelt ginn a läit lech vir. Laut Artikel 148 vun eisem Reglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, dass dës Nominatioun duerch eng absolut Majoritéit erfollegt. Déi ongültig an déi wäiss Ziedelen zielen net. Vum drëtten Tour u geet déi relativ Majoritéit duer. Hei huelen nëmmen déi zwee Kandidaten deel, déi am Tour virduun déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmgläichheet kënn et zu engem zousätzlechen Tour. Op engem gültigen Ziedel däerf nëmmen een eenzegen Numm ugekräizt ginn a soss näischt anescht. Am Chambersreglement gëtt de Vote par procuratioun net ernimmt. Et gëtt also nëmme perséinlech ofgestëmmt.

Vote

Deelt elo, wann ech gelift, d'Wahlziedelen aus, an da maache mer den Appel nominal.

Ass de Vote ofgeschloss, dass mer kënnen zum Appel nominal kommen?

Mir hunn zwee Huissieren. Voilà, da fänke mer un.

Appel nominal

Mir hunn e Resultat. Den Här Wies huet 32 Stëmme kritt, déi absolut Majoritéit also, an ass domadder als Commissaire aux comptes vun der SNCI fir déi nächst dräi Joer ernannt.

D'Resultat vum Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	46
Blank Wahlziedelen:	1
Ongültig Wahlziedelen:	0
Gültig Wahlziedelen:	45
Absolut Majoritéit:	
D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:	
M. Pierre Krier	5
M. Romain Thillens	8
M. Patrick Wies	32

Mir intercaléieren d'Question urgente vum honorablen Här Bëtzel iwwert d'Grippe porcine. Här Bëtzel, Dir kënn Är Fro stellen, den Här Minister äntwert.

5. Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine

» M. Xavier Bettel (DP). - Merci, Här President. Déi lescht 48 Stonne si selbstverständlech d'Norichten iwwert d'Schwéngsgripp alarmant gewiescht. Haut de Moien hu mer matgedeelt kritt, dass d'OMS decidéiert huet, d'Alertestuf vun dräi op véier vu sechs eropzesetzen, mä déi meescht Leit dobausse wëssen net ganz genau, wat dat mat sech bréngt. Déi meescht Leit héieren, dass déi éischt Fäll an Europa sinn an dass a Mexiko Leit un dëser Grippe gestuerwe sinn. Dowéinst, gëschter Owend huet de Minister zwar, muss ee jo soen, op der Televisioun och schonn eng Rëtsch vun Informatiounen ginn.

Mä meng prezis Fro sinn, wéi eng Mesures de précaution zu Lëtzebuerg kënnen geholl ginn, fir de Risiko ze minimiséieren, fir dass esou eng Grippe Irruptioun mécht.

Wéi eng Recommandatioun soll een de Leit am Fong ginn, fir de Risiko vun enger Infektioun ze reduzéieren?

An dann nach, et ass och gesot ginn, dass en Donneschdeg jo eng extraordinär Sitzung soll si vun de Gesondheitsministere aus der EU. Ech ka mer virstellen, dass dat selbstverständlech och Diskussiounen muss sinn, mä: Wat wäert d'Haltung vun eiser Regierung sinn, fir och op europäeschem Niveau vis-à-vis vun der Grippe porcine ze agéieren?

Här President, ech soen lech Merci, dass och d'Urgence unerkannt ginn ass. Ech mengen, et ass eng wichteg Fro, déi och ganz, ganz vill Leit interesséiert. Ech soen

dem Minister och Merci, dass en direkt schonn hei ass, fir eis Äntwerten ze ginn.

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Mars Di Bartolomeo, Gesondheitsminister, huet d'Wuert.

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, fir d'éischt emol festgestallt, dass d'Problematik ëm déi sougenannte Schwéngsgripp oder - besser - mexikanesch Grippe eis net onvireert trefft. Duerch reell oder potenziell Krise wéi de SARS oder säit 2005 déi potenziell Vullegripp ass Lëtzebuerg gutt opgestallt, fir op esou eng Situatioun zu reagéieren. D'Reflexer sinn do, an d'Kontakter - national wéi international - goufen opgebaut.

Mä vläicht der Rei no. Fir d'éischt emol e kuerzen Iwwerbléck iwwert d'Situatioun um Terrain. Fait ass, dass e méi oder manner neie Virus, den H1N1, a Mexiko opgetratt ass a sech net nëmme vun Déier op Mënsch, mä och, an dat ass anescht wéi bei der Vullegripp, vu Mënsch zu Mënsch iwwerdréit. Dat ass ee vun deenen elo confirméierte Faiten.

Et sinn eng Rei vu Fäll a Mexiko, dorënner och déidlech Fäll, opgetratt. Geneet Zuelematerial gëtt et net. Et gëtt eng Keier vu méi wéi 100 Fäll geschwat, eng Keier vu manner wéi 100 Fäll. Et gëtt eng Keier vu 50 oder 80 Doudesfäll geschwat. D'OMS ass an hire Schätzunge vill méi virsiichteg, well keng kontrolléiert oder validéiert Donnéeën do sinn. Duerfir sinn am Moment Équipé vun der OMS op der Plaz. Ech mengen, et muss een ofwaarden, bis se hir Konklusione gezunn hunn.

Dat heescht also, aus Mexiko komme relativ widersprécklech Informatiounen. Fakt ass, dass an den USA an a Kanada och eng Rei vu Fäll opgetruede sinn a bis haut keen déidlech Fall derbäi war. D'Krankheet ass an den USA, a Kanada an och elo an deenen eenzelne Fäll, déi ausserhalb vum amerikanesche Raum opgetruede sinn, vill méi glimpflech verlaf. Et si bis haut keng Doudesfäll ze vermellen. An deenen dote Regiounen ass d'Krankheet éischter verlaf wéi eng bekannte Grippe, also ouni dee letalen Effekt.

Eenzel Fäll sinn an der Zwëschenzäit och an der EU opgetaucht. Eenzelner si confirméiert ginn, anerer sinn net confirméiert ginn.

D'OMS huet zum Enn vun der Woch fir d'éischt e mëttlere Risiko festgehalten, huet dee Risiko awer llicht opgestuift elo zënter gëschter vun der Stuf dräi op d'Stuf véier. D'Experten zu Genf soen, et ass éischter no dräi wéi no fénnef, mä Fait ass, dass eigentlech déi Risikoastufung méi a Konkordanz gesat ginn ass mat deenen Aussoen, déi an der Öffentlechkeet gemaach gi sinn.

Et kann een also kloer soen, dass et e Risiko laut OMS gëtt fir eng Pandemie, mä et op där anerer Säit Chancë gëtt, fir net an déi dote Situatioun eranzekommen. Dat heescht, et ass een enger Situatioun, wou een net all d'Detailer huet. Déi nächst Deeg wäerte wichteg sinn, well déi wäerten erlaben, fir anzuschätzen, wéi aggressiv dee Virus a Wierklechkeet ass, wéi effikass déi antiviral Medikamenter - Dir kennt se - Tamiflu, Relenza wierken a wéi se de Virus a Grenze kënnen halen, wéi awer och, wéi schnell de Virus sech ka verbreden.

Nodeem éischt Warnunge vun der OMS Enn der Woch erausgaange sinn, hunn eis Responsabel vun der Santé a ronderëm gutt an effikass geschaff zuesumme mam Aussemistère, zuesumme mam Transportministère, Experten a Vertrieeder vun eisem Gesondheitswesen, och an enkem Kontakt mam Laboratoire national de santé, well et hie wäert sinn - wa sengerliewe Verdachtsmomenter geféien zu Lëtzebuerg optauchen -, deen d'Tester misst iwwerhuelen, fir feststellen: Ass et eng Warnung, déi zu Recht kënn, oder ass et falschen Alarm?

E Samschdegowend ass en éischte Communiqué vun der Santé erausgaange mat deenen Informatiounen, déi mer bis dohin haten, mat Virsiichtsmoosnamen un d'Adress vun der allgemenger Populatioun, awer och vun de Reesenden. E Méindeg hu mer méi kloer, méi detailléiert Informatiounen un déi Reesend, un d'Voyageuren erausginn. Mir ware mat Frankräich dat éischt Land an Europa, dat geroden huet, wann et net onbedéngt noutwendeg wär, Mexiko bei Reesen ze meiden. Mir mengen, dass dat net ze héich gegriff ass, dass do de Principe de précaution géllt. Et si keng ähnlech Empfehlung bis elo gemaach fir den amerikanesche Raum.

Mir hunn zuesumme mat de Responsabele vun Findel Informationspanneauen um Findel wéi sengerzäit bei der Gefor vun der

Vullegripp installéiert, wou mer déi Leit, déi reesen, déi fortfléien, informéieren, wat fir eng Virsiichtsmoosname se solle respektéieren. An déi, déi erëmkommen aus engem Gebitt, wou de Virus opgetaucht ass, op wat dass se sollen oppassen, ganz kuerz resuméiert, an deenen éischten Deeg oppassen op d'Signaler, déi vum Kierper kommen. A wa Symptomer optauchen, déi grippeähnlech sinn, da solle se bei hiren Dokter goen oder se solle sech beim 112 mellen.

Ech géif dem President vläicht ee vun deene Panneauen iwwerginn, wéi se am Moment um Findel ze fanne sinn.

Mir hunn an der Zwëschenzäit d'Dokteren informéiert iwwert déi Prozeduren, déi, am Fall, wou - an ech éinnersträchen, am Fall, wou - deen net do ass, ze beuechten ass, Informatiounen un d'Spideeler. En veilleuse ass de Service national fir d'infektiös Krankheeten, mat un der Spëtzt ganz gutt Experten.

Den Owend kënn d'Cellule zesummen, déi sengerzäit agesat ginn ass am Zesammenhang mat der sougenannter Vullegripp, wou all Administratiounen, déi betrafft sinn, dra vertruede sinn. Mir hunn an der Zwëschenzäit e Briefing fir d'Leit vum 112 gemaach, wa Froen op se zoukommen, an eis Servicier sti schnell an effikass mat Informatiounen zur Verfügung.

Mir hunn och decidéiert, obwuel dass déi saisonal Grippe am Moment amgang ass auszelafen, eise sougenannte Sentinellesystem bäizebehalen. Dat ass e Réseau vun de Generalisten, déi jeeweileg Grippeaktivitéit melden, a wann eng Grippeaktivitéit sech weist, se un d'Santé weiderginn, fir dass mer kënnen dorop reagéieren.

Zënter dem Weekend, zënter dem Samschdeg fannen doriwwer eraus deeglech Telefonskonferenzen vun eise Responsabele mat de Kollegee vun de 27 an de Responsabele vun der OMS, der Weltgesundheitsorganisatioun, an dem ECDC - dat ass deen europäeschen Zentrum, deen zënter 2005 fonctionéiert fir ustiechend Krankheeten - statt, fir déi lescht Informatiounen auszutauschen.

D'Prozeduren an engem Fall vun enger méi grousser Grippeepidemie sinn hei zu Lëtzebuerg zënter geraumer Zäit opgestallt am Rahme vun engem Grippeplang. Zu deene Preparatioun gehéieren eis Stocke vun antiviral Medikamenter. Dir kennt se énnert dem Begrëff Tamiflu a Relenza. A bei deene Stocke gehéiere mer zu deene puer Länner mat deenen héchste Stocken. Mir hunn e Prozentsaz ofgedeckt, deen ni bis elo vun enger Pandemie erreicht ginn ass, esou dass ee kann no bausse soen, wann et da sollt kommen, an et sinn am Moment keng Signaler do, dass et virun der Dier steet, dann hätte mer genuch Medikamenter, fir jiddwereen, deen eventuell krank géif ginn, kënnen ze traitéieren. Doriwwer eraus hu mer och e ganz grouse Stock vu Masken ugeluecht.

Den nächsten Donneschdeg wäert hei um Kierchbiere de Gesondheitsministerrot zuesammentreffen, fir sech mat der Situatioun ausenannerzesetzen. E brauch net elo unzefänken, fir sech ze konzertéieren. Zënter enger Rei vu Jore gi mer dervun aus, dass d'Gesondheitsministere, och wann d'Gesondheet net zu deene Beräicher gehéiert, wou Europa eng oder d'EU eng ausgeprägte Verantwortung huet, dass mer eis konzertéieren. An dass mer, wuelwëssend, dass esou Krankheeten net virun eise Grenzen Halt maachen, och grenziwwerscheidend déi dote Preparatioun maachen.

Fazit zum jëtzege Zäitpunkt: Mir hunn a klengen Équipen zënter e Freideg dat gemaach, wat ze maache war. De Message eraus, ganz kloer, et gëtt am Moment wirklech kee Grund zur Panik. D'OMS huet och kloer matgedeelt, dass dee Virus sech net iwwert d'lesse, besonnesch net iwwert d'lesse vu gekachtem Schwéngfleesch iwwerdréit.

Ech mengen, dat ass ee Fakt, deen een awer muss eranhuelen. Et ass eng Krankheet, déi sech iwwerdréit, wéi d'Grippe sech iwwerdréit, dat heescht duerch déi kleng Drëpsen, déi ee beim Houschten oder beim Néitzen oder beim Handreechen oder beim Drécken, ech weess net wat, iwwerdréit, an dofir mengen ech, wann een an d'Ausland geet, soll een déi elementar Hygiënemoosname respektéieren.

Ech wollt hei op dëser Tribün net berouegen. Just Fakten op den Dësch leeën. Mä weisen eng erhéichten Opmierksamkeet, eng erhéichte Vigilance. A mer wäerten de Leit jiddwer Zäit an a regelméissegem Ofstänn en Update maache vun der Situatioun, wann néideg mat Communiquéen oder, wann et méi akut géif ginn, iwwer aner Kommunikatiounsméiglechkeeten.

Ech soen lech Merci, Här President, dass Der mer Zäit gelooss hutt fir deen Iwwer-

bléck ze maachen, fir eng realistesch Duerstellung ze maache vu Risiken a Chancen, déi am Moment op eiser Säit stinn.

Merci villmools.

» M. Xavier Bettel (DP). - Merci!

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Den éischte Projet, dee mer haut wëllen diskutéieren, ass d'Direktiv iwwert de Groupement européen de coopération territoriale. D'Wuert huet elo zu dësem Projet de Rapporteur, den honorablen Här Gilles Roth. An et ass ageschriwwen als Riednerin d'Madame Mutsch mat 15 Minutten. An den Här Etgen.

6. 5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

» M. Gilles Roth (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, de Gesetzesprojekt 5828 énnerräicht, wéi komplizéiert et heiansdo ass, europäesch Recht an nationaal Recht émszesetzen.

De Gesetzesprojekt huet zum Zweck, hei zu Lëtzebuerg déi néideg legal Rumm ze schafen, fir e sougenannte Groupement européen de coopération territoriale, besser bekannt énnert senger Ofkierzung GECT ze schafen.

D'Organisatioun an d'Funktionsweis vun engem GECT ass eigentlech duerch en europäesch Reglement vum 5. Juli 2006 geregelt. Dëst géif déi ganz Saach u sech séier einfach maachen, well en europäesch Reglement an de Memberstate prinzipiell direkt unzewenden ass. D'Schwieregkeet bestoung an dësem konkrete Fall awer daran, dass d'Reglement selwer op verschidde Punkten de Memberstaten een Ermessungsspillraum léisst. Iwwert d'Aart a Weis, wéi deen Ermessungsspillraum sollt genotzt ginn, hu sech d'Geeschter téschent Regierung a Statsrot gescheet.

No enger Rei vun ugereegte Schrëftwiessel téschent Regierung a Statsrot iwwert d'Grondausriichtung vun dem Gesetzesprojekt, gouf den urspréngleche Regierungstext fundamental amendéiert. Et ass dat och d'Ursaach, dass de Projet de loi, dee sech op siwen Artikele beschränkt, ronn annerhallet Joer, nodeems en déposéiert gouf, elo zur Ofstëmmung kënn.

Här President, e Groupement européen de coopération territoriale, e GECT, huet als Zil, déi grenziwwerscheidend regional Zesummenaarbecht ze förderen. De GECT huet als Virdeel, eng eege Personnalité juridique ze hunn. E GECT kann esou Immobilië kafen a verkafen, e kann eegent Personal beschäftegen. D'Membere vun engem GECT kënnen prinzipiell souwuel Staten, Regiounen, Gemengen oder all aner öffentlech Entitéite sinn.

De Virdeel läit doran, dass öffentlech Institutionen an Etablissementer aus verschidde Länner sech an engem GECT kënnen zuesummen, ouni dass doduerch muss een internationale Statevertrag gemaach ginn, deen dann och nach vun de jeeweilegen nationale Parlämenter muss ofgeseent ginn. Eenzeg Bedéngung ass déi, dass d'Memberstaten als solch hiert Averstännis ginn, wann eng öffentlech Institutioun aus hirem Land Member vun engem GECT gëtt.

Een aner Avantage ass deen, dass e GECT europäesch Fördergelder direkt ka kréien, déi da vun dem GECT fir e konkrete Projet genotzt kënnen ginn. Dëst ass net ze vernoléisseg. Och hei zu Lëtzebuerg kënnen mir iwwert dee Wee Suen aus de Bréisseler Strukturfonng wéi dem Interreg-Programme kréien.

An der Praxis huelen déi öffentlech Institutionen, déi sech an engem GECT wëllen zuesummeschléissen, et sinn dat zum Beispill Gemengen oder Gemengesyndikater aus zwee Nopeschlänner, d'Initiativ fir dat ze maachen. Si schaffen eng Konventioun aus, déi festleert, wat fir eng Missiounen de GECT huet, wéi d'Direktiounsorganer vun dem GECT sech zesummesetzen a fonctionéieren, no wat fir enge Regeln d'Déciounen geholl ginn, no wat fir enge Modali-

téiten d'Personal ageballt a geféiert gëtt, wat de finanzielle Bäitrag vun de Memberen ass, grad wéi hir Responsabilitéiten, wann eppes schilfeeft.

D'Missioun vun dem GECT ass dobäi ëmmer am Interessi vun der wirtschaftlecher an der sozialer Kohesioun. D'Konten vun dem GECT mussen duerfir no enger järelecher Kontabilität gefouert ginn. Si ënnerleien och dem Contrôle vun deem Land, wou de GECT säi Sëtz huet.

Här President, fir déi grenziwwerschreidend Kooperatioun gëtt et am internationale Recht bis elo eng europäesch Kaderkonvention. Et ass déi sougenannte Convention-cadre vu Madrid, déi eist Land am Joer 1982 schonns ratifizéiert huet. Dernief gëtt et och de sougenannten „Karlsruher Vertrag“, deen am Joer '96 tëschent Däitschland, Frankräich, der Schwäiz a Lëtzebuerg ënnerschräiwwe gouf.

Dës Accorden hunn awer an der Praxis net de grouss Succès kennt. Si wäer vläicht ze ëmständlech an der konkreter Ëmsetzung um Terrain. Dat eenzeg Beispill vun engem grenziwwerschreidendem Zesummeschluss mat Lëtzebuurger Bedeelegung op Basis vun dem „Karlsruher Vertrag“ ass den „Zweckverband Internationales Sport-, Kultur- und Freizeitzentrum Ralingen-Rosport“ aus de Joren 2005 an 2006.

Här President, wéi uganks gesot, klärt de Gesetzesprojet zousätzlech zu dem europäesche Reglement eng Rei vu Froen aus spezifeschen Lëtzebuurger Siicht. Sou gesäit de Projet de loi vir, dass souwuel de Lëtzebuurger Stat, d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, aner öffentlech Etablissementer, déi am Industrie- oder Handelsberäich tätég sinn, a wou de Stat oder d'Gemengen eng majoritär Bedeelegung hunn, grad wéi Zesummeschlüss vun deene viregten Entitéiten kënnen Member vun engem GECT sinn. Si kënnen souwuel Member vun engem GECT sinn, deen säi Sëtz hei am Land huet, grad wéi an engem GECT, deen an engem aneren EU-Memberstat usässeg ass.

Dës Lëscht vu potenzielle Memberen ass op Virschlag vun dem Statsrot wëllentlech breetgehal ginn, fir e Maximum vu Méiglechkeeten ze ginn, iwwert de GECT grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ze maachen.

De Gesetzesprojet prezisiert och, dass d'Décisioun fir engem GECT bäizetriede vun de gesetzlechen Organen vun de jee-weilige Membere muss geholl ginn. Bei enger Gemeng ass dat de Gemengerot a bei engem Gemengesyndikat säi Comité.

Den Text hält fest, dass et de Regierungsmitglied ass, deen fir d'Landesplanung zoustänneg ass, deem muss matgedeelt ginn, wann ee wëllt Member vun engem GECT ginn. Den zoustänneg Minister muss dann am Virfeld de Projet vun de Statuten an der Konvention vun dem GECT kréien.

Déi definitiv Autorisatioun, fir kënnen Member vun engem GECT ze ginn, ënnerläit bei eis am Land engem Arrêté grand-ducal, deen muss op Avis vun dem Statsrot geholl ginn.

De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass all Ëmännerung an de Statuten oder der Konvention, déi d'Zesummenaarbecht an dem GECT regelt, duerch en Arrêté grand-ducal approvüert muss ginn.

Dës formell Approbatioun ass virgesinn, fir dass eng Kontroll do ass, wat eng öffentlech Institutioun oder en öffentlech rechtlecht Etablissement engagéiert. Zum Beispill kënnen eng Bedeelegung vun enger Gemeng, engem Gemengesyndikat oder soss engem Etablissement public refuséiert ginn, wann esou eng Bedeelegung net am Intérêt général wär oder géint d'öffentlech Uerdnung géif verstosse respektiv net am Aklang mat dem europäesche Recht wär. Dëst zielt fir eng Bedeelegung an engem GECT, deen hei am Land usässeg ass oder deen am Ausland säi Sëtz huet.

De Gesetzesprojet gesäit schliesslech nach vir, dass d'Konten vun engem GECT, deen säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet, duerch déi Lëtzebuurger Cour des Comptes kontrolléiert ginn.

Här President, a senger verschiddenen Avisen hat de Statsrot nach eng Rei vu Froen opgeworf, op déi de schréftleche Rapport méi am Detail ageet. E puer siefen der just erausgepickt.

Op d'Fro vun der Responsabilitéit vun de Memberen vun engem GECT bei finanzielle Problemer huet d'Kommissioun op d'Gesetzgebung vun den Nopeschlänner wéi Frankräich an der Belsch verwisen, déi och keng spezifesche Regelunge virgesinn. Et gouf an deem Kontext och rappeléiert, dass d'Memberen vun engem GECT lauter öffentlech Institutiounen sinn.

De Statsrot wollt och eng Opléisungsprozedur fir de GECT an d'Gesetz aschreiwen.

D'Kommissioun huet hei drop verwisen, dass dës Prozedur an de Statute vun engem GECT verankert gëtt, déi jo vun der Regierung approvüert mussen ginn.

Schliesslech hat de Conseil d'État nach de Virschlag gemaach, fir d'Statute vun dem GECT an dem Handelsregëster anzuedoen. Hei huet d'Kommissioun zréckbehalen, dass opgrond vun eiser interner Législatioun dës Akte schonns an dem Mémorial A mussen publizéiert ginn.

Wat schliesslech d'Fro vun dem Statut vun dem Personal vun engem GECT ugeet, esou lëscht de schréftleche Rapport déi verschidde Méiglechkeeten op. De GECT, deen säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet, ass eisem Gesetz no eng Personne morale de droit public. D'Personal kann also no dem Statut vun der Fonction publique rekrutéiert ginn. An deem Fall geschitt d'Ästellung no de Kritären, wéi se fir Stats- a Gemegefonctionnaren oder Employéé gültég sinn. Den Detail vun den Ästellungsdecisiounen respektiv -gehälter muss an de Statute vun dem GECT ageschräiwwe ginn.

E GECT kann awer och d'Leit ënnert dem Regime vun dem Salaré astellen. D'Ästellung- an d'Gehaltsmodalitéiten mussen dann och an d'Statuten ageschräiwwe ginn.

En Détachement vu Fonctionnaren oder Beamte vun enger Lëtzebuurger Entitéit, déi Member vun engem auslännesche GECT ass, un dëse GECT ass och méiglech. An deem Fall spillen dann ähnlech Regeln, wéi se am Statsbeamtestatut bei engem Détachement op eng international Institutioon virgesi sinn.

Här President, dat waren a kuerzen Zich déi Hauptpunkte vun dem Gesetzesprojet, deen elo d'Schafe vun engem GECT hei zu Lëtzebuerg respektiv d'Bedeelegung vun enger Lëtzebuurger Entitéit an engem GECT, deen säi Sëtz am Ausland huet, virgesinn. Et ass e wichteg Instrument an enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht, besonnesch am Kader vun der Groussregioun.

Eng éischt konkret Applicatioun kënn bei eis am Land mat engem GECT ginn am Kader vun dem Aménagement vun dem Site op Belval, wou laanscht déi franséisch Grenz eenzel Deeler vu franséischen Nopeschgemengen drënner falen.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen unanime vun der Intéressenkommissioun ugeholl gouf an dee recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorablen Här Etgen.

Discussion générale

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de GECT, en europäesche Verbond fir territorial Zesummenaarbecht, soll virun allem een neien Ustouss gi fir dës territorial Zesummenaarbecht. Als neit Instrument soll en eng Impulswirkung op déi öffentlech-rechtlech Territorial-Kierperschaften ausüben. De GECT ass duerch ee communautaire Reglement an d'Welt gesat ginn, an opgrond vun „self-executing“ Charakter vun esou Reglementer läit dat eigentlech juristescht Statut fest, an et läit just un den eenzelne Memberlänner fir d'Spillegele festzeleeën.

De Rapporteur Gilles Roth huet eis dat op eng exzellente Manéier a sengem schréftleche Rapport wéi och a sengem mündleche Virtrag duergeluecht, an ech wëll him duerfir félicitéieren an ausdrécklech Merci soen.

Ech mengen, ech brauch déi Wéinegst hebbanne vun enger Verdéiwung vun europäeschen Integratiounsprozess ze iwwerzeeën. Bremsklotz wäer ganz oft déi bestehend Gouvernanceléisungen, déi de Bedürfnissen net ugepasst waren. Déi transregional Zesummenaarbecht war e ganz opwändige Pabeier. Ëmmer erëm gouf et Problemer bei der Gestiou vun Interreg-Projete géintwärtig de verschiddenen a verschiddene nationale Gesetzgebungen.

Och d'Groupements européens d'intérêt économique wäer keng Äntwert fir Problemer ze léisen, well se ze vill op kommerziell Aktivitéiten orientéiert sinn. De GECT ass eng Äntwert. De GECT ass e méi staarke Partner géintwärtig de regionalen, nationalen an europäeschen Autoritéiten an huet virun allem eng besser Visibilitéit.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass déi territorial Dimensioun an der Zukunft an der

europäescher Kohesiounspolitik eng méi staark Roll spille muss. Déi regional Zesummenaarbecht huet schonns eng grouss Plus-value bruecht. De GECT kann dës Plus-valuen nach substanzuell no uewe schrauwen, besonnesch bei der Léisung vu Problemer, déi a wirtschaftlecher, sozialer, kultureller an ökologescher Hisiicht vun zentraler Bedeutung sinn.

Firwat? Well et direkt dem Acquis communautaire entspréngt an doduerch et méi effikass an dynamesch mécht, wéi déi klassesch Kooperatiounsinstrumenter. Domadder wëll ech beileien net soen, dass d'bestehend Kooperatiounsinstrumenter sollen ofgeschaf ginn oder parallel Strukturen opgebaut mussen ginn. Neen, de GECT bitt eng Alternativ fir transeuropäesch territorial Zesummenaarbecht, well e beim Ausschaffen a beim Ëmsetze vun europäesche Politiken zu engem méi offenen, demokrateschen an transparente Regéieren an Europa bäidréit.

Mir hunn elo de GECT an et gëllt elo d'Notzung vun dem GECT bekannt ze maachen. Ech wëll dofir en Appel un d'Regierung maachen, well mir brauchen elo Mobilisierungs- a Kommunikatiounsinitiativen, fir d'Instrument GECT ze propagéieren. Et gëllt elo d'Méiglechkeeten opzeweisen, fir grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent lokalen an europäesche Kollektivitéiten optimal nutzen ze kënnen.

Wa mer vu Kooperatioun um regionalen Niveau schwätzen, kommen ech net derlaanscht ze soen, dass dës Kooperatioun duerch ee bessert horizontaalt Zesummeschaffen tëschent deene verschiddene Ministären hei am Land ufänkt, eréischt dann däerfe mer ee Bléck no vir an d'Groussregioun werfen.

De GECT bitt eis elo d'Méiglechkeet, déi vill gutt Iddien, déi et am Kader vun der Groussregioun gëtt, viruzedriewen. Hei hu mer eis allze oft wéinst prozeduralem Gepänkels laanscht konkret Kooperatiounen diskutéiert. Mir hunn elo eng Ausried manner, an elo geet et einfach doréms, ob mer de politesche Wëllen hunn, aus der Groussregioun och dat ze maachen, wat mer soen. Abee, ech si gespaant, ob elo eng „GECT-omanie“ ausbrécht.

Wann d'Zukunft vun Europa an de Regione läit, wat ech mer duerch aus virstelle kann, da mussen mer och de politesche Wëllen opbréngen a richtig konkret ginn, fir Europa de Leit méi no ze bréngen. Et ass un der Politik, de Kader ze schafen, dass dat Europa vun de Regione Realitéit gëtt. Da gëtt nämlech och Europa bei de Leit Realitéit. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmt natierlech dës Projet an der Hoffnung, dass e fir neie Wand an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht suert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet elo d'Wuert.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de GECT gouf also duerch en europäescht Reglement vum 5. Juli 2006 an d'Liewe geruff. Wéi et hei elo scho vu menge Virriedner gesot ginn ass, sinn eigentlech EU-Reglementer direkt applizéierbar a brauchen u sech guer net an nationaalt Recht transposeiert ze ginn. Dëst Reglement definéiert de juristesche Statut an d'Gestioun vun dem GECT. Dëse Gesetzesprojet compléiert also am Fong d'EU-Reglement, andeems verschiddene Dispositiounen prezisiert ginn.

Zum Inhalt elo: Dëse Projet erméiglecht de lokalen a regionalen Autoritéiten eng nei Struktur, eben de Groupement européen de coopération territoriale, GECT genannt, fir kënnen grenziwwerschreidend besser zesummenzeschaffen. Besonnesch fir Gemengen, déi un de Grenze vun eise Land ugesiedelt sinn, gëtt de GECT, awer net nëmme fir si, eng ganz wichteg an nätzlech Innovatioun.

D'Bedeelegung vun de Gemenge bei der Entwécklung a Gestaltung vun nationalen a regionale Raum gëtt haut net méi contestéiert a kritt ëmmer méi Unerkennung. Dëse Projet de loi ënnersträcht dës Entwécklung. Koordinéiert a concertéiert Aktiounen tëschent Partner un interkommunalen a regionale Plang spillen heibäi eng ganz wichteg Roll. Nieft de festgeluechtene Modalitéiten, déi am EU-Reglement sinn, gëtt de Fonctionnement vun dem GECT an Zukunft duerch eng Konvention tëschent de concernéierten Acteurs geregelt.

Op Basis vun dëser Konvention ginn dann d'Statuten, also d'Décisiounsprozeduren, d'Décisiounsorganer, d'Unzuel vun de Représentanten an den Décisiounsorganer, d'Gestioun vun dem Personal, d'finanziell Be-

deeleegung vun de verschiddene Memberen, d'Responsabilitéiten an esou weider festgeluecht. Fir all déi Dispositiounen, déi net am EU-Reglement detailléiert sinn, ënnerläit de GECT dem nationale Recht vun deem Land, wou säi Siège dee Moment ass. De GECT ass deemno eng Plattform fir grenziwwerschreidend lokal a regional Zesummenaarbecht, déi vill Virdeeler a Vereinfachungen un administrativen a prozedurale Plang mat sech bréngt.

Éischtens, e GECT brauch kee bilaterale oder multilaterale a vun den nationale Parlamenten ratifizéierten Accord als legal Basis. D'Regierung muss just, ënner Guillemeten, „au préalable“ hiren Accord via Arrêté grand-ducal ginn, fir dass zum Beispill eng Gemeng oder e Gemengesyndikat ka Member vun esou engem GECT ginn. Par rapport zum Ist-Zoustand bréngt dat vill méi Flexibilitéit mat sech. De Stat selwer kann iwwregens och an engem GECT partizipéieren, genee wéi och aner Organismes de droit public.

Zweetens, am Géigendeel zu anere Strukturen, déi esou eng Zesummenaarbecht an der Vergaangenheet géierert hunn, kritt de GECT eng richteg Personnalité juridique, wat et zum Beispill erméiglecht, Immobilien ze erwerben, Personal anzustellen oder och juristesche virzegoen.

An drëtzens, ee GECT kann direkt vun europäesche Fongen, also zum Beispill dem Fonds européen de développement régional, finanziell ënnerstëtzt ginn. Gelder kënnen also schnell, direkt an onkompléiert a grenziwwerschreidend Projekte fléissen.

Am Résumé, de GECT wäert et deemno erméiglechen, verschidde legislativ an administrativ Hürden net mussen ze goen, déi momentan d'Realisatioun vu grenziwwerschreidende Projeten oft schwéierfällg bis bal onméiglech maachen. Grenziwwerschreidend Projeten, déi déi sozial a wirtschaftlech Kohesioun solle stäerken, kënnen also duerch a mam GECT méi effikass a méi schnell geplangt, finanziert an och ëmgesat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, schonns ier dëse Gesetzesprojet vun Innenminister depnéiert gouf, also de 17. Januar 2008, si Viraarbechten am Süde vun Land ënnert dem Impuls vun Esch, Suessem, Schéffleng a Monnerech entaméiert ginn. Dës Gemengen hu sech mat hiren aacht franséischen Nopeschgemengen, déi an der Communauté de Communes du Pays Haut/Val d'Alzette CPHVA regroupéiert sinn, zesummedeent, fir zesummen eben e gemeinsame GECT op d'Been ze setzen.

Den 19. März 2007 hunn d'Buergermeeschtere vun de genannte Gemengen eng entsprechend Absichtserklärung ënnerschräiwwe, mam Beschluss, déi gemeinsam Zesummenaarbecht opzebauen an ze förderen. Dëst mam Bléck op d'Wuel an den Notze vun hire Bierger, awer och am Hilbléck op d'Frontalieren, déi dagdeeglech eis Grenze passéieren. An deene leschten zwee Joer ass weider un der Schafung vun engem GECT tëschent deenen opgezielte Gemenge geféiert ginn, och am Kontakt mat de Responsabele vum Ministère de l'Aménagement du Territoire vum Intérieur.

Déi véier Südgemengen an hir Partnergemengen op franséischer Säit hunn e grenziwwerschreidende Gemengerot an d'Liewe geruff. Et goufen eng ganz Rei Domänen opgeléicht an thematiséiert, an deenen de GECT konkret Projekte realiséieren kënn, zum Beispill d'Ausschaffe vun engem Plan de développement de la région transfrontalière, oder och Froe vun der Mobilitéit a vum öffentlechen Transport, déi vun Ufank u prioritär waren. D'Froer vum Logement, d'Revalorisierung vun Site Belval an och vum Site Belval op franséischer Säit, mat Mischeville zesummen, an esou weider an esou fort.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ëmmer wann een Neiland betrëtt, an dëst ass Neiland fir de Stat a fir d'Gemengen hei am Land, da ginn Diskussiounen gefouert a Froe gestallt, déi mussen beäntwert ginn am Zesammenhang mam Kräfteverhältnis tëschent Stat a Gemengen, fir de Fall wou de Stat an eng Struktur mat eraklémmt, am Zesammenhang mam Rôle a mat der Souveränitéit vun de Gemengereit, oder och am Zesammenhang mat de

juristeschen, finanziellen a personellen Engagementer, déi grenziwwerschreidend ze huele sinn.

Fazit: Éischtens, de GECT ass e gutt an nützlech Instrument, fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op eng innovativ a professionell Aart a Weis virunzudreiwen an iwwer konkret Projeten ëmzesetzen. Zweetens, et muss een, wéi bei alle Projeten, mat deenen ee bereet ass, nei Weeër anzeschloen, matenee schwätzen a Problemer, wa se do sinn a wou se sinn, aus dem Wee raumen.

Eis Fraktioun, Här President, ass iwwerzeegt, dass beim GECT déi positiv Aspekter bäl Wäitem iwwerweisen an dass en eng eemoleg Chance ass, fir eng nei a vill verspreichend Etapp vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun ze entaméieren. Duerfir kann ech, mat engem ofschléissende Merci un de Rapporteur vum Projet, lech den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee ginn.

Merci.

»» Plusieure voix - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Madame Mutsch. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet elo d'Wuert.

»» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de GECT oder och nach EVTZ am däitsche Sproochgebrauch, Europäischer Verbund Territorialer Zusammenarbeit, ass eng Initiativ vun der Kommissioun, a sécherlech ass den Hannergedanken, deen den Här Etgen opgeworf huet, dee vun enger territorialer Kohesioun an Europa. Déi territorial Kohesioun wäert en Objektiv gi vun Europa, vun der EU, wann de Lissabonner Vertrag a Kraaft wäert trieden, wat jo sécherlech net méi wäert ze laang daueren.

An ech si frou hei ee grouss Konsensus fonnt ze hunn, eng grouss Iwwerzeugung, dass de GECT eng besser juristeschen Basis fir d'Zesummenaarbecht - déi et an Europa gëtt iwwert d'Grenzen ewech -, e bessert Instrument ass wéi dat, wat mer elo de Moment hunn a wat scho laang am Gebrauch ass. D'Stéchwierder ware bis elo ëmmer, si si gefall, d'europäesch Kaderkonventioun vu Madrid, den Accord oder de Vertrag vu Karlsruhe, oder och nach de Benelux-Vertrag. Si waren am Fong geholl déi grouss, géif ech soen, international Statevertråg, déi dat Ganzt geregelt hunn. Hannendrun hung dann ëmmer entweder d'Formatioun vun engem Syndikat oder awer enger A.s.b.l., fir eben déi Objektiv ze realiséieren, déi ee sech ginn huet.

Objektiver, déi sech hei am Land kéinten esou résuméiere mat Kläranlagen op der Our, mat engem Syndikat - dee schon ugeschwat ginn ass vum Gilles Roth, vum Rapporteur, deem ech och Merci wëll soe fir säi gudde schrëftlechen a mündlechen Rapport, dee ganz exhaustiv a ganz ausféierlech war -, also de Syndikat Rosport-Ralingen fir eng Sportschal, dann d'Pompjeeskonventiounen zwëschen Mompech an hiren däitschen Nopere respektiv zu Reisdurf, a last but not least och nach de PED am Dräilännereck, do ëm Péiteng, wat och eng A.s.b.l. ass.

Dat sinn also Zesummenaarbechten, déi haut existéieren, an et muss ee ganz kloer soen, de GECT ass e groussen Avantage, well fir d'Alleréisch emol - dat ass a mengen Ae ganz wichteg - kënne State wierklech un esou engem Gremium deelhuele, wat haut net de Fall war, a grad an engem kleng Land wéi Lëtzebuerg, wat kleng ass, wou awer verschidde Kompetenze just beim Stat sinn a vläicht net bei de Gemenge sinn, a wou et an anere Länner jo nach Zwëschesstrukture gëtt wéi Regionnen, Departementer oder Sproochgemeinschaften.

Hei ass also d'Kompetenz beim Stat oder bei der Gemeng. Also ass et flott a wichteg, dass de Stat sech da kann engagéieren an iwwert d'Grenzen eraus mat den anere Partner zesummen eppes ënnerhuele. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss ervirsträichen.

Wat ganz wichteg ass, mengen ech, dat ass, dass dee gréissten Deel vun de Regele, déi applicabel sinn an engem GECT,

déi ginn am Fong geholl selwer iwwer e Règlement communautaire geregelt. Si si relativ prezis, ech géif soen zimlech prezis an och detailléiert. Si sinn uniform fir all Member. Dat ass wichteg, dat ass Transparenz, an nëmme dat Recht vum eenzelne Stat spillt bei verschidde Dispositiounen, wat och scho gesot ginn ass. Dat Recht spillt am Fong geholl wou de Siège ass. Wann de Siège a Frankräich ass, spillt en anert lokaalt Recht, wéi wann en zu Lëtzebuerg ass.

Wat ganz wichteg ass, a wat een zum Beispill bei A.s.b.l.en net huet, dat ass, dass de Mechanismus vum Contrôle vum GECT direkt iwwer e Reglement fixéiert gëtt, an deen existéiert. Eng A.s.b.l. zum Beispill: Ech kënnt mer schwéier virstellen, dass e Stat oder e Land kéint Member ginn an enger A.s.b.l. An engem GECT kann en et awer ginn.

Mir hunn natierlech e ganze Koup A.s.b.l.en an eisem Land, am Beräich vun der Kultur, vum Tourismus oder och vum Sozialen, mä do ass sécherlech kee Contrôle vun der Tutelle, et ass keng Hierarchie do, wéi se am Fong geholl an der Verfassung festgehale ginn ass oder festgehalten ass. Duerfir ass et scho gutt, dass et esou an déi hei Richtung geet. D'Cour des Comptes vu Lëtzebuerg an och d'Cour des Comptes aus Frankräich, déi schreien ähnelch, loosse mer soen, déi hunn eng ähnelch Approche wéi déi, déi ech elo hei verrieden, an zwar déi, dass ee sollt öffentlech Administratiounen net an A.s.b.l.e setzen, mä éischer dann iwwert de Wee vun engem GECT fueren.

De GECT huet nach e ganz grouss Virdeel, dat ass, dass een e kann ausbauen. Et ass e bësse wéi e Kostüm: Wann ee bäihëlt oder wëllt bäihuelen, da kann een e vergréisse. Dat geet mat deemselwechten Instrument. Dat ass sécherlech eppes Guddes, dat ass evolutiv. Et ass e weidere groussen Avantage, an, wat en och nach huet, wat aner Strukture vläicht net hunn, en huet och nach e Pouvoir adjudicateur, wat och eng gutt Saach ass.

Last but not least ass nach en Aspekt, deen haut nach net ugeschwat ginn ass, deen awer och ganz wichteg ass, wann een an der Region zesummeschafft, dat ass d'„gouvernance multiniveaux“, wéi se dat nennen. Dat heescht, et huet een ebe verschidde Partner, verschidde Niveauen, déi mussen matenee diskutéieren. An hei gëtt de GECT eis eben eng Méiglechkeet, fir op engem Niveau sech ze begéien an do dann zesummen ze diskutéieren. A mengen Aen ass dat en ideaalt Instrument, fir Politik an der Groussregion oder an de Regionnen ze maachen.

Wann een och do kuckt, wat et elo de Moment vu GECTe gëtt an Europa - ech hunn do nogekuckt bei dem Comité des Régions, déi hunn e Register iwwert d'GECT-Strukturen, deen ee kann um Site Internet nokuken -, deen éische GECT, dee gegrennt gouf, dat war an der Region Lille-Courtrai-Tournai. Dat ass ee GECT, deen ähnelch soll fonctionnéiere wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg wëlle kreéieren an der Groussregion. Da gëtt et zwou Strukturen zwëschen Spuenien a Portugal, et gëtt zwou Strukturen zwëschen Ungarn an der Slowakei, et gëtt eng aner Struktur nach zwëschen der Belsch a Frankräich, am Mëttelmeerraum gëtt et eng Struktur zwëschen Spuenien a Frankräich.

Et gëtt souguer e Statennetz op Basis vun engem GECT mat néng Staten. Dat ass also schon eppes relativ Grousses, wat anscheinend ganz gutt fonctionnéiert a ganz stabil ass. Néng Staten hat ech gesot: EU-Stat si Griichenland, Zypern, Italien a Frankräich, an Net-EU-Staten Türkei, Serbien, Albanien, Israel a Palästina. Déi bréngen et also fäerdeg, zesummeschaffend, wat eng flott Approche ass.

Gradesou, géif ech bal soen, ass dee wichtigste GECT, dee bis elo gegrennt ginn ass, dee vum Hôpital de Cerdagne. Dat ass eng Struktur zwëschen Frankräich a Spuenien, eng gemeinsam Gestiou, an déi wier net méiglech gewiescht ouni GECT. Dir gesitt also, dese Projet de loi, deen haut hei soll gestëmmt ginn, dee gëtt eis dann d'Méiglechkeet, eben deen an eisem nationale juristesche Regime ze applizéieren.

Et ass en technesch Gesetz. Personalfroe si flexibel. Ech hunn et scho gesot, Gemengen, Stat, Privat, alles ka matenee fonctionnéieren. D'Fonds structurels, déi fir déi nächst Period 2007-2013 verduebelt goufen, notament am Beräich vum Interreg, déi kënnen iwwert dëst Instrument verdeelt ginn, an d'Reaffektatioun mécht sech sécherlech méi licht iwwer e sougenannte GECT wéi vläicht iwwer e Stat.

Dir gesitt also, hei ass eppes Positives, wat sech haut hei deet, an ech géif gären zum

Schluss de Jan Olbrycht, de Rapporteur vum Europaparlament, zitieren, deen, wéi de Vote vum Règlement communautaire virgeholl ginn ass, deen dese GECT da kreéiert, Folgendes gesot huet: «Le GECT est un nouvel instrument, qui doit encore trouver sa place dans le cadre juridique de chaque État membre. Ce processus n'est ni rapide, ni simple, mais les bénéficiaires attendent devraient largement dépasser les investissements engagés pour les produire.» Dir gesitt also, wann een déi ganz Saach hei proaktiv ugeet, eng proaktiv Approche huet, dann ass dat sécherlech eng Chance fir eis Land an och eng Chance fir eis Region.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir hunn domat dese Projet ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Jo, da stëmmt nach, Här Klein!

(Interruptions)

Also, Här Klein, wa mer Är Stëmm dann nach derbäizieleen, dann ass de Projet de loi 5828 ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dem Här Mehlen seng och nach. Domat ass de Projet da mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5824 iwwert d'Sécherheet an den Zich. Den honorabelen Här Schreiner ass hei Rapporteur. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger, Braz a Gibéryen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

7. 5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

»» M. Roland Schreiner (*LSAP*), *rapporteur*. - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass de Welttag vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbechtsplaz, a gläichzäitig den internationalen an europäeschen Aktiounsdag vun de Gewerkschafte fir d'Sécherheet op der Eisebunn. Et trëfft sech also gutt, dass mer och haut hei an der Chamber iwwert d'Sécherheet op der Eisebunn an am öffentlechen Transport schwätzen, an dat gläich am Kader vun zwee verschidde Gesetzesprojeten.

D'Eisebunn ass dat sécherst Transportmëttel iwwerhaapt. D'Sécherheet - an do souwuel d'Betriebssecherheet wéi och d'Aarbechtssecherheet - ass eng Grondvoraussetzung fir hir Attraktivitéit, an duerfir mussen mer alles drusetzen, fir déi Sécherheet stänneg ofzesécheren a wa méiglech auszubauen.

Den éische Gesetzesprojekt, deen ech lech wëll am Numm vun der Transportkommissioun hei rapportéieren, ass de Projet de loi 5824 iwwert d'Schafung vun enger Eisebunnsverwaltung, mat deem mer d'europäesch Direktiv 2004/49 elo vollstänneg an nationaalt Recht ëmsetzen.

Dës Direktiv ass Bestanddeel vum sougenannten zweete Paquet ferroviaire an huet zum Zil, d'Sécherheitsbestëmmungen op den europäeschen Eisebunnen ze harmoniséieren. Zum Deel gouf dës Direktiv schon ëmgesat iwwert d'Gesetz vom 8. Mäerz 2002 iwwert d'Enquêtes techniques am Fall vun Accidenter oder schwéierwiegende Virfäll an de Beräicher vun der ziviler Luftfahrt an der Eisebunn, an och iwwer e Règlement grand-ducal vom 6. Juni 2003 an diesem Beräich.

Allerdéngs huet bei där Ëmsetzung nach ëmmer ee Volët gefeelt, obwuel d'Direktiv schon den 30. Abrëll 2006 hätt sollen transposéiert sinn. Mir hunn also zimlech genau dräi Joer Verspéidung. Mat der Kreatioun vun der Administration des Chemins de Fer, enger um juristeschen, organisationalen an décisionnellé Plang onofhängeger Instanz, déi sech mat alle Froen vun der Sécherheet am Eisebunnsberäich befasst an och de Relais spillt tëschen de verschidde Operateuren an dem Gestionnaire vun der Schinneninfrastruktur, schléisse mer dann elo definitiv de Krees. Mir hunn dann déi Direktiv och komplett ëmgesat.

Här President, wéi ech scho gesot hunn, dës Direktiv 2004/49 ass Bestanddeel vun sougenannten zweete Paquet ferroviaire. De Projet de loi steet also generell am Kontext vun der europawäiter Liberaliséierung bei den Eisebunnen.

Et sief drun erënnert, dass d'Europäesch Kommissioun grondsätzlech der Meenung ass, dass den Transport iwwert d'Schinn méi konkurrenzfähig ka si vis-à-vis vun aneren Transportmëttelen, virun allem vis-à-vis vum Stroosentransport, wann déi traditionell staatlech Monopole gebrach ginn an de Schinneverkéier op ass fir d'Konkurrenz. Zënter dem Ufank vun den 90er Jore gouf den Transport iwwert d'Schinn dofir schrëttweis liberaliséiert, ouni dass awer d'Theorie vun der Kommissioun bis haut déi vun hir erhofften Objektiv erreecht hätt.

Eng éischt Etapp war de sougenannte éische Paquet ferroviaire, deen ass dräi Direktive bestanen huet, déi den Accès zum gesamten europäesche Gidderverkéiersnetz geregelt hunn, eng Harmoniséierung vun de Bestëmmungen iwwert d'Lizenzen, déi all Eisebunnsgesellschaft muss virweisen, erbäigefouert huet, an e prezisen an transparente Kader geschaf huet, wat d'Allocation vun de Capacitéiten op der Schinneninfrastruktur an hir Tarificatioun ugeet, fir op déi Manéier en équitablem an net diskriminateschen Accès ze garantéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Prioritéit haten also dobäi Prinzipien, déi d'Wettbewerbsverzerrung sollte verhënnere an e fairen Zougank zum Schinnennetz fir all Konkurrente sollte sécherstellen, wat sech an der Verdeelung vun de Sillonen an der Tarificatioun erëmispigelt.

Den éische Paquet ferroviaire huet awer wéineg un de Sécherheitsbestëmmunge geännert. Dat huet sech dann am zweete Paquet ferroviaire, deen den 23. Januar

Mardi,
28 avril 2009

2002 vun der Europäescher Kommissioun presentéiert gouf, geännert. Och wann et hei nach ëmmer primär ëm d'Liberaliséierung am Beräich vum Fret an ëm d'Interoperabilitéit vum Schinnennetz goug, si komplementar zu de Moosnamen aus dem éischte Paquet elo och d'Regelen, wat d'Sécherheet ugeet, esou adaptéiert ginn, dass se an engem eenheetleche Marché vun der Eisebunn kënne fonctionnéieren.

Et bleift e Fait, dass an Europa, souwuel um technesche wéi och um juristesche Plang, ganz ënnerschiddlech Systemer bestinn an dass all Land traditionell aner Virschreften hat an huet, wat zum Beispill d'Homologation vum Matériel roulant oder d'Zertifikation vum Personal selwer ugeet.

D'Zil vun der Direktiv 2004/49, déi mer dann, wéi gesot, haut definitiv an dat nationaal Recht wëllen ëmsetzen, ass et deemno, d'Sécherheet beim schinnegebonnenen Transport weider ze verstärken a gläichzäitig transparent an harmoniséiert Prozeduren ze schafen, fir d'ëscht och ze garantéieren.

Si gesäit deemno ënner anerem eng Prozedur vir, fir d'Sécherheitszertifikaten ze verginn, déi all Gesellschaft muss hunn, fir an der Europäescher Unioun kënnen d'Zich iwwerhaupt fueren ze loosenen. D'nerwient muss awer och all eenzel Eisebunnsgesellschaft, déi d'Schinneninfrastruktur wëllt benotzen, hiren eegene Sécherheitssystem opbauen. Soss kann zum Beispill d'esen Zertifikat net ausgestallt ginn. Datselwecht gëllt dann och fir den Agrément de sécurité, deem de Gestionnaire vun der Infrastruktur vun d'esen onofhängeger Sécherheitsinstanz ausgehändegt kritt.

Den Objektiv ass also, héich Sécherheitsstandarden ze errechen. Duerfir muss all Eisebunnsgesellschaft, déi de Lëtzebuurger Réseau firt, déiselwecht Sécherheitsbestimmungen erfëllen.

All Land muss, wéi gesot, eng onofhängeg national Autoritéit designéieren, déi dat iwwerwaacht, genausou wéi en Organismus kreéieren, deem am Fall vun Accidenter oder schwéierwiegende Sécherheitsvorfäll d'Enquête mécht, wat mir jo och hei zu Lëtzebuerg scho gemaach hunn.

D'Zil vun d'esen Projet de loi ass et deemno, d'Sécherheet bei der Eisebunn am Aklang mat den europäeschen Normen ze verbesseren.

E wichtege Volet vun där Ëmsetzung a vun d'esen Projet de loi betrëfft awer och eng Partie vun organisatoresche Froen. Esou gëtt zum Beispill d'Roll vun deene verschidde Acteure vill méi prezis a ganz kloer definéiert. Dobäi gëtt kloergestallt eigentlech, wéi sech an Zukunft d'Responsabilitéit fir d'Anhale vun de Sécherheitsnormen tëschent der Entreprise, dem Opérateur also, deem d'Zich firt, deem d'Zich bedreift, an dem Gestionnaire vum Réseau, deem also fir d'Schinneninfrastruktur zoustänneg ass, verdeelt.

Si si gemeinsam gefuerdert, e System fir d'Gestüen vun der Sécherheet opzebauen, deem den europäeschen Normen entsprécht. D'Autorité nationale an deene jee weilege Länner muss dann de reglementäre Kader setzen an déi zwee aner Acteuren eigentlech dann iwwerwaachen.

D'Direktiv verlaangt, dass dat d'Aufgab vun enger onofhängeger Entitéit muss sinn, fir esou d'Anhalen an d'kontinuéierlecht Verbesserung vun de Sécherheitsstandarden ze garantéieren.

De Projet de loi proposéiert d'ofir d'Virgaben iwwert d'Schafe vun enger Administration des Chemins de Fer ze erfëllen, enger staatlecher Verwaltung, déi direkt dem Transportminister ënnersteet, esou wéi dat och zum Beispill scho bei der Direction de l'Aviation civile de Fall ass.

D'Administratioun, déi gëtt geleet vun engem Direkter a kritt entsprechend spezialiséiert Personal zur Hand, vu dass et sech hei ëm eng ganz technesch Matière handelt, wou ganz vill technesch Wëssen an och Know-how verlaangt ass, fir dat kënnen och dagdeeglech an der Praxis ëmzesetzen an ze applizéieren. Am Projet virgesi sinn: sechs Leit fir de reglementäre Volet, sechs Leit fir de Volet vun den Autorisatiounen, véier fir d'Zertifizéierung an d'Vergi vum Agrément an déi jee weileg Entreprisé respektiv un de Gestionnaire vum Réseau an zwou Persounen, déi sech ëm administrativ Aufgabe këmmere.

Dat ass eigentlech, wann een all déi Missiounen kuckt, déi d'esen Verwaltung elo zoufale, ganz sécher näischt ze vill. Et ass awer sécher eng richteg Zuel, fir emol unzekommen an dann ze kucken, wou een am Laf vun der Zäit hikënn, wann déi Missiounen méi prezis cadréiert sinn. Et sinn op alle Fall ganz villfälteg Aufgaben, och wich-

teg Aufgaben, well et hei ëm d'Sécherheet geet, déi déi nei Verwaltung ze erfëllen huet an déi vun deem Personal musse bewältigt kënne ginn.

Dobäi muss ee wëssen, wa mer vum Personal schwätzen, dass en Deel vun de Funktiounen, déi der neier Administratioun iwwerdroe ginn, am Moment nach vun den CFL an hirer Roll als Gestionnaire vum Réseau erfëllt ginn. Zu Lëtzebuerg bedeit dat, dass déi eenzeg Leit, déi eigentlech d'Fachkenntnisser an d'Erfahrung hunn, déi ee brauch, fir d'esen Aufgaben ze erfëllen, am Moment just bei den CFL schaffen.

D'Auteurs vum Projet de loi haten d'ofir am Ufank proposéiert, dass d'esen Leit kéinten un déi nei Administratioun détachéiert ginn, wou se géifen Hëllef weider Leit dann anzuschaffen; also d'Basiswëssen emol an déi nei Verwaltung eranzubringen, fir ze demarréieren. Déi Leit hätten da par après de Choix gehat, fir no enger gewëssener Zäit eng Décisioun kënnen ze huelen, ob se wëllt bei der Verwaltung bleiwen oder erëm bei d'CFL-Gesellschaft zrëckgoen.

De Statsrot huet dat awer ofgelehnt mam Argument, dass d'esen Leit dann awer net onofhängeg vis-à-vis vum Gestionnaire vum Réseau wieren, well se jo vun dohier kéimen, an dass d'Administratioun eigentlech juristesche liicht op deem Punkt dann ze attackéiere wier.

An der Transportkommissioun hu mer op deem Awand vum Statsrot och reagiert an och dunn de Minister gefrot, d'EU-Kommissioun ëm hiren Avis an d'esen Saach ze froen. Dat ass och geschitt. Mir kruten erkläert, dass d'Europäesch Kommissioun prinzipiell op déi strikt Onofhängegkeet géif halen, mä dass si eigentlech awer och Verständnis derfir hätt, dass zu Lëtzebuerg esou spezialiséiert Personal net einfach esou um fréie Marché disponibel wier.

Si ass deemno, no deene Reflexiounen, déi se gemaach huet, an an deem Courier, dee mer kritt hunn, dermat d'accord, dass déi nei Administratioun also d'Leit vun den CFL, déi deem Job haut maachen, iwwerhëlt. Si schléisst awer aus, dass d'esen Personal erëm zrëck bei sän aktuelle Patron ka goen.

An der Transportkommissioun ware mer der Meinung, dass ee mat d'esen Léisung kéint liewen, zemoos dat betreffend Personal - an dat hu mer an de Projet de loi och extra ageschriwwen - säi Statut behält a seng aarbechtsrechtlech Konditiounen déiselwecht bleiwe wéi dat beim viregte Patron de Fall war. Eigentlech war dat och déi eenzeg méiglech Kompromëssléisung, déi och vum Statsrot respektiv vun der Europäescher Kommissioun akzeptéiert gi wier.

Et bleift just ze hoffen, dass genuch Leit, déi haut deem Job bei den CFL maachen, sech bereet erklären, an déi nei Verwaltung erwerzewieselen, fir dass och d'Konditiounen geschaf sinn, fir dass déi Verwaltung och ka gutt outilléiert demarréieren.

Wat elo d'Répartitioun vun de Sillonen an d'Tarifcation fir d'Schinnennetz ugeet, dat ass en anere Punkt. D'esen Aufgaben, déi gi jo am Moment nach vun der sougenannter Cellule «accès réseau» innerhalb der Communauté des Transports wougerholl. Déi ginn un déi nei Administration des Chemins de Fer och transferéiert; wat jo och Sënn mécht a logesch ass. An der Praxis heescht dat och, dass déi véier Leit, déi elo fir déi Cellule «accès réseau» schaffen, och dann an déi nei Administratioun tel quel iwwerholl wäerte ginn.

Da wëll ech och ofschléissend nach soen, dass finanziell gesinn den Impakt vun deem neie Gesetz eigentlech relativ limitéiert ass. E beschränkt sech op déi reng Fonctionnementskäscht vun där neier Administratioun.

Ech wëll ganz zum Schluss vläicht nach eng kleng perséinlech Remarque maachen, déi ech, mengen ech, awer och kéint am Numm vun der Chamber maachen. Ech hunn d'ei nescht gesot, dass d'Sécherheet eng Conditio sine qua non ass fir eng attraktiv Eisebunn an en attraktiven öffentliche Transport. Mat der Ëmsetzung vun d'esen Direktiv passe mer eis elo den europäesche Virgaben an d'esen Beräich un.

Et ass awer wichteg, dass mer och weider hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgaben an deem Beräich maachen. D'ofir wëll ech einfach en Appel maachen, och just haut op dem Dag iwwert d'Sécherheet op der Eisebunn, un de Gestionnaire vun der Infrastruktur an un d'Opérateuren, fir an deem libéraliséierten Ëmfeld, wu mer evoluéieren, keng Moosnamen ze ergräifen, weder um technesche nach um personelle Plang, déi d'esen Sécherheet a Fro stellen. Nëmme esou kënne mer eis Objektiv an deem Beräich errechen.

Ech wëll dann d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu d'esen Projet de loi ginn an hoffen, dass déi aner Fraktiounen dat och maachen. Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, wéi ufanks den 90er Joren an Europa d'Liberaliséierungsbestriewungen am Beräich vun der Eisebunn ugaange sinn, war a ville Länner d'Begeescherung net grouss. Esou och net hei zu Lëtzebuerg. D'Haaptzil vun der EU-Kommissioun war et, d'Monopoler vun den nationalen Eisebunnsbedreier opzebriechen an extern Konkurrenz zouzelossen. D'esen Bestriewunge waren Objet vum éischte Paquet ferroviaire.

Fir d'Liberaliséierung an d'Schafe vun engem europäeschen Eisebunnsraum ze beschleunegen, huet d'Kommissioun ufanks 2002 en zweeten Eisebunnspackage virgeluecht. Och wa meeschtens nëmme iwwert déi negativ Auswirkung vum der Liberaliséierung geschwat gouf - an dat sinn der ganz vill -, esou huet den zweete Paquet ferroviaire, wéi iwwergens och schonns deen éischten, eng Rei vu Begleetmoosnamen ëmfaasst am Hibleck op d'Sécherheet an d'technesch Aspekter, wat sécherlech ze begreisse war.

D'Zil dovunner ass d'Harmoniséierung vun den nationalen Sécherheitsbestimmungen. Des Weidere soll d'Afféiere vun neien nationale Sécherheitsbestimmungen op e Mindestmoos beschränkt ginn. D'Interoperabilitéit vun den Eisebunnsystemer, déi jo eng méiglechst optimal technesch Harmoniséierung zielt, ass e weidere Punkt vum Package. Fir d'Sécherheet an d'Interoperabilitéit ze iwwerwaachen, ass d'europäesch Eisebunnsagentur gegrënt ginn.

Här President, de Projet de loi 5824 setzt d'Direktiv 2004/49 iwwert d'Sécherheet am Eisebunnsverkéier an nationaal Recht ëm. Et handelt sech hei ëm eng vun dräi Direktiven aus dem zweete Paquet ferroviaire, déi schonns den 30. Abrëll 2004 a Kraaft getrueden ass.

D'Haaptzil vun d'esen Direktiv ass d'Eisebunnsécherheet duerch onageschränkten Transparenz a Bezuch op déi bestehend Sécherheitsvirschreften ze verbesseren. Duerfir gëtt e Verfahre fir d'Ausstellung vun de Sécherheitsbestimmung festgeluecht, iwwert déi all Eisebunnsentreprise muss verfüegen, déi am europäesche Schinnennetz wëllt Zich bedreien.

Et handelt sech heibäi ëm sougenannte Sécherheitszertifikater, déi obligatoresch fir den Zougank musse sinn, fir an engem Memberstat vun der EU kënnen en Eisebunnsbetrieb ze bedreien. Haut ass et esou, dass nach vill Länner hir eegen nationale Sécherheitsbestimmungen hunn. Dat ass ganz kloer eng Barrière an der Entwécklung vun engem eenheetlechen europäeschen Eisebunnsystem. D'Zil muss et sinn, dass, wann een an engem Land eng Sécherheitsbeschäinegung kritt huet, déi och fir déi aner Länner valabel ass a vice versa.

Ausserdem gëtt et och Sënn vun enger méi héijer Sécherheet, méi eng grouss Prozedur ze hunn, dass mer iwwerall déiselwecht Sécherheet an allegeren déiselwecht technesch Viraussetzungen hunn, dass et net all kéiers zu Schwierigkeete kënn. Hei ass et elo d'Sécherheitsbestimmung; mir wëssen awer och nach, dass et Ënnerscheeder gëtt an de Stroumaarten an esou weider an esou fort. Mir kommen nëmme weider, wa mer et fäerdeg bréngen, an der ganzer Europäescher Unioun déiselwecht Schinnebreet, déiselwecht Stroumversuergung an och déiselwecht Sécherheitsbestimmungen ze hunn.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, op all Aspekt aus der Direktiv anzegoen an all eenzel Dispositioun ervirzepräichen, dat géif elo vill ze vill wäit féieren. Ech wëll dem Roland Schreiner Merci soe fir sän exzellente schréfftlechen a mëndleche Rapport.

Duerch d'esen Direktiv gi mer awer och gezwongen - an ech betounen, „gezwongen“ - , eng Administration des Chemins de Fer ze grënnen, déi dem Transportministère ënnerlääit. D'Fonctionen, déi d'esen Administratioun soll ausüben - de Roland Schreiner huet se erkläert -, ginn de Moment nach vun den CFL assuréiert. Duerch déi europäesch Gesetzgebung muss et awer elo zur Trennung kommen.

Mir si frou, dass déi Ausglidderung net zu Laaschte vum Personal geet. Leit, déi mat

ausgeglidert ginn, behalen nämlech hire Statut. Fir dass déi Administratioun hiren deelweis neie Missioun kann noگوen, ass och virgesinn, neit Personal anzustellen. Et handelt sech hei ëm ganz héich qualifizéiert Personal, wat elo do ass respektiv och wat muss agestallt ginn.

Ech wüllt an d'esen Kontext drun erënneren, dass et fir meng Fraktioun wichteg ass, fir dass mer weiderhin op motivéiert a gutt qualifizéiert Personal bei der Eisebunn kënnen zrëckgräifen. Ob et elo d'CFL, de Gestionnaire vun den Infrastrukturen oder déi nei Administration des Chemins de Fer ass, nëmme mat guddem Personal kënne mir an Zukunft d'Sécherheet vun der Lëtzebuurger Eisebunn an hire Clientë weider garantéieren a kontinuéierlech ausbauen.

D'ofir wëll ech och den Accord gi vu menger Fraktioun zu d'esen Projet de loi. Ech hoffen, dass mer domat e Bäitrag zu der Sécherheet am europäeschen Eisebunnsréseau geleescht hunn.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir sän ausféierleche mëndlechen a schréfftleche Bericht. Wéi schonns e puermol gesot, hu mer et hei mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem zweete Paquet ferroviaire ze dinn, wou et méi spezifesch inhaltlech ëm de Volet vun der Sécherheet geet, dee jo e ganz wichtege ass.

Mir wäerten haut de Mëtteg och nach an engem anere Projet - ech mengen, e steet als nächste he an der Rei - iwwer aner Aspekter vun der Sécherheet schwätzen. Hei bei d'esen Projet geet et haaptsächlech ëm d'Sécherheet vum Transportmëttel Zuch, also en tant que tel als Fortbewegungsmittel. Dat ass e ganz wichtege Aspekt am Beräich vum öffentliche Transport, well et ass jo och eng Basisverpflichtung, déi een engem Utilisateur muss kënnen ubidden, och aus Ursache vu Responsabilitéit.

Et ass awer och e ganz wichtege Aspekt a puncto Attraktivitéit vum öffentliche Transport, dee mer jo alleguerten och wëllen hei zu Lëtzebuerg förderen. Mir wësse jo, dat mer och hei zu Lëtzebuerg net verschout bleiwe vun deem engen oder aneren Incident. Ech mengen, jiddwieren huet wuel och nach deem trageschen Accident vun Zouffgen an Erënnerung.

Mir ënnerstëtzen also kloer d'Absichte vun der Direktiv, déi als Zil huet, d'Sécherheet vun der Eisebunn ze verbesseren, souwuel am europäesche Kontext wéi awer och hei zu Lëtzebuerg selwer.

Niewent dem Aspekt vun der Sécherheet gëtt et dann awer och nach mat deem virleienden Text e puer aner europäesch Virgaben a puncto Répartition des sillons. Ech hu versicht, do eng lëtzebuergesch Iwwersetzung ze fannen an op eemol hunn ech et opginn. D'esen hunn ech geduecht: Huel einfach dee franséschen Term. Den Ëmweltminister, dee weess da vläicht herno besser, wéi een dat kann am Fachjargon nennen, och als fréieren Eisebunner.

Da sinn aner EU-Dispositiounen am Beräich vun der Tarifcation, déi och dann hei ëmgesat ginn.

Bon, déi lescht Punkte si virun allem am Sënn vum oppenen europäesche Marché ze gesinn a solle kloerstellen, dat all Entreprise, déi am Ferroviaire aktiv ass an de Sécherheitszertifikaten oder -normen entsprécht, kann op de Lëtzebuurger Réseau kommen an do och kënnen net diskriminatesch Regele fir d'Tariffer virfannen. Ech wëll awer weider net op deem Aspekt agoen.

Et ass och esou, bis elo huet jo d'CFL, eis national Eisebunnsgesellschaft, all déi Fonctionen an enger juristescher an organisatiouneller Unitéit wougerholl, mä et ass kloer, dat mer also opgrond vun der Direktiv net méi kënnen esou an Zukunft weiderfueren, dat dat net méiglech ass. De Projet de loi huet d'ofir en nei Richtung ageschloen, fir déi verschidde Missiounen op

verschiede respektiv onofhängeg Organismen ze iwwerdroen. Eng Approche, déi och, mengen ech, vun der Eisebunnstripartite 2005 guttgeheescht ginn ass.

Duerfir gëtt also hei elo eng nei Verwaltung, eng nei Administration des Chemins de Fer geschaf, déi als staatlecht Organ déi néideg Onofhängegkeet zum Gestionnaire a Bedreiwum vum Zuchréseau soll hunn. Déi Verwaltung iwwerhëlt also souwuel Aufgabe vun der Sécherheet wéi awer dann och d'Veerdeelung vun de Sillonen an och déi ganz Gestiou vun der Tarificatioun.

Déi eng oder aner hu sech gefrot - och de Statsrot -, ob dat noutwendeg gewiescht wier, fir dofir extra eng ganz nei Verwaltung op d'Been ze setzen, an ob dat net zum Beispill hätt kënnen direkt an den Transportministère integréiert ginn ënner Form vu Kommissariater. Si hu sech och gefrot - de Statsrot -, ob d'Tarificatioun net zum Beispill kéint am Beräich vum IRL ugesiedelt ginn oder deem iwwerdroe kéint ginn.

Ech mengen, vu datt et hei jo awer wierklech ëm verwaltungstechnesch Aspekter geet, kënnen mer awer och déi Démarche vum Législateur deelen an déi Logik, wéi mer dat och an aneren Départementer hunn. Hei sinn et jo wierklech ganz spezifesch technesch Aspekter, déi hei musse gériert ginn.

En anere Punkt, dee méi speziell diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, war dee vum Personal fir dës Verwaltung. Sécherlech wëllt hei keen en administrative Waasserkapp opbauen. Et brauch een awer fir déi Verwaltung héich qualifizéiert an erfuerer Leit, déi d'Praxis kennen, déi d'Praxis genee kennen, an dat sinn nun eemol d'Leit, déi do bei den CFL schaffen, déi sech bis elo ëm déi Dossiere gekëmmert hunn an och déi néideg Kompetenze matbréngen.

Duerfir ass et och kloer, datt déi nei Verwaltung muss kënnen op déi Leit zréckgräifen. Duerfir ass et och richteg an eisen Aen, datt d'Agenten vun den CFL bei déi nei Verwaltung kënnen elo eriwuerwiesselen, et kënnen, och solle wa méiglech eriwuerwiesselen, datt se awer op där anerer Säit och net dierfen an hirer berufflecher Carrière désavantagéiert ginn. Och dozou war an der Kommissioun e Konsens ze fannen.

Um Ufank war virgesinn, fir datt déi Leit eventuell kéinte spéiderhin eng Kéier zréckwiesselen, zréck bei d'CFL, mä an där Logik vun der Direktiv, wou och eng absolut Neutralitéit vun dësem Organismus respektiv vun de Leit, déi do bei där neier Administratioun schaffen wäerten, verlaangt ass, ass dat du letztendlech net zréckbehale ginn.

Wa mer insgesamt déi Approche a Struktur vun enger Verwaltung kënnen deelen, wëllt ech dann nach eng Kéier kuerz och op d'Aufgaben oder déi grouss Missionen a Problemer am Kontext vun der Sécherheet zréckkommen.

Eng adequat Administratioun hunn, dat ass en Ufank, dat ass e wichtege Ufank, mä datt geet eleng net duer, fir d'Sécherheet an d'Praxis ëmzesetzen. Dat bréngt mech zum Punkt vun dem reglementäre Kader vun der Sécurité ferroviaire. Dat ass jo eent vun deene wichtegsten Uleisse vun deem Projet de loi.

Zum enge musse mer kucken, datt mer innerhalb vun eise lëtzebuergeschen Eisebunnréseau déi héchstméiglech Standarden ustriewen. Si mussen och homogen um ganze Réseau sinn, och wann zum Beispill aner Bedreiwum dës Infrastrukture benotzen.

An der Logik vun der europäescher Direktiv misst op där anerer Säit awer och eng perfekt Ofstëmmung mat de Standarden an deenen anere Länner a besonnesch mat eisen direkten Nopeschlänner Frankräich, Belsch an Däitschland ugestriift a garantiert ginn. Dat ass jo besonnesch wichteg, well mer e klengt Land sinn an och e kleng Réseau hunn a well mer virun allem ganz vill Verbindunge mat deene verschiddenen, net nëmme mat enger, mä mat deene verschiddene Grenzregiounen hunn. An do gëtt et, dat wësse mer allegueren zum Deel, nach aner Standarden, aner - ech soen emol - Technologien am Beräich vun der Sécherheet, wat sécherlech net deem Ganzen dénglech ass.

Ech wëll dorun erënneren, datt 2006 e Protokoll ënnerschriwwen ginn ass zwëschen

der EU-Kommissioun an dem europäeschen Eisebunnsecteur, deen eng progressiv Aféierung vum ERTMS, dem „European Rail Traffic Management System“, als Objektiv huet, dat wëllt heeschen en eenheetleche Signalisatiounssystem op allen Zich. Effektiv hate mer deemools, ech soen elo 2006 - wéi ech nogesicht hunn, hunn ech dat ermönglicht mat deenen Datumen a vläicht ass et do schonn déi eng oder aner Evolutioun ginn -, nach ronn 20 verschidde Systemer am Beräich vun der Sécherheet an Europa fonctionnéieren. Ech hoffen, datt et haut e bësse besser ginn ass, mä vläicht kann de Minister herno do Opschluss ginn.

Och waren dofir am Budget vun der Kommissioun 250 Milliounen Euro virgesinn, fir do déi eng oder aner Adaptatioun, eng méi homogen Kultur am Beräich vun der Sécherheet op eise Schinnen an Europa kënnen ze realiséieren.

Duerfir och meng konkret Froen zum Schluss un de Minister doriwwer, wéi wäit mer mat der Ëmstellung op esou e System hei zu Lëtzebuerg sinn. Striewe mer deen effektiv un oder gi mer awer en anere Wee?

An och, inwiefern hu mer hei zu Lëtzebuerg eventuell do vun deem europäesche Budget vun deenen 250 Milliounen an iergendenger Hिसicht scho profitéiert oder dorobber zréckgegraff?

Ech wier frou, wann de Minister do kéint dann op déi Fro kuerz Äntwerte ginn.

Zum Schluss wëll ech awer dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet eraginn, mat der Erwaardung, datt mer hei dann och effektiv Jalonë geluecht hunn, fir eng effikass Sécherheet op eise Schinne kënnen ëmzesetzen, an datt mer ni méi an Zukunft wäerten en Zoufittgen hunn.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Da géife mer den honorabelen Här Braz lauschteren.

Den Här Braz ass net do. Dann ass den Tour um Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll et vun eiser Säit aus ganz kuerz maachen. Ech wëll dem Kolleg Roland Schreiner Merci soe fir säin explizite Rapport. Ech mengen, nodeems de Kolleg Schreiner hei dës Projet an allen Detailler wierklech gutt virgestallt huet, bleift net méi vill dozou ze soen. Dat, wat nach ze soe war, hu meng Virriedner gemaach, sou datt mer eis kënnen kuerzfaassen, an ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Da lauschiere mer den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och Félicitatiounen un de Rapporteur fir den explizite Rapport. Nodeem dass déi Experten hei virdrun, déi jo allegueren all Dag mam Zuch fueren, dat Meescht gesot hunn, wëll ech mech da ganz kuerzfaassen.

Ech kennen de Problem an den Zich, well ech zimlech oft mam Zuch fueren. Ech kennen och de Problem, wéi déi Leit, d'Kontrolleren, an den Zich mussen oppassen an ëmmer méi Angscht kréien, fir do matzefueren, a sech och versichen ofzesécheren. Ech fannen et och ganz positiv, dass elo effektiv eng legal Ofsécherung kënn.

Mä ech stelle mer just déi eng oder déi aner Fro, rechtlech Fro. Dat ass, ob et wierklech an der Zoustännegkeet vun engem Ministère läit, fir kënnen d'Leit ze suspendéieren, dass se net méi däreft mam Zuch fueren, oder ob do net eis Geriichter zoustänneg sinn.

Ech mengen, den Här Minister soll...

(Interruptions)

» **Une voix.** - Dat ass deen nächste Projekt.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Sinn ech schonn ze wäit?

» **Une voix.** - Jo!

(Interruptions)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Da kommen ech nach eng Kéier erm.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Et ass also nëmme opgeschubt. Da kënn

den Här Transportminister Lucien Lux un d'Rei.

(Hilarité)

» **Une voix.** - Du has zwar dee richtege Minister getraff, awer dat war och alles.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Här Minister, Dir hutt d'Wuert zum Projet.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass esou vill vu Sécherheet elo geschwat ginn, dass dat do wierklech ze entschëllegen ass.

Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, fir kuerz virun allem der Kommissioun an hirem President a Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, et kann een net soen, dass mer schnell geschafft hunn, well de Retard, dee mer geholl hunn, dach relativ grouss ass. Mir sinn allerdéngs net eleng an deem Boot.

Mir si jo och zum Deel an deem Fall hei e bësse bewusst Retardatairen, well mer all déi Joren an der Fro vun der Liberaliséierung eng Attitud ageholl hunn, déi dach awer eng Attitud - wéi soll ee soen? - eng skeptesch war, zum Deel och eng, déi an deenen einzelne Conseilen och all Kéier versicht huet, besonnesch während eiser Présidence dorop hinzeweisen, dass dach net alles Gold ass, wat glänzt, an dass deen Défi vun der Kommissioun vun der Liberaliséierung, deen déi grouss Verheißung géif bedeite fir d'Eisebunnen, déi d'Parts de marché fir d'Eisebunn par rapport zu der Strooss ganz dättelech géif änneren, net ëmmer esou gelaf ass.

Ech ka mech dorun erënneren, dass mer an der Présidence vun der Kommissioun oft verlaangt hunn, dach awer emol mat de Memberlänner eng seriö Evaluatioun ze maache vum Bilan vun der Liberaliséierung. Géint esou een Exercice huet sech d'Kommissioun allerdéngs all Kéier verwiert. Si huet zwar selwer Bilanë virgeluecht, déi awer all Kéier - mengen ech - dann och e bëssen - loosse mer soen - gefierft ware vun den Auteurs, déi natierlech déi ganz Liberaliséierung als eppes dohinnergestallt hunn, wat éischer favorabel wär fir d'Entwécklung vun den Eisebunnen.

Elo kann een näischt dergéint hunn, dass mer schaffen en engem europäeschen Netz. Déi dräi Virriedner hu jo och dättelech gemaach, dass dat eng vun de Froen ass, un déi ee muss erugeen: gemeinsam Sécherheitssystemer, gemeinsame Management vun deene Systemer - wéi de leschte Riedner et nach eng Kéier gesot huet -, gemeinsam och ze kucken, dass déi technesch Donnéeë stëmmen a puncto Stroum an an allen anere Punkten, déi fir d'Eisebunn wichteg sinn.

Ech mengen, dass mer an der Tripartite - an doriwwer hu mer jo e puermol hei diskutéiert - d'Geleeënheet fonnt hunn, fir e gudden Équilibre ze fannen tëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet, fir déi Öffnung vun de Schinnennetze matzemaachen. D'CFL-Cargo ass jo ouni Zweifel och e Succès, och wann ech mer bewosst sinn, an dat ass déi aner Säit vun der Medail, dass dat eng ganz schmuelt Gratwanderung ass, fir dee Wiessel ze maachen engersäits an der Fro vun de Statute vun deene Leit, déi do schaffen, mä och, dass ee muss oppassen, dass een net an eng total Privatiséierungslogik an deementsprechend och Profitlogik erakënn, well een da ganz gär e Bradage mécht vu Sécherheitssystemer. Ech mengen, dat wëlle mer net hunn.

Mir sinn hei ganz pragmatisch drugang. Den Här Berger huet nach eng Kéier dorop higewisen, dass déi Décisioun, an d'Richtung vun enger Verwaltung ze goen, och deem entsprécht, wat mer am Tripartitesaccord zréckbehale hunn, wou mer jo och de Choix ILR oder aner Choixen diskutéiert hunn, déi awer net zréckbehale hunn. Ech mengen, dass déi pragmatisch Attitud, déi mer elo geholl hu vis-à-vis vum Personal, och eng gutt ass, fir ze setzen op d'Kompetenz, op d'Erfahrung vun deene Leit vun der Bunn, mat deem klengen aschneidenden Element, deen d'Kommissioun eis eben duerch d'Indépendance ocroyéiert huet, fir dass eben den Aller vun deene Leit méiglech ass, mä keen Allerretour méiglech ass. Vu dass de Statut an all déi aner Saachen awer kloer bleiwen, mengen ech, ass dat u sech kee Problem.

Ech wëllt just nach op ee Punkt hiweisen. Mir hu gesot, den éischte Paquet ferroviaire, den zweete Paquet ferroviaire wär elo ofgeschloss. Ech mengen, et sollt ee sech elo och lues a lues préparéieren op eng Ronn, déi ee muss dréinen iwwert den drëtten Paquet ferroviaire. Ech mengen, mir hu jo do

zwei Joer en Ausstand kritt, bis 2012. Ech denken awer, dass et am spéiden Hierscht vun dësem Joer d'Geleeënheet soll sinn, fir zesumme mat allen Acteuren dann och ze kucken, wéi een un dat doten erugeet, fréi genuch, fir dass een net elo onbedéngt waart bis den allerleschte Moment, fir sech Gedanken ze maachen.

Et gëtt um Niveau vun den CFL Diskussiounen scho mat de Partneren an den Netzer ronderëm, fir ze kucken, wat fir eng Initiativen ee gemeinsam kéint huelen. Dat ass mat Däitschland zum Beispill de Fall. Mä ech mengen, och déi politesch Diskussioun sollt ee fréi genuch huelen.

Ech wëll zum Schluss och nach dem Här Berger soen, dass ech engersäits nokuken, wou mer an der Ëmsetzung vun dem Systemmanagement dru sinn. Mir hunn elo keng Zuelen, fir him kënnen ze nennen, wat d'Bedeelung vun den CFL ubelaangt. Mä ech wäert him déi norechen.

Bei der Fro vun der Répartition des sillons ass mer näischt Besseres agefall wéi Verdeelung vu Streckendeeler, wann dat duergeet als lëtzebuergesch Iwwersetzung. Ech mengen, dat ass alles dat, wat ech do fonnt hunn.

Merci.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass dann d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5824. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5824¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. Fin du vote. De Projet de loi 5824 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

(Interruption)

Domadder ass en da mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmmen an och kenger Enthaltung ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glésener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Basseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zum Projet de loi 5710 iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roland Schreiner. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger, den Här Gibéryen...

» **Une voix.** - An den Här Jaerling.

(Hilarité et interruption)

» **M. le Président.** - ...an den Här Jaerling. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

Mardi,
28 avril 2009

8. 5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

» **M. Roland Schreiner** (LSAP), rapporteur - Villmoos Merci, Hâr President. Hâr Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5710, dee mer haut - ech hunn et d'éinescht scho gesot - um Weltdag vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht an um internationalen Aktiounsdag fir d'Sécherheet op der Eisebunn hei diskutieren, an deen ech lech am Numm vun der Transportkommission hei wëll rapportieren, soll dozou bäidroen, fir e ganz gravé Problem, deen an eiser Gesellschaft schonn zënter Jore besteet an zusehends schlimmer gétt an deen och a besonnesch am öffentliche Transport zum Ausdröck kënn, an de Grëff ze kréien.

Ëmmer erëm musse mer Noriichten zur Kenntnis huele vun Aggressiounen op Reesender am öffentliche Transport, oder dass e Buschauffer oder e Member vum Zuchbegleedpersonal an der Ausübung vu sengem Beruff iwwerfall a verletzt gétt.

Ufank Abrëll gouf e Buschauffer zu Saulnes bei Lonkech regelrecht an en Hannerhalt gelacket an ouni ersiichtleche Grond brutal iwwerfall. Physesche Attacken, bei deenen d'Personal vun öffentliche Transportmëttelen verletzt gétt, sinn awer nëmmen d'Spëtzt vum Aisbierg. Heefeg gi se beleidegt oder bedroht, ouni dergéint eppes kënnen konkret ze ënnerhuelen.

De Risiko erhéicht sech, wa se hir Aarbecht maachen, andeem se probéieren, eenzel Usagere vum öffentliche Transport dovun ze iwwerzeegen, sech u grondleeënd Regeln ze halen. Dozou gehéiert, dass an öffentliche Transportmëttelen net därfer gefëmmt ginn oder dass een d'Sëtzer net opschlitzten därfer oder dass een net iwwert der Fahrt zur Belüftungsklapp därfer erausklammen, fir um Daach vum Bus ze surfen. Fäll, déi et alleguer scho gi sinn an déi méi heefeg sinn, wéi een et an der Zeitung ka liesen a wéi ee géif mengen.

Schonn zënter dem 1. Januar 2005 gi Statistiken iwwer physesche a verbal Attacken a Vandalismus an öffentliche Transportmëttelen gefouert. Et gétt Formulären, déi d'Personal soll ausfüllen, wann et esou e Virfall wëllt mellen.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire Enn 2006 hat den Transportminister erkläert, dass dës Formulären an der Praxis haaptsächlech vum CFL-Personal ausgefüllt ginn, seele vun TICE-, AVL- oder RGTR-Personal.

Deene Statistiken no respektiv den Donnéeën vun der Police no géif de Problem och net méi schlëm ginn. Beim Personal selwer schéngt d'Perceptioun awer an der Realitéit eng ganz aner ze sinn. Dat beweist also, dass d'Donkelziffer vill méi héich ass, wéi d'Statistiken dat ausweisen, wann een deem ka Glawe schenken, wat d'Personal engem erzielt. Zumindest gong dat aus enger Ëmfro ervir, déi deemools vun enger Gewerkschaft bei hire Memberen zu deem Thema gemaach ginn ass, woubäi een alerdéngs muss soen, dass dobäi och Taxichauffere befrot goufen.

Do hate 65% vun deene Gefrote geäntwert, si wiere schonn eng Kéier vun engem Client aggresséiert ginn. Een Drëttel vun hinne gouf Affere vu kierperlecher Gewalt; 90% hu sech schonn emol Beleedigungen oder Drohung missen gefale loosse; 40% goufe schonn emol beklaut; 69% hu Problemer mat Vandalismus erlieft. Et gesäit een also, dass dat Prozentzuele sinn, déi immens héich sinn an déi ganz alarmant sinn a fir Besuergnis musse suergen.

Interessanterweis haten awer dräi Véierel vun de Beträffenen net d'Gefill, dass hire Patron hinne géif de Réck stäipen. 64% hunn déi Virfäll net gemellt, an ongeféier déiselwecht Zuel vu Beträffenen hunn deemools de Formulär vun Ministère iwwerhaapt net kennt. Et kann een natierlech hoffen, dass zumindest dës lescht Situatioun sech entre-temps verbessert huet. Mä et

bleift, dass et sécher eng Donkelziffer bei Fäll vun Aggressiounen a Vandalismus gétt an dass de Problem méi grouss ass, wéi d'Statistiken dat ausweisen.

Dat ass och d'Zeeche vun enger gewëssener Resignation an dëser Fro beim Personal, dat d'Gefill wierklech net lassgëtt, net wierklech eppes kënnen géint esou Problemer ze maachen, an net genuch geschützt géint esou Akten ass. An der Ëmfro deemools haten déi Beträffenen och virun allem méi repressiv Moyene gefuerdert, fir kënnen wierksam géint dee Fléau do virzegoen. Méi streng Strofe fir Vandalen a Gewalttäter, méi Kontrollen a méi Polizeipräsenz waren d'Aussoen, déi deemools an der Ëmfro am Vierdergrond stoungen.

Eent ass op alle Fall kloer: Wa mer wëllen en attraktiven öffentliche Transport organisieren, da muss mer e virun allem och am Intéret vun den Usageren an och am Intéret vum Personal sécurisieren.

De Projet de loi, dee mer elo haut hei virleien hunn, probéiert wéinstens zum Deel, an an engem ganz grouss Mooss, mengen ech, eng Verbesserung vun der Situatioun erbäizeféieren. Och wann een natierlech weess, dass et an der Praxis ganz schwéier ass, Gewalttätegekeiten oder aner Forme vun onsozialem Verhalen ze verhënneren. Dat ass net nëmme wichteg, fir d'Sécherheet an d'Aarbechtskonditiounen vum Personal am öffentliche Transport ze garantieren, mä och fir de Confort fir all d'Utilisateuren ze erhalen an esou d'Attraktivitéit vum öffentliche Transport héichzehalen.

D'Sécherheet an den öffentliche Transportmëttel gétt am Moment nach iwwer eng Rei vu Gesetzer geregelt, déi der Situatioun an der Praxis net méi gerecht ginn. Dozou gehéieren d'Gesetz vun 1859 iwwert d'Police des chemins de fer, d'Gesetz vun 1965 iwwert den Transport routier oder och méi rezent d'Gesetz vun 2004 iwwert den öffentliche Transport.

Zum Deel widersprieche sech och verschidden Dispositiounen vun deene verschiddenen Texter. Zum Deel enthalen si och Lacunen, déi et net méiglech maachen, de Problem effikass unzuzoen. Sou falen zum Beispill den TICE an den AVL net an de Champ d'application vum Gesetz vun 2004. Et sinn an deem Gesetz awer och keng Sanktiounen virgesinn, wann ee sech zum Beispill weigert, sech auszuweisen. Sou dass déi Mesuren, déi am Gesetz vun 2004 stinn, an der Praxis eigentlech net wierklech gräifen.

Dat neit Gesetz, wat mer haut hei elo solle stëmmen, soll déi bestehend Dispositiounen aus deene verschiddene Gesetzer harmoniséieren, Ongereimtheeten ofschafen a Mängel behiewen, déi an der Praxis derfir suergen, dass een ongestrooft dervukënn, wann een d'Personal vun öffentliche Verkéiersmëttelen aggresséiert oder mutwëllig Schued mécht, deen d'Öffentlechkeet zesummegerechent all Joers ganz vill Sue kascht.

Dat neit Gesetz soll fir e korrekt Behuelen a Sécherheet an allen öffentliche Transportmëttelen hei am Land suergen. Dat Gesetz géllt awer net nëmmen am Zuch oder am Bus, mä et géllt och an de Garen an op deene verschiddene Busarrëten, déi mer am Land aménagéiert hunn.

Um Niveau vum Personal selwer mécht de Projet de loi en Ënnerscheid tëschent zwou Kategorien, an zwar de sougenannten, wéi et am Gesetz steet, Agents de service an den Agents agréés.

Als Agent de service sinn all déi Leit bezeechent, déi am wäiteste Sënn vum Wuert am öffentliche Transport beschäftegt sinn, wéi zum Beispill d'Buschaufferen, d'Kontrollieren, d'Zuchbegleeder, d'Personal an de Guicheten oder déi, déi fir d'Uerdnung an d'Sécherheet an deem Beräich ze suergen hunn, an déi och susceptibel si fir souwuel Affere wéi och Zeie vun engem Incident am öffentliche Transport ze ginn.

Dat ass also e ganz weide Begrëff, deen e groussen Deel vum Personal, dat beschäftegt ass an engem vun deenen Entrepreneuren, aschleissst. Déi Agenten hu jidderzäit d'Recht, d'Leit opzefuerderen, sech un d'Gesetz respektiv u spezifesch Regeln ze halen. An och wann et net ausdrécklech am Gesetz steet, hu si och natierlech d'Recht, d'Billjeeë vun de Leit, déi jo e Kontrakt tëschent dem Usager an dem Opérateur, der Entreprise duerstellen, ze kontrollieren.

De Statsrot hat an deemem Kontext kloer gestallt, dass dat net misst eigentlech am Gesetz stoen, well dat zu den normale Bedéngunge gehéiert an der Relatioun tëschent dem Client vum öffentliche Transport an der respektiver Transportgesellschaft. D'Agents de service hunn d'Recht, d'Leit, déi sech net un d'Regelen halen, opzefuerderen, de Bus oder den Zuch ze verloo-

sen, d'Gare oder den Arrêt ze verlooosen oder sech fernzehalen. Dat fir eng Dauer vu bis zu zwou Stonnen.

Niewent den Agents de service, déi also éischter limitéiert Attributiounen hunn, ginn et dann awer och nach déi sougenannten Agents agréés. Dat ass Personal, dat ënnert dem öffentliche Statut schafft, eng speziell Formatioun muss maachen an en Eed muss ofleeën, fir kënnen den Agrément vum Ministère, fir déi Roll kënnen ze spillen, ze kréien. Si hu genauso wéi d'Beamte vun der Police an och der Douane d'Recht, am Kader vun deemem Gesetz de Leit hir Identitéit ze iwwerpräieren. D'Attributiounen ginn also e Stéck méi wäit, wéi dat bei deenen aneren Agenten de Fall ass.

Et bleift awer, dass och an Zukunft just d'Beamte vun der Police an der Douane d'Leit kënnen forcieren, e Bus, en Zuch, eng Gare oder en Arrêt ze verlooosen. Alerdéngs sinn och géint déi Leit Sanktiounen virgesinn, déi engem Rappel à l'ordre vum Beamten net wëlle Rechnung droen a sech weigern, aus dem Bus oder dem Zuch ze klammen. An onofhängeg dovunner, wat fir een Agent den Usager opfuerdert, de Bus oder den Zuch ze verlooosen, kann et bis zu 250 Euro kaschten, wann ee sech net drun hält an der Opfuerderung net nokënn.

Déiselwecht Strof géllt fir een, deen engem agréierten Agent, deen dozou habilitéiert ass, net d'Carte d'identité wëllt weisen oder sech net wëllt ausweisen.

An eenzelne Fäll kann och de Minister e Verbuuet ausschwätze fir déi Utilisateuren, déi besonnesch negativ opgefall sinn. Dee Verbuuet, den öffentliche Transport ze benotzen, ka bis zu engem Joer daueren a gétt vum Minister vu Fall zu Fall festgeluecht. Den Utilisateur huet natierlech do och d'Recht, fir seng Deklaratiounen dozou ofzeginn. Wie sech net un dëst Verbuuet hält, riskéiert eng Geldstraf da vu bis zu 500 Euro.

Bei méi klenge Virfäll kann d'Stof direkt iwwert den Avertissement taxé geregelt ginn, wann de Schëllegen asiichteg ass. D'Police mécht dogéint e Procès-verbal, wann et em méi seriö Virfäll wéi zum Beispill Kierperverletzung geet, oder de Schëllege sech weigert, den Avertissement taxé ze bezuelen oder net an den Délaie bezilt, oder och wann de Beschëllegte mannrjähreg ass.

Op Wonsch vum Statsrot hu missen eng Rei Adaptatiounen un deem initialen Text gemaach ginn, fir juristesche kohärent ze sinn. Dozou zielt och en ausdréckleche Verweis op d'Gesetz vun 1912 iwwert de Jugendschutz.

Et ass e Fait, dass de Vandalismus an den öffentliche Transportmëttel, och eng Rei vu méi klengen Uerdnungswiddregkeeten zum Deel vu Jugendlechen ausgeet, déi nach mannrjähreg sinn. Dat gétt nach verstärkt doduerch, dass Mannrjähreger kee Führerschäin hunn an zum Deel méi staark den öffentliche Transport benotze wéi aner Leit, wéi Erwuessener zum Beispill.

Et ass also wichteg sécherzestellen, dass och am Fall vun enger Infraktioun am Kader vun deemem Gesetz Mannrjähreger net op déiselwecht Manéier responsabel kënnen gemaach gi wéi Erwuessener, an dat am Accord mam Jugendschutzgesetz.

Nieft deemem Punkt war de Statsrot dann och nach virun allem besuergt, dass d'Rollen an d'Aufgaben tëschent der Police, der Douane an deenen zwou verschiddenen Zorte vun Agente misste kloer getrennt an definéiert sinn. D'Transportkommission huet hei d'Proposen an d'Recommandatiounen vum Statsrot dann och wäitgehend uegholl an am Gesetz festgehalen.

Voilà, Hâr President, ech mengen domadder hätt ech alles beschriwwen, wat am Gesetz steet a wat zu deemem Gesetz ze soen ass. Am Résumé wëll ech soen, dass mer mat deemem Projet de loi d'Voraussetzung schafen, fir eisen öffentliche Transport souwuel fir d'Benotzer wéi fir d'Personal méi sécher ze maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Instrumenter, déi mer hei schafen, wesentlech zu enger Verbesserung vun där momentan onhaltbarer Situatioun wäerte féieren. An deem Sënn solle mer dann och vläicht higoen an no engem Joer Ufzäit e Bilan zéien a kucken, ob a wéi déi verschiddene Moossnamen, déi hei elo iwwert d'Gesetz virgeschriwwen ginn, an der Praxis gräifen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wier frou, Hâr President, wann dese Projet de loi d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen fanne kéint. Ech ginn op alle Fall am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu deemem Projet de loi an ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Hâr Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Hâr Spautz.

Discussion générale

» **M. Marc Spautz** (CSV) - Hâr President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, dee Projet, wou mer eis beschäftegen, geet em d'Sécherheet vun de Passagéier a vum Personal an den Zich an an de Bussen. Net méi spéit wéi haut de Moien hunn d'Transportgewerkschaften manifestéiert op der Gare a si hunn nach eng Kéier drun erënnert, dass muss Stopp si mat der Gewalt géint d'Personal an den Zich an och an de Bussen.

Ech mengen, et ass wichteg, dass dofir dee Projet komm ass, an de Roland Schreiner, deem ech wëll Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, ass och op déi eenzel Positionen agaan.

Mä et geet net elo eleng duer, dass mer e Strofekatalog verabschieden an dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech ze wieren. Et ass awer och wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen - an do weess ech, dass et schwéier ass fir deen eenzelne Busfuere oder Zuchfuere fir ze soen -, dass mer et fäerdeg bréngen, dass d'Leit emol erëm méi ziviliséiert sinn an dass de Vandalismus, souwuel géint d'Material wéi och géint d'Personal a géint de Passagéier, Einhalt gebuede kritt.

An do mengen ech, dat ass eng Aufgab, déi net onbedéngt eleng op den Transportunternehmer bleift, an och net, wa mer elo de verschiddenen Agenten d'Méiglechkeet ginn, do anzeschreiten.

Mä do ass och nach ëmmer de Besoin an d'Hëllef vun der Police, vun de Sécherheitskräfte gefuerdert, an do spillt och d'Éducatioun am Allgemengen eng ganz grouss Roll, well wa verschiddene Leit déi elementar Regeln net méi kennen, wéi ee sech behält, an dass ee Material, wat engem net gehéiert, net därfer futtimaachen, sou wäerte mer dat och net eleng mat deemem Projet de loi kënnen réckgäנגeg maachen.

Och wann ze begrëssen ass, dass no engem Joer soll eng Analys gemaach ginn. Mä domadder ass et nach net onbedéngt ëmmer an de Käpp ukomm, well et wäerten och nach ëmmer där Hallefstaarker do sinn, déi mengen, dass et herno och nach e Ranking gétt, wien dann am meeschten erwéscht ginn ass a wien am meeschte gestrooft ginn ass.

Et ass och wichteg, an de Roland Schreiner huet et ënnerstrach gehat, mir wëssen, wat alles vu Vandalismus geschitt an deene Betriber vum öffentleche-rechtlichen Déngscht, ob dat elo TICE ass, ob dat Busser vun der Stad Lëtzebuerg sinn, ob dat den Zuch ass oder ob dat bei den CFL-Bussen ass. Mä bei deem, wat am private Beräich lass ass, iwwert déi Betriber, déi iwwer RGTR mat dem Ministère konventionéiert sinn, wat fir eng Akten do alles geschéien, dass do d'Chaufferen oft méi zréckhalend sinn, fir déi Meldungen an déi Plainten ze maachen, well do och nach aner Ängschte verbonne sinn.

Dofir wär et och wichteg, dass de Minister och géif do mat de Bedriewer aus dem Privatsektor Récksprooch huelen, dass et och wichteg ass, dass och an deene Bussen déi Saachen all zur Uwendung kommen, wa se fir den RGTR ënnerwee sinn, well och déi Chauffieren hunn heiansdo Ängschtgefillen an déi hunn heiansdo och oft Ängscht dat ze mellen oder sech ze wieren, well se da fäerten, dass och Répercussione vun hirer Sait aus, vun hirem Patron kënnen gemaach ginn.

Mä mir mussen allegueren zesammen dergéint virgoen, fir deene kriminelle Leit, déi do an deenen Zich an an deene Bussen dee Vandalismus bedriewen, och Einhalt ze bidden. An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Hâr Spautz. Elo kënn den Hâr Berger. Hâr Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir den öffentliche Transport méi attraktiv ze maachen, muss mer méi Offere schaffen, muss mer besser Horaires hunn, a gewéinlech gétt och drop higewisen, dass mer mussen och méi e grouse Confort an eise öffentliche Transport hunn. Deem kann een nëmmen zoustëmmen. Zum Confort an de Bussen an an den Zich gehiert sécher och, dass de Passagéier an och d'Personal sech a Sécherheet fillen, a Sécherheet kënnen reesen, net aggresséiert ginn an dass och eben d'Personal mat där néideger Autoritéit ka seng Aarbecht maachen.

Och Lëtzebuerg ass keng Insel an och hei am Land héiert een déi eng oder aner Kéier vun Aggressiounen, Iwwerfäll oder soss verbal oder physisch Belästegungen am Zuch an am Bus. Bon, et liest een net ëmmer vun esou Zwétschfäll an der Press, mä et muss een awer wëssen, dass vläicht net vun all esou Incidenté bericht gétt. An unni elo wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen an dat elo vläicht ze vill héichzespillen, muss een awer einfach wëssen, dass mer och hei zu Lëtzebuerg déi eng oder aner där Fäll hunn.

Déi Phenomeener si sécherlech an anere Länner méi gravéierend. Besonnesch a Frankräich kenne mer dat jo, wou an de leschte Joren dat eng relativ grouss Envergiure kritt huet, besonnesch am Metro, wou et och dann zum Deel zu ganz brutalen Aggressiounen kënnt. An dat huet jo och dann zum Deel zu Streike vum Personal gefouert, dat huet och zu ganz spezifische Mesuren do gefouert, Reaktiounen, wéi dass dann natierlech eng verstärkter Präsenz vu regelrechte Patrouillé vum de Forces de l'ordre am Zuch ass, dass Kameraen installéiert gi sinn an esou weider.

Hei zu Lëtzebuerg kéint ee soen, dass vläicht ëm d'Joer 2005 e gewëssenen Héichpunkt erreicht war respektiv dass do méi där Fäll ze verzeche waren, wouropshi jo dann och de Comité „Sécurité dans les transports“ eng Rei Propositionne gemaach huet, déi dann och an dem Projet de loi hei schlussendlech hiren Nidderschlag fonnt hunn, vun deenen Aggressiounen, ob et elo verbalen sinn, wat, mengen ech, dee gréissten Deel vun deenen Aggressiounen ass, mä déi awer och kënnen physisch sinn.

Do sinn zum engen d'Leit, also d'Reesender oder d'Passagéier, concernéiert, mä ganz oft, oder besonnesch oft d'Personal, haaptsächlech d'Kontrolleren an d'Chaufferen, well déi jo mussen oder sollen intervenéieren, wann en anere Passagéier belästegt gétt oder wann eben ee sech net esou behält, wéi e soll, wann e säin Ticket net huet an esou weider.

Et ass kloer, dass dat och eng Aufgab ass vum Stat, fir sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir all d'Leit ze schützen viru Gewalt, ob dat am öffentliche Transport ass oder op anere Plazen.

Wéi wëlle mer dann elo hei zu Lëtzebuerg dee spezifische Problem ugoen? Bon, mir gi sécherlech net esou wäit, an dat ass och richtig, wéi eis franséisch Noperen, wou jo eben, wéi ech gesot hunn, dee Problem eng ganz aner Envergiure huet.

Bei deem virleiende Projet hei zu Lëtzebuerg ginn emol op där enger Säit d'Regelen harmoniséiert, déi scho kënnen ugewannt ginn. Mir hunn also an der Vergaangenheet schonn déi eng oder aner Dispositione gehat. Elo soll dass da bei all den Opérateuren ugewannt ginn; CFL, RGTR, TICE an d'Autobussen aus der Stad Lëtzebuerg. Mir betrieden also hei net komplett Neiland.

Och wann den Akzent hei bei deem Gesetzesprojet éischter op Repressioun geleecht ass, soll een awer net vergiessen, trotzdeem, dass een och weiderhi soll all Moyenn vum der Preventioun ausschöpfen, dass heescht Sensibilisatiounscampagné lancéieren, op där aner Säit och bei der Ausbildung vum Personal, besonnesch a Richtung Konfliktmanagement kucken, do déi eng oder aner Coursen ze ginn.

D'Agents de service, dat heescht d'Chaufferen an d'Kontrolleren, déi de Gros vum Personal jo ausmaachen, sollen also hei - wéi soll ech soen? - méi Pouvoir kréieren, oder et gétt prezisiéiert, dass se d'Recht hunn, en Delinquent, e Störenfried, egal wéi mer se wëllen nennen, opzefuerderen, sech uer-

dentlech ze behuelen, oder se och kënnen ze expulséieren aus dem öffentliche Transport.

Ech muss och hei soen: Ech ka mer virstellen, dass an der Vergaangenheet dat net aneschtens war, wéinstens an der Praxis, dass do och déi Leit intervenéiert sinn an dass eben dann och do schonn dat konnt ugewannt ginn. Andeems mer also elo awer dat expressis verbis an e Gesetz aschreiweden, dem Personal dat Recht ginn, solle se méi Autoritéit kréieren, sech och formal kënnen op déi Autoritéit beruffen, fir dass se da kënnen méi respektéiert ginn, wat natierlech awer herno muss um Terrain dann nach sech beweisen. Zumools well jo awer och am Endeffekt am Gesetz keng prezis, kloer Opléschung ass vun all deenen Injonctiounen, déi se kënnen maachen.

Sécherlech wäert et och am Eeschtfall, souwuel an der Vergaangenheet wéi och an Zukunft, nach ëmmer dat Bescht sinn, wa wierklech e schlëmme Virfall ass, dass een do awer direkt d'Police rifft, fir dass déi kënnen intervenéieren.

Bon, de Projet gesäit och vir, dass dann Agents agréés d'Recht kënnen kréieren, fir d'Leit opzefuerderen, sech auszeweisen, oder se eben och dann aus dem Zuch oder Bus ze setzen. Hei bleiwen e puer Froenzechen opstoen: Wéi sollen déi Agenten da genau agesat ginn? Wéi vill sollen der zum Asaz kommen?

Well ech wëll hei nämlech eng Klamer opmaachen: Mir hunn an anere Kontexter vun enger Reform vun den Agents municipaux scho geschwat, dass déi solle méi Kompetenze kréieren, an en Argument, wat jo ëmmer do invoquéiert ginn ass, fir dass déi Reform net virukéint, ass dat, dass eben hei net soll eng zweet Police, eng gewësse Police soll opgebaut oder kreéiert ginn. Da muss een also kucken, wann dat also do en Argument ass, firwat dat net hei en Argument war, well mer jo hei awer dann éischter an déi Richtung ginn, Agenten ze kréieren, déi e gewëssenen, géif ech emol soen, Pouvoir de police hunn.

Och de Statsrot huet dorobber higewisen, dass et hei zu verschiddene juristeschen Inkohärenze ka kommen. Bon, dat gesot, ech mengen d'Ziler hei si sécherlech löblich, an d'Praxis muss eben dann nach weisen, ob mer déi Ziler och kënnen errechen.

De Rapporteur, deem ech nach net Merci gesot hat fir seng gutt Aarbecht, da wëll ech dat och nach maachen, huet och virgeschloen, fir eben dann no engem Joer de Bilan ze maachen. An ech mengen, mir kënnen dat natierlech och ënnerstëtzen, an ech wëllt hei och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet erabrénge.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Da kennt den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleg Roland Schreiner, wéi scho bei deemem Projet virdrun, Merci soen. Ech mengen, hien huet als Fachmann vum Secteur, kann ee roueg soen, hei de Rapporteur ervirbruecht. An deem, wat e souwuel am schrëttleche wéi méndleche Rapport gemaach huet, ass am Prinzip och näischt bäizéugen, wat direkt de Projet ubelaangt.

Dee Projet, dee mer hei maachen, geet ëm d'Sécherheet am öffentliche Transport. An et ass scho richtig, dass mer deen och grad verbanne mat deemem Dag, dem Welttag vun der Sécherheet op den Aarbechtsplazen.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Et ass elo leider traureg, dass mer e gesellschaftleche Problem hunn, deem ëmmer méi ëm sech gräift, wou mer Attacke feststellen. Net nëmmen an öffentliche Gebaier, net nëmmen an öffentliche Transport, mä am Alldeeglechen, mengen ech, héiere mer aus den Noriichten, dass mer Attacken tëschent Jugendlechen oder anere Leit kréien, déi leider zouhuelen, och an eiser Gesellschaft.

Et ass also e Gesellschaftsproblem, dee mer hunn, wou mer eis alleguer mussen de Kapp zerbréchen, wat een net eleng, mengen ech, därp op déi Problemer limitéieren, déi mer hei am öffentliche Transport hunn.

Et sinn Attacken an deemem Zesammenhang, déi éischters a Richtung Vandalismus ginn, dass vill Saachen onnëtz futti gemaach ginn. Et sinn awer net nëmmen verbal Attacken, mä et sinn och kierperlech Attacken. Ech mengen, dat hält leider zou, an do si mer alleguer gefuerdert.

Et ass sécherlech schwéier fir déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, fir d'Zuchperso-

nal. Ech denken och a virun allem un d'Chauffeuren, déi mat de Bussen ënnerwee sinn, déi dacks eleng sinn am Bus mat Leit, wou se sech da schwéier mussen doen, fir sech do kënnen ze wieren, an nach vill méi engem grouse Risiko an enger Gefor ausgesat sinn, wéi wa méi Leit derbäi sinn a méi Personal derbäi ass.

Virun allem déi, déi oft nuets ënnerwee sinn, an déi, wéi gesot, eleng ënnerwee sinn. Do muss ee wahrscheinlech och eng Kéier dozou kommen, dass ee muss bei de Buschauffeur eng zweet Persoun, wa mer et net an de Grëff kréieren, bäiginn, fir hir Sécherheet och nuets ze garantéieren. Wat traureg wier, mä ech mengen, mir hunn awer och eng Verpflichtung, fir eben de Leit, déi an deem Secteur schaffen, eng Garantie op hir perséinlech Sécherheet ze ginn.

D'Gefor ass awer net nëmmen wat d'Personal ubelaangt, et gétt se och vis-à-vis vun deenen anere Passagéier. Ech mengen, mir alleguer si bestreift, fir den öffentliche Transport méi attraktiv ze maachen, fir e méi interessant ze maachen, an an deene leschte Joren ass jo och d'Zuel vun de Leit, déi den öffentliche Transport benotzen, relativ rapid an d'Luucht gaangen. Ech mengen, mir sinn all bestreift, fir och an deenen nächste Joren déi Zuel nach weider auszubauen.

Esou ee Faktor wéi deen heiten, en Onsécherheetsfaktor fir déi Leit, déi matfueren, d'Passagéier, ass natierlech e Réckschlag an där Richtung. Ech mengen, fir all Ménsch, dee mam öffentliche Transport fiert, hu mer eng verdammt Flicht, ze versichen him e Maximum u Sécherheet ze ginn, dem Personal an dem Passagéier, dee mat dem öffentliche Transport matfiert. Well wa mer dat net realiséieren, an dat héiert een och heiansdo vu verschiddene Leit, déi soen: „Ech fueren net méi mam Zuch, well ech fäerten, well ech do ebe verbal oder physisch attackéiert ginn.“ Duerfir ass et eis verdammt Flicht, fir de Leit eben déi Garantie ze ginn.

Et ass net einfach, ebe well dat sech net op eng kuerz Plaz limitéiert. En Zuch ka grouss sinn, et sinn d'Garen, et si Bussen, et ass also eng riseg Fläch, wou déi Attacken do kënnen méiglech sinn, a fir dat wierklech flächendeckend kënnen ze kontrolléieren, ass keng einfach Saach. An och, wann esou Situatiounen antrieden, wësse mer, dass dat net einfach ass, well déi Leit, déi jo an där doter Phas sinn, si jo net bequem, a wa se verbal Attacke maachen, wa se physisch Attacke maachen, wa se Vandalismus maachen, da si se selbstverständlech och an där Atmosphär fir géint déi Leit virzegoen, déi dann e Recht hunn, fir ze kontrolléieren a fir Uerdnung an dem öffentliche Transport ze suergen.

Duerfir ass dat heite Gesetz eiser Meinung no e gutt Gesetz, well et an déi richtig Richtung geet, fir eben deene Leit, deenen Agents de service méi eng gesetzleche Basis ze ginn, fir dass do ka reagiert ginn, agéiert ginn, och wa mer wëssen, dass mat deemem Gesetz sécherlech net alles wäert zu 100% wicteg sinn. Wicteg ass awer och, dass d'Personal, wat do ass, richtig geschoult gétt.

Et ass net einfach, fir mat Leit, déi an enger Situatioun sinn, wou se ebe Vandalismus maachen, wou se d'Leit attackéieren, fir mat deene Gesellen émzegoen. Dass ass net esou einfach. Duerfir mengen ech ass et och wicteg, dass dat Personal, wat mer do asetzen, richtig geschoult gétt, wéi een an esou Situatiounen mat deenen émgeet. An et ass och wicteg, dass mer genuch Leit an deemem Beräich hunn, fir ebe fir Uerdnung an dem öffentliche Transport ze suergen.

Dat gesot, Här President, géif ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu deemem Gesetz brénge.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Virdu wollt ech emol eng Kéier schnell sinn, elo ass dat och nach schifgaangen, mä ech wëll awer d'Wichtigkeet vun deemem Projet och begréissen.

Ech wëll awer, wéi ech scho virdu gesot hunn, och e puer rechtlech Bedenken abréngen, ob et effektiv den Agent agréé - et gétt nämlech en Ennerscheid zwëschent Pabeiere kontrolléieren an een aus dem Zuch eraussetzen -, wou ech einfach der Meinung sinn, dass dat awer éischter misst der Police hir Aufgab bleiwen.

Éischters emol, well déi Leit net dofir geschoult sinn, esou dass ech awer éischter géif mengen, dass misst drop zrëckgegraff ginn, wann et Konfliktsituatiounen gétt, dass

awer d'Police soll direkt ageschalt ginn, fir dass déi déi Beamte schützen, well se net geschoult si fir esou Situatiounen entgéintzewierken.

Et bleift awer nach eng Fro op, an dat ass déi vun den Iwwerwaachungskameraen. Déi Fro bleift op, ob een déi net awer soll geziilt asetzen an den Zich, an de Bussen, besonnesch wat de Vandalismus ubelaangt. Well wa Vandalismus geschitt, da geschitt dat heemlech, da geschitt dat jo net öffentliche. Wann do Iwwerwaachungskamerae sinn, fir déi Situatiounen ze iwwerwaachen, a selbstverständlech därferen déi dann nëmmen agesat ginn am Fall wou eng Infraktioun geschitt, därfer se nëmmen gekuckt ginn. Si därferen awer net fir aner Zwecker benotzt ginn.

Ech mengen, et ass ëmmer eng Problemdiskussioun, wann ee vun Iwwerwaachungskamerae schwätzt. Mä hei, wann een all Dag mam Zuch fiert, da gesäit een, wat fir en deiert Material een do zur Verfügung gestallt kritt, an dass dat Material awer soll respektéiert ginn. Ech mengen, et gétt wierklech komfortabel Zich, déi mer elo am Moment hunn, besonnesch déi nei, déi mer elo bäikritt hunn, och wann d'Dieren heiansdo net op an zou ginn, mä dat ass en technesche Problem.

An deen anere Problem, vun deem mer schwätzen, vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaz bei der Bunn an och beim öffentliche Transport, esou wëll ech awer och vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaz vun deene Leit schwätzen, déi mam Zuch fueren. Well do ass nämlech e Problem, dass et ëmmer méi oft virkëint, dass d'Zich ze spéit fortfueren, ze spéit ukommen, dass da Leit ze spéit op hir Aarbecht kommen, an dass dat ka Konsequenze kréien och op hir Aarbechtsplazen.

Ech mengen, do missten awer och méi Efforté gemaach ginn, wat d'Pünktlechkeet vun den Zich ubelaangt. Et misst sech och iwwerluecht ginn, vu Säite vun der Regierung, dass, wann d'Leit ze spéit op hir Aarbecht kommen, se da missten entschiedegt ginn, grad wéi an anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland oder an der Belsch, wou et Méiglechkeete gétt, fir déi Leit ze entschiedegen, wa se ze spéit op hir Aarbecht kommen. Oder zumindest eng Méiglechkeet schaffen, dass se kënnen an de Garen en Zertifikat kréien, wann d'Zich ze spéit kommen, wann et net hir Schold ass. Ech mengen, dat wier och schonn e Schrëtt an d'Richtung vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaz vun de Leit, déi mat den Zich fueren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

► **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Léif Kolleeginnen a Kollegen, e puer Remarque zu deem, wat nach virdrun an deem Débat iwwer dat Gesetz zur Grënnung vun der Administration des Chemins de Fer gesot ginn ass. De Kolleg Eugène Berger hat mech gefrot gehat am Zesammenhang mam Systemmanagement. An der Tëschenzäit hunn ech mech schlaugemaach, dass dee Management sech aus zwee Deeler zesummesetzt.

Do ass dann een Deel, dee méi berühmten ETCS-Sécherheitssystem, mat derbäi, an och een Deel, deen iwwer Mobiltéléfone geet. Bei deenen zwee Beräicher ass d'Lëtzebuergereisebunn natierlech mat derbäi. Am ETCS, wou eise Budget bei 23 Milliounen Euro läit, kréie mer aus deem Kuch, deen do zu Bréissel läit, 50% vu Bréissel bäigeluecht. Ech mengen, dass ass eng Äntwert nach op eng Fro vu virdrun.

Zu deemem Projet hei wëll ech zwee Mercië soen, engersäits un de Kolleg Roland Schreiner fir seng Aarbecht hei, awer virun allem och un d'Sozialpartner, déi am Rumm vun engem Groupe de travail am Ministère lang an deeser Aarbecht matgeholfen hunn an och hir Meinung do abruecht hunn. Souwuel d'CFL selwer wéi och d'Gewerkschaften an hir Delegéierten, déi um Terrain an beschte wëssen a mat spieren, wéi grouss de Problem oft ass.

Et ass wicteg haut nach eng Kéier ze soen, dass engersäits den öffentliche Transport natierlech iwwerall op der Welt e bëssen deen Nimbus huet vun enger ganz populärer Plaz, mat allem, wat dat u Positivem, u Convivialitéit an u sozialem Liewe mat sech bréngt. Mä natierlech generéiert en och vill vun de Problemer, déi an eiser Gesellschaft u sozialer Ausgrenzung an u ganz anere Problemer sinn.

Ech mengen, dass mer zwee Messagé mussen gläichzäiteg soen. Deen een ass deen, dass den öffentliche Transport keng „zone de non-droit“ därp sinn an därp ginn, an dass mer alles mussen maache fir

déi Leit, déi do schaffen, ob et Zuchbegleeder sinn, ob et Mécanicien, Chauffeuren oder wat ëmmer sinn, dass mer mat alle Méiglechkeeten, déi mer hunn, hannert hinne mussen stoen, fir dass se kënnen an uerdentleche Konditiounen, ouni brauchen Angscht ze hunn, hir Aarbecht verrichten.

Gläichzäiteg ass natierlech besonnesch a Krisenzäiten, déi mer kennen, Augmentatioun vu Chômage, och ze soen, dass mer gläichzäiteg och eng Politik am breede Sënn mussen maachen, fir sozial Ausgrenzungen ze verhënneren. An do, mengen ech, dat muss een hei de Mëtteg soen, ass den öffentliche Transport weder schëlleg un all deene Problemer, déi mer dobaussen kennen an der Gesellschaft, nach ass en outilléiert fir dorobber, op all déi Froen, am Horizontalen gekuckt, eng Äntwert kënnen ze ginn.

Do ass d'Famill gefuerdert, do ass d'Schoul gefuerdert. Do sinn, mengen ech, ganz vill Acteure gefuerdert, a virun allem ass gefuerdert, och am soziale Beräich, eng Politik, déi verhënner, dass et Isolatioun gëtt, an dass et Leit gëtt, déi wierklech ganz grouss Problemer mat ronderëmschleefen a sech dann op eng Aart a Weis austoben, déi net akzeptabel ass, a wou d'Gesetz a sengem Mooss och Méiglechkeete gëtt, Moyenné gëtt, fir dorobber kënnen ze äntwerten. Och wann ee weess - an ech mengen, dat ass bal vun all Riedner gesot ginn -, dass och esou e Gesetz, och Paragraphe mat Sécherheet net wäerte wéi e Coup de baguette magique all Problemer aus de Féiss bréngen. Dofir, mengen ech, ass vill méi néideg.

Ech wëll och nach ee Punkt soen, fir op déi lescht Joren zréckzekucken. Wa mer an e puer Woche wäerten déi nei Kontrakter ënnerschreibe mat der Eisebunn als Stat fir e Contrat de service public fir déi nächst Joren, da mengen ech, dass ee vun de wichtige Punkte wäert dee sinn, och festzustellen, dass déi Politik, déi mer gemengt hunn déi richtig ze sinn, fir iwwerall d'Personal vun de Garen a vun de Quaien an aus den Zich éischer zréckzezéien an eng Eisebunn oder iwwerhaapt en öffentliche Transport dohinnezerstellen, dee kee Gesiicht huet, definitiv net déi richtig Politik war.

Ech mengen, dass et an deenen neie Kontrakter noutwendeg ass, dass mer net nëmme mussen déi grouss infrastrukturell Investitiounen kucken, mä dass mer och eng grouss Suerg an deenen nächste Jore mussen ginn, ech géif bal soen, der Feinmotorik, andeem mer derfir suergen, dass an de Garen, op de Quaien et Leit gëtt, déi net nëmme dofir do si fir Billjeeën ze kontrolléieren oder fir Recht an Uerdnung ze suergen, mä déi einfach och Service-Provider, wéi dat haut op Lëtzebuergesch heescht, sinn, fir de Leit ze hëllefen, d'Leit ze informéieren, ze beroden, hinnen e Gefill vu Sécherheet ze ginn.

Ech mengen, dat sinn déi beschte Kameraen. Kamerae si vläicht noutwendeg, an dat maache mer jo och op der Eisebunn, souwuel an den Zich wéi op de Quaien. Mä déi beschte Kamerae sinn déi Leit, déi dorëmmer präsent sinn an déi kënnen hëllefen d'Attraktivitéit och nach ze verbesseren. Et ass jiddefalls, mengen ech, dee Wee, dee mer mussen maachen.

Ech wëll zum Schluss just nach soen, dass mer an der Fro vun de Verbueten haut déi Méiglechkeet jo schonn hunn, fir een aus dem öffentliche Transport - wéi soll ech soen - erauszekomplimentéieren duerch en offizielle Verbuet. Ech wëll soen, dass ech an dëser Legislaturperiode Gott sei Dank nëmme eng Kéier vun där Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn. Mä déi Méiglechkeet brauch een. Wann hannedru keng Sanktioun besteet, da sinn déi Leit um Terrain och relativ schlecht drun. Wa se net mat enger gewëssener Autoritéit, och mat der Autoritéit vun der Sanktioun kënnen optrieden, dann hëlleft dat net ganz vill.

Zweetens wëll ech soen, ech hat et schonn ugedeit: Mir praktizéieren op der Eisebunn natierlech och d'Iwwerwachungskameraen an den Zich an och dobaussen. Dat huet iwwerregens dozou gefouert, dass bei deem ganz schlëmmen an dramateschen Incident, dee mer op der Héicht vun Hollerech haten - bei deem Ugrëff vun enger Persoun am Zuch mat Feier -, zwar den Incident net verhënner ginn ass, leider Gottes, mä dass awer d'Kamerae wéinstens derfir gesuergt hunn, dass d'Enquête relativ einfach war, well déi Biller och ganz genau retracéiert hunn, wat am Zuch geschitt ass. Mir hunn natierlech derfir gesuergt, och op der Eisebunn, dass déi Kamerae mat allen Autorisatiounen, wéi se vu staatelecher Säit gefuerdert sinn, och ausgeriicht sinn.

Zu dem leschte Punkt, déi Bemierkung vum Här Jaerling, wëll ech soen, dass d'Eisebunn grouss Efforté mécht bei der Ponctua-

litéit. Ech wäert him déi lescht Zuele ginn, well mir loossen eis nämlech do vun enger onofhängeger Institutioon kontrolléieren a mir kréien och periodesch doriwier eng Zensur ausgestallt. Déi Zensur gesäit am Verglach - dat ass net onbedéngt gesot, dass mer dann nach ganz gutt sinn -, mä am Verglach zu deenen aneren Opérateuren an den Nopeschlänner sti mer do mat engem héijen Undeel vun Zich, déi pünktlech fueren. Mä, wéi gesot, et muss den Usproch sinn, fir all Dag derfir ze suergen.

Et féiert natierlech dozou, dass - wann ee kuckt an deene leschte Joren, wéi vill Zich a wéi vill Takt derbäikomm sinn, wéi vill och um Niveau vu Fracht derbäikomm ass bei der CFL-Cargo - mer en Netz hunn, wat vu Joer zu Joer méi belaascht ass a wat deementsprechend natierlech och bei deem kengsten Incident dozou féiert, dass hannedru eng Ketterreaktioun dozou féiert, dass mer Onpünktlechkeete kréien. Dat muss ee verhënneren.

Virun allem probéiere mer mat deem Gesetz hei e Stéck vu Sécherheet an den öffentliche Transport eranzekréien. De Roland Schreiner huet am Ufank un Recht gesot - ech mengen, domat soll een och ophalen -, den Usagere solle mer soen, dass den öffentliche Transport sécher ass an dass se roueg an a Rou kënnen dovu Gebrauch maachen. D'Tatsaach - den Här Gybrien huet et ugedeit gehat -, dass mer an deene leschte véier Joer jo d'Zuel vun den Usagere ëm 20% an d'Luucht gesat hunn, weist, dass dat Vertrauen och do ass, an dorunner solle mer schaffen.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. Et feelt nach ee Vote. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss. De Projet de loi 5710 ass eestëmme mat 59 Jo-Stëmmen uegoll.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet de loi iwwert de SIGRE. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Negri. Ageschriwwen sinn: den Här Clement, den Här Wagner, den Här Kox an den Här Mehlen.

9. 5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Rapport de la Commission de l'Environnement

» M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, SIGRE steet fir Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach. De SIGRE verschafft also den Haushaltsmüll, de Sperrmüll an ähnleche Müll vu 25 Gemengen aus dem Oste vum Land op der Décharge am sougenannte Muertendall, direkt niewent der Autobunn vun der Stad Lëtzebuerg op Waaserbëll, un der Sortie Fluessweller, a läit op dem gemeinsamen Terrain vun de Gemenge Betzder a Gréiwemaacher.

Den Objet vum Gesetz vun haut ass, dem Offallsyndikat SIGRE 9.207.607 Euro staatelech Subsidien aus dem Fonds pour la protection de l'environnement zoukommen ze loossen. De Moment brauche mer nach ab engem Montant vu méi wéi 7,5 Milliounen Euro e Gesetz, fir Statsgelder ze dépenséieren. Ab der nächster Woche wäert dëse Montant jo op 40 Milliounen an d'Luucht goen, wa mer dat entspreichend Gesetz behandelien.

Här President, éier ech op den Detail vum Projet de loi vun haut iwwert de SIGRE ze schwätze kommen, wëll ech fir d'éischt op déi allgemeng Hausmüll/Offall-Situatioun hei zu Lëtzebuerg agoen. D'Gestioun vum Haushaltsmüll ass am Gesetz vum 17. Juni 1994 geregelt. D'Haaptobjektiver sinn: éischtens, d'Preventioun an d'Reduktioun vu Müll, zweetens, d'Valorisierung vun Müll duerch Recycling, an drëtzens, d'Eliminatioun vun deem Müll, den net méi ka valoriséiert ginn.

Dëse leschten drëtten Punkt vun der Eliminatioun vun Reschthausmüll geschitt hei zu Lëtzebuerg an dräi interkommunale Syndikater: éischtens d'SIDOR-Verbrennungsanlage zu Leideleng, zweetens de SIDEC, en interkommunale Syndikat vu 55 Gemengen aus der Region Dikrech, Ettelbréck a Colmar-Bierg mat der Décharge um Fridhaff bei Dikrech, an drëtzens dann de SIGRE.

Den neie SIDOR-Projet de loi hate mer jo den 30. Abrëll 2008 hei an der Chamber gestëmmt.

De SIDEC funktionnéiert mat enger mechanischer Virbehandlung, a seng maximal Exploitatioun ka bis zum Joer 2020 goen. Hei gëtt, zesumme mam Ëmweltminister, no aneren Eliminatiounsméiglechkeete gesicht. Ervirsträiche wëll ech déi gutt Zesummenaarbecht ënnert deenen dräi Syndikater, déi sech géigesäiteg hëllefe bei Enkpass.

Här President, den Offallsyndikat SIGRE am Muertendall ass den 28. Februar 1974 iwwer en Arrêté grand-ducal instituéiert ginn an ass den 1. Januar 1979 a Betrib gaangen. De SIGRE sammelt hautdësdags de Müll vu 25 Gemengen am Oste vum Land. Dat sinn: Bech, Bäerdref, Betzder, Biwer, Bus, Biermereng, Konsdref, Duelem, Lechternach, Fluessweller, Gréiwemaacher, Jonglënster, Lellgen, Manternach, Mäertert, Mompech, Mondorf, Réimech, Rouspert, Schengen, Stadriedemes, Waldbëll, Waldbriedemes, Wellesteen a Wuermeldeng.

D'Décharge vum Muertendall ass vun 1979 bis 1991 vum SIGRE-Syndikat géréiert an exploitéiert ginn. Den Offall ass um natierleche Buedem ofgelagert ginn, nodeems dass den Terrain ofgeholzt gi war an de gudde Buedem décapéiert gouf.

Et gëtt estiméiert, dass bis 1991 350.000 m³ Hausmüll, Sperrmüll an Déchet-inerten um SIGRE deponéiert goufen. Am Dezember 1991 ass et zu engem Brand op der Deponie Muertendall komm, an d'Gemeng Betzder huet d'Deponie zoumaache gelooss. 1992 ass de Betrib erëm deemoools deelweis opgeholl ginn. Tëschent 1992 an 2003 sinn am Ganzen 289.808 Tonne Müll um SIGRE deponéiert ginn.

De SIGRE huet hautdësdags eng maximal Opnahmecapacitéit u Müll vu 40.000 Tonne pro Joer opgrond vu sengen technesche Méiglechkeeten. Opgrond vu Berechnunge vum respektive Ingenieursbüro läit de Gesamtvolumen, den nach um SIGRE an Zukunft deponéiert ka ginn, bei 1.201.000 m³.

Wann een dervun ausheet, dass 25.000 Tonnen Offall an Zukunft an der Moyenne pro Joer ufalen, da kënn een nom Bureau d'études, den eng Moyenne vu 26.100 Tonne pro Joer estiméiert huet, op weider 46 Joer Exploitatiounsjoren.

Wann een des Weideren dervun ausheet, dass an Zukunft nach méi recycléiert ka ginn an domat manner Offall ze traitéieren ass, da kann een de Moment vun enger prévisibler Exploitatiounszäit am Muertendall vun nach méi wéi 50 Joer, also bis zum Joer 2060 ausgoen. Dat ass nach ganz laang, an domat ass et vu grousser Importenz, dass elo déi richteg technesche an administrativ Mesurë geholl ginn, fir dass dës Perspektiv och esou kann agehale ginn.

De Site Muertendall huet eng Gesamtfäch vu 14,05 ha, wouvun 11,10 ha fir déi direkt Offaloflagerung zur Verfügung stinn. D'Décharge ass opgebaut op enger Basisofdichtungsmass, kombinéiert mat engem separate Kollektorfwaassersystem fir Schmutzwaasser a Reewaasser.

D'Décharge ass ausserdeem mat Gascapeteuren équipéiert, fir de Gas, dee sech duerch de Stockage iwwerenee vum Offall bilt, ze récupéieren. Hei ass säit Ufank 2009 e BHKW, e Blockheizkraaftwierk a Betrib, dat et erlaabt, de récupéierte Gas a Stroum an Hëtzt ëmzesetzen an domat d'Bürosgebaier vum SIGRE ze hëtzen.

Här President, déi technesch Basisplanifikatioun vun der Décharge am SIGRE huet am Joer 1993 dräi Bauphasé virgesinn, déi folgend waren:

Éischtens, fir d'éischt soll eng Buedem-digue gebaut ginn, fir d'Décharge ze begrenzen. Déi fréier Décharge gëtt relogéiert an d'Assise vun der neier Décharge reprofiliéiert an ofgedicht. Des Weidere soll d'Receptioun vun de Camionen an den Transbordement fir d'Ofuede vum Material op déi heiteg Plaz kommen. Entspreichend administrativ Gebailechkeete sollen och gebaut ginn.

Zweetens, de SIGRE gëtt duerno an zwou Etappen erweidert, wouzou dee ganze Rescht vum Müll vun der aler Anlag fachgerecht matverschafft gëtt. Hei ass als Soubassement eng zwee Meter déck Couche aus prétraitéiertem a gemuelenem Offall als Ofdichtung virgesi ginn.

Drëtzens, eng drëtt Erweiderungsphas begräift ënner anere dem Bau vun engem Drainageréseau, déi entspreichend Ofdichtungstechniken an de Bau vu Verbindungsweeër.

Den Transbordement vun de Camionen déngt derzou, d'Camionen alleguer ze entlueden a sämtlech Materialien ze triéieren. Domat kënn och kee Camion méi direkt op d'Décharge, wou een net ëmmer weess, wat e gelueden huet. D'Transbordementsanlag ass am Joer 2001 a Betrib geholl ginn.

Dat knaschtegt Sammelwaasser vun der Décharge leeft an eng speziell Perkolatiounskläranlag, déi am Joer 2005 a Betrib geholl ginn ass. D'Reewaasser, wou een dervun ausheet, dass et verschmotzt ass, leeft an d'Kanalisation vum Potaaschbiereg Richtung Gréiwemaacher. Dat net verschmotzte Reewaasser gëtt an d'Groussbeschbaach ofgeleet.

De SIGRE huet och eng Statioun, fir d'Kollekt vu recycléierbare Stoffen unzehuelen, wéi Bétonsoffäll, Grünschnitt, verschidden Hëlzer, Schrott, Kartong a Pabeier, Glas, al Pneuen an esou weider. Säit 2007 ginn och d'Déchete vun der SuperDrecksKëscht agesammelt.

Um SIGRE funktionnéiert och säit 2005 eng Kompostierungsanlag, wou de Grünschnitt op enger Fläch vu 5.300 m² opbereet gëtt. Nachholbedarf besteet awer beim Asammele vum biodégradablen Hausmüll, wou nach keng Strukturen bestinn. Dëst muss kuerzfristeg nogeholl ginn. Well dat, wat bei anere Kompostierungsanlagen hei am Land funktionnéiert, muss och beim SIGRE kënnen organiséiert ginn.

A fir voll éligibel ze sinn, fir Subsidien ze kréien aus dem Fonds de la protection de l'environnement gehéiert d'Asammele vum Hausmüll dozou. Mir ginn dervun aus, dass dee Message och ëmgesat gëtt.

Här President, elo zu de Käschten. De Gesamtpräis vun den elo grad beschriwwenen techneschen Anlage beleeft sech op 36.830.482,82 Euro. Dobäi muss een ennerscheeden zwëschen den Aarbechten, déi scho virun dem Dépôt vum Projet de loi vun haut, also vun 1993 bis 2007 realiséiert gi sinn, déi sech op 29.939.265,99 Euro belafen, mat dem Ariichte vun der Décharge, der Kläranlag an esou weider.

Derbäi kommen dann déi méi aktuell Aarbechte vun 2008 an déi bis 2010 solle realiséiert ginn. Dat sinn déi lescht ugesprochen Extensiou an Installatioun fir d'Valorisation vum Gas mat Blockheizkraaftwierk, fir Stroum an Hëtzt ze produzéieren. Dës rezente Käschte belafe sech op 6.891.162,83 Euro.

Am Prinzip subsidiéiert de Stat esou d'Ëmweltprojete mat 25% aus dem Fonds pour la protection de l'environnement nom Gesetz vum 31. Mee 1999. D'Viraussetzung ass allerdéngs, dass dës Käschte virun den Aarbechte vum Ëmweltminister genehmt gi sinn. Obschonn dat net de Fall ass fir d'Aarbechten tëschent 1993 an 2007, esou bestinn awer étofféiert Tracen iwwert d'Richtegkeet vun dëse Fraisen.

Och eng entspreichend Proposition de loi gouf den 20. Abrëll 1999 vum Kolleg Carlo Wagner deponéiert, déi awer den 20. Juni 2000 vun der Chamber erëm zrëckgezu gouf.

(Interruption)

Dësen Dossier huet scho fir vill kontrovers Diskussiounen gesuergt. Dofir huet d'Ëmweltkommissioun vun der Chamber déi gutt a sachlech Proposition vum Statsrot iwwert de Wee vun engem Amendement ugeholl, an zwar dee ganzen Invest vun 1993 bis 2010 mat 25% trotzdeem ze subsidiéieren, an zwar en dérogation zum Artikel 5, de Paragraphen 2 an 9 nom Gesetz vum 31. Mee 1999. De Gesamtmontant vum Statssubsid vu 25% beleeft sech domat op 9.207.607 Euro.

Heimat géif ech all implizéiert Acteuren, déi vu fréier a vun haut, bieden, an aller Sachlechkeet déi nei Erausforderunge fir d'Zukunft vum SIGRE unzegoen am Sénn vun enger nohalteger Offallpolitik.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Une voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Clement.

Discussion générale

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dann awer och dem Rapporteur, dem Här Roger Negri, Merci soe fir säi schréffleche wéi och mündleche Rapport, deen en hei ofgeliewert huet. Obwuel ech dann awer net Member an där Kommissioun sinn, wëll ech dach awer soen, dass ech als Kommunalpolitiker elo säit 22 Joer, sief dat als Schäfte oder als Conseiller, mat der Deponie Muertendall ze dinn hunn. Dat wollt ech eigentlech nëmme soen zur Information, well normalerweis jo déi Leit schwätzen, déi an enger Kommissioun dra sinn.

Här President, et kënnt net esou dacks vir, dass mer hei an der Chamber iwwer e Sujet schwätzen, deen eis zwar alleguerten an eiseem Alldag betrëft, iwwert de sech déi Meeschter awer wuel relativ weineg Kappzërbrieches dobausse maachen. Wie schwätzt scho gären iwwer Investitiounen, déi op engem Dreckstipp solle gemaach ginn? Wie schwätzt iwwerhaapt gären iwwer Dreck? A wie schwätzt iwwerhaapt gären iwwer Knascht? An dach gehéiert awer béides zu eiseem Liewen, well eben de Mënsch all Dag Produiten, déi en net méi wëllt oder déi en net méi ka gebrauchen, ewechgehät oder wëllt lassginn.

An enger Welt vun iwwer sechs Milliarde Mënsche kommen do all eenzelnen Dag onvirstellbar grouss Quantitéiten vun Dreck zuesammen. Iwwerduerchschnëttlech vill Offall produzéieren dobäi virun allem déi sougenannten industrialiséiert Länner, déi am Verglach zu net esou wirtschaftlech staark entwéckelte Länner mat vill méi Awunner,

mä och vill manner Wuelstand, onmoosseg vill méi Dreck produzéieren.

Och Lëtzebuerg ass do sécherlech keng Ausnahm, an dach huet sech awer am Laf vun de leschte Jorzéngten an dësem Dossier villes gedoen. Et ass schonns e gewëssene Mentalitéitswiessel bei de Leit ze beobachten. Am Géigesaz zu fréier gehéien ëmmer méi Leit net einfach oui sech grouss Gedanken driwwer ze maachen hiren Dreck an d'Poubelle a produzéieren duerno ongehemmt weider Offall.

Ëmmer méi Leit ass et net egal, wat si ewechgehéien a wat duerno mat hirem Dreck geschitt, well se sech awer mëttlerweil bewosst sinn, dass enorm Quantitéiten vun Dreck souwuel fir de Mënsch wéi och fir seng Ëmwelt eng grouss Belaaschtung duerstellen. Dofir versichen der vill, fir manner Dreck ze maache respektiv hiren Offall ze recycléieren. Dës Mentalitéitswiessel ass zum groussen Deel d'Resultat vun enger voluntaristescher Politik, déi vum Stat a besonnesch awer vun de Gemengen am Beräich vun der Ëmwelt an der Offallwirtschaft am Laf vun deene leschte Jorzéngten da gemaach ginn ass.

Esou këmmere sech hei am Land net manner wéi néng interkommunal Gemengesyndikater ëm d'Gestioun vum Dreck, deen all Dag da produzéiert gëtt. Dobäi fonctionnéiere si no der Grundphilosophie vun der Offallwirtschaft, déi 1994 gesetzlech verankert ginn ass an aus folgende Prinzipien dann och besteet: Preventioun, Reduktioun, Valorisation an Entsuerung vun all méiglechem Offall.

Als Éischt sinn deemno Efforté gemaach ginn, fir esou vill wéi méiglech Offall dann och ze vermeiden. Doduerjer ass d'Quantitéit vum Offall schonn emol an enger éischter Phas erofgaangen. Den Offall, deen nach iwwreg bleift an net ze vermeiden ass, gëtt entweder, souwäit et nëmme méiglech ass, recycléiert an nees brauchbar gemaach oder respektiv zerstiéiert an definitiv dann och entsuergt.

D'Entsuergung vum Offall geschitt hei zu Lëtzebuerg duerch dräi grouss Anlagen, vun deenen d'Deponie Muertendall, ëm déi et bei deem virleiende Gesetzesprojet geet, eng dervun ass. Dës Deponie gëtt vun Gemengesyndikat SIGRE bedriwwen, deen déi 25 Gemengen aus den Ostkantone vereent. Et ass also d'Entsuergungsanlag vum a fir den Oste vum Land. De SIGRE - an de Rapporteur huet dat scho gesot - steet deemno fir Syndicat intercommunal vun de Kantone Gréiwemaacher, Réimech an lechternach.

Op dem Site vun der Deponie Muertendall goufen 2007 vun SIGRE en Total vu 26.400 Tonnen Offall géréiert respektiv entsuergt. Ronn 22.000 Tonne kommen dervun awer nëmme vum SIGRE-Territoire. De Rescht staamt aus intersyndikaler Zesammenaarbecht.

De Site Muertendall ass säit Januar 1979 a Betrib, während de SIGRE selwer als Syndikat schonns 1974 gegrënnt ginn ass. Deemools gouf festgehalten, dass op där neier Zentraldeponie net méi wéi 300.000 m³ Offall dierfte gelagert ginn. Dat heescht, si war am Prinzip gutt fir zéng Joer.

Tëschtent 1981 an 1991 sinn awer am Ganzen 350.000 m³ um Dreckstipp Muertendall zesummekomm, wat derzou gefouert huet, dass d'Deponie vum Betzder Schäfferot, op deem sengem Terrain de Site zum gréissten Deel läit, zougemaach ginn ass. Ausserdeem war et am Dezember 1991 zu engem Brand op der Deponie komm; wat allerdéngs net d'Haaptursach war, firwat de Site zougemaach gouf, wéi et ëmmer nees dorëmmer behaupt ginn ass. En ass zougemaach ginn, well déi autoriséiert Gesamtcapacitéit wäit iwwerschritt ginn ass.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, eng sëllegech vun lech erënnere sech wuel genee, grad wéi ech selwer, nach ganz gutt un déi grouss Diskussiounen iwwert d'Zukunft vun der Deponie Muertendall, déi no dem Zoumaache vun der Anlag dann entstane sinn. Esou gouf deemools vu verschiddene Säite gefuerdert, dass d'Deponie definitiv soll zougemaach ginn, well sech déi Verantwortlech vun SIGRE net un déi deemoleg Gesetzgebung gehalen hätten an am Muertendall geféierlech Produkt gelagert hätten.

Déi Responsabel vum SIGRE hu sech deemools resolut géint dës Virwürf gewiert. A fir en Émbau a fir en Ausbau vun der Deponie hu si sech dann och staarkgemaach. D'Deponie Muertendall ass dann och den 3. Mee 1993 nees als Tëschelager a mat proviso-reschen Installatiounen opgemaach ginn.

Do virdu, am Januar 1992, hat de SIGRE bei engem anere Gemengesyndikat, dee sech ëm d'Lagerung an d'Entsuergung vun Offall këmmert, dem SIEDEC, eng Demande

gemaach, fir an der Nout de SIGRE-Sperrmüll ofgeholl ze kréien, soulaang déi nei Anlag net proviso-resch a Betrib geholl ka ginn.

Ech gesinn, den Här Bodry laacht. Dee weess dat nach.

Direkt 14 Deeg no der Demande vum SIGRE, fir temporär gehollef ze kréien, huet de SIEDEC mat engem Refus op dës Demande geantwert.

Am März 1993 huet de SIGRE dann nach emol eng Demande un de SIEDEC gericht, fir vun hinne gehollef ze kréien, souguer mat der Offer, déi ugeliwwert Mengen an zwee bis dräi Joer erëm zrëckzehuelen. Mä och do krute si e kategoresche Refus vun de Verantwortleche vum SIEDEC.

An der Tëschenzäit haten déi Verantwortlech vun SIGRE dann decidéiert, d'Deponie Muertendall awer ganz ze sanéieren an och ze erweideren. Dee Projet hu si am Dezember 1993 bei der Verwaltung agereecht. Gläichzäiteg hate se e regionaalt Offallwirtschaftskonzept ausgeschafft, dat vun den zustännige Ministeren an Administratiounen dann och akzeptéiert gouf.

Dës neit Konzept huet nientendree Sanéierung an der Erweiderung vun der Deponie Muertendall eng ganz Rei Offallvermeidungsmesurë wéi eng besser Trennung a Sortéierung vum Sperrmüll, eng getrennten Usammlung vu Pabeier, Glas an ale Kleeder duerch d'Opstelle vu Containeren an de Gemengen, d'Schafung vun enger neier Kompostanlag an de Bau vun engem Recyclinghaff virgesinn.

Den Ausbau an déi 100%eg Sanéierung selwer ass zënter 1993 an e puer Etappen geschitt. Esou gouf d'Capacitéit vun der Deponie eropgesat, eng Ëmluedungsplaz gouf ageriicht, de Buedem an den Ënnergrund vun der Deponie ofgedicht an eng proviso-resch Anlag fir d'Opfäkung an d'Rückvereenegung vum Sickerwaasser gebaut. D'neiwent koumen nach Gebaier fir d'Administratioun an d'techesch Installatiounen derbäi.

Duerch all dës Investitiounen, Transformationen an Erweiderungen huet sech d'Deponie Muertendall am Laf vun de leschte Joren zu enger moderner Deponie entwéckelt, déi alle gesetzlechen Oplagen dann och entsprécht. Et ass dat gréissten Ëmweltbauwierk, wat bis elo am Oste vum Land geschafte gouf.

Bis dato hunn all déi Investitiounen ronn 30 Milliounen Euro kascht. Déi Responsabel vum SIGRE gi sech awer net mat där Streck, déi si bis elo gemaach hunn, zefridden. Esou wéi d'Konzept dat virgesäit, gëtt d'Anlag jee no dem Bedarf a weideren Etappen ausgebaut an och verbessert. Esou ass eng Vergrößerung vun der Deponie vun Haushaltsoffall oder assimiléiertem Haushaltsoffall, eng Erweiderung vun der Kläranlag an de Bau vun enger Anlag fir d'Opfäken an d'Valorisation vun den Offallgase geplangt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Dat Ganzt géif da ronn 6,9 Milliounen Euro kaschten an d'Capacitéit vun der Deponie op 1.201.000 m³ eropsetzen, wat fir déi nächst 46 Joer - de Rapporteur huet gesot: déi nächst 50 Joer; ech si gär mat em d'accord - dann och géif duergoen.

Ze soe wär nach, dass vun deene 14,05 Hektar, déi de Site Muertendall haut grouss ass, dee gréissten Deel, nämlech 9,3 Hektar, op dem Terrain vun der Gemeng Betzder leien. Dofir och der Gemeng Betzder an all deenen anere concernéierte Gemengen e grouse Merci, well si stellen hei en Terrain gratis zur Verfügung, kréien och keng Recettë fir deen Terrain, an dat zum Wuel vun all deenen anere Gemengen aus dem Osten a selbstverständlech och fir déi Leit, déi am Oste wunnen.

Kuerz awer nach e bëssen zum Enstoe vun der Deponie selwer. Nodeems de ganze Projet vun deemolegen Député-maire vu Greiwemaacher, dem Här Jean-Pierre Urwald, op d'Schinn gesat gouf, war et och hien, deen 1974 deen éischte President vum Syndikat gouf. Dat allerdéngs nëmme fir zwee Joer, bis 1976, wou en du vum Roger Lenert ofgeléist gouf. De Roger Lenert, dee mat vill Geschéck, mat vill Engagement dunn och 30 Joer, bis 2006, un der Spëtzt vum SIGRE stoung.

Hie war keen Einfachen, mä ech denken awer, hie war all Zäit en dach fairen Diskussionspartner, wann et ëm d'Diskussiounen iwwert d'Deponie oder d'Offallwirtschaft gong oder wann et - besser gesot, ënner Gänsefeisercher -, ëm „seng Deponie“ gong. Ech denken, dat kënne all déi Leit bezeien, déi an dësem Dossier mat him ze

doen haten, egal ob dat Ministeren, Beamten, Buergermeeschteren, Schäfte oder Conseillere vun deene jeeweilege Gemenge waren, dass dat deem entsprécht.

Ëmmer erëm hu sech dann awer Leit vu baussen zu Wuert gemellt a wollten d'Deponie u sech schlechtrieden oder d'Gestioun an d'Konzept vun der Deponie bemängelen an a Fro stellen. Et soll souguer Leit gi sinn, déi zur Zäit vum groussen Deponiebrand 1991 net onfrou doriwwer waren a sech an hiren Theorien dann och bestätegt gefillt hunn. Theorien, déi eng schlecht Gestioun an e mangelhaft Konzept sollte bestätegen. Schlagzeile wéi „SIGRE-Milliounen an e Faass oui Buedem“, en Diskussionsowend zu Fluessweller mat der Iwwerschrëft „Brand auf der Müllkippe in Flaxweiler“ waren esou au fur et à mesure op der Dagesuerdung. Dat war déi Zäit, wou dës Leit nach selwer un e Konzept oui Deponie gegleeft hunn a gemengt hunn, dass dat esou eleng mat Preventioun, Reduktioun a Valorisation fonctionnéiere kéint oder géif.

Dat, Här President, ass natierlech, soen ech och, eng luewenswäert Approche gewiescht. Mä et ass bis haut net Realitéit ginn an deemno beim Wonschdenken och bliwen. Déi Leit, déi zu deem Zäitpunkt sech dofir breetgemaach hunn, sinn haut zu engem groussen Deel net méi do, an hiert Konzept huet sech bis haut, esou erstrebenswäert et och ass, an der Praxis als net realisabel erweisen. Mä dat gëllt net nëmme fir de SIGRE, dat gëllt och fir déi aner Syndikater. Et huet laang gedauert, bis de SIGRE zu deem ginn ass, wat en haut ass. Ze vill laang, géif ech soen.

Ech wëll hei mat Sécherheet dofir kengem d'Schuld zouweisen a si souwuel als Kommunalpolitiker wéi och als Ostdeputéierten hei am Parlament frou, dass de SIGRE elo op engem ganz héijen Niveau ukomm ass, wat d'Offallgestioun ugeet, an dat als europäesch Modelldeponie.

» Une voix. - Très bien!

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech soen all deene Verantwortlechen, vum Jemp Urwald un iwwert de Roger Lenert bis zu deem heitege President, dem Här Lamy, mat hire jeeweilege Comitéë Merci, dass et dozou komm ass. Net ze vergiessen och déi jeeweileg Ressortministere mat hire Beamten. Ende gut, alles gut. All dat villt Schaffen, all negativ an all positiv Kritik hu gewëssermoossen zum Gelänge vun dësem grouse Projet awer bäigedroen.

Duerfir hunn ech hei nach eng Ausso vun 2003 vun der deemoleger Députée-maire Maggy Nagel vu Mondorf, an dat op der Journée des bourgmestres zu Mondorf. Si huet gesot: „Am Bezierk Osten hunn ech festgestallt, dass do nach vill wäiss Plazen op där Kaart sinn. Et gëtt anscheinend esou diskret do recycléiert, dass dat bis haut nach keen an der Stad gemierkt huet.“

Här President, de virleiende Gesetzesprojet betrëft awer net nëmme d'Bedelegung vum Stat un der Finanzéierung vu Projeten, déi fir déi nächsten zwee Joer um Site Muertendall virgesi sinn, mä och fir déi Projeten, déi tëschent 1993 an 2007 realiséiert goufen. De virleiende Gesetzesprojet sollt et dem Stat deemno erméiglechen, fir sech un all Investissementer ze bedeelegen, déi op der Deponie Muertendall bis elo gemaach gi si respektiv a kuerzer Zäit nach wäerten do realiséiert ginn.

Laut dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Schafung vun dem Ëmweltschutzfond kann de Stat bis 25% vun deem globalen Investissement iwwerhuelen. Am Fall vun der Deponie Muertendall wieren dat 9.207.607,21 Euro, vun am Ganze 36.830.000 an e puer Zerquëschener. Well déi staatlech Bedeelegung iwwer 7,5 Milliounen Euro läit, musse mer duerfir als Chamber haut eisen Accord ginn oder net ginn.

Ech perséinlech kann dësem Projet nëmme zoustëmmen, well en ass net nëmme fir den Oste vum Land wichteg, mä wäit doriwwer eraus, an dat wäert d'Zukunft weisen. De SIGRE huet nämlech an de leschte Joren eng Virreideroll am Beräich vun der Offallwirtschaft iwwerholl. Esou sief just dorun erënnert, dass de SIGRE bis dato dat eenzeg Offallgestiounssyndikat ass, dat e regionaalt Offallwirtschaftskonzept 1992 ausgeschafft huet, an dass d'Deponie Muertendall déi eenzeg hei zu Lëtzebuerg ass, déi zu honnert Prozent sanéiert gouf, während aner Deponien einfach zougedeckt gi sinn.

Duerfir kann d'CSV-Fraktioun där finanzieller Bedeelegung vum Stat un Ausbau an der Moderniséierung vun der Deponie Muertendall, déi an de leschte Jore gemaach gouf a weider och nach gemaach wäert ginn, och nëmme zoustëmmen.

Mardi,
28 avril 2009

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech dann nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun.

►►► **Plusieurs voix**.- Très bien!

►►► **Mme le Président**.- Merci, Här Clement. Deen nächste Riedner ass den Här Wagner.

►►► **M. Carlo Wagner (DP)**.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Offallwirtschaft huet sech an deene leschte Jorzéngten zu engem regelrechte Wirtschaftssektor entwéckelt. Effektiv a modern Offallwirtschaft leescht, esou paradoxal wéi dat och den éischte Moment ka kléngen, e wichtege Bäitrag zum Ëmwelt- a Klimaschutz, an d'Potenzialer op dësem Domän sinn och nach laang net ausgeschöpft. Aus enger sougenanntem „end-of-pipe“-Wirtschaft nom Motto „Aus den Augen, aus dem Sinn“ ass eng Ressourcëwirtschaft ginn, déi Produktiouns- a Konsumiwerreschter als Quell fir nei wirtschaftlech Aktivitéiten notzt.

Grad elo an där weltwäiter Wirtschaftskris kann eng effikass an effizient Entsorgungsa Recyclingwirtschaft zu engem wichtege Standuertvirdeel ginn. Grad elo an där Kris ass et wichtege, dass de Stat awer och déi Entreprises ënnerstëtzt, déi an dësem Beräich investéieren, fir méi staark a méi zukunftsorientéiert aus der Kris erauszekommen.

De globale Bedarf u Ressourcen, och u Sekundärressourcen, also deene Ressourcen, déi een aus dem Recyclingprozess gewënnt, wäert trotz dem momentane konjunkturellen Ofschwung méttel- a langfristeg klammen. Mat enger nees steigender Nofro wäerte selbstverständlech och d'Präisser dann an d'Luucht goen, och déi vun de Sekundärressourcen. Dës Ressourcen aus dem Offall einfach ewechzעהeien, wäert an Zukunft kee sech méi leeschte kënnen.

Madame Presidentin, dass eis modern Gesellschaft hautdësdays vill - Verschiedener soen, vill ze vill - Dreck produzéiert, ass eng Tatsaach, déi sech och mat deene modernsten a performantesten technesche Méttelen net ewechrationaliséiere léisst.

Dat kann awer net bedeiten, dass mer de Kapp an de Sand musse stiechen oder einfach virun deem Problem kapituléieren. Mir sinn au contraire dozou opgefuert, dee Problem konsequent unzegen. Am Joer 2000 gouf de Plan national de gestion des déchets opgestallt. An deem Plang war virgesinn, dass bis 2005 d'Quantitéit vu produzéiertem Offall pro Awunner ëm 30%, Referenzjoer 1999, sollt reduzéiert ginn. Hei sinn an deene leschte Jore grouss Efforté gemaach ginn. An dës Efforten haten och Succès. Net nëmmen, dass Ëmfroe méttlerweil weisen, dass d'Populatioun an hirem Offallverhalten dee wichtege perséinleche Bäitrag zum Ëmweltschutz erkennt, mä d'Ziler vum Plan national de gestion des déchets konnten och gréisstendeels erreecht ginn, zumindest am Beräich vun Haushalts-offall.

Ech wëll dëst mat e puer Zuelen ënnermaeren. Am Joer 1997 goufen op d'Décharge Muertendall ronn 35.000 Tonnen Haushaltsoffall geliwert. Ech schwätze vun den Déchets ménagers et assimilés. 2007 waren et der nach 26.400, dat heescht e Réckgang vun ëmmerhi 25%. Landeswäit gekuckt ass d'Quantitéit vun Dreck pro Awunner och erofgaangen: vu 461 Kilo am Joer 1997 op 382 Kilo am Joer 2007. Dëst si ganz positiv Zuelen. Mä mir därfen eis awer net ze vill op dese Lorbeeren ausraschten. Insgesamt gekuckt klëmmt d'Produktioun vun Offall hei zu Lëtzebuerg. Dëst ass ënner anerem zréckzuführen op déi staark Wirtschafts- a Bevölkerungsentwécklung aus deene leschte Joren.

Madame Presidentin, mat deem virleienden Text ginn eng Rei vu Projeten an Aarbechten um Site vun der Deponie Muertendall realiséiert respektiv si realiséiert ginn. Ech sinn net an den Detail vun deenen eenzelnen Aarbechten agaangen. Dat huet de Rapporteur schon ausféierlech gemaach a sengen Explikatiounen, a sengem Fong ass praktesch näischt bäizefügen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei begréisst et ausdrécklech, dass mat dësem Projet de loi d'Décharge vum SIGRE op deen neiste Stand gehuewe gëtt. Nëmme esou ka se hei an Zukunft e wichtege Bäitrag leeschten, wann et ëm d'Erhalten an de Schutz vun eiser Ëmwelt geet.

Ofschléissend, Madame Presidentin, wëll ech selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorablen Här Negri, awer och féli-

ciéiere fir säin exzellenten an detailléierte méndlechen a schrëftleche Rapport.

Et wäert wuel keen iwwerraschen, dass d'Demokratesch Partei deen heite Projet de loi wäert stëmmen.

Merci.

►►► **Une voix**.- Très bien!

►►► **Mme le Président**.- Merci, Här Wagner. Deen nächste Riedner ass den Här Kox.

►►► **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG)**.- Ech wëll fir d'éischt och dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftleche wéi méndleche Rapport. No deene méi geschichtlechen Ausblécker vum Virriedner bleift do u sech net méi vill bäizefügen, wëssend, dass jo eng Rei Polemiken an deene leschte Joren oder Jorzéngten doriwwer gefouert gi sinn.

Ech wënsche mir fir d'Zukunft vläicht eng besser Zesummenaarbecht - oder nach eng besser Zesummenaarbecht - vun deenen dräi Offallsyndikater an hoffen, dass an deem Müllberäich u sech méi proaktiv no vir gekuckt gëtt, well effektiv sinn et wäertvoll Ressourcen, déi op vill Aart a Weise kënnen genotzt ginn, an duerfir sinn ech frou, dass och elo déi Gemengen aus dem Osten dann zu deene Gelder erëm kommen a wierklech eng proaktiv Offallwirtschaft kënnen maachen.

Duerfir bréngen ech den Accord nach eng Kéier vun der grénger Fraktioun eran, an ech soen lech Merci.

►►► **Une voix**.- Très bien!

►►► **Mme le Président**.- Merci, Här Kox. Deen nächste Riedner ass den Här Mehlen.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR)**.- Merci, Madame President. Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wunnen zwar och an deem Streech, mä ech hunn ni an enger Gemeng Verantwortung gedroen,...

(Interruptions diverses)

...fille mech duerfir vläicht e bësse méi fräi, fir hei dat ze soen, wat ech als Member vun der Ëmweltkommissioun ze soen hunn.

(Interruptions diverses)

Ech hat eng Kéier e bëssen eng offiziell oder inoffiziell Visite do gemaach; dat hat fir Schlagzeile gesuergt; et war och vläicht net esou falsch.

Madame President, de Rapporteur, deem ech och wëll Merci soe fir säi Rapport, huet ugefaange mam Hiwäis op d'Offallgesetz vum 17. Juni 1994. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi mer dat Gesetz hei diskutéiert hunn. Dat, wat mer deemools festgehale hunn, ass och haut nach richtig, och wann dat Gesetz an Tëschenzäit op eenzelne Punkten ofgeännert ginn ass. Et si véier Prinzipien, an zwar an engem gewësenen Ordre de priorité, festgehale ginn: d'Preventioun, d'Reduktioun, d'Valorisatioun an d'Eliminatioun, woubäi ganz kloer d'Eliminatioun zum Schluss kënn, dat heescht, wann een all dat anert ausgeschloss huet.

Wa mer vu Preventioun schwätzen - do hunn d'Syndikater sécher net schrecklech vill Afloss drop -, da muss ee ganz allgemeng feststellen, dass nach onmoosseg vill muttwëlles Emballagen an der Commercialisatioun gebraucht ginn, wou ee sech heiansdo freet: Muss dat do da wierklech sinn? Vläch wär et och net verkéiert, emol ze iwwerleeën, wéi een e bëssen op e méi verstännege Modus bei verschiddene Saachen zréck kéint kommen. Heiansdo ass den Emballage jo dräimol méi wéi dat, wat dran ass. Dat als allgemeng Remarque.

Dann d'Valorisatioun. Do sinn déi lescht Jore vill Efforten ënnerholl ginn. Dat weisen d'Chifferen och, dass mer do virukomm sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Valorisatioun fonctionnéiert relativ gutt bei Pabeier, Glas, enger ganzer Partie Kunststoffemballagen. Ech mengen, d'Metaller gi souwiso gréisstendeels och vun anere Leit agesammelt. Och beim Holz ass relativ vill Valorisatioun do. Mä et geet nach enorm vill op den Tipp. An dat ass eppes, wat eis awer grundsätzlech stéiert, wann ee gesäit, dass a mir haten eng Kéier mat deene Responsabele Rieds an enger Réunioun - bal 50% vun deem, wat do ofgetippt gëtt, an dat stellt jo och im Nachhinein e bëssen d'Problematik duer, organeschen Offall ass, dee per se net roueg ass. Wann dee bis ofgelagert ass, da fänkt en un ze schaffen, fänkt en un ze gären. Et gëtt Sickerwaasser, et gëtt Gasen an esou weider.

Mir mengen, dass an enger Zäit, wou d'Energiewirtschaft immens wichteg ass, a wann een déi Quantitéiten do gesäit, wann ee sech dat dann nach emol ëmrechent, et

sinn awer wahnsinneg Quantitéiten un organeschem Offall, deen een eigentlech misst kënnen valoriséieren.

Ech héieren elo déi, déi enger anerer Meinung sinn oder d'Schwieregkeete gesinn, soen: „Do ass awer ganz vill Holz oder holzartige Offall derbäi. Dee léisst sech net gutt vergären. Da muss een dat erëm sonner trennen.“

Här President, ech kann lech soen, dass ech selwer scho virun enger ganzer Rei Joren a Süddäitschland, an zwar zu Sonthofen, eng grouss Anlag besicht hunn, déi mech eigentlech beandrockt huet vun hirem Konzept hier, well do, zwar mat relativ villem Opwand, awer de ganzen organeschen Offall vun de Ménagen agesammelt gëtt, besonnesch an de Summerméint zweemol an der Woch, soss gëtt et gär relativ vill Sténkereie, an et gëtt och alles vergäert.

Dat setzt natierlech virus, dass et virun esou verschafft gëtt, dass et duerch d'Vergärungsanlag geet, ouni dass do gréisser Problemer entstinn, mä dat ass haut technesch léisbar. An nodeem dass d'energetesch Ausbeut geschitt ass duerch Biogasanlagen - a si hunn dräi oder véier relativ schwéier Motoren dostoen, déi en permanence dréinen -, dann erfollegt hannendrop d'Entwässerung an duerno e Compostage an enger Anlag, déi ech jiddwerengem - ech weess net, ob se haut nach esou schéin ass wéi deemools - géif recommandéieren eng Kéier besichen ze goen. Si ass ganz agehaust, et richt een näischt, et héiert een näischt. Et ass wierklech eng ganz flott Saach, an, wéi gesot, den Avantage ass, dass de Maximum energetesch ausgenutzt gëtt iwwert d'Vergärung.

Dobäi entsteet eng Reduktioun vun der Trockenmass ëm ronn 30%, wat jo och schon net onwesentlech ass, an et kënn hannendrun en exzellente Kompost eraus. Selbstverständlech huet een ëmmer Vermeschungen, mä si hunn et ganz elegant geléist, dass dat scho kontrolléiert gëtt, dass näischt mat erageet, wat net dora gehéiert.

Um Tipp zu Fluessweller ass vill investéiert ginn, dat huet och misse geschéien im Nachhinein. Ech mengen, mir sinn domat d'accord, dass een dat, wat virun do ofgelagert war, erëm ëmgelagert huet, an dass een dat Ganz ofgedicht huet, dass een och d'Sickerwaasser opfänkt, dass dat gereinigt gëtt. Ech mengen, dat kann ee jo alles net réckgängig maachen. Et ware jo och aner Zäiten.

Mä mir mussen no vir kucken, a wa mer dann dat Ganz nom Prinzip vun der Nohaltegkeet kucken - wann ech mech gutt erënneren, Här Minister, hutt Der elo ganz rezent eng ganz Partie, eng Onmass, an zwar esou vill Theesen a Parameteren an d'Welt gesat, dass ee bal dronke gëtt -, wann een hei d'Prinzipiën vun der Nohaltegkeet korrekt géif applizéieren, da géif ech awer woen ze behaupten, dass mer misste kucken, aus där Logik vum Deponéieren an Zoudecken erauszekommen. An ech sinn iwwerzeugt, dass et haut awer Technike gëtt, déi eis dat géifen erlaben. Wann et déi Technike gëtt, da misste mer et maachen. Da kënn et net sinn, dass de Lëtzebuerger Stat nach Geld zur Verfügung stellt, fir da weider esou virunzufieren.

De Recyclage, hunn ech gesot, funktionéiert - do, wou en organiséiert ass - relativ gutt beim Glas, beim Pabeier, wéi gesot och beim Holz, wann een och gesäit, wéi eenzel Betriber, déi sech dora spezialiséiert hunn, haut awer enorm Quantitéiten Holz recycéléieren, déi dann och an d'energetesch Verwäertung ginn.

Den Hauptproblem bleift d'Organik, déi misste mer erauskriegen, an da bleiwen d'Kunststoffe nach. Dat ass awer eppes, wat mer net gefält, well vun de Leit erwaart gëtt, dass se awer relativ intelligent eng Trennung maachen, woubäi d'Leit heiansdo iwwerfuert sinn.

Woufir gi mer net op de Wee, dass mer probéieren, d'Kunststoffe alleguer zesummenzehuelen an dann en Triage hannendrun duerch Maschinen oder duerch Leit oder wéi och ëmmer maachen ze loosse, do, wou wierklech Spezialisten um Wierk sinn?

Menger Meinung no kënn een dann op e Wee kommen - herno ass een ëmmer frou, wann een eng Décharge huet fir Saachen, wou ee wierklech net anescht kann -, wou een awer wierklech op den absolute Minimum reduzéiert krit. An da wäere mer absolut an der Logik vun eisem Gesetz vum 1994.

Dat gesot, Här President, doen ech mech éierlech gesot e bësse schwéier, fir ze soen: „Mir hëllef den dat do matfinanzéieren.“ Vu dass den Oste mer awer un d'Häerz gewuess ass a sech bis do vill geplot ginn ass, ginn ech da mäin Accord dozou. Mä ech géif dem Här Minister awer wärmstens recommandéieren, wann en dann - wat ech

net hoffen - nom 7. Juni nach eng Kéier déi schwéier Charge do muss op seng Schellen huelen - mir wënschen em jo all Guts -, dass, wann en dann awer misst, wann et dann awer de Wonsch vum Wieler wär, dass en déi schwéier Charge do nach fënnef Joer sollt virundroen, e sech dann e bësse géif beméien, dass mer aus der Deponieslogik géifen erauskommen.

Ech soen lech Merci.

►►► **Une voix**.- Très bien!

►►► **M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. Här Minister Lux, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech kann et ganz kuerz de Mëtteg maachen, fir engersäits alle Riedner Merci ze soe fir deen Apport, dee se an dëser Diskussioun bruecht hunn, souwuel wat de Fong ubelaant wéi och den Historique. Et ass mer eréischt bewosst ginn, wéi vill Vergaangenheitsbewältigung hei an deem Dossier dran ass. A munches war sécherlech net ganz einfach an deene leschte Joren.

Dofir wëllt ech mech deene Wierder uschléissen, déi de Président-rapporteur, eise Kollege Roger Negri, hat, fir engersäits ze soen, dass et - wéi huet e gesot, ganz diplomatesch? - „étofféiert Tracen“ gëtt, déi drop hiweisen, dass de Stat, dass déi jeweilige Regierungen an deene leschte Joren ëmmer wëlles haten, fir e staatlechen Apport zu deenen Investitiounen ze ginn. An ech mengen, mir konnten an den Archiver vun der Ëmweltverwaltung genuch där Tracé fannen, Rapporten, PVe vu Kommissiounssätzungen, Bréiwer an esou virun, déi gewisen hunn, dass de Stat säin Undeel ëmmer wollt honoréieren. An dass mer dat haut maachen, mengen ech, ass och eng gutt Saach.

Déi zweet Bemierkung ass, dass et mir grad wéi him um Häerz läit, fir all deene Responsabelen aus deene leschte Joren, deene vun haut an deene vu gëschter a vu virgëschter, um Niveau vum SIGRE Merci ze soe fir hiren Asaz, dee se all déi Joren haten. An ech wëllt an dee Merci awer och ganz ausdrécklech déi Responsabelen vun der Ëmweltverwaltung mat aschléissen, déi sécherlech ganz entschuedend dozou bäigedroen hunn, dass mer haut kënnen feststellen, all Riedner, dass d'Offallpolitik vun deene leschte Joren eng erfollegräich Politik war, dass d'Resultater och deementsprechend sinn, an dass sech der ganz vill aus den Nopeschlänner heihinner ukucke komm sinn, wat mer an deene leschte Joren an deene successive Regierunge gemaach hunn. An ech mengen, dass ass och deene Responsabele vun der Ëmweltverwaltung ze verdanken, déi ëmmer gepusht hunn, dass mer, wa mer ee Schrëtt ofgeschloss hunn, deen nächste schon erëm attackéiert hunn.

A wann e puer Riedner hei geschwat hu vun der energetescher Notzung, zum Beispill, vun de Gasen, da muss ech soen, dass si jo Investitiounen, déi mer op ville Plazen, ech erënneren un de Minetekompost, erënneren un d'SIDOR, attackéiert hunn. Op ville Plazen, mengen ech, hu mer dee Step do jo schon attackéiert an deene leschte Joren duerch Investitiounen.

An ech mengen, dass de Kollege Mehlen Recht huet, fir ze soen, dass do een neie Sprong ze maachen ass, ee qualitative Sprong ze maachen ass. En Donneschdeg de Moien an der Kommissioun erhoffen ech mer, dass sécherlech dat Buch, wat wierklech grouss gereden ass, mä, mengen ech, wou vill Wichtige drasteet a wou och en Ausbléck gemaach gëtt, wéi mer aus där „success story“ vun deene leschte Jore kënnen austrieden a kënnen derfir suergen, dass mer weiderkommen.

Ech denken och, dass ee vun de wesentleche Punkten dee wäert sinn, wéi mer et fäerdeg bréngen, déi dräi Syndikater dozou ze kriegen, fir wierklech méi wéi jee nach un engem Dësch ze setzen an ze kucken, sech complémentaire ze hëllef, wéi mer et fäerdeg bréngen, fir dee Wee vun der Reduktioun, vun der Valorisatioun, vun de Recyclagemoosnamen, vun de getrennte Sammlungen, déi mer an deenen eenzelnen Uertschafte maachen, wéi mer déi ganz Po-

litik weiderkréien; a wéi mer dann och nach vläicht zwou Saache kënnen fäerdeg bréngen, déi eng um europäesche Plang, fir derfir ze suergen, dass mer à la source et fäerdeg bréngen, Offäll ze vermeiden - ech mengen, dat wär déi wichtegst, mä do ass de communautaire Kader och gefuerdert, fir dat fäerdeg ze bréngen -, a wéi mer zweetens an enger Etüd, déi mer viru kuerzem gemaach hunn, dee sougenannte „littering“, wéi mer et fäerdeg bréngen och derfir ze suergen, dass all deen Offall ofhëlt, dee sech leider Gottes ëmmer méi besonnesch do, wou dann an de Gemengen och Taxe-systemer ausgeschafft gi sinn, déi de Verur-saacherprinzip mat beinhalten, wéi et jo richtegerweis am Esprit an och an dem Buschtaf vum Gesetz virgesinn ass, dass mer op eise Stroosseränner ëmmer méi Problemer hunn. Ech mengen, och dat do ass eng Aufgab, déi mer ze attackéieren hunn. An ech mengen, mir hunn do scho Partneren am A, mat deene mer op deem Niveau och eppes kënnen schaffen.

Ech wollt domadder schlësse fir de Responsabele vum SIGRE Merci ze soen, dem aktuelle President, dem Här Lamy, deen eis viru kuerzem eng ganz interessant Visite gemaach huet, wou mer konnte feststellen, dass gutt geschafft gëtt, dass gutt geschafft ginn ass an dass sécherlech och an Zukunft de SIGRE wéi all déi aner Syndikater zesumme mam Stat hir Aarbecht gutt wäerte maachen.

Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

De Vote ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 5933 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Projet vum eise Ordre du jour vum haut de Mëtteg. Dat ass d'Direktiv iwwert d'Sanktiounen am Beräich vum Import an Export vu geféierleche chemesche Gidder. D'Wuert huet hei och de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

10. 5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapport de la Commission de l'Environnement

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum haut setzt déi sougenannte Konventioun vu Rotterdam ëm iwwert d'Prozeduren, déi ze respektéieren sinn am internationalen Handel, wat verschidde chemesch Produkter a geféierlech Pestiziden ueget.

Hei gëllt de Prinzip, dass dës Produiten nëmme vun engem Land an dat anert transportéiert dierfe ginn, wann dat Land, wat esou Stoffe ophëlt, och virun informéiert gouf a seng ausdrécklech Genehmigung dozou ginn huet.

Domat gëtt dat europäesch Reglement 689 vum 2008, vum 17. Juni 2008 also, iwwert den Import an den Export vu geféierleche chemesche Stoffe a Lëtzebuerger Recht ëmgesat. D'Konventioun vu Rotterdam gouf, wéi gesot, den 11. September 1998 ënnerschriwwen a baséiert um PIC-Prinzip („prior informed consent“), oder CIP (consentement informé préalable).

De fundamentale Prinzip ass déi vorhereg Genehmigung, wou all d'Wëssen iwwert d'Geféierlechkeet vu chemesche Stoffen an aller Transparenz iwwermëttelt gi muss.

D'CIP-Prozedur gesäit genau Dispositione vir, wéi d'Informatioun weidergeleet musse ginn am Intérêt vun der Gesondheet vum Mënsch an der Ëmwelt.

D'Konventioun applizéiert sech op déi verbuede chemesch Produkter an op extrem geféierlech Pestiziden, also Schädlingsbekämpfungsmëttel, am Agrarberäich. De Moment ënnerleie méi wéi 30 chemesch Produkter der CIP-Prozedur.

Verschidde Produiten ënnerleien allerdéngs net der CIP-Prozedur. Dat sinn: 1. Betäubungsmëttel an Psychotropen, 2. radioaktiv Materialien, 3. Offäll, 4. pharmazeutesch Produkter, 5. chemesch Waffen, 6. chemesch Produkter, déi als Additiven an der Alimentatioun agesat ginn, 7. Ernährungsmëttel an 8. Produiten, déi a ganz kleng Quantitéiten an der Recherche oder fir de perséinleche Gebrauch gebraucht ginn.

Här President, no der Konventioun vu Rotterdam muss all Land seng responsabel kompetent Autoritéit bestëmmen. Zu Lëtzebuerg ass dat den Ëmweltminister, deen offizielle Korrespondent fir d'Ëmsetze vun der Konventioun vu Rotterdam gëtt fir d'Notificatioun vu geféierleche chemesche Produkter.

D'Konventioun vu Rotterdam setzt och eng international Konferenz an, fir d'Koordinatioun ënner de Länner ze assuréieren. Dordrënner fonctionnéiert e Comité d'études, fir d'Analys an d'Evaluatioun vun de respektive chemesche Produkter ze maachen.

En internationaalt Sekretariat assuréiert d'Koordinatioun an déi administrativ Tâchen. D'Länner informéieren d'international Sekretariat iwwer all reglementaresh Mesuren, déi se op hirem Territoire geholl hu fir déi verschidde chemesch Stoffe respektiv Pestiziden.

Fir extrem geféierlech Pestizide besti spezial Dispositionen. Hei gëtt virun allem de reduzierte Moyer vum den Entwécklungs-Schwellelänner Rechnung gedroen, déi d'Hëllef an d'Wësse vun den industrialiséierte Länner an Usproch huele kënnen, fir e chemesch Produkt op déi respektiv Lëscht ze kréien. De Comité mécht duerno eng Recommendation, an d'Konferenz vun de Länner hëlt dann eng definitiv Décisioun. Et kann och decidéiert ginn, dass e Produit erëm vun der Lëscht erfogeholl gëtt.

All Land muss duerno preziséieren, ob et säin Accord gëtt oder net, fir dass dat respektiv chemesch Produkt op säin Territoire dierf importéiert ginn. Hei kënnen och Restriktiounen vun de Länner verlaangt ginn. Des Weidere kann e Land an enger Ufanksphas och just nëmme eng provisoresch Importgenehmigung ginn.

All Land, wat e geféierlech chemesch Produkt exportéiert, muss selbstverständlech d'Décisiounen an d'Konditiounen vun dem Importland respektéieren. Den Export vun

engem chemesche Produkt an e Land, wat keng oder nëmme eng provisoresch Äntwert fir dat Produkt ginn huet, ass verbueden. All exportéiert chemesch Produkt vun der Rotterdamer Konventionslëscht muss dem jeeweilege Land eng Notification d'exportation schécken, an dat Land, an dat dëst chemesch Produkt importéiert gouf, muss en Accusé de réception dovunner erëm zrückschécken.

Et geet am Endeffekt dorëm, fir fir den Échange vu Renseignement ënner de Länner ze suergen, souwuel um wëssenschaftlechen, techneschen, ökonomeschen a juristesche Plang, déi der Rotterdamer Konventioun fir geféierlech chemesch Stoffe ënnerleien.

Här President, d'europäesch Reglement 689/2008 ëmfaasst, op Basis vun der Konventioun vu Rotterdam, folgend Grondprinzipien a geet awer och doruwwer eraus, wou d'Haaptpunkte folgend sinn:

Éischtens, allgemeng gëllen d'Regele fir all Pestiziden a chemesch Stoffe am industrielle Beräich, nom Prinzip vum Recht op d'Exportatioun, eréischt nodeems eng Genehmigung vum Importland do ass. Zweetens, iwwert d'Rotterdam Konventioun eraus gëllt an der Europäescher Unioun d'Applicatioun och bei Stoffe, déi am Verdacht stinn, sech an d'Loft ze dégagéieren, en fonction vun hirem Uwendungsbereich. Esou Stoffe dierfen op kee Fall exportéiert ginn.

Drëttens, d'Notification d'exportation gëllt fir all Länner vun der Drëtter Welt, ob dës d'Rotterdam Konventioun ënnerschriwwen hunn oder net. Dëst ass ganz wichteg, well an dësem Domän déi gréissten Abusé geschitt sinn. Duerfir ginn hei och ganz detailléiert Informatiounen iwwert déi entspreichend Liewensdauer bei adequater Handhabung gefuerdert. Véiertens, d'europäesch Communautéit ass gehale fir d'ganz EU ze decidéieren, wat fir chemesch Stoffe der Rotterdamer Konventioun ënnerleie mussen.

Fënneftens, d'europäesch Memberstaten an d'Exportateure mussen iwwert d'Décisiounen vun den Importländer informéiert ginn, an d'Exportländer mussen dës Décisiounen och selbstverständlech respektéieren. Sechstens, d'Europäesch Kommission féiert eng entspreichend Datenbank fir d'Applicatioun innerhalb vun den EU-Statene.

Siwentens, d'EU-Memberstate chargéieren d'Kontrollautoritéiten, notamment d'Douanesautoritéiten, déi verschidde chemesch Stoffe op Basis vun engem spezielle Code-system ze kontrolléieren, deen an der Déclaration d'exportation direkt op d'Konformitéit oder net schlësse léisst. A leschtens, aachtens, d'europäesch Reglement huet domat als Zil, d'Responsabilitéite souwéi d'Kooperatioun an déi géigesäiteg Hëllef ënner de EU-Länner ze encouragéieren.

Här President, zu Lëtzebuerg ass, wéi gesot, den Ëmweltminister d'Autorité nationale, deen zoustänneg ass fir d'Ëmsetze vun der Konventioun vu Rotterdam. Mat abezu ginn d'Kompetenze vun den Aarbechts-, Gesondheits-, Agrar- a Finanzministere.

Genau wéi beim REACH-Registrierungsgesetz iwwert déi normal chemesch Stoffe, dat mer hei an der Chamber virun engem Mount, de 17. Mäerz 2009, gestëmmt hunn, sinn niewent de Fonctionnaire vun der Douane an der Ëmweltverwaltung och d'Membere vun der Police grand-ducale verstärkt mat abezunn, fir Kontrolle sur place ze maachen an do déi néideg Mesuren ze huelen. Genau och wéi bei REACH kréien déi agréiert Ëmweltorganisatiounen Klorecht viru Geriicht.

Här President, mat folgenden dräi rezente legislativen Dokumenter - an zwar éischtens mam Projet de loi 5957 vum haut, wat den Import/Export vu geféierleche chemesche Stoffe a Pestizide reglementéiert, zweetens mat dem entspreichende Règlement grand-ducal 5969, deen den Accord vun der Conférence des Présidents vun der Chamber den 19. Mäerz 2009 kritt huet, an drëttens, zu gudder Lescht, mat dem REACH-Projet de loi 5819 vum 17. Mäerz 2009 iwwert d'Registrierung, d'Evaluatioun an d'Autorisatioun vun 30.000 chemesche Stoffe innerhalb vun der Europäescher Unioun -, mat dësen dräi legislativen Texter also huet Lëtzebuerg am Beräich vun der Erfaassung vu geféierleche chemesche Stoffe seng legislativ Aarbecht gemaach, wéi se bis elo vu Bréssel gefuerdert ass.

Domat sinn d'Viraussetzung geschaf, dass um Terrain keng Gefore fir d'Gesondheet vum Mënsch an der Ëmwelt entstinn, an déi gëllt et och elo vun allen Acteuren ze respektéieren.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass mat dësem Projet de loi 5957 vum haut sämtlech EU-Direktiven am Ëmweltberäich, déi bis zum Enn vun dëser Legislaturperiode ëmzesetze si vun der Chamber, a Lëtzebuerger Recht transposéiert gi sinn. Och wann ëmmer beklot gëtt, dass Lëtzebuerg allgemeng hannendran ass mat der Ëmsetzung vun EU-Direktiven, esou ass dat net de Fall am Ëmweltberäich. Heifir nach eng Kéier e Merci un eisen Ëmweltminister Lucien Lux a seng Mataarbechter, un all d'Membere vun der Ëmweltkommission an un de Statsrot.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Oberweis huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

» **M. Marcel Oberweis (CSV)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem honorabelen Här Roger Negri Merci ze soe fir dee flotte mëndlechen an och de schrëfteleche Rapport, dee mer virgeluecht kritt hunn.

Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm e Gesetzesprojet, ëm eng weider Direktivëmsetzung, déi awer dës Kéier vun dem Europäesche Parlament an dem Europäesche Conseil iwwert den Import an den Export vu geféierleche Chemikalien ausgeschafft ginn ass.

Dës Direktiv berout op e puer Elementer, vun deenen ech der awer nëmme zwee wëll hei erauspicken. Schonn 2003 hunn d'Europäesch Parlament an den Europäesche Conseil de Rotterdamer Kompromëss iwwert den Export an den Import vu bestëmmte geféierleche Chemikalien an d'Liewe geruff.

Awer den Europäesche Gerichtshaff huet a sengem Urteel vum 10. Januar 2006 d'Direktiv 304 aus dem Joer 2003 fir net zoulässeg erkläert, well déi nëmme den Artikel 175 aus dem Europäeschen Traité zréckbehalen huet. Dat héicht Geriicht wollt awer, dass och den Artikel 135 aus dem Europäeschen Traité zur Applicatioun sollt kommen. D'Gericht huet dunn awer zréckbehalen, dass déi deemoleg Direktiv esou laang applizéiert dierft ginn, bis eng nei géif virleien.

Déi eenzel Memberstate mussen all Mesuren ergräifen, déi déi mënschlech Gesondheet an d'Ëmwelt streng protegéieren. Virun allem mussen all déi Chemikalien, déi Kriibs ervirruufen, d'lerfgutt beschiedegen oder d'Fertilität reduzéieren, vum Maart geholl ginn. Dat sinn déi sougenannte CMR-Kritären, woubäi den C fir Carcinogen, den M fir Mutagen an den R fir Reproduktiounstoxitéit steet.

Notamment beim Export vu geféierleche Chemikalien, déi selwer an der Europäescher Unioun verbuede sinn oder fir déi streng Oplage gëllen, muss méi streng reglementéiert ginn. All dës geféierlech Chemikalien, déi an der Europäescher Unioun als Planzeschutzmëttel oder Pestiziden oder Industriechemikalië verbuede sinn, sollen och net méi an den Export kommen. D'Europäesch Unioun wëllt hei eng Virreiderroll iwwerhuelen.

Wann awer Länner déi Chemikalien asetze wëllen an domat hir Matbiereger an hir Ëmwelt belauschten, da muss eng Notifikatioun ausgestallt ginn, déi eben op déi Gefore opmierksam mécht. Op alle Fall gëtt verlaangt, dass den Exporteur an och den Importeur all Informatiounen iwwert d'Menge vun dëse gehandelte Produkter matdeele muss. Well nëmme esou kann ee sécherstellen, dass déi méiglech Auswierkung kontrolléiert kënnen ginn.

D'Direktiv geet nach weider, well si verlaangt, dass déi Chemikalien, déi an der Unioun scho verbuede sinn, nëmme dann an e Land exportéiert dierfe ginn, wann och do d'Zoustëmmung virläit. Fir d'Länner vun der OCDE kënnen dann ënner bestëmmte Bedéngungen Ausnahmeregele gëllen. Mä wéi seet e Sprechwuert schonn: Vertrauen ass gutt, awer d'Kontroll ass besser. Duerfir kann et a muss et zu regelméissege Kontrolle kommen.

Fir net egal wat iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun ze exportéieren, mussen all d'Chemikalien e Stempel mat der Haltbarkeetsdauer kréien, notamment déi, déi mir an d'Entwécklungslänner exportéieren. Et ass duerfir wichteg, dass et zu engem enken, konkreten Informationsaustausch an enger gemeinsamer Responsabilitéit kënnt. Virun allem sollt alles an d'Wee geleet ginn, dass an den Entwécklungsländer déi néideg Strukture geschafe ginn, fir dass och bei hinnen, wann duer dann ebe

Chemikalien exportéiert ginn, näischt zu Onwee gemaach gëtt.

Duerfir invitéiert d'Europäesch Kommissioun déi eenzel Memberstaten, op direktem oder indirektem Wee den ONGen all Hëllef unzëbieden, well déi sinn et jo, déi am nooste bei der ländlecher Bevëlkerung stinn. Op dës Manéier ginn an den Entwécklungslänner och Mënschen ausgebilt, déi dann an der Zukunft dës wichteg Aufgaben iwwerhuele kënnen.

Well et zu enger seriöser Iwwerwaachung um Terrain komme muss, sinn d'EU-Memberstaten opgefuerdert, e Rapport un d'Europäesch Kommissioun a regelméisseg Ofstänn anzerechen. Dee gëtt dann un d'Europäesch Parlament an den Europäesche Conseil weidergereicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi europäesch Direktiv erlaabt et engem eenzelne Memberstat, souguer eng Chemikalië ze verbidden oder méi strenge Bedéngungen ze ënnerwerfen. Dee Memberstat muss awer der Europäescher Kommissioun en Dossier virleeën, an dann hunn déi aner Länner véier Wochen Zäit, fir hir Meenung dozou ze soen.

Et gëtt och verlaangt, dass d'Europäesch Kommissioun de Memberstaten all wëssenschaftlech, technesch, wirtschaftlech a juristesche Informatiounen muss ginn, déi si am Émgang mat de Chemikalië mussen hunn; ënner anerem toxikologesch a sécherheetsrelevant Indikatiounen.

Wann ee sech d'Lëschtchen an der Annex ukuckt, déi mer matkritt hu beim Gesetzesprojet, huet ee festgestallt, dass et méttlerweil awer schon 150 exportrelevant Substanzen gëtt. D'Lëschtchen vun de Chemikalien, déi ënnert déi ugeschwaten „PIC“ fallen, ëmfaasst der 70. An et gëtt een erschreckt ze liesen: Ënnert d'Lëschtchen vun deene Chemikalien, déi net importéiert dierfe ginn, fallen der zéng, an dorënner nach ëmmer den DDT, obschonn deen an der Drëtter Welt nach ëmmer am Asaz ass.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech kuerz nach op eng rezent Etüd agoen, déi vun der europäescher Agence fir d'Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz erstallt ginn ass. Et geet an där Etüd ëm d'Präsenz vu chemesche Produkter, déi an der Industrie, an der Landwirtschaft, am Spidolswiesen, am Bau an a ville Kleng- a Mëttelbetriber agesat ginn.

No där Etüd ginn ongeféier 74.000 Doudesfäll, déi mat der Aarbechtsplaz liiert sinn, op den Asaz vun de geféierleche Substanzen am Joer 2007 zrëckgefëiert. Ronn 15% vun den europäeschen Aarbechter soen, dass si e Véierel vun hirer Aarbechtszäit mat chemesche Produkter hantéiere mussen. Iwwer 10% hu gesot, dass si géiftig Dämp mussen anootmen, an och Stëbser.

De Rapport, dee vun 49 Experten aus 21 europäesche Länner erstallt ginn ass, kënnert zur Konklusioun, dass grad d'Nanopartikelchen un der Spëtzt vun dese geféierleche Substanzen leien. Folleg sinn ouni Zweifel d'Allergië vun der Haut an d'Opkomme vum Kriibs. Notamment sinn et d'Aarbechter, déi am Beräich vun den Déchete schaffen am Bau, an de Botzentreprisen, an de Soins-infirmieren, déi dese Krankheeten am meeschten ausgesat sinn.

Grad am Zesummenhang mat dem Gesetzprojet iwwert déi chemesch Substanzen mécht et Sënn, op dës Etüd mat dem Titel „Prévisions des experts sur les risques chimiques émergents“ hinzeweisen. Duerch dese Gesetzesprojet kréien d'Bierger all déi néideg Informatiounen aus dem Beräich vun de chemesche Substanzen. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass si déi néideg Informatiounen och dann zougänglech gemaach kréien a se och benotze kënnen.

Domadder bréngen ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» M. le Président. - Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert.

» M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här President. Ech wëilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Hei geet et jo ëm d'Ëmsetzung vun der Konventioun vu Rotterdam, déi als Objet huet, den Handel vu chemesche Produkter ze légitiméieren respektiv kloer Regeln opzesetzen an adequat Kontrollen ze garantéieren.

Dat heescht am Endeffekt och, dass hei soll de Mënsch an d'Ëmwelt geschützt ginn. Dat sinn Ziler, déi mir kënnen mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Duerfir wëlle mer och dann den Accord hei vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen, dee jo am Endeffekt dann d'Ëmsetzung vun der Konventioun iwwer en europäescht Reglement ass.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Berger. Dann huet den Här Minister Lux d'Wuert.

» M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*. - Här President, ech wëll zum Projet näischt méi soen, well de Rapporteur, den Här Negri, huet dat op eng exzellent a ganz detailléiert Aart a Weis gemaach.

Ech kommen awer net derlaanscht, um Schluss vun der Legislaturperiod a bei deem leschte Projet, dee mer méiglecherweis zu deem Beräich wäerte stëmmen, der Chamber a virun allem der Ëmweltkommissioun Merci ze soe fir déi lescht Bemierkung, déi den Här Negri gemaach huet, nämlech fir festzestellen, dass mer effektiv mat deem heite Projet all déi Direktiven, déi am Moment mussen ëmgesat sinn, och ëmsetzen.

Ech mengen, dat war eng exzellent Aarbecht, déi mat der Ëmweltkommissioun an hirem President gemaach ginn ass. A mir hunn, mengen ech, fir d'Ëmweltrecht a virun allem och fir d'Kloerrecht vun de Bierger hei eng exzellent legislativ Aarbecht an deene leschte Jore gemaach.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Da stëmme mer elo nach iwwert dese leschte Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgang. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5957 ass mat 53 Jo-Stëmmen uegheoll, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Michel Wolter), Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Weiler), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Ali Kaes), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

- Dépôt d'une proposition de loi**
- *M. Alexandre Krieps*
- 5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information**
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roland Schreiner, M. Félix Braz, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:**
- du Code d'instruction criminelle, et
- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- 5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce**
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises**
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005**
et
5799 - **Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006**
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel (5767), M. Laurent Mosar (5799)*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

» **Une voix.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Gutt, dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer direkt...

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Här President!

» **M. le Président.** - Pardon!

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech géif gären eng Proposition de loi déposieren.

» **M. le Président.** - Da kritt Dir d'Wuert, fir dat ze maachen, Här Krieps.

1. Dépôt d'une proposition de loi

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech ginn effektiv elo gewuer, dass et relativ spéit an der Legislatur ass,...

(Hilarité)

...mä dat hei huet mat dem préelectoralen Aktivismus guer näischt ze doen.

» **Plusieurs voix.** - Ouh? Oh!

(Interruption)

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech wollt just eng steierlech Gerechtheet erëm hierstelle loosse, an zwar déi vu bestuete Koppelen, déi keng Kanner hunn an déi hir Successionssteiere bezuele mussen, par contre déi, déi Steieren hunn, keng Steiere bezuelen, Taxen...

» **Une voix.** - Kanner!

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - ...déi Kanner hunn. An dat fir e puer Ursachen. Mir hunn zwar Fräibeträg vun 38.000 Euro, mä et ass awer net gerecht an enger Zäit hautdésdags, wou am éischte Mariage scho méi wéi e Fënneftel vun de Leit keng Kanner méi hunn aus biologeschen Ursachen oder aus Choix, awer ëmmer méi Leit bestuet ginn an zweeter Noce oder drëttem Bestietnis, an déi trotz de Progrès vum der Pharmakologie keng Kanner méi kréien, och am drëtten Bestietnis.

Ech wär frou, wann déi Steiergerechtheet géif hiergestallt ginn. An och d'Kannerkréien oder net, ech mengen, d'Gesetzgebung huet jo keng procréativ Incitatioune méi - soll se net hunn! Dat emfannen ech als eng onheemlech Ongerechtheet, a meng Partei och.

Ech mengen, wann ee wëllt d'Leit incitéieren, Kanner ze maachen, da gëtt et aner Moyer wéi iwwer Steierweeër.

(Interruptions)

Zumools wou ons Nopeschlänner - Italien 2001, Frankräich 2007 - déi Législatiounen schon adaptéiert hunn. Ech viséieren hei net Koppele wéi Onassis-Kennedy, mä ech mengen, wa mer ons international ofschaéieren, solle mer déi Taxatioune ofschaffen.

Ech ginn dem President meng Proposition. Hei ass se.

6036 - *Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004*

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. Ech leeden déi Proposition do an déi normal parlamentaresch Prozedure weider.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwer d'Autoroutes de l'information. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem wichtege Projet, den honorabelen Här Lucien Thiel.

2. 5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, honorabele President. Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, et gëtt an dese Krisenzäiten, an deene sech déi rout Minusmilliarden uechter d'Welt nëmmen esou iwwerschloen, Gott sei Dank och nach positiv Chifferen. Zum Beispill déi zwou Billiounen, also déi 2.000 Milliarden Euro, déi entretemps am Secteur vun der Informatioun- a Kommunikatiounstechnologie ëmgesat ginn. E Secteur, deen am Moment, wou iwwerall iwwer wuesse sollten, déi elo leider éischer deen anere Wee geet?

4% Wuesstum! Dat seet eis zu Lëtzebuerg dach iergendeppes. Oder hu mer vläicht scho vergiess, dass mer eigentlech ëm grad déi 4% an der Moyenne mat eiser eegener Wirtschaft wuesse sollten, déi elo leider éischer deen anere Wee geet?

Wien also deem Wuesstumsréckgang entgéintwierke wëllt, deen neierdénge op 6% bei eisem wichesten Handelspartner déisäits vun der Musel geschat gëtt an deen och bei eis an déiselwech Direktioun dierft goen, deen deet gutt dorun, wann hie probéiert, och e bëssen däers ICT, am Kloertext „information and communication technology“, a sengem Wirtschaftsparteille ze hunn.

Mir hunn däers Gott sei Dank. Well mir e bësse méi fréi wéi déi aner mat eiser Législatioun an den e-commerce ageklomme sinn - dat sinn ëmmerhi schon zéng Joer hier - a well mir och nach dank eisem gebremste Steierappetit deen niddregsten TVA-Taux an der Unioun hunn, hu mir e puer vun deenen „big players“ aus deem Beräich op Lëtzebuerg gezunn, a mat hinnen och e

puer 100 Milliounen Steieren a leider och d'Roserei vun eenzelnen Noperen, déi eis elo virrechnen, wat hinnen un TVA verluer geet. Si wëssen allerdénge nach net, dass dat 2015 soll anescht ginn.

Elo ass et awer mam e-commerce-Geschäft genee wéi fréier mat der Eisbunn oder duerno mam Auto: Mat enger Lokomotiv an engem Motorgiefier eleng kënnst een net wäit, wann ee keng Schinnen a keng Stroossen huet. Och den elektronischen Datefloss brauch seng Autobunnen, fir vun engem Punkt op deen aneren ze kommen. Ouni déi Verbindungen, sief et elo per Glasfibrakabel oder iwwer Satellit, géif et haut nach keen Online a keen Internet ginn. Dat géif vläicht almoudesch Nostalgiker freeën, awer et géif all déi Milliounen a Milliounen aner Matmënschen an d'Steenzäit vun der Wëssensgesellschaft zrëckwerfen.

(*Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence*)

Allerdénge hippt mä Vergläich mam Stroosseverkéier e bëssen. Bei deem dauert et jorelaang, a bei eis vläicht heiansdo nach e bësse méi laang, bis d'Autobunne fäerdeg sinn. Esou vill Zäit hu mer bei de virtuellen Autobunnen, deenen, iwwer déi den Datefloss geet, net. Do wuessen d'Besoiné méi séier, wéi ee kucke kann, well op där enger Säit de Volume vun deem Ugebuet u Wëssen an aneren Informatiounen an engem verréckten Tempo wissst, a well op där anerer Säit d'Qualitéitsuspréich un déi iwwerdroe Biller an Téin ëmmer méi Kilo-, Mega-, Giga- an Terabyte verlaangen.

Wien do net mathale kann, deen ass ganz séier aus dem Geschäft. A grad dat kënnen mir Lëtzebuurger eis net leeschte wéinst eiser enormer Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftssektor an eisem entsprechend grouse Besoin un ekonomescher Diversifikatioun.

Well eis Regierung dat mat Zäiten erkannt an hirem Kommunikatiounsminister fréi Hand gelooss huet, sti mir haut net allze schlecht, fir net ze soe relativ gutt do. Fir net missen dem Privat- an dem Paraprivatsektor, zu deem jo eis Post gehéiert, mat hire Businesspläng an hire Rentabilitéitszwäng déi ganz Responsabilitéit fir d'Transmissionsréseauen ze iwwerloossen, huet d'Regierung selwer eng Gesellschaft gegrënt. Déi heescht Luxconnect a gëtt do agesat, wou et fir déi aner Entreprisë mander interessant ass, déi sech léiwer op déi déck Clienté wéi zum Beispill op d'Banke konzentréieren.

Well déi Responsabel d'Explosioun vun der Demande un Transmissiounscapacitéite gesinn hu kommen, hu si souzesoe prophylaktesch op den Ausbau vun de Réseauen gedréckt an nieft de privaten Datenæuden oder -kniet um Wandhaff, zu Keel an deemnächst och am Drosbach-Center op der Cloche d'Or eng eege Plattform, des Kéier zu Beetebueg, agericht, déi dann elo och nach e Bridderchen an der Géigend vu Miersch kréie soll. Dat kascht natierlech Suen, genausou wéi déi verschidde Konnexiounen mat den internationalen Netzer vun den Datenautobunnen, mat deene mir elo iwwer eng hallef Dose Knietpunkte verbonne sinn.

Mä d'Regierung hält net fir näischt dorop, Damp hannert déi Geschicht ze maachen an nach méi séier wéi geplangt de Luxconnect-Réseau, deen elo geschwënn operationell gëtt, weider auszebauen. Duerfir gëtt elo déi Finanzéierungspaus gestrach, déi nom Initialinvest vun 30 Milliounen am Joer 2008 fir de lafenden Exercice virgesi war, an déi Investissementer, déi fir 2010 an duerno geplangt waren, ginn elo virgezunn.

Mat dësem Gesetz gëtt de Stat autoriséiert, schon an dësem Joer 30 Milliounen an deenen zwee Joer duerno nach eng Kéier 35 Milliounen Euro an de Luxconnect-Réseau ze stichen. Dat ass net nëmmen néideg, wa mir den Uschloss - hei am dueble Sënn vum Wuert - un d'Informatiounszäitalter net verpassen an déi sëlliche Konsumenten, dat heescht hautdésdags quasi jiddwereen, net am Ree stoe loosse wëllen. Mir géifen och nach déi bluttnoutwendeg Diversifizéierung vun eiser Economie op d'Spill setzen, wa mir net permanent um leschte Stand vun den Dateréseauen wieren.

Elo trëfft et sech dann awer duebel gutt, well déi virgezunnene Infrastrukturearbechten och nach horganau an de Konjunkturpak vun der Regierung passen, dee jo zu engem gudden Deel aus virgezunnene Bau- an Erneuerungsaarbechte besteet. Dat

nennt een da wuel zwou Mécke mat engem Schlag fänken.

Logescherweis hätt domat dëst Gesetz och an déi Konjunkturpakserie gepasst, déi mir déi iwwernächst Woch hei als wierdegen a symbolträchtigen Ofschloss vun dëser Legislatur op der Lee hunn. Mä deen zoustännege Minister war, wéi esou dacks, eng Grézt ze séier mat sengem Projet, an duerfir ass hien haut schonn un der Rei - souzeosen hors série. Mä gediert, Här Minister, wat gemaach ass, ass gemaach!

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Här President, duerfir proposéiert dann och Är Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun lech, an der Chamber dem Projet Äre Segen ze ginn. Dee vun der CSV-Fraktioun huet en op alle Fall elo schonn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Sinn nach Kolleegen, déi d'Wuert froen? Den Här Berger huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, awer ausféierleche Bericht. De legislative Prozess war hei bei dem virleidenen Text bal esou séier wéi den Datentransfer op de Breetbandleitungen. En ass déposéiert ginn den 20. Februar 2009, an haut, den 28. Abrëll 2009, gëtt e schonn hei an der Chamber - huelen ech un - gestëmmt. Ech mengen och, haut de Mëtteg kënne mer ganz schnell dee Projet evaluéieren. Dat hänkt vläicht domadder zesammen, datt dat reng formal gesinn nëmmen zéng Artikelen sinn, mä derhannert verstoppt sech awer dann e ganz wichtige Projet, e ganz wichtige Dossier, well hei geet et ëm de Beräich vun de modernen digitale Kommunikatiounsmëttel - Stéchwuert Internet.

Konkret sollen also hei Suen débloquent ginn, fir eng besser Connectivitéit vu Lëtzebuerg un déi international Breetbandréseau kënne ze assuréieren.

Déi Dépensen, déi hei mat deem Text verbonne sinn oder mat deenen Aarbechten, sinn awer immens wichtig an eisen Aen, fir eben d'Entwécklung vum Internet an de Kommunikatiounstechnologien hei zu Lëtzebuerg weider ze förderen. Besonnesch sinn dat jo Secteuren, déi och wichtig si fir de Standuert Lëtzebuerg.

De Rapporteur huet och scho gesot, wat fir eng Zommen do dëst Joer respektiv an den nächste Jore sollen débloquent ginn: 30 Milliounen, duerno nach zweemol 35 Milliounen. Haaptsächlech sinn dat Investissementer an Infrastrukturaarbechten. Zum enge sinn dat dann déi Glasfaserleitungen, fir kënne méi grouss Volumé vu Donnéeë méi schnell ze iwwerdreen. Et si Verbesserung vu Leitunge respektiv ginn nei Leitunge geluecht, wou mer och gesot kruten, datt déi géifen dann och zum groussen Deel laanscht bestehend aner Autobunnen oder soss Kommunikatiounslinne vum öffentlichen Transport geluecht ginn. An zum aneren ass dat awer och, datt do verschidden - wéi een dat nennt - Centres d'hébergement oder Datenzentren realiséiert gi sinn.

Ech mengen, et ass absolut wichtig, datt déi nei technesch Méiglechkeeten an Internetapplikatiounen hei verbessert ginn, well souwuel d'Administratiounen, d'Entreprises, awer och virun allem d'Privathaushalter ëmmer méi e grouse Besoin hu fir eng Breetbandkonnexioun. Wann ee weess, datt haut ganz vill, zum Beispill am ganzen Domän You Tube utiliséiert gëtt; wann ee weess, datt Videokonferenzen, all déi - ech soen emol - Applikatiounen, déi mer alleguerte kennen, regelméisseg gebraucht ginn, da brauch een einfach och déi noutwendeg technologesch Moyenen.

Fir d'DP ass et och ganz onerlässlech, datt de Stat massiv an esou e Beräich mat grousem Zukunftspotenzial investéiert, wéi gesot, wann een eben d'Croissance vum Informatiounsaustausch via Internet an deene leschte Jore kuckt, an datt een also och dann heimadder Jaloné setzt fir d'Zukunft.

Ursprénglech - dat ass och scho gesot ginn - sollten dës Aarbechten, dës Investissementer eréischt 2010 gemaach ginn. Am Kader vun der Kris a vun dem Konjunkturpak vu verschiddene Mesurë si se also elo virgezu ginn, a mir kënne dat och nëmmen ënnerstëtzen.

ler ech den Accord vu menger Fraktioun hei dann och wäert abréngen, wéll ech nach eng kleng Remarque maachen: Opronnd vun där klenger Taille vu Lëtzebuerg a vum lëtzebuergesche Marché ass et eiser Meinung no och wichtig, datt eng fair Konkurrenzsituatioun geschaf gëtt, fir eben dann och am Endeffekt esou vill wéi méiglech attraktiv Präisser fir d'Entreprises, d'Privatclients hei kënne ze garantéieren. Duerfir sollten niët Luxconnect an EPT, deenen hir Kompetenz an och hir Vivacitéit mer net wéllen a Fro stellen, awer och net aner Privatopérateuren vu vierenan hei vun dësem Business écartéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den honorabelen Här Schreiner huet d'Wuert.

► **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Och just fir dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Thiel, Merci ze soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht. Hie selwer wéi och mäin direkte Virriedner hunn hei déi wesentlichst Aspekter vun dem Projet de loi scho kommentéiert. Ech mengen awer och soen ze kënne am Numm vun eiser Fraktioun, dass mer eis, mengen ech, alleguerten eens sinn, dass dat hei, och wann et e klengt Gesetz ass, e ganz wichtegt Gesetz ass fir eist Land a fir eis Economie.

Et ass einfach eng Realitéit, dass, wa mer eise Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wéllen attraktiv halen an nach weider ausbauen, mer och mussen a sollen interessant bleiwe fir Entreprises, déi am Beräich vum Commerce électronique täteg sinn. E Beräich, deen onwahrscheinlech schnellieweg ass an onheemlech Zukunftsperspektive virweise kann.

Fir eist Land ass et duerfir wichtig, och an deem Secteur top ze sinn, top ze bleiwen och an der Zukunft, an dass mer eis esou opstellen, fir eisen Entreprises an Ëmfeld unzëbbiden, an deem si hir Aktivitéiten an deem Beräich voll kënne entfalten.

Ech wéll net op all déi Investitiounen agoen, déi hei virgesi sinn. De Rapporteur huet déi in extenso gesot. Och dass se zum sogenannten Antikrisepak, deen d'Regierung déi lescht Méint geschnürt huet, gehéieren. Investitiounen, déi sech also konsequent och an déi antizyklisch Politik vun dëser Regierungskoalitioun aschreiwten an och natierlech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun fannen.

Et ass gesot ginn, am Dezember 2006 hu mer hei an der Chamber dem Projet Luxconnect gréng Luucht ginn. Deemools huet dëse Gesetzesprojet dem Stat d'Méiglechkeet ginn, am Kader vun enger privatrechtlicher Firma mat öffentlechem Kapital an engem Domän anzegräifen, wou de Privatsektor bis elo ontäteg war, nämlech d'Ubanne vu Lëtzebuerg un déi grouss Databunnen an Europa.

Säitdeem ass ganz vill geschitt an dësem schnelliewege Business. Wat d'Connectivitéit vu Lëtzebuerg ugeet, also wat den Uschloss un déi grouss international Datenautobunnen ueget, gehéiere mir mëttlerweil zum Top vun Europa. Dëst ënner anerem och, well d'Post vill Milliounen Euro och an hir Infrastrukturen investéiert huet. Ech denken do zum Beispill un de Projet „TERALINK“ an de Projet „Fiber to home“, deen de Glasfaserréseau weider ausbaut.

Et ass gesot ginn: E performanten Uschloss un d'elektronesch Datenautobunn ass e Wirtschaftsfactor, deen ëmmer méi wichtig gëtt. Et stäerkt d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. Duerfir sinn och déi geplangten Investitioune wichtig a richtig, an d'Erfollegger bleiwen, wéi d'Praxis et eis weist, jo och net aus.

Sou zum Beispill huet d'lescht Joer Rakuten Inc., eng grouss Internetfirma aus Japan, Lëtzebuerg als hiren europäeschen „Headquarter“ ausgewielt. An d'Ukënnegung vum Wirtschaftsminister, dass RealNetworks, en anere grouse Player am e-commerce, op Lëtzebuerg kënnt a vun hei aus seng europäesch Aktivitéite steiere wäert, schwätzt fir de Standuert Lëtzebuerg. RealNetworks wäert sech am e-Business am Resilience Centre um Wandhaff niddersetzen. Dat ass och de Verdéngscht, mengen ech, vun eiser Post, déi jo Haaptaktionär och vun där Sociéitéit ass.

Niewebäi bemierkt gouf dëse Center och d'lescht Joer vum Brancheverband broad group als beschten Datenzentrumsopérateur 2008 vun Europa ausgezechent.

D'Gesetz vun 2006 dréit also seng Früichten. Dat ass och gutt esou, well d'Finanz- a Wirtschaftskris féiert ons kloer virun Aen, wéi risikant et ass, säi Wuelstand ze vill op een

ekonomesch Standbeen ze verlageren. Mir mussen an Zukunft eis Investitiounen an anere Beräicher stäerken, mir mussen ons weider wirtschaftlech diversifizéieren, esou, wéi och d'parlamentaresch Krisekommissioun an hirem Ofschlossrapport dat festgehale huet. e-commerce ass sécherlech ee Volet vun eiser Diversifikatiounspolitik; anerer mussen nokomme respektiv weider ausgebaut ginn.

Dëse Projet de loi ass also wichtig, well et an der Logik ass an an der Kontinuitéit vum Gesetz vun 2006, wat d'Ëmfeld schafft, wat mer brauchen als Lëtzebuurger Land, fir kuerzfristeg op deem schnelliewege Marché vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien kompetitiv ze bleiwen. An dat letztendlech am Intérêt vun alle Consommateuren, ëm déi et schlussendlech geet an déi vun dëser Entwécklung solle profitéieren.

An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Den Här Braz huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wéll just och fir de Kolleeg Claude Adam d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet bréngen. Ech ginn net méi op dat an, wat schon alles gesot ginn ass. Dat ass eng Politik vun dëser Regierung, déi déi gréng Fraktioun permanent a konstant ënnerstëtzt. Duerfir si mer och frou, fir dëse Projet haut kënne ze stëmme.

► **M. le Président.** - Den Här Minister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dräi, véier Remarquen zu den Diskussiounen hei haut ze maachen. Fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur an deene verschiddene Virriedner Merci soe fir déi Duerstellung vum Projet, wat eng adequat Duerstellung vum Projet ass. Ech sinn och frou, ze héieren, datt dee Projet Zoustëmmung op alle Bänke féint.

Den Här Schreiner huet zu Recht dorop higewisen, datt och d'Post eng exzellent Aarbecht mécht. Dat, wat d'Post mécht, a wat Luxconnect mécht, ass complémentaire.

Den Här Berger huet zu Recht op d'Initiative vum Privatsektor au-delà vun der Post a vu Luxconnect higewisen. Och dat ass complémentaire par rapport zu Luxconnect. Alles dat mécht, datt mer haut kënne soen, datt déi Infrastrukturen, déi mer hunn, kompetitiv Infrastrukturen sinn.

Den Här Braz huet gesot, datt déi gréng Fraktioun dee Projet hei vun Ufank un ënnerstëtzt. Ech erënnere mech, datt den Här Braz deemools e puer Froe gestallt huet, mä e war awer mat der Zilsetzung vum Projet deemools d'accord.

Speziell frou sinn ech allerdéngs iwwert d'Ausso vum Här Berger, well nämlech deemools den Henri Grethen déi éischte Kéier beim Projet zwar d'Zilsetzung ënnerstëtzt huet, mä, wat de Wee ubelaangt, vun Nodenklechkeet, Sproochlosegkeet an net ganz gesonde Weeër geschwat huet. Ech mengen, mir hunn dat dann och, contrairement zum Här Braz, haut kloergestallt. An ech si frou, datt mer an engem wichtige Projet fir d'Zukunft vum Land hei an déi nämlecht Richtung zéien.

Här President, eng zousätzlech Remarque nach, wann Der erlaabt. Dee Projet hei ass och wichtig fir de Konsument. Fir eis alleguerten. Well et nämlech dorëm geet, fir ëmmer nei Méiglechkeeten opzemaachen, nei Méiglechkeeten, déi mer wéllen notzen: d'Televisioun iwwert den Internet, nei Méiglechkeeten iwwert den Internet. Och dofir brauche mer Breetband. Duerfir steet dee Projet hei net nëmmen am Zeeche vun der Kompetitivitéit, net nëmmen am Zeeche vun der Konjunktur, mä och am Zeeche vum Konsument.

An, Här President - dat ass meng lescht Remarque -, wann ech vum Ëmfeld schwätzen, da baue mer elo Datenzentre weider a mer verleeën Infrastrukturen an de Buedem. Fir awer kënne eng Politik ze maachen am Beräich vun den Telekommunikatiounen, brauche mer och Frequenzen. A well ech weess, datt d'Chamber aktiv déi europäesch Politik verfollegt, notammet ënner dem Impuls vun President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Här Fayot, géif ech menger Missioun net gerecht ginn, wann ech lech net géif doruwwer informéieren, datt de Moien an engem vun deene wichtigsten Dossier fir Lëtzebuerg, wat Europa ubelaangt, en Accord konnt fonnt

ginn téschent dem Europaparlament, téschent der Kommissioun an dem Conseil.

Gëschter Owend war am Dossier Paquet Télécoms, wat en extrem wichtige Dossier ass fir Lëtzebuerg, dee leschten Trilog. Dat, wat an deem Trilog décidéiert ginn ass, ass de Moie vum Coreper, dat heescht vun de Vertrieder vun de Ministeren zu Bréissel, guttgeheesch ginn. Sou datt contrairement zu deem, wat een déi lescht Deeg konnt mengen, dee wichtige Dossier fir Lëtzebuerg nach konnt zu engem gudden Ofschloss bruecht ginn.

Wat d'Prozedur ubelaangt, wéll ech drop hiweisen, datt nom Trilog gëschter - dat heescht, d'Parlament, d'Kommissioun an de Ministeschrot vertrueden duerch d'tschechesch Présidence - de Moien d'Vertrieder vun de Ministeren zu Bréissel den Text guttgeheesch hunn, datt formaltechnesch et nach an d'Plénière geet d'nächst Woch. Mä vu datt de Problem geléist ass am Trilog, an ausser et géif nach e franco-franséische Problem optauchen, ass dovunner auszegoen, datt mat enger iwwerwältgender Majoritéit d'Parlament och wäert dat guttheeschen d'nächst Woch.

Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Wat heescht deen Accord fir Lëtzebuerg? Dat heescht dräi Saache fir Lëtzebuerg.

Dat Éischt ass dat hei: Dee Paquet Télécoms wäert d'Investissementer an d'Konkurrenz stimuléieren. Europa gëtt also méi konkurrenzféeg am Beräich vun den Telekommunikatiounen. Dat huet en Effekt op d'Präisser. Dat huet also e positiven Effekt fir d'Konsumenten, niët all deene Punkten, wou de Konsumenten hir Rechte weider gestärkt ginn. Dat ass also och gutt fir Lëtzebuerg.

Zweetens ass et esou, datt mer méi eng no Concertatioun kréien op europäeschem Niveau, och iwwer e gemeinsame Verbund vun den europäesche Régulateuren, mä mir kréie kee bürokratescht Organ. Dat war wichtig fir Lëtzebuerg, datt mer net géifen eng zollid bürokratesch Couche dropleeën, mä datt mer eng llicht Struktur kréichen.

Deen drëtten a leschte Punkt ass wahrscheinlich - net nëmme wahrscheinlich, mä mat ganz grousser Sécherheet - dee wichtigste fir Lëtzebuerg: Iwwert de Wee vun deem neie Paquet Télécoms konnt séchergestallt ginn, datt d'Frequenzen net vereuropäeséiert ginn. D'Frequenze bleiwen also eng national Kompetenz. Mir behalen also am Beräich vun de Frequenzen dee Spillraum, deen et eis erlaabt huet an deene leschte Jorzéngten, Politik ze maachen am Mediëberäich, am Télécomsberäich. D'SES konnte mer opbauen, well mer dee Gestaltungsspillraum haten. Mir hunn eis ëmmer dergéint gewiert, datt mer dee Gestaltungsspillraum géife verléieren.

Ech ka soen haut: Mission accomplie. Mir behalen dee Gestaltungsspillraum am Beräich vun de Frequenzen, an zesumme mat Luxconnect an deenen aneren Initiativen erlaabt dat eis, och an deenen nächste Jore Lëtzebuerg nach als Mediëstanduert, als Télécomsstanduert ze positionéieren.

Här President, ech mengen, déi Noriicht war et derwäert, datt ech se hei der Chamber direkt haut iwwerbruecht hunn.

Ech mengen, datt ech laang net méi doru gegleeft hunn, well ech hunn ëmmer mech virsiichteg ausgedréckt a gesot: Mir gesinn d'Zillinn, mä ech sinn net sécher, ob mer se iwwerschräiden. Haut hu mer se iwwerschratt. Et ass nach déi eng oder aner Formalitéit ze klären. Dat si kleng Formalitéiten, well ech net wéll dem Parlament do virgräifen, mä dee Vote an der Plénière wäert awer e positive Vote sinn. Nom Trilogaccord - Présidence, Kommissioun a Parlament - steet deem Paquet Télécoms näischt méi am Wee, sou datt do och en décke Brocken aus dem Wee geschafft ginn ass an engem Lëtzebuurger an an engem europäesche Sënn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5996 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Nee-Stëmm, ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5996 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Heito-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert den Accès vum der Police an der IGP zu perséinlechen Donnéeën. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Roth.

3. 5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission juridique

»»» **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5986 regelt den Zougang vum de Justizautoritéiten, der Police an der Polizeinspektioun zu verschiddenen Datebanken, déi vun aneren öffentliche Verwaltungen an Établissements publics gefouert ginn.

Dëse Gesetzesprojet mag vu senger Matière hier an engem éischten Uschän vum enger méi technescher Natur sinn. Deem ass awer net esou. Am Contraire. Et geet ëm eise Rechtsstat an dobäi méi genee ëm den delikaten Équilibrium tëschent enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung engersäits an dem Schutz vum de Grandfräiheeten, de Grandrechter an am Speziellen der Privatsphär vum Bierger op där anerer Säit.

Dass d'Sich no deem richtege Équilibrium do net einfach ass, gëtt doduerch verdeitlecht, dass déi Debatt, déi mer haut féieren, an der Substanz scho viru ronn zéng Méint, den 9. Juli 2008, an dësem Haus stattfont huet. Am Kloertext betrëfft de Gesetzesprojet vun haut eng Rei Nobesserungen zu dem Gesetz vum 22. Juli 2008, dat zënterhier den Zougang vum de Justiz- a Polizeiautoritéiten zu verschiddenen Datebanke regelt.

Här President, d'Kriminalitéit hëlt ëmmer nei Formen un, heiheim an am Ausland. Si ass grenziwwerschreidend. Fir eng effikass Bekämpfung vum der Kriminalitéit, an dat am allgemengen Interessi vum Sécherheet vum Bierger, brauche Justiz a Polizei ugepasste Moyenen.

Zu de Mëttele vum enger effikasser Verbiechensbekämpfung zielt och en Zougang zu den néidegen Informatiounsquellen. Dësen Zougang zur Informatioun ass am Prinzip legitiméiert, wann e fir d'Verbiechensbekämpfung noutwendeg ass. Hie muss a sengem Ausmooss do ophalen, wou de Schutz vum der Privatsphär Virrang huet.

D'Madame Flesch hat bei der Debatt zum Gesetz vum Juli 2008, wat mir haut nobeseren, ganz trëtteg dem Statsminister seng Ried zur Lag vum der Nation aus dem Joer 2007 zitëiert, dee sot: „Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vum de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vum der Privatsphär ass eng Staatsaufgab.“

Här President, d'Nobesserunge vum dem Gesetz vum 2008 hu sech als néideg erweisen. D'Gesetz vum Juli 2008 gouf deemools eestëmmege vum der Chamber gestëmmt. Et huet ouni Zweifel de Mérite, dass et ee legale Kader gesat huet, fir den Zougang vu Justiz a Polizei op d'Datebanken ze regelen. Déi ganz Schwieregkeet besteet an dësem Domän doran, an engem generelle Gesetzestext e gesellschaftspoliteschen Équilibrium tëschent Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vum der Privatsphär ze garantéieren, deen awer och an der Praxis déi ganz Bandbreit vu Fäll, déi sech op dësem Gebitt kënnen stellen, ëmfaasst.

Et huet sech grad an der Praxis erweisen, dass d'Gesetz vum Juli 2008 nëmme mat onverhältnisméissegem Opwand u perséinlechen, finanziellen an techneschen Mëttelen ëmgesat ka ginn. D'Ëmännerungen, déi de Gesetzesprojet 5986 virgesäit, stellen d'Zil vum dem Gesetz vum 2008 net a Fro. D'Mëttele fir eng effikass Kriminalitéitsbekämpfung géifen der Praxis méi ugepasst. De Schutz vum de Grandfräiheeten an de Grandrechter vum dem Einzelne soll dobäi awer geséichert bleiwen.

Konkret gi folgend Ëmännerunge virgeholl:

De Moment huet um Niveau vum de Justizautoritéite just de Procureur d'État eleng Zougang zu Datebanken, déi vun anere staatleche Verwaltungen an Établissements publics gefouert ginn. Am Speziellen handelt et sech, wéi am Gesetz ageschriwwen, hei ëm: den allgemenge Persouneregister; d'Fichiere vum den Affiliatiounen bei der Sécurité sociale, dat heescht bei wem den Asuré schafft - d'Donnéen, déi d'Gesondheet betreffen, sinn express ausgeschloss -; d'Fichiere vum den Asylbewerber, den Ausländer an deene Leit, déi e Visa ufroen; d'Fichiere vum den Handelsmächtigungen; deene vum de Führerschäiner grad wéi de Register vum den Autosplacken; d'Fichiere vum der TVA an de Wafferegister.

Den Ëmkrees vum de Persounen, déi Zougang zu dësen Datebanken hunn, gëtt elo erweidert. Nieft dem Procureur d'État soll elo och de Procureur général Zougang zu dëse Fichiere kréien. De Procureur général ass zoustänneg ënner anerem fir de Strof-vollzuch. Dee brauch dofir ënner anerem Informatiounen iwwert déi aktuell Adress vum de betraffene Leit.

Och d'Membere vum dem Parquet, also d'Substituten, kréien elo Zougang zu deene Fichieren. Si brauchen dat, fir d'Gerichtsvir-luedung ze preparéieren, besonnesch fir déi richteg Adress vum der Persoun ze fannen, déi viru Gericht sollt zitëiert ginn.

Schliesslech kréie verschidde Leit vum dem Gerichtspersonal Zougang zu de Fichieren. Et si si, déi an der Praxis mat deenen administrativen Aarbechte betraut sinn. Fir den Zougang zu den Datebanken ze kréien, muss si dofir awer nominativ vum Procureur général respektiv dem Procureur d'État ermächtigt ginn.

Keen Zougang kritt d'Gerichtspersonal zu de Fichiere vum den TVA-Immatrikulationen.

Här President, deen an der Öffentlechkeet sécherlech meescht diskutéierte Punkt am Virfeld vum dësem Gesetzesprojet ass dee vum dem Zougang vum de Polizeiautoritéiten

zu den Datebanke gewiescht. Den aktuellen Text aus dem Juli 2008 gesäit e limitéierten Zougang eleng fir d'Officiers de police judiciaire vir. Dës Restriktioun huet awer an der Praxis zu ville Schwieregkeete gefouert. D'Police war staark behënnert, fir hiren Aufgaben effikass kënnen nozegoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Am September 2008, also beim Akraaft-riede vum dem aktuelle Gesetz, sinn d'Consultatiounen vum de Fichieren ëm 37% erfogaangen. Eng Rei vu Recherché konnten net méi gemaach ginn. D'Polizeiaarbecht huet dorënner gelidden. Déi sougenannten Agents de police judiciaire - an der Ofkierzung APJ - hunn op Basis vum der aktueller Gesetzgebung nämlech keen Zougang zu den Datebanke gehat. An der Regel sinn et awer si, déi d'administrativ Aarbechten an d'Iwwerprüfung fir d'Officiers de police judiciaire maachen.

D'Officiers de police judiciaire sollen hirsäits am Interessi vum der allgemenger Sécherheet hir Aarbecht op dem Terrain kënnen maachen. D'Bezeichnung „Officier de police judiciaire“ oder OPJ ass net gläichesetze mat de Leit aus der Offiziéeschcarrière vum der Police.

Op ronn 1.500 Polizeibeamte ginn et de Moment ronn 580 Agents de police judiciaire. Déi 500 nei Polizeibeamten, déi an den nächste Jore wäerten agehallt ginn, sinn am Ufank vum hirer Carrière Agents de police judiciaire. D'Differenz vum engem OPJ an engem APJ ass duerfir net eng vu Studien, der Formatiou oder anere Fäegkeeten. Si läit intern an der Police an engem Passageexamen, deen no sechs Joer Déngschtzäit gemaach gëtt an eng Formation ofschléisst, déi op d'Missionen vum engem Officier de police judiciaire virbereet.

Am Interessi vum enger méi effizienter Verbiechensbekämpfung sollen duerfir d'Agents de police judiciaire elo och Zougang zu den Datebanke kréien. Well d'Kriminalitéitsbekämpfung an deene leschte Jore ëmmer nei Formen ugeholl huet, ass eng ganz Rei vun Zivilpersonal bei der Polizei beschäftegt, wéi Ekonomisten, Ingenieuren, Informatiker an anerer méi. Dës Leit kënnen a Zukunft och Accès zu den eenzelnen Datebanke kréien. Si mussen awer dozou namentlech vum dem Minister, dee fir d'Policei zoustänneg ass, autoriséiert ginn.

Schliesslech kréie mat dem Gesetzesprojet och de Generalinspekter vum der Police, d'Membere vum dem Cadre supérieur, d'Polizeiinspekteren an d'Zivilpersonal aus der iewescher Verwaltungscarrière vum der Polizeiinspektioun Zougang zu den Datebanke.

Här President, de Persounekrees vum der Justiz a Polizei zu den eenzelnen Datebanke gëtt erweidert. D'Mindesthéchstmooss vum op d'mannst zwee Joer Prisong, mat där en Tatbestand muss beluecht sinn, fir eng Consultatioun kënnen ze maachen, gëtt ofgeschaaft. An der Praxis ass doduerch bis elo den Zougang op d'Datebanke staark ageschränkt.

Mat Ausnahm vum enger Fahrerflucht war eng effikass Pursuite bei bal allen anere Verkéiersdelikten net méiglech. Datselwecht zielt bei Kläppereien, enger Bedrohung géint Privatbesetz, verschidde Formen vum Hehlerei, engem Abandon de famille an enger ganzer Rei vun aneren Infractiounen.

Ee praktesch Beispill ass dat vum engem Brigang, deen op enger Tankstell de Bensen net bezillt, a wou de Pompist d'Autosnummer notéiert. Eng Consultatioun vum dem Fichier vum den Autosplacken ass mat dem aktuelle Gesetz vum 2008 de Moment weder duerch d'Police nach duerch de Parquet méiglech, well op der Grivellerie d'essence - esou heescht dës Infractioun - eng maximal Prisongsstroof vu manner wéi zwee Joer steet. Fir d'Consultatioun vum dem Autosfichier kënnen ze maachen, hätt da missen extra den Untersuchungsriichter gefrot ginn.

D'Aschränkung fir den Zougang vum den Dateien duerch déi aktuell Mindesthéchststroof vum zwee Joer behënnert och déi international Justiz- a Polizeizusammenaarbecht. Op Basis vum dem sougenannte Prümer Vertrag, deen no der Eifelstad benannt ass, ass eng grenziwwerschreidend automatesch Consultatioun vum den Autosnummernen erlaabt.

Auslännesch Policen hunn esou a verschiddene Fäll eng Asiicht op de Fichiere vum de Lëtzebuerger Autosplacken, während an deemselwechte Fall dat fir Lëtzebuerger Polizisten net méiglech ass. Gradesou cocasse ass, dass eis Polizisten Asiicht op auslännesch Fichieren hunn, wou se op Basis vum dem aktuelle Gesetz an deeneselwechte Fäll Lëtzebuerger Placken net dierfte kucken. Fir enger auslännescher Demande op Rechtshëllef kënnen nozekom-

men, missten dann déi néideg Démarché gemaach ginn, fir dass de Fichier op Basis vum engem Mandat vum dem Untersuchungsriichter zougängelech wier.

Här President, am Interessi vum enger praxisorientierter Verbiechensbekämpfung gëtt, wéi virdu beschriwwen, de Persounekrees vum de Justizautoritéiten an der Polizei, déi Zougang op d'Datebanken hunn, vergréissert. D'Mindesthéchststroof fir déi Tatbestänn, wou d'Fichiere kënnen gekuckt ginn, fällt ewech. De Schutz vum der Privatsphär vum dem Bierger bleift awer garantéiert.

De Gesetzesprojet ënnerwerft dofir den Zougang op d'Datebanke verschiddene Konditiounen:

1., d'Consultatioun vum enger Datebank duerch eng Persoun, déi dozou ermächtigt ass, kann nëmme geschéien, wann dës hir perséinlech Identitéitsnummer ugëtt;

2., deen informatesche System vum der Datebank muss garantéieren, dass während enger Periode vum dräi Joer nogekuckt ka ginn, wie wéini wéi eng Date gekuckt huet an zu wellechem Zweck;

3., d'Daten, déi gekuckt ginn, mussen en direkte Besuch mat dem Tatbestand hunn, fir deen d'Consultatioun gemaach gouf, a

4., et dierfen am Sënn vum der Verhältnisméissegkeet nëmme déi Donnéeë gekuckt ginn, déi absolut noutwendeg sinn.

Privat Consultatiounen dierf et keng ginn. Den Zougang op Donnéeën aus private Grënn ass opgrond vum dem Dateschutzgesetz mat enger Prisongsstroof vu fënnf Joer beluecht.

De Gesetzesprojet ännert um Niveau vum dem prakteschen Zougang op Datebanken dat bestehend Gesetz aus dem Joer 2008 deemno op zwou Plazen ëm.

Bis elo huet deejéinegen, deen eng Datebank consultéiert huet, misse seng perséinlech Identitéitsnummer uginn, grad wéi d'Nummer vum dem Dossier. An hei dréckt de Schong an der Praxis. Bei Gerichtsprozedure gëtt et wuel kee Problem, fir eng Nummer vum dem Dossier unzeginn, well déi Dossiersnummer effektiv besteet. Dës ass awer net de Fall all Kéiers dann, wann et drëm geet, ee rengen Tatbestand feststellen, zum Beispill eng Autosnummer nozesichen, wann ee falsch geparkt huet.

Hei gëtt dat bestehend Gesetz ëmgeännert, andeems deejéinegen, deen eng Datebank kuckt, nach ëmmer seng Identifikationsnummer muss uginn, awer net méi d'Nummer vum dem Dossier. Fir dem Dateschutz awer gerecht ze ginn - an dat ass nei -, muss den Datesystem während dräi Joer stockéieren, wie wat fir eng Donnéeë gekuckt huet, fir dass d'Ursach, also d'Motiv vum der Consultatioun kann noprëifbar bleiwen. De Kontrollmechanismus geschitt also net méi virum der Consultatioun, mä duerno a ka während dräi Joer novollzu ginn.

De Gesetzesprojet gesäit an deemselwechte Sënn ausdrécklech vir, dass déi national Dateschutzkommissioun den Zougang vum der Police zu den Datebanke kontrolléiert. Si muss heiriwwer all Joers e spezielle Bericht an den zoustänneg Minister maachen, deen dann eng Kopie och un d'Chamber weiderleet.

Här President, de Statsrot huet a sengem Avis déi praktesch Noutwendegkeet vum enger Upassung vum dem Gesetz vum 22. Juli 2008 novollzunn. Hien hätt kee Problem mat der Erweiterung vum dem Persounekrees, deen Zougang op d'Datebanke kritt. De Statsrot huet an deem Kontext awer d'Noutwendegkeet a Fro gestallt, fir verschiddene Leit vum Zivilpersonal vum der Police an der Inspection générale de la Police dësen Accès ze ginn.

Mat dem Ewechfale vum der Mindesthéchststroof vum zwee Joer vum den Tatbestänn, fir déi d'Datebanke kënnen consultéiert ginn, hätt de Statsrot och kee Problem, well an der Contrepartie de Schutz vum der Privatsphär duerch e strikte Kontrollmechanismus vum dem Datenzugang garantéiert wier.

Här President, déi lëtzebuerger Mënscherechtskommissioun grad wéi déi national Dateschutzkommissioun hunn och en Avis zu dësem Gesetzesprojet gemaach. Dësen Avis ass méi oder manner kritesch ausgefall. Béid Avisë begrëissen, dass dës delikat Matière duerch e Gesetz geregelt gëtt. Béid Avisen hu sech mat der Fro vum engem effikasse Contrôle vum de Consultatiounen auserneegesat. Si hunn drop insistéiert, dass am Aklang mam Artikel 8 vum der Mënscherechtskonventioun d'Date gekuckt kënnen ginn, wann dat opgrond vum der Verbiechensbekämpfung strikt noutwendeg ass.

Mercredi,
29 avril 2009

Fir dem Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet an dësem Domän nozekommen, plädéiert souwuel d'Mënscherechtkommissioun wéi d'Dateschutzkommissioun fir eng regelrecht Kultur vun dem Respekt vun der Privatsphär an dem Dateschutz. Dës Recommendation gouf och vun de Membere vun der Commission juridique gedeelt.

Dëst soll am Konkreten iwwer eng Schulung an eng permanent Weiterbildung an der Polizeigeschähen. Och misst op dem operativen Niveau vun der Hierarchie aus gepréift ginn, dass déi gesetzlech Bestëmmungen, déi den Zougang zu den Datebanken regelen, strikt agehale ginn.

D'Mënscherechtkommissioun recommandéiert an deem Sënn, dass déi gängeg Praxis wéi d'Féiere vun engem sougenannte Journal des incidents, wou bei der Police all Consultation muss ageschriwwen ginn, an dem Gesetz opgefouert gëtt.

Béid Kommissiounen hätte kee Problem domat, dass de Kritär vun der Mindesthéchststrof, fir Donnéeën ze kucken, fale gelooss ginn ass. Déi zwou Kommissiounen hu sech awer dergéint ausgesprach, dass d'Zivilpersonal vun der Police en Zougang zu den Datebanken hätt.

Här President, ee leschte Punkt am Gesetzesprojet ass deen, dass eng legal Basis geschaf gëtt, fir Fangerofdréck a Fotoen am Kader vun enger sougenannter Enquête préliminaire oder der Instruction préparatoire unzeuerdnen, an dass dës och spéider kënnen vun der Police fir d'Preventioun, d'Recherche an d'Feststellung vu Strofdote genotzt ginn. Fangerofdréck a Fotoe kënnen dobäi ni ënner Zwang geholl ginn. Fangerofdréck a Fotoe kënnen nëmme op Unuerdnung vun dem Procureur oder engem Untersuchungsrichter gemaach ginn. Dat zielt och bei engem „flagrant délit“.

Här President, et ass also elo den zweeten Ulaf, fir an engem ganz sensibelen Domän vum Schutz vun der Privatsphär dee richtegen Équilibrium ze fannen téschent engersäits engem begrenzt néidegen Zougrëff vu Police- a Justizautoritéiten op d'Datebanken am Sënn vun enger effikasser Verbrüchensbekämpfung, an anerersäits dem Schutz vun der Grondfräiheeten an der Grondrechter vun dem Bierger.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen an der Commission juridique eestëmmege ugeholl gouf an dee recommandéiert dëse Projet ze stëmmen. Ech wëll ofschléissend de Membere vun der Commission juridique, de Vertrieeder vun dem Justizministerium, de Magistraten an der Vertrieeder vun der Police Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht bei der Auserbechtung vun dësem definitive Gesetzesprojet.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung zu dësem net ganz einfache Gesetzesprojet vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndleche Rapport. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Alleréischtdem Rapporteur, dem Gilles Roth, villmoos Merci soen an him félicitéiere fir säin exzellente Rapport, desto méi, dass hien hei am Fong en Zuch huet missen huelen, dee schonn a Bewegung wor. Wéi hien et selwer gesot huet, ass dëse Projet d'Suite vun engem éischte Projet, dee mer am Juli 2008 gestëmmt haten a bei deem de Patrick Santer Rapporteur wor.

Selbstverständlech woren déi zwou Saache ganz enk matenee verbonden. Hien huet et fäerdeg bruecht, an enger ganz komplizierter Matière en detailléierten, fouilléierten Rapport ze maachen, deen deem Rechnung dréit, wat an der juristescher Kommission diskutéiert ginn ass, deen och deem Rechnung dréit, wat an den Avisë vum Conseil d'État a vun anere consultéierte Gremië festgehale ginn ass. Et ass en exzellente Rapport, an ech soen him villmoos Merci derfir.

Här President, ech ka leider dem Justizminister net déiselwecht Komplimenter maachen.

» **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Ech kennen de Justizminister. Normalerweis ass et e responsablen a ganz korrekten Politiker, mä e schéngt mer bei dëser Affär d'Nerve verluer ze hunn.

(Interruption)

Woufir soen ech dat?

Ech ginn zréck op den Originalprojet 5563, deen zum Gesetz vum 22. Juli 2008 goug. Den Original, deen éischte Worf vun deem Projet, dee mer kruten, wor, wéi oft bei de Projeten, déi aus dem Ministère de la Justice kommen, e bëssen - fir net ze soen, e bësse vill - liberticide.

Dat ass en Avis, dee mer an der Commission juridique alleguere gedeelt hunn. A mir hunn an der Commission juridique versicht, e besseren Équilibrium erauszuschleien téschent Kampf géint d'Kriminalitéit engersäits a Respekt vun de Mënscherechter anerersäits. Deen Exercice an der Commission juridique huet net stattfont am loftleere Raum, mä en présence ëmmer vu Vertrieeder vun dem Ministère de la Justice. E Vertrieeder, deen - wat ech ganz sécher weess - sengem Minister Rapport gemaach huet iwwer d'Aarbechten, déi do gelaf sinn.

En passant wëllt ech drun erënnere, dass déi gréng Fraktioun a mir vun Ufank un an deenen Diskussiounen dovir gewarnt hunn, eng Solutioun unzuhuelen, déi e Seuil de peine géif virgesinn, well mer virausgesehn hunn, dass dat géif zu Schwieregkeete féieren. Mä dat sollt ower net sinn. De Seuil de peine ass an dat Gesetz vum Juli 2008 agesat ginn a wor dann dunn och Ursach vu gewëssenen Difficultéiten.

Den Text, dee gestëmmt ginn ass an deem zum Gesetz vum 22. Juli gouf, ass hei an der Chamber den 9. Juli gestëmmt ginn. An et ass vläicht derwärt ze kucken, wat de Minister deemools zu deem Text gesot huet. Ech zitieren:

„Fir d'éischt selbstverständlech e grouss Merci un de President vun der Commission juridique, de Patrick Santer, zu dësem Projet (...), deen déi Zilsetzung, déi d'Regierung an dësem Projet hat, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt huet an déi hien och an d'Aarbecht vun der Commission juridique abruucht huet, wat eng wesentlech Hëllef war, fir datt déi Regierungstexter och géifen zum Vote hei kommen.“

Dat Zweet,...“ - et ass nach ëmmer de Minister, dee schwätzt - „...dat ass, datt fir mech ëmmer Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat zesumme ginn. (...)“

Wann den Text fundamental geännert hätt, dann hätt d'Regierung gesot: Mir wëllen deen Text do net, mir zéien en zréck, stëmmt en net. Ech fannen, deen Text hei dréit der Finalitéit Rechnung, déi d'Regierung hat. (...)“

(...) dësen Text iwwer den Accès vun den Officiers de police judiciaire a vun de Riechteren zu verschiddeenen Datebanken geet mat enger ganz breeder Zoustëmmung duerch dëst Parlament.

Dat ass eng grouss Satisfaktioun fir mech (...).“ Enn vum Zitat.

Här President, kuerz duerno huet et sech ower erweisen, dass deen Text vum 22. Juli 2008 zu Uwendungschwieregkeete gefouert huet; de Rapporteur ass drop agaan. D'Poliziste woren an hire Possibilités d'intervention esou limitéiert, dass se net konnten hir Aarbecht esou maachen, wéi et huet misse sinn. Ech mengen, dat huet jiddwereen erkannt.

Mä wann dann am September beim Patronatsfest vun der Polizei de Justizminister gemengt huet missen ze soen, déi Schwieregkeete kéime weinst deenen Annerungen, déi d'Chamber ageféiert hat, dann ass dat, erlaabt mer d'Wuert, derniewent. Dann ass dat schlechte Stil.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Ech wëll an deem Zusammenhang och un d'Question parlementaire N°2866 vu mengem Kollege Xavier Bettel erënnere, dee prezis déi Problematik ugesprach huet, an déi gestallt ginn ass de 24. September 2008. Déi Fro ass nach ëmmer net beäntwert, obschonn d'Délaie wäit, wäit iwwerschritt sinn, an obschonn de Greffe mer gesot huet, et wier verschiddelech bei der Regierung intervenéiert ginn, fir dass eng Äntwert soll op déi Fro bruecht ginn.

Ech gesi vläicht doranner en Zeeche vun dem schlechte Gewësse vum Minister am Zusammenhang mat deenen Evenementer. Ech wëll awer dem Minister soen, dass mäi Kollege Xavier Bettel drop insistéiert, dass en eng Äntwert kritt op déi schrëftlech Fro, déi en de 24. September 2008 gestallt huet. Et ass spéit, mä et ass vläicht nach net ze spéit.

Här President, vu d'Schieregkeete bei der Uwendung vum Gesetz vum Juli 2008 ware Chamber a Regierung sech eens, dass et misst schnell zu enger Nobesserung kommen. Déi diskutéiere mer haut. Wéi de

Conseil d'État, wéi d'Commission consultative des droits de l'Homme, wéi d'Commission nationale de protection des données, si mir als DP besuergt gewiescht iwwer d'Extensiou vum Perimeter vun de Leit, déi Accès kréien un d'Datebanken mat perséinlechen Donnéeën, a besonnesch iwwer d'Extensiou, déi iwwer d'Magistraten, d'OPJen an d'APJen erausgeet un administratiiv Personal vun der Justice an Zivilpersonal vun der Polizei.

Mir si besuergt, net well mer deene Leit net trauen, mä mir si besuergt doriwwer, well onst Gesetz iwwer den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeën net méi zäitgeméiss ass. Dat huet de Kommunikationsminister an Äntwerten op parlamentaresch Froen, déi ech him gestallt hunn, perséinlech unerkannt a gesot, et géif dru geschafft ginn, fir dat Gesetz op méi e moderne Stand ze bréngen. Mä mir sinn och besuergt, well d'administrativ Praxis iwwer de Respekt vu perséinlechen Donnéeën an onsem Lëtzebuerger Land an deem Beräich ons net rigoréis genuch erschéngt.

An ech ginn lech e Beispill, Här President: Bei engem Appel de cotisation vun engem Sportclub, deen ech viru kuerzem kritt hunn, krut ech eng Membroskaart matgeliehwert, an op där Membroskaart stoug mäi Matricule vun der Sécurité sociale a mäi Matricule fiscale, dee jo deeselwechten ass. Dat war bestëmmt net schlecht gemengt, mä et ass awer Besuergnis erregend, dass esou Saache kënnen hei geschéien, a weist drop hin, dass eng laxistesche Praxis besteet an der Utilisation vun de perséinlechen Donnéeën.

An, wéi gesot, de Kommunikationsminister Jean-Louis Schiltz huet dat selwer unerkannt an huet gesot, et géif en Aarbechtsgrupp un enger Reform vun deem Gesetz schaffen. De Justizminister ka mer net soen, wou mer do dru sinn, mä ech géif awer de Wonsch äusseren, dass mer do kënnen virmaachen an dass mer, souwuel um legislative Plang wéi och um technologesche Plang, déi Fortschréttler maachen, déi an anere Länner scho geschitt sinn an déi et erlaben, e méi seriöse Respekt virun de perséinlechen Donnéeën vun de Bierger ze assurieren.

Här President, trotz där Suerg wäerte mir als DP-Fraktioun deen Text stëmmen, well mer der Meinung sinn, dass d'Police muss kënnen hir Aarbecht verriichten, a well de Vertrieeder vum Ministère ons an der Commission gesot huet, mir kéimen am Fong op de Statu quo aet zréck vu virum 22. Juli 2008. Mir géifen also net iwwer den Accès u Fichieren erausgoen, deen d'Police ënnert deene viregte legale Bestëmmungen hat.

Mir sinn awer der Meinung, Här President, dass d'Regierung muss derfir suergen, dass deen néidegen Équilibrium téschent öfentlecher Sécherheet engersäits an individuelle Fräiheeten anerersäits respektéiert gëtt, dass eng effikass Kontroll vun der Consultation vun de perséinlechen Fichiere muss séchergestallt ginn, dass innovativ technologesch Solutiounen mussen ageféiert ginn, fir eng juristesche einwandfrei Gestiou vun de Consultationsméiglechkeeten ze garantéieren, an och dass e Code de bonne pratique an der Polizei duerchgeföhrt ass, a selbstverständlech dass, wa sollen Abuse festgestallt ginn, déi dann effektiv sanktionéiert ginn.

Dofir, Här President, bréngen ech eng Motioun an, déi ënnerschriwwen ass vun alle Fraktiounen, déi an dësem Parlament vertruete sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales et portant modification du Code d'instruction criminelle, de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire;*

- *considérant les difficultés d'application apparues, notamment dans le contexte des infractions à la législation relative à la circulation routière;*

- *constatant que ces difficultés résultent en particulier de la fixation d'un seuil de gravité correspondant à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement;*

- *considérant qu'il s'avère difficile de conférer une qualification précise à des faits au stade précoce d'une enquête et approuvant par conséquent que la référence à une peine de peine soit abandonnée;*

- *constatant que le projet de loi sous rubrique prévoit l'extension de l'accès infor-*

matique direct aux fichiers de données à caractère personnel au personnel de l'administration judiciaire et au personnel administratif de la police;

- *soucieuse de voir la confidentialité de ces informations garantie et d'éviter des abus;*

- *insistant sur le fait qu'un contrôle efficace de ces consultations doit être assuré, notamment au niveau du motif, de la traçabilité et de l'identification des personnes ayant procédé à la consultation;*

- *se félicitant que la durée de conservation des données de retraçage soit désormais limitée à trois ans;*

- *regrettant qu'actuellement les programmes informatiques des fichiers concernés ne permettent pas la saisie de l'identifiant numérique des faits, ni du motif de la consultation;*

- *rappelant la nécessité de trouver un juste équilibre entre la lutte contre la criminalité et le respect des droits de l'Homme;*

- *se référant à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales,*

invite le Gouvernement à

- *veiller au maintien du juste équilibre entre sécurité et respect des libertés individuelles;*

- *instaurer un contrôle efficace des consultations des fichiers à caractère personnel au niveau opérationnel et une formation du personnel de la police fondée sur la culture du respect des droits fondamentaux;*

- *mettre en place, dans un délai approprié, des solutions technologiques modernes destinées à éviter les risques d'abus et notamment un système informatique permettant de retracer le respect des conditions légales, c'est-à-dire du principe de proportionnalité et du lien direct des données consultées avec les faits ayant motivé la consultation;*

- *encourager le respect des bonnes pratiques au sein de la Police et sanctionner les abus éventuels.*

(s.) *Colette Flesch, Alex Bodry, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Paul-Henri Meyers.*

Ennert deene Virzeechen, Här President, bréngen ech den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech hoffen, dass déi Motioun, déi jo vun alle Fraktiounen a vun der Sensibilité ADR gedroen ass, deen néidegen Appui och an dëser Chamber féint.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dem ausféierleche Rapport vum Här Roth, souwuel schrëftlech wéi och mëndlech, an no den Ausféierung vum der Madame Flesch, mengen ech, kann ee sech a muss ee sech als drëtte Riedner hei kuerz halen, wat deen heite Projet ugeet.

E Projet allerdéngs, wollt ech soen, vun enger gewësser Importenz, well en eng wicteg a kriddelech Fro gläichzäiteg probéiert op eng nei Manéier ze traitéieren, an zwar den Zougang vun eenzelne Membere vu Polizei- oder Justizverwaltungen zu den öffentlechen Datebanken. Et handelt sech eigentlech ëm eng Aschränkung vum Prinzip vum Schutz vun der Privatsphär a vum Schutz vu private perséinlechen Donnéeën.

Dat ass nach wie vor de Prinzip. Ech mengen, et ass wicteg, dat hei an Erënnung ze ruffen. Mir sinn also hei an engem Domän, wou de Gesetzgeber Ausnahmen zouléisst a wou de Gesetzgeber dann och muss de richtige legalen a prozedurale Kader setzen, ënnert deenen eng Ausnahmebestëmmung zu deem allgemenge Schutzprinzip ka funktionéieren.

Déi éischte Kéier ass eis dat nëmme bedéngt gelongen. Et war net de grouss Worf, well eng Rei vu prakteschen Schwieregkeete bei der Ëmsetzung net beduecht

gi waren an eisen Aarbechten. Duerfir hoffen ech, dass dat Spréchwuert „Jamais deux sans trois“ hei net wäert spillen, an dass deen zweete Versuch, dee mer hei maachen, dann och dee richtegen ass.

An dësem Fall hu sech jo och all interesséiert Parteien zu Wuert gemellt, ob dat d'Polizeigewerkschaft ass, déi mer och bei eis an der Kommissioun empfaangen hunn, mat ganz nützleche Renseignementer, déi se eis konnte ginn, vun der Praxis aus gekuckt, ob dat d'Direktioun vun der Police ass, ob dat de Parquet war, ob dat och de Conseil d'État ass, dee sech nach eng Kéier och intensiv mat där heiter Fro beschäftegt huet - wéi och beim éischte Projet schonn e ganz fouilléierten Avis vum Statsrot do war - , an et ass eigentlech dee Wee, deen de Statsrot gezechent hat a sengem Avis, deen d'Kommissioun zu engem groussen Deel matgaangen ass an deen elo zu praktesche Schwierigkeete gefouert huet, wat den noutwendegen Zougrëff vun enzelnen Donnéeën ob Datebanken uegt.

Hei gëtt also definitiv geregelt, wien Zougang huet zu deenen öffentliche Datebanken, zu wat fir engen Datebanken dat de Fall ass, ënner wat fir engen Hypotheesen deen Zougang do méiglech ass an och ënner wat fir enge prozedurale Konditiounen dat Ganzt kann oflafen.

Wéi schonn d'Virriedner drop higewisen hunn, ass dat Ganzt hei eng Fro vun Ofweien, vu Gewichte vun, an eisen Aen, gläichwäertege Prinzipien, gläichwäertege Rechter a Fräiheeten. Op där enger Säit d'Recht op Sécherheet, wat fir eis e primordiaalt Mënscherecht ass, an op där anerer Säit d'Recht op de Schutz vu sengem Privatliwien, d'Recht op de Schutz och vu senger perséinlechen Donnéeën.

Et ass evident, dass d'Polizei, d'Justiz, och eenzel Verwaltungsdeeler mussen, fir hir Aarbecht kënnen uerdentlech duerchzuféieren, kënnen ënner gewësse Bedéngungen en Zougrëff op öffentlech Datebanken hunn. Et muss gewährleescht ginn, dass se zumindest mat gläiche Waffe kënnen par rapport zu de Kriminelle virgoen. Et kann net esou sinn, dass fir déi Kriminell näscht géllt, alles méiglech ass, op där anerer Säit awer d'Polizei an d'Justiz iwwer laang Prozeduren eigentlech net schnell genuch kënnen reagieren.

Mir mussen also do erëm déi zwou Saachen zesummefféieren a garantéieren, dass u sech d'öffentlech Muecht zumindest iwwert déiselwecht - et wier jo besser, wa se nach méi Moyenen hätt - Mëttel verfügt wéi anerersäits déi Leit, déi dat zur Verfügung hunn, déi géint eis Strofgesetzer verstoussen.

E Problem, dee sech ëmmer stellt, sech gestallt huet a warscheinlech och mat deem neien Text sech wäert stellen, ass dee vu méigleche Mëssbräich. Dat ass ni zu 100% auszuschléissen. Awer och de Problem vun enger gewësser Disproportionalitéit, déi bestoe kann tëschent dem Moyenen, dee mer hei asetzen, dat heescht den Zougrëff op perséinlech Daten, an dem Zil, wat eigentlech verfollegt gëtt mat deem Instrument. Et muss also gekuckt ginn, dass dat a geuerdnete Bunne leeft, dass de Prinzip vun der Verhältnismëssigkeit respektéiert gëtt.

Mir sinn der Meenung, dass, wann een deen Text do kuckt, dat grosso modo gelongen ass, an dass mer mat deem heiten Text eigentlech eng akzeptabel Gewichtung maache vun deenen zwee Grondprinzipien, déi ech virdrun opgezielt hunn: d'Recht op d'Sécherheet an d'Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën.

Et ass kloer, dass heimadder d'Polizeiorganer, d'Justizorganer kee Blankoscheck ausgestallt kréien, kee Fräifahrtschäin ausgestallt kréien, fir egal wat ze maachen, mä et muss ëmmer en direkte Lien bestoen tëschent hirer polizeilecher Aarbecht an dem Zougrëff op déi Datebank. Et kann net esou sinn, och wann dat emol heiansdo virkënt - mä dat kënnt och an aner Statsverwaltunge vir -, et muss verhënnert ginn, dass et zu esou Situatioune kënn, dass emol a privaten Ugeleeënheeten esou e Réckgrëff op esou Datebanke gemaach gëtt.

Ech kann aus menger elo scho méi aler Erfahrung als fréiere Minister vun der Force publique berichten, dass esou Fäll effektiv virkomm sinn, a wa se Kenntnis dovun hatten, da sinn natierlech och intern am Corps

déi néideg disziplinaresch Moosname geholl ginn, fir esou e Feelverhalten ze strofen an domadder och derfir ze suergen, dass an Zukunft esou Feeltrëtter net méi virkommen.

Wat wichtig ass, an do ginn ech der Madame Flesch vollkomme Recht, dat ass, dass mer iwwert deen heiten Domän vun der Polizei a vun de Justizorganer eraus - well et si ganz vill Deeler vun der Verwaltung, och vun der dezentraler Verwaltung, déi en Accès op eenzel Datebanken hunn, dee vill manner strikt reglementaresch agëent ass wéi dat hei de Fall ass - hei zu Lëtzebuerg lues a lues an eng Kultur vum Dateschutz erakomme mussen.

Dat ass leider op grouse Strecken hei am Land net de Fall. Mir hunn net déi Kultur wéi an eenzelnen anere Länner, a skandinavesch Länner zum Beispill, wou eng ganz aner Approche zu där doten Thematik besteet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Mir mussen eng Kultur vum Dateschutz entwéckelen, an dat geet, wéi gesot, wäit iwwert deen enke Beräich hei vun der Polizei respektiv dem Parquet eraus.

Wat geschitt zum Beispill all Joer beim Recensement fiscal? Ënner wat fir enge Bedéngunge vu Confidentialitéit gi praktesch eigentlech déi Recensementer duerchgefouert? Do kann ee sech ganz vill Froe stellen.

Ech mengen och, dass et wichtig ass, dass eng nächst Regierung sech géif méi intensiv mat där Problematik beschäftegen, fir effektiv transversal ze kucken, wou d'Schwachstellen an eisem System dra sinn, wat den Dateschutz uegt an der praktescher Ausféierung vun deem Ganzen, a probéieren also do och méi kloer ze reglementéieren, méi kloer d'Grenzen an de Kader ze setzen, fir dass en fait d'Privatsphäre geschützt bleift, do, wou et wierklech nëideg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat eigentlech mat deem heiten neien Text geschitt ass, dat ass e Retour op d'Situatioun ex ante. Et ass e Retour op d'Situatioun wéi mer se eigentlech virum Gesetz vun 2008 grosso modo kannt hunn. Ech ka mech net erënneren, dass während Joren do lamentéiert gi wier, dass mer ze wäit gaange wieren, wat den Zougrëff op Datebanken uegt. Dat ass awer e System, deen, mengen ech, vläicht net zu 100%, mä awer zu engem héije Prozentsatz zur Zufriedenheet vun alle Concernéierte fonctionéiert huet. An hei gëtt eigentlech e Schratt gemaach, fir erëm eng Kéier op déi ursprénglech Situatioun zrëckzekommen.

Et soll een hei d'Polizei net verdäiwelen. Si sinn net besser, mä sinn awer och net méi vulnerabel oder méi Tentatioune ausgesat wéi anerer. An duerfir mengen ech, dass et richteg ass, dass mer deen heite Schratt maachen, dass mer eng Korrektioun maache vun deem, wat d'Chamber hei décidéiert huet.

D'Chamber huet dat décidéiert - dat wëll ech awer och hei ënnersträichen, wat d'Madame Flesch och am Numm vun hirer Fraktioun gesot huet -, awer ëmmer am Kader vun den Aarbechten an der Kommissioun, ëmmer andeems u sech och Regierungsvertreieder bei deenen Aarbechte mat derbäi waren, a grosso modo och opgrond vun där Spur, där Richtung, déi vum Conseil d'État a sengen Avisen ausgewise ginn ass. Esou dass ech mengen, dass mer hei kee graffe Feeler gemaach hunn.

Nach muss een agestoen, dass mer e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss hu mat deene Regeln, déi mer eis ginn hunn. Mir sinn haut, mengen ech, bal eestëmmeg, vläicht souguer eestëmmeg, fir eng Correction de tir hei duerchzuféieren, déi selbstverständlech och vu menger Fraktioun matgedroe gëtt.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun fir d'Alleréischicht dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport, dee mëndleche wéi och dee schrëftlechen, an och Merci soen dofir, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, dëst Gesetz nach virum Enn vun der Legislatur ze votéieren, well et wier effektiv net gutt gewiescht, wann déi Situatioun, déi geschaf ginn ass, ze laang perduréiert hätt.

Meng Virriedner hu scho ganz villes gesot, notamment d'Madame Flesch, duerfir kann ech mech méi kuerz halen an nach eng Kéier déi gréng Positioun rappéléieren, déi mer och beim Vote vun deem Gesetz hei schonn duergeluecht hunn, wat mer haut elo op eenzelne Punkte wëllen amendéieren.

Dat Gesetz, nodeems et en vigueur war, huet jo an der Öffentlechkeet fir eng Rei Diskussiounen a Commentaire gesuergt. Den allgemengen Tenor war jo, dass do eng Pann passéiert war. Et ass e bësse lächerlech gemaach ginn. Dozou huet och dem Minister seng Ausso bäigedroen, wou en d'Verantwortung komplett wollt vu sech weisen.

Dat ass eigentlech schued, well d'Gesetz, wat mer gemaach hunn, an och, wéi den Här Bodry et genannt huet, de Fait, dass mer e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, war net d'Resultat vu wéinegen Iwwerleeungen. Et war éischer de Contraire. Et war de Contraire, well mir hunn am Fong probéiert an der Kommissioun eppes ze maachen, wat mer an deene leschte fënnef Joer ganz oft hu misse maachen, nämlech bei Texter vun der Regierung ze probéieren en aneren, e besseren Équilibre ze fannen tëschent dem Besoin un Effikasitéit vum Sécherheitsapparat, au sens large du terme, an dem gutt ofgewieenen, ponderéierte Respekt vun de Mënscherechter.

Mir hunn op enger Rei vu Gesetzestexten, vu Projets de loi an de leschte fënnef Joer parlamentaresch Amendementer gemaach, fir en aneren Équilibre wéi deen, deen d'Regierung proposéiert huet, ze erreechen. Mir hunn dat an aller Regel esou wäit och erreecht, dass et och trotzdeem fir d'Regierung nach an der Rei war a mir als Parlament gemengt hunn, mir hätten domadder korrekt Gesetzer gemaach.

Dat war och zum Deel bei komplizéierte Matière: déi Datebanken, déi mer geschaf hunn am Beräich vun de Genanalysen zum Beispill. Eng komplizéiert Matière, wou mer wierklech am Parlament eng Aarbecht gemaach hunn, déi zu engem, wéi mir fannen, einwandfreie Gesetz gefouert huet, wouriwwer mer fro waren.

Déi Pann, wéi se an der Öffentlechkeet duergestallt ginn ass, war also sécher am Resultat mat engem Feeler behaft, mä et war awer net, well d'Chamber sech dat Gesetz do net seriö genuch ugekuckt hat. Et war, wéi gesot, de Contraire.

D'Chamber huet wierklech probéiert, duerch eng Rei vun Ännerungen an deem Text e Gesetz erauszekréien, wat engersäits der Police et géif erlaben, hir Aarbecht ze maachen. Dat hu mer jo net ganz erreecht. Do hu mer zum Deel iwwert d'Zil erausgeschoss. Wat awer anerersäits dozou géif bäidroen, eng ganz Rei vu Rechter besser ze respektéieren an den Aen vun der Chamber. An duerfir war ech och net ganz glécklech iwwert déi Aart a Weis, wéi dat an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass. Et war net just eng Pann. Et war net Inkompetenz oder onseriö gemaachten Aarbecht. D'Suerg war eng ganz wichtig, nämlech déi vum Respekt vun de Mënscherechter.

Ass d'Police de Feind vun de Mënscherechter? Neen! D'Police verfollegt duerch hir Aarbecht selwer jo och d'Protektioun vu Mënscherechter. De Schutz vum eegene Liwien, vum eegene Besëtz, och dat si Grondrechter, déi d'Bierger hunn. An d'Police ass jo am Prinzip duerch hir Aarbecht do, fir Biergerinnen a Bierger zu eenzelne vun hire Grondrechter ze verhëlfen.

Den Équilibre, dee muss fonnt ginn, ass awer deen, dass d'Police beim Verfollege vum Respekt vun engem Grondrecht net en anert Grondrecht géif riskéieren ze heurtéieren. Dat ass deen Équilibre, dee mer probéiert hunn. Deen Équilibre ass an de leschte Joren net ëmmer einfach gewiescht, well mer eng Rei vu Gesetzer hunn zënter 2001, déi ënnert dem Impuls an dem Drock an dem Androck vun deem, wat zu New York den 11. September geschitt war, hiren Nidderschlag fonnt hunn, hannert dem Stéchwuert vum Terrorismus oder vun der grousser Kriminalitéit.

Mir hunn awer oft festgestallt, dass hannert dem Argument vun der grousser Kriminalitéit oder vum Terrorismus, wat also éischer exceptionell Saache sinn, Artikelen an eise Code pénal sollten Anzuch fannen, déi dann awer de portée générale gewiescht wieren, mat hiren exceptionelle Moyenen, déi se géifen der Polizei zur Verfügung stellen.

Mir hunn an der Kommissioun am Fong ëmmer probéiert ze soen, da komm mir beschreiwen d'Situatioun esou, komm mir maachen déi Texter och esou, dass déi exceptionell Ausléiser och zu nëmmen exceptionelle Léisunge kënnen féieren an net zu neie generelle Léisungen. Dat war eigentlech an engem Saz beschriwwen, wat d'Kommissioun oft probéiert huet, aus där Ausnahm net eng nei Regel vun der Polizeiarbecht ze maachen, mä dass ee soll bei aussergewöhnleche Situatiounen och aussergewöhnleche Léisungen nëmmen kënnen bréngen.

Dat hei war eent vun deene Gesetzer, wou mer dat probéiert hunn, wéi gesot op eng Aart a Weis, dass eis et op engem Punkt net ganz geroden ass. Dee Punkt war an der Haaptsaach dee vum Seuil de peine, an d'Madame Flesch huet scho rappéléiert, et war net déi liberal Fraktioun, et war och net déi gréng Fraktioun, déi sech dofir ausgeschwat huet.

Mir hunn, wéi an anere Gesetzer och, éischer derfir plädéiert, déi Strofdote mam Numm ze nennen, ëm déi et geet. Do kumt ëmmer dann den Awand: Jo, mä wa mer dat maachen, datt gëtt a) eng laang Lëscht a b) mir kënnen de Risiko ofafen, déi eng oder aner Strofdot ze verléieren.

Dat ass sécher richteg. Mä wa mer et net iergendwann eng Kéier awer fir d'éischte Kéier maachen, ass dat doten Argument déi nächst 150 Joer nach richteg. Sou dass mer eiser Meenung no awer eng Kéier missten dee Schratt do maachen an tatsächlech op eng Lëscht vun de Strofdoten iwwergoen, op d'Gefor hin, dass eng vergiess géif ginn.

Dat kann een nach ëmmer ratrapéieren; la preuve: Genau dat maache mer haut, dass mer e Gesetz probéieren ze ratrapéieren, wou mer gemierkt hunn, dass e klunge Feeler dra war.

Duerfir, mir hätte léiwer, mir géifen déi Strofdote kënnen erwähnen, op déi déi méi exceptionell Mesurë kënnen zoutreffen, an dann hätte mer manner Schwierigkeete gehat.

Dat war net d'Meenung vun der Majoritéit, déi léiwer dee Seuil de peine agesat huet, deen haut zu Problemer féiert, allerdéngs mat der expliziter Ënnerstützung an am Accord vum Minister, dee jo, wéi gesot, dunn awer net méi vill wollt mat deem Problem ze di gehat hunn, wat - ech fannen - bedauerlech war.

Dat steet eis eigentlech och net gutt zu Gesiicht, wéi Der dat deemools gemaach hutt. Et wär besser gewiescht, mir hätten alleguerte gesot, dat do Gesetz hu mer zesumme gemaach, et ass eis all zesummen eppes schifgaang, elo behiewe mer dat, esou séier wéi mer kënnen, och nees alleguerten zesummen. Dat hätt mir perséinlech besser gefall, grad op där Plaz, wou Der deemools déi Deklaratioune gemaach hutt. Mä gutt, dat ass elo geschitt, an d'Parlament probéiert dann awer, dee Problem aus der Welt ze schafen.

DÉI GRÉNG haten am Fong dräi Saachen, déi eis wichtig waren an deem Gesetz, wou jo d'Agente vun der Police Zougrëff kréien zu méi Datebanken. Aner Leit am Stat hunn och Zougrëff zu deenen enzelnen Datebanken, allerdéngs net an där gebündelter Form wéi d'Police. Duerfir huet dat schonn eng aner Qualitéit, wéi nëmmen de Verweis op enger Verwaltungen ze maachen.

Eis ass et dréms gaangen, d'Fro vum Perimeter méi kloer kënnen ofzestiechen. Dat hu mer. Eis ass et dréms gaangen, dass ee permanent eng Traçabilitéit ka maachen, well mir hu jo an eisem Dateschutzgesetz de Prinzip vum Contrôle a posteriori. Mir si jo net an enger Logik zu Lëtzebuerg am Dateschutzgesetz, dass ee misst virdrun ëm Erlaabis froen, ier een eppes därerf maachen. Mir hunn déi ëmgedréinte Logik. Jiddwereen huet d'Recht, déi technesch Méiglechkeeten, déi en huet, ze notzen. Mä wann e beim Gebrauch dovunner e Feeler mécht, muss en och herno kënnen dofir richtstoen.

Et ass eng aner Logik. Dat huet effektiv mat Kultur ze dinn am Beräich vun Dateschutz. D'Gesetzer eleng kënnen dat net garantéieren. D'Technik ass esou rapid, esou vaste, esou enorm, dass eng Kontrollinstanz guer keng Chance hätt, fir virum Won ze probéieren ze lafen.

Duerfir muss et noutgedrongen eng Saach gi vu Kultur, wéi mer zu Lëtzebuerg alleguerten, eenzel, am Betrib, op der Aarbecht, doheem an och an de Veräiner mat deene Saachen ëmginn. A wann ee sech do schlecht comportéiert, ma da muss een do zur Verantwortung kënnen gezu ginn, a condition, dass et da retraçabel ass.

Duerfir war ee vun de Punkten, déi eis wichtig waren an där Logik vum Lëtzeburger Dateschutzgesetz, dass ee permanent kann novollzéien, wien, wéini, fir wéi een Dossier Zougang zu wéi enger Datebank hat, dass ee kéint, le cas échéant, nodréiglech engem virweisen: Du bass do a Saache kucke gaangen, ob deenen s de eigentlech guer net geschafft hues. Dat hätt du net dierfen. Dat muss du elo wann ech gelift erklären, a wann s de keng gutt Erklärung hues, muss de och dofir sanktionéiert ginn.

Dat ass normal, wann dann déi Traçabilitéit méiglech ass.

An deen drëtten wichtige Punkt fir déi gréng Fraktioun war d'Proportionalitéit, dass ee

Mercredi,
29 avril 2009

wierklech, wann een engem vill Muecht gött, vill Méiglechkeete gött, da gehéiert awer dozou onbedéngt d'Engagement an d'Garantie, dass ëmmer nëmmen esou vill dovunner agesat gött, wéi een och tatsächlech brauch. Et ass e Prinzip aus der Mënscherechtskonventioun, dee vun der Proportionalitéit.

Duerfir, wann den Här Bodry seet, mir wärenden elo grosso modo zrëckkomm op d'Situatioun ex ante, vu virun deem Gesetz, dat ass net ganz richteg. Dat mag beim Perimeter wouer sinn. Dat mag beim Seuil de peine wouer sinn. Et ass awer sécher net wouer bei de Punkte vun der Traçabilitéit a vun der Proportionalitéit, well do ass en Amendement, deem déi gréng Fraktioun selwer redigéiert huet an der Kommissioun, ugeholl ginn.

Deen Amendement, deem Text ass och haut nach ëmmer am Gesetz. Dat war also net deem, dee Schwieregkeete geschafent huet. Deen Text huet iwwerlieft no eiser Modifikatioun vum Text, an deem Text bréngt eben déi Stéchwierder do, de Mechanismus wéi ee muss kënnen retracéieren, wie wéini wat gemaach huet, an déi Notioun vun der Proportionalitéit an den Text eran. Dat stoung virdrun net am Text virun 2008. An déi zwou Notiounen vun der Traçabilitéit a vun der Proportionalitéit sinn awer wichteg Notiounen.

Duerfir mengen ech, mir kommen net ganz op déi Situatioun vu virdrun zrëck. Mir kommen trotzdeem och mat dëser Modifikatioun op eng aner, wéi mir fanne verbessert Situatioun, wéi mer se virdrun haten.

Dat gesot, bréngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a géif grad wéi d'Madame Flesch hoffen, dass mer déi Motioun, déi mer zesummen déposéiert hunn, kéinten eestëmme am Parlament unhuelen, fir och do nach eng Kéier d'Richtung ze weisen, wéi an deenen nächste Wochen a Méint d'Diskussioun solle lafen. An dann hoffe mer, dass mer domadder en Instrument geschafent hunn, wat elo dann definitiv den Équilibre hierstellt tëschent polizeilecher Effikasitéit an anersäits awer dem noutwendegen Respekt vun anere Grondrechter vun de Biergerinnen an de Bierger.

Ech soen Iech Merci.

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Braz. Den honorablen Här Henckes ass de leschte Riedner.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu éischt meng Remerciementen och un de Rapporteur, den Här Gilles Roth, dee sech hei huet missen a ganz kuerzer Zäit an eng ganz komplex Matière aschaffen an e Rapport virleeën, dee mat ganz vill Sensibilitéit huet misse redigéiert ginn, well et effektiv dorëmmer geet, fir zwee u sech heiansdo kontradiktoresch Prinzipien op een Nenner ze bréngen.

Op där enger Säit geet et dorëmmer, fir d'Aarbecht vun der Police méi effikass ze gestalten, fir ze kucken, dass een net duerch exzessiv administrativ Aarbechten d'Enquête retardéiert oder komplizéiert mécht. An et geet och dorëmmer, dass ee muss bei esou engem Gesetz Garantie virgesinn am Gesetz, an och an der Praxis, fir dass keng Abusen an Données nominatives kënnen consultéiert ginn an och net iergendwéi public gemaach ginn, déi iwwerhaupt näischt mat enger Enquête policière oder de justice ze dinn hunn.

Deen Équilibre ass net ëmmer einfach, well e beweegt sech éischtens also um juristesche Punkt, mä herno och nach an der Ëmsetzung.

» **Une voix**.- Très bien.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)**.- Ech mengen, sou wéi de Rapporteur an och d'Madame Flesch et virdru gesot hunn, dass mer en Équilibre fonnt hunn, an ech hoffen och, dass wa mer elo déi administrativ Aarbechte vun der Police erliichteren, dann awer och de Ministère, de Policeminister higeeet a kuckt, fir méi Leit um Terrain ze hunn. Well et gesäit een nämlech, dass bei der Policeadministratioun ganz vill Leit elo an deem administrative Waasserkapp, wéi en oft genannt gött, vun der Police gestach gi sinn, dass do ganz vill investéiert ginn ass, mä dass op de Kommissariat et u Leit gefeelt huet.

Ech wëll nuren drop hiweisen, dass op der Gare d'Kriminalitéit ganz staark gestiegen ass, mä d'Zuel vun de Polizisten, déi am Kommissariat sinn, ass déiselwecht bliwwen, an zu engem gegebenen Ablack wor et souguer ee manner wéi virgesinn, sou dass déi ganz preventiv Aarbecht, déi muss um Terrain gemaach ginn, net méi ka ge-

maach ginn a just nure méi ka repressiv agéiert ginn.

Dofir hoffen ech, dass mer also och duerch esou Mesurë wéi dat elei méi Leit, méi Polizisten nees erëm um Terrain kréien, anstatt dass se sech mussen op administrativ Aarbechte konzentréieren.

Déi Problematik, déi mer haut diskutéieren, do ass een Deel dovun schonn duerch d'Gesetz vum 22. Juli 2008 opgeworf ginn. An do muss mer haut nees erëm eng Ännerung virhuelen. Wann ech mech gutt erënnere, dann huet de Justizminister op dem Patronatsfest vun der Police hei d'ganz Schold un d'Commission juridique ginn. A wann ech mech och nach... Ech menge mech awer ze erënnere, dass deem Text, deem incriminéiert gi war, net dee war, deem d'Justizkommissioun geännert hat, mä dass dat den Originaltext war vun der Regierung. Den Här Minister ka mech herno vläicht berichtege, mä ech mengen, dass wann ee selwer en Text ausschafft, da soll een och derzou stoen. D'autant plus, dass Der déi ganz Aarbecht vun der Kommissioun jo och herno guttgeheescht hutt.

Wat ech och bemängelt hunn, dass ass, dass deem Dialog tëschent Justizministère, Justizminister a Policeminister hätt och missen op deem Punkt stattfannen. Well ech mengen, wann een esou Schwieregkeete gesäit a wa schonn esou en Dialog néideg ass, da gesäit ee jo awer och, dass et noutwendeg ass, dass op där enger Säit déi praktesch Ausféierungsbestëmmungen och vun der Police kënnen kontrolléiert ginn an dass dat och an ons Debatte soll kënnen afléissen.

Da stellt sech awer nach ee praktesch Problem. Dat ass, ech froen de Justizminister, ob et méiglech ass, elo schonn ze retracéieren, wien am Informatiksystem eng Consultatioun fret. Ech hunn d'Impressioun, dass dat net ëmmer méiglech ass. Sauf, wann et Enquête sinn, déi vum Untersuchungsrichter ordonnéiert gi sinn. Mä dass bei normale Consultatiounen dat och misst gemaach ginn.

Dofir wollt ech och soen, dass d'ADR wäert déi Motioun matstëmmen, mir hu se jo och mat ënnerschriwwen, déi fuerdert, dass den Informatiksystem och esou adaptéiert gött, dass sech dëst Gesetz och praktesch realiséiere léisst.

Dofir, mengen ech, sinn allegueren déi Donnéeën, wann dat praktesch realiséiert gött, ass dat alles an der Rei. Da komme mer zu engem gudden Kompromëss tëschent der Aart a Weis, wéi mer dëst Gesetz ausleeën a wéi mer et och ausféieren.

Dat gesot, wollt ech also den Accord och vun der ADR-Fraktioun ginn. Well ech mengen, et ass e wichteg Gesetz. A mir kënnen jo och net zouloossen, dass mer op eng Kéier an där Situatioun sinn, dass lëtzebuergesch Poliziste verschidden Donnéeën net kënnen consultéieren, déi hir auslännesch Kollege kéinte consultéieren. Ech mengen, dass wier d'Absurditéit selwer. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Grupp zu dësem Projet de loi.

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn ëmmer gesot, an ech sinn hir dankbar, der Madame Flesch, dass se dat hei rappeléiert huet, dass déi dräi grouss Kritären, no deenen ech an deene leschte fënnef Joer Politik vun der Justiz a vun der banneschter Sécherheet gemaach hunn, sech orientéiert hunn an de Wieder Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat.

Dat ass a bleift meng Leitlinn vum politeschen Handelen an deene Beräicher. An dat war richteg fir all déi Projeten, déi mer virdru gemaach hunn. Dat ass richteg fir dee Projet vun haut, deem op e puer Punkte preziséiert gött par rapport zu deem, wat mer déi leschte Kéier gemaach haten.

Elo kann ee sech stonnelaang doriwwer opreegen, wie wat a wéi engem Moment geschriwwen hätt. An dat gehéiert och héchstwahrscheinlech derzou, zur politescher Debatte.

Meng Remarquen, déi jo hei anscheinend zu gréisster Opreegung gefouert hunn, déi ware par rapport zu engem Projet de loi, deem d'Regierung an der Chamber deposéiert huet. A wann d'Chamber dee Projet de loi deemools esou gestëmmt hätt, wéi d'Regierung en deposéiert hat, da wär et net zu deene Schwieregkeete komm.

» **Une voix**.- Dat ass net wouer, Här Minister!

(**Interruptions**)

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Dee Problem, deem Text, deem d'Regierung erabuecht huet, hätt net zu deene Schwieregkeete gefouert. Mä wann en Text praktesch Applikatiounsschwieregkeete mat sech zitt, da fannen ech ass et net dat Schrecklechst op der Welt, dass een da versicht, déi duerno erauszehuelen.

Elo kann ee sech doriwwer stonnelaang opreegen. Fir mech zielt eppes, an dat bleift fir mech wichteg. Dat ass, dass d'Police an d'Justiz Mëttelen hunn, fir kënnen hir Aarbecht uerdentlech ze maachen.

A wa mer haut e Land hunn, wat besser doosteet wéi seng Nopeschlänner an Terme vu Sécherheet, wa mer haut e Land hunn, wou d'Opklärungsquot och an deene leschte Joren eropgaangen ass, dann ass dat, well mer der Police an der Justiz déi gesetzlech, déi mënschlech, déi Zuel vun de Leit an déi budgetär Mëttele ginn hunn, fir hir Aarbecht ze maachen. Dat ass schlussendlech dat, op dat et ukënnt. An ech stelle fest, dass dat weder an der Debatte vun 2008 nach an där Debatte vun haut contestéiert ginn ass.

Mir hu méi Leit um Terrain wéi mer der fréier haten. Mir hunn extra Moosname geholl, soen ech dem Här Henckes, fir dass méi Leit um Terrain sinn. Mir hunn zousätzlech Patrouillen agefouert, mir hunn d'Kommissariat ausgebaut. Dat ass e Prozess, deem ech ugeleiert hunn, deem zënter zwee Joer leeft an deem och an deenen nächste Jore muss weidergoen. Et sief dann, et géif een eng politesch Décisioun huelen, déi net en ligne wär mat deem, wat ech an deene leschte Joren an d'Wee geleet hunn.

D'Sécherheet ass e Grondrecht, op deem vill aner baséieren. Da muss ee selbstverständlech e richtegen Équilibre fannen. Deen Équilibre, dee gesäit deem een heiansdo méi op der Sécherheet, deem anere méi op der Fräiheet. Dofir sinn déi Sätz, fir ze soen, et brauch een Équilibre tëschent Sécherheet a Fräiheet - doriwwer hu mer iwwerengs schonn heibanne geschwat - liicht gesot, mä am konkrete Fall ass dat eng subjektiv Appréciatioun.

Ech mengen och an deelen d'Meenung vun Här Bodry, dass mer mussen dem Date-schutz eng grouss Attention bäimoossen. Ech géif allerdéngs deem just bäifügen, dass dat a mengen Aen net nëmmen zielt fir de Secteur public, mä dass dat zu engem ganz groussen Deel och gehéiert zum Date-schutz am Privatsecteur. Well ech sinn erstaunt, wéi vill privat Donnéeën d'Leit all méiglechen Entreprisë ginn, déi hinnen all Zorte vu Kaarten offréieren, wéi vill Donnéeën se an den Internet eraginn.

Dat reegt mech vill méi op, wéi wann een e puer Donnéeën der Sécurité sociale oder der Justiz oder der Police muss ginn. Well bei deenen Organer, an och an dësem Gesetz, ginn et x Garantien, dass et net kann oder net liicht kann zu Abusé kommen, well et och eng Autorité de contrôle gött, déi och regelméissig e Bericht mécht, deem och d'Chamber kritt, fir ze kucken, wat do geschitt ass a wie mat wéi engem Motiv consultéiert huet.

Dofir mengen ech, dass dat Gesetz vum leschte Joer kee schlecht Gesetz war, dass den Text vun der Regierung en fait net zu deene Schwieregkeete gefouert hätt. Dass ech mech net deem Text opposéiert hunn, deem d'Chamber deemools gemaach huet, dass ass vläicht, well ech ze vill fein an ze vill gutt mat der Commission juridique vun dëser Chamber fueren.

Dat empêcheiert net, dass deem een oder deem aneren emol eng aner Meenung huet. Dass ass esou an der Demokratie an dass soll och esou bliwwen.

Mä ech mengen, d'Garantië waren am éischten Text, d'Garantië sinn am zweeten Text, an eng Rei technesch Problemer, déi um Terrain komm sinn, déi si verbessert ginn. An dofir, mengen ech, ass et e gudden Text, dee jo och hei schéngt breet Zoustëmmung ze fannen.

Zu där Question parlementaire...

» **Une voix**.- Ah!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- ...wollt ech soen, Här President, dass ech vum Här Bettel bal all Woch eng Question parlementaire kréien. Dass dann do duerch heiansdo eng ënnerwee verluer geet...

(**Interruption**)

...dann ass dat sécherlech vu mir e gravé Feeler. Mä ech hu mer emol den Datum vun där Question parlementaire ugekuckt, dass war Enn September 2008. An Dir kënnst Iech vläicht erënnere, wat Enn September 2008 hei am Land lass war. Dass ass keng Excuse, dass ass just eng Erklärung, déi ech mer ginn, wat do derzwëschent alles geschitt ass. Dass war also...

» **M. Xavier Bettel (DP)**.- Dat war wéi Der zwou Stonne bei der Police waart, moies op der Sitzung, dass war deem Dag. Ass et dat, wat Der mengt?

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Ech schwätze vun deenen Deeg.

(**Interruption**)

» **M. le Président**.- Här Bettel, Dir hutt elo esou laang op eng Äntwert gewaart, da gitt dem Minister elo d'Chance, fir d'Äntwert ze ginn.

(**Hilarité et interruptions**)

» **Une voix**.- Voilà!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Ech wollt also dem Här Bettel soen, dass ech em gäre mëndlech a mënschlech a schrëftlech op déi Fro hei äntwerten. Wann en net fënn, dass déi Äntwerten hei schonn duerginn, déi ech haut ginn hunn. Nämlech, dass dee Seuil de peine do net am initiale Projet steet, dass ech mech an der Chamber... Net, dass ech dat ni eng gutt Iddi fonnt hunn, mä dass dat eng Reaktioun war op eng Rei Avisen, déi komm sinn, déi gesot hunn, dee Projet géif ze wäit goen. An do duerch ass esou eng Iddi akomm, déi net am Projet vun der Regierung war, an ech mengen och, dass et gutt ass, dass dat erëm haut erauskënnt.

Dat Zweet, dass ass, dass ech anscheinend gesot hunn, an dass fannen ech nach ëmmer gutt...

(**Hilarité**)

...dass ech dat dat Normalst vun der Welt géif fannen, wann am Parlament en Text amendéiert gött. Ech kann dem Här Bettel soen, dass ech dat nach ëmmer normal fannen. Hie fret mech, ob ech meng Meenung geännert hunn: Ech hu meng Meenung net geännert.

Iwwert d'Lëscht vun Infraciounen - eng Fro, déi jo hei den Här Braz gestallt huet: Ech fannen dat keng gutt Technique législative, fir iwwerall esou Lëschte vun Infraciounen ze maachen. Ech gesinn, zu wat dat ka féieren. Ech mengen, déi Lëschte sinn ëmmer onkomplett, an et ass einfach schlecht Technique législative, well mir hunn déi Diskussioun och ganz oft am Code pénal, ob mer do ganz Lëschten opféieren oder net. Mä wann d'Parlament enger aner Meenung ass, da muss et do eng aner Meenung hunn; fir mech ass dat als Jurist keng gutt Method, fir virzeféieren.

An de leschten Deel vun der Fro war, ob ech esou Restriktiounen géif schlecht fannen. Ech weess net genee, wat fir eng Restriktiounen gemengt waren, mä ech mengen, dass Dateschutz wichteg ass. Ech féieren dat och gären nach eng Kéier schrëftlech aus, wann dat noutwendeg wär.

Zu där Motioun, déi d'Madame...

(**Interruption**)

» **M. le Président**.- Mä Dir sidd jo ganz zefridden, gesinn ech, Här Bettel, dass hat et sech jo rentéiert fir ze waarden.

» **M. Xavier Bettel (DP)**.- ...zefridden, mä siwe Méint, also dat doten hätt och kënnen éischer geäntwert ginn.

» **M. le Président**.- Et ass jo elo an der Rei. D'Fro ass elo beäntwert, Här Minister, an domadder ass dee Punkt ofgeschloss.

(**Interruptions**)

Da lauschtert elo no, wann ech gelift!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Zu där Motioun, déi d'Madame Flesch zesumme mat allen anere Parteien abuecht huet, muss ech soen, dass ech déi am Numm vun där aktueller Regierung kann unhuelen. Si adresséiert sech un déi, déi aus de Wahle vum 7. Juni ervirgeet. Mä mam Inhalt sinn ech an dëser an an där nächster Regierung, sollt ech dra sinn, ganz d'accord.

(**Hilarité**)

Merci.

» **M. le Président**.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaangen. D'perséinlech Stëmme fir d'éischt. Vote par procuracion. Et feilt nach ee Vote.

(Brouhaha)

Gutt, da schléisst mer awer elo of.

De Projet de loi 5986 ass eestëmmegeg uegholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen zur Motioun vun der honorabeller Madame Flesch. Kënne mer par main levée ofstëmme?

(Assentiment)**Vote**

Wien d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech gesinn, dass dat d'Unanimité mécht.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Projet de loi iwwert d'Informatik bei der Douane. Rapporteur ass hei den honorabellen Här Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert. Ageschriwwen sinn den Här Meisch an den Här Fayot.

(Brouhaha général)**4. 5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce****Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

» **M. Norbert Hauptert** (CSV) rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Vote vum Projet 5880 verfüegt d'Regierung iwwer eng finanziell Enveloppe vun 29,6 Milliounen Euro fir d'Realisatioun vum Projet „paperless“ Douane a Commerce, dat heescht en Ofwéckele vun den Douanesformaliteiten am grenziwwerschreidende Wuerentransport ouni Paperassen.

Dëse Projet reit sech an d'Beiméiung vun der Regierung an, fir de Bierger, awer och besonnesch de Betriber hir administrativ Aarbechten esou wäit wéi méiglech ze vereinfachen a se zu engem groussen Deel vu lästege Paperassen ze entlaaschten, wat

hinne vill Aarbecht an domadder vill Suen erspuert.

Derniewent soll de System d'Organisatioun vun den Douaneskontrollen méi effikass gestalten, fir esou d'Frauden, déi organiséiert Kriminalitéit an awer och den Terrorisme besser bekämpfen ze kënnen, an doduerch déi finanziell Interêt vum de Länner ze assureieren, d'Gesondheet vun de Leit an de Schutz vun der Ëmwelt ze assureieren.

De Projet soll sech iwwer eng Rei vu Joren erstrecken a bis 2014 ofgeschloss sinn. An Zukunft soll et also méiglech ginn, dat bei der Importatioun vu Wueren aus engem EU-Stat...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...déi Donnéeën, déi am Exportland elektronesch enregistriert ginn, direkt an d'Land vum Importateur weidergereicht ginn, ouni dat deen erëm bei sech am Land eng nei Deklaratioun maache muss.

Soubal d'Wueren am Ausland ofgefäerdert sinn, ginn d'Formaliteiten elektronesch an d'Destinationsland weidergereicht a si beim Client ukomm, ier d'Wueren iwwerhaupt geliewert sinn.

Och soll et engem Exportateur an Zukunft méiglech sinn, eng Déclaration sommaire entrée et sortie un all Grenzposten an der EU, déi säi Wuerentransport passéiere muss, weiderzeleeden, fir esou d'Offäerdege vun dem Transport op deenen eenzelne Posten ze assureieren a méi expeditiv ze gestalten.

Anerersäits solle sämtlech Reglementer vun allen europäesche Länner, déi am grenziwwerschreidende Wuerentransport verlaangt ginn, elektronesch ofluedbar ginn, sou dass eng Exportfirma net méi déi verschidde Verwaltungen am Ausland kontaktéiere muss, fir den einwandfräien Oflaf vun engem Export ze garantéieren.

E Guichet unique soll an all Land geschaf ginn, deen de Betriber erlaabt, eng eenzeg Kéier all Informatiounen, déi vun deene verschidde Verwaltungen a Relatioun mat de grenziwwerschreidende Wuerentransporter verlaangt ginn, elektronesch festzeschreien, déi dann un déi eenzel Administratioun weidergeleet ginn. Eng wesentlech Vereinfachung fir d'Betriber, déi am Import-Export-Geschäft tätég sinn.

Mat dësem Projet erfëlle mer och d'Obligatiounen, déi iwwer europäesch Décisiounen am Kader vun der Lissabon-Strategie un eis erugegroe gi sinn, an zwar d'Décisioun vum Joer 2003 iwwert d'Informatioun vum Floss an der Kontroll vun de Wueren, déi den Accisen ënnerleien; d'Décisioun vum Joer 2004 iwwert d'Interoperabilitéit vun den europäeschen Administratiounen, a schlussendlech d'Décisioun aus dem leschte Joer, dem Joer 2008, iwwer eng „paperless“ Douane a Commerce.

D'Avantagë vun dësem Projet sinn evident: fir de Commerçant méi e schnelle Wuerefluss, administrativ Vereinfachung an domat Käschtenspuernësser; Accès un e Portail unique; besser Informatiounen iwwer Internet; méi loyal Konkurrenz, well d'Fraudë besser an de Grëff geholl kënnen ginn; fir d'Verwaltung méi Zäit fir d'eigentlech Kontroll vum Wuerefluss, an domat eng besser Kontroll iwwert d'Anzéie vun den Douanes an den Acciserechter; méi eng grouss Sécherheet iwwert d'Donnéeën vum Wuereverkéier, déi den Accisen ënnerleien; méi e korrekt Erhiewe vun den Douanes- an Acciserechter; méi eng effikass Kontroll duerch eng besser Gestiou vun de ciblizierte Risiken, a wéineger Archiven an domadder eng besser Aarbechtsraumdeelung.

Den ursprénglechen Text hat eng Enveloppe vu 24 Milliounen Euro fir déi véier verschidden Etappe vun der Realisatioun vum Projet bis d'Joer 2010 virgesinn. D'Kommissioun war awer der Meinung, et sollt ee gläich eng Enveloppe fir de gesamte Projet virgesinn, an zwar bis de Projet ofgeschloss ass am Joer 2014, sou dass d'Kommissioun proposéiert huet, de Kredit op 29.658.000 Euro eropzesetzen.

De Conseil d'État an déi verschidde Beruffschamberen hunn en Avis favorable zum Projet ginn. D'Kommissioun huet mäi Rapport eestëmmegeg uegholl a schléit dem Plenum vir, de Projet de loi esou ze stëmme, wéi en hei virläit.

Ech bréngen domadder d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Den honorabellen Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Claude Meisch** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Norbert Hauptert, dem Rapporteur, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen op d'Komplexitéit vun dësem Projet higewisen huet, deen och dorop higewisen huet, firwat een a Richtung vun enger Douane ouni Pabeier higee: Well et méi einfach ass, well et méi effikass ka sinn, well mer net nëmmen doduerjer Ressourcen a Form vu Pabeier spueren, mä well mer virun allem eng aner Aarbechtsorganisatioun an enger Verwaltung kënnen kréien, déi dozou féiert, dat d'Verwaltung aneschtens, besser, méi performant ka funktionéieren.

Mir hoffen awer och, dat d'Verwaltung doduerjer am Kontakt mat den Entreprisë méi effikass a méi kulant ka funktionéieren, dat et also och zu enger Aarbechtsrelaxatioun op där anerer Säit vun de Betriber wäert kommen.

Dëse Projet huet op där enger Säit e Käschttepunkt, an et ass gutt, dat et e Gesamtkäschttepunkt gëtt fir d'Ëmsetzung vun deem Projet, dat d'Chamber och weess, wann déi éischt Schrëtt gemaach sinn, wat et bis zum leschte Schrëtt da kascht mat deenen 29,6 Milliounen bis an d'Joer 2014.

Opground vun deem, wat hei erkläert ginn ass, wat och schon am schrëftleche Rapport virgedroe war, kann d'Demokratesch Partei an eis Fraktioun dësem Projet nëmmen zoustëmme.

Et wär interessant natierlech, wann eng Verwaltung wéi déi doten ouni Pabeier kéint funktionéieren, fir och ze kucken, wéi ee Schrëtt fir Schrëtt op aner Verwaltunge kéint de Prinzip vun der Verwaltung ouni Pabeier ausweiden an ëmsetzen, fir dat mer och do nei Organisatiounsstrukture kéint kréien, déi méi Effikasitéit kéinten assureieren a gläichzäiteg och ressourcëschonend kéint virgoen.

Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Wëllt soss nach een d'Wuert hunn?

Wann dat net de Fall ass, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Ee Moment nach, mir hunn e Problem hei zu menger lénker Säit.

(Hilarité)

Här Bettel, da sot emol, déi Kolleegen, déi nach do sinn, déi solle wann ech gelift endlech kommen.

(Interruptions diverses)**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Vote ass amgaangen. Vote par procuracion.

(Brouhaha général)

Mä et ass kee Problem, Dir braucht nëmmen heibannen ze bleiwen.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5880 ass uegholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote

constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet iwwert d'Verstärke vun de Strukturen vun der Douanesdirektioun. Hei ass de Rapporteur och den honorabellen Här Hauptert. Dir hutt direkt d'Wuert, Här Hauptert.

5. 5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises**Rapport de la Commission des Finances et du Budget.**

» **M. Norbert Hauptert** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet 5901 schléisst d'Beiméiung vun der Regierung of, fir de Fiskaladministratiounen déi néideg Strukturen ze verschafen, fir hire wichtegen Aufgaben op nationalem an internationalem Plang gerecht ze ginn. An där Optik hu mer an deene leschte Jore verschidde Gesetzer gestëmmt iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung an dem Enregistrement souwéi dat wichteg Gesetz iwwert den Austausch vun den Informatiounen tëschent deene verschidde Fiskalverwaltungen an dësen Administratiounen mat anere Verwaltungen aus dem Stat.

D'Zil vun dësem Projet ass en duebelt: éischtens, d'Strukture vun der Douanesverwaltung esou ze gestalten, fir déi komplex Aufgaben, déi op nationalem Plang a besonnesch am Kontext vun der Europäescher Unioen u si erugegroe ginn, optimal ze assureieren, an zweetens eng Harmonisatioun an de Strukturen vun deenen dräi Fiskalverwaltungen - dat heescht der Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douanesverwaltung - erbäizeféieren.

An deem Sënn gesäit de Projet d'Kreatioun vu Poste vun zwee Directeurs adjoints an der Carrière supérieure vun der Douanesverwaltung vir, déi am Grad 16 vun der Carrière administrative vun der Statsverwaltung agestuift ginn. Bis elo war den Directeur adjoint vun der Douane am Grad 14 vun der Carrière moyenne aklasséiert. Mat dëser Dispositioun gëtt d'Douanesverwaltung op deeselwechten Niveau wéi d'Steierverwaltung an den Enregistrement gesat.

Des Weidere gesäit de Projet d'Afféiere vun enger Filière informatique an deenen zwou ieweschte Carrière vun der Verwaltung vir, déi de Projet „paperless“ Douane, dee mer elo grad hei gestëmmt hunn, optimal begleede sollen.

Derniewent gesäit de Projet d'Kreatioun vun zwou neien Divisiounen an der Verwaltungsstruktur vun der Douane vir, an zwar eng Division technique de l'information et de la communication am Sënn vun enger erweiterter Informatisatioun vun der Douane, an eng Division des relations internationales, fir der erweiterter Roll vun der Verwaltung um europäesche Plang Rechnung ze droen.

Des Weidere soll iwwert de Projet d'Méiglechkeet vun der Kreatioun vu Postes hors cadre an der Carrière moyenne vun der Douanesverwaltung geschaf ginn, fir der Verwaltung méi Flexibilitéit bei der Promotioun vun hire Beamten an der Besetzung vu wichtige Posten ze verschafen.

De Statsrot huet mat e puer Remarquen en Avis favorable zu dësem Projet ofginn. D'Finanz- an d'Budgetkommissioun huet mam Averstännis vun der Regierung eng Rei vun Amendementer zum Projet proposéiert. Esou huet d'Kommissioun zum Beispill virgeschloen, d'Division du contentieux, des enquêtes et recherches op Division contentieux et coopération ëmzedeeferen.

De Conseil d'État huet déi Ännerung begreisst, well se méi eng kloer Distinctioun tëschent de Servicer, déi sech engersäits mam Contentieux an anerersäits mat den Enquêtes befaassen, mécht.

D'Kommissioun huet dem Statsrot seng Propos vun enger Vereinfachung vum Paragraph 2 vum éischten Artikel net gefollegt, well soss all Fonctionnaire vun der Douanesverwaltung an Zukunft hätte misse vum Grand-Duc genannt ginn, well en Deel vun den Ernennung ginn haut vum Minister virgeholl. Duerfir huet d'Kommissioun och gemengt, net där Ännerung vum Statsrot nozekommen, an de Statsrot huet och a sengem Avis complémentaire Verstännis fir d'Situatioun vun der Kommissioun geholl.

D'Kommissioun huet de Rapport esou, wéi ech e virgeluecht hat, och eestëmmegeg uegholl a schléit dem Plenum vir, fir de Projet esou ze stëmme, wéi en hei virläit.

Mercredi,
29 avril 2009**Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi N°5799**

» **M. Laurent Mosar** (CSV), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Rapport wäert e bësselche méi dréche gi wéi dem Kolleeg Thiel säin, well ech kann lech net mat Palmeninselen, Luxushotelen a Schipisten déngen. Dofir awer e bësselche mat Uelech a Gas.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Duebelbesteuerungsofkommes mat Aserbaidshchan läit an der Linn vun deenen aneren Duebelbesteuerungsofkommen an no-tamment deem vun Dubai, dee jo virdu vu mengem Kolleeg Lucien Thiel extensiv virgestallt ginn ass. Ech brauch a wëll also net méi an den Detail vun dësem Duebelbesteuerungsofkommes agoen, wat de leschte 16. Juni 2006 zu Baku ënnerschriwwen ginn ass.

E Wuert vläicht zu der Republik Aserbaidshchan, dat eng vun deenen opstriedende Republikken aus der ehemoleger Sowjetunion ass. D'aserbaidshchanesch Wirtschaft gëtt dominéiert duerch de Pétrol an de Gas. Et ass dann och d'Exploitioun vum Pétrol am Kaspesche Mier, déi 70% vun den Exportatioune vun dëser Republik duerstellt. Am Joer 2003 sinn insgesamt d'Pétrolreserven op siwe Milliarde Barrel geschätzt ginn, wat am Ganzen 0,6% vun de Weltreserven ausmécht.

Och d'Gasreserven am Land sinn äusserst important, wat dann och Aserbaidshchan erlaabt, seng strategesch Situatioun auszubauen, andeem et de Gasmonopol vu Russland a Fro stellt.

Aserbaidshchan huet duerfir eng reell Importenz net nëmme fir d'Europäesch Union, mä och fir Lëtzebuerg, well duerch déi enorm Pétrol- a Gasreserven eng Alternativ zu Russland besteet.

Här President, wat sinn elo déi wesentlech Punkte vun dësem Duebelbesteuerungsofkommes? Dëst Ofkommen inspiréiert sech, wéi dat och scho virdu vum Kolleeg Thiel gesot ginn ass, haaptsächlech um OCDE-Modell, mä gesäit awer och eng Rei Spezifitéite vir, déi eiser Steiergesetzgebung Rechnung droen.

Ee Punkt, op deen ech awer kuerz wëll agoen, well e sech ënnerscheet par rapport zu aneren Duebelbesteuerungsofkommen, och deem vun Dubai, ass, dat an dësem Ofkommen d'Pensioune vu physische Personnen an deem Land besteiert ginn, wou de Bénéficiaire säi Wunnsätz huet. Dës Dispositioun ass zwar konform par rapport zum OCDE-Modell, mä derogéiert awer zu der üblecher Praxis, déi bis elo an aneren Duebelbesteuerungsofkomme suivéiert ginn ass.

Dëst huet dann och zu enger Kritik vum Statsrot gefouert, deem d'Regierung a sengem Avis opgefuerdert huet, an Zukunft erëm déi traditionell Dispositiounen virzege-sinn, nämlech déi, dat d'Pensioune do besteiert ginn, wou se och ausbezuelet ginn.

Allerdéngs muss een hei awer och nach eng kéier preziséieren, dat dëselwecht Dispositioun, wéi se elo hei an dëser Konventioun festgeschriwwen gëtt, och an enger Rei, zwar nëmmen enger ganz limitierter Zuel vun Duebelbesteuerungsofkomme virkënt, wéi zum Beispill an deem mat Däitschland.

E leschte Punkt, op deen ech dann nach ganz kuerz wollt agoen, ass deen, dann och contrairement zu deem, wat ëmmer erëm an Duebelbesteuerungsofkomme festgehale gëtt, nämlech dat d'Holdingen net an de Champ d'application falen, hei op spezielle Wonsch vun der aserescher Regierung erausgeholl ginn ass, dat heescht, dat an dësem ganz konkrete Fall déi Holdingsgesellschaften an dese Champ d'application falen.

Heizou wéilt ech allerdéngs betounen, dat dës Dispositioun keng allze laang Liewensdauer méi wäert wann, well jo bekannterweis den Holdingsregime d'nächst Joer den 31. Dezember definitiv wäert auslafen an et no deem Datum also keng Holdingsgesellschaften méi hei am Land wäerte ginn.

Dat gesot, Här President, géif ech lech em Är Zoustëmmung zu dësem Projet bieden a mam gudden Beispill virgoen, andeem ech den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit!

Ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - Merci, Här Hauptert. Wa kee méi eppes bäizelëcken huet deenen ausféierleche Remarquë vum Rapporteur, da kéime mer zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5901 ass och mat der Stëmm vum Här Etgen uegeholl,...

» **Plusieurs voix**. - Ah!

» **M. le Président**. - ...mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Hauptert, Mme Françoise Heito-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Michel Wolter), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider (par M. Jean-Pierre Klein) et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou decidéiert.

Mir kommen zu der Duebelbesteuerung vu Lëtzebuerg mat den Arabeschen Emiraten a mat Aserbaidshchan. Den Här Thiel ass déi éischte kéier Rapporteur, den Här Mosar duerno, an da maache mer d'Diskussioun.

» **Une voix**. - Okay.

» **M. le Président**. - Mir huelen déi zwee Projekte mateneen an d'Diskussioun...

» **Une voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - ...no den zwee Rapporturen. Den Här Thiel huet d'Wuert.

6. 5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005**5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi N°5767

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*. - Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleege, Här Minister, dat Duebelbesteuerungsofkommes oder eigentlech - méi richteg - dat Netduebelbesteuerungsofkommes, dat eis Chamber haut ofseene soll, ass dat 53., dat eist Land mat engem anere Land ofschléisst.

De Partner op där anerer Säit ass net een, mä et sinn der eigentlech siwen, well et handelt sech ëm eng Federatioun vu siwe weiderhin autonome Scheichtümer um Arabesche Golf, déi sech 1971 zu de Vereenegten Arabeschen Emiraten zesummege-schloss hunn a säithier ënnert dem Zepter vun engem ieweschte Rot fonctionnéieren, deen aus deene siwe Scheiche besteet.

Obwuel déi offiziell Hauptstadt Abu Dhabi ass, wou och déi gemeinsam Zentralbank ugesiedelt ass a wou d'Sue konzentréiert sinn, ass et awer Dubai, dat am meeschte vu sech schwätzen deet.

Dem Scheich Maktoum seng Airline Emirates, déi jiddweree kennt, huet d'Ambitioun, den „number one“ op der Welt ze ginn, a si ass och déi éischt, déi mat dem Airbus 380 opgetrompt huet. Zu Dubai steet och deen deiersten Hotel vun der Welt, de Burj al-Arab, an et gëtt do gebaut, dat d'Fatzen ewechfuere.

Allerdéngs ass dee Glanz an der Wüst mat der Zäit elo eppes méi blatzeg ginn, well d'Clienten aus dem Westen net méi esou gutt bei Keess si wéi fréier. Et gesäit souguer esou aus, wéi wann déi aner Scheichen dovun profitéieren wëilten, fir zu hirem Kolleeg vun Dubai opzeschléissen.

Nodeem dee seng Palmeninsel mat de Millionärsvillainen an d'Mier gepufft a seng eege Schipist - „indoor“ natierlech - a Betrib geholl huet, plangt elo den Emir vun Abu Dhabi och esou eng Insel, déi dann „d'Pärel“ heescht, a setzt sech, amplaz vun enger Schipist, fir 83 Milliounen Dollar elo eng Filial vum Paräisser Louvre a säi Sand.

» **Une voix**. - Et ass den Näid, deen do matschafft!

(Hilarité)

» **Une autre voix**. - Genau!

(Hilarité)

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*. - Wéi gesot, an der Golfregioun a virun allem an deene siwen Emiraten fluppt et weider, trotz der Kris.

Och wann hir Bourssen ëm déi 160 Milliarden Dollar an deene leschte Méint verbrodenn hunn, sinn d'Golfstaaten nach ëmmer déi Boomregioun vun der Welt. Eleng d'Emirater hunn 2007 genee 63 Milliarden Dollar mat hirem Uelech geloust. Deemools louch de Barrel-Duerchschnëttspräis bei 70 Dollar. Dat Joer duerno war e souguer op 100 Dollar geklommen. An domat kënnst Der lech dann och ausrechnen, wat lescht Joer an d'Keess koum.

Kee Wonner, dat do d'Emirater am Geld schwammen, mat Ausnahm allerdéngs vun Dubai, dat keen Uelech méi huet an duerfir säin eegene Boom op Puff finanzéieren muss, allerdéngs mam Geld vum Kolleeg vun Abu Dhabi.

D'Statsfongen am Golf, inklusiv déi vu Saudi-Arabien allerdéngs, géréieren ronn 1.200 Milliarden Dollar, an déi vun Abu Dhabi eleng, d'Abu Dhabi Investment Authority ass mat 875 Milliarden Dollar deen decksten op der ganzer Welt.

Hei dreeme jo och verschidde Leit vu souveräne Fongen. Abee, da muss mer emol kucken, wéi vill där Milliarde mir géifen zesummekréien.

Mat deene Sue léisst sech natierlech eppes ufänken. Domat kann ee Flughäfen, Hotel- len a Marinaen en masse bauen. Am Moment si Projekte fir ëmmerhin 2.300 Milliarden Dollar an den Emiraten am Bau.

Oder et kann een duerch d'Welt shoppe goen a sech zum Beispill, wéi dat virun e puer Woche geschitt ass, emol einfach esou 10% vum Kapital vu Mercedes-Benz ënnert den Nol rässen.

Eiser neier arabescher Braut felt et deemno net un Attraktivitéit. Jiddefalls geet et duer, fir vun deene fréiere räiche Länner ëmgachelt ze ginn, deenen et am Moment manner gutt geet an déi duerfir schaarf op de Scheichen hir Sue sinn. Dobäi waren et net emol mir, déi dohinner freie gaange sinn, mä et waren d'Emiren, déi bei eis komm sinn.

D'Scheichen haten 1996 gefrot, fir en Duebelbesteuerungsofkommes mat eis ofzeschléissen. Mä mir waren deemools net ganz presséiert, net ganz waarm, ënner

anerem, well de Steiersystem vun den Emiraten, deen an der Diplomatesprooch mat deem elegante Begrëff „Fiscalité légère“ ëmschriwwen gëtt, d'Begeeschterung vun eisen Autoritéite gebremst huet.

Wéi et sech awer mat der Zäit erausgestallt huet, dat een nach ewell Geschäfte mat den Emirate maache kéint an dat en Duebelbesteuerungsofkommes sech eleng scho wéinst eiser Cargolux méi wéi bezuelet maache géif, déi dacks en Zwëschestopp am Golf mécht - wéi Der wësst -, wa se an de Fernen Oste flitt, du si mer awer op de Goût komm an hu schlieslech Enn November 2005 am Kader vun enger Wirtschaftsmission zu Dubai de Protokoll iwwer en Duebelbesteuerungsofkommes ënnerschriwwen.

Den Accord ass nom übleche Muster gestreckt mat ville Renvoien op de Modell vun der OCDE, mat detailléierte Regele fir d'Besteuerung vun deenen diversen Akomesquellen, souwuel fir d'Privatleit wéi fir d'Entreprises, an - ganz wichteg fir d'Cargolux - mat engem réckwierkenden Effet op d'Joer 2000.

Souguer eis Holdingen, déi systematesch bei den Duebelbesteuerungsofkommen ausgeklamert gi sinn, well si jo iwwerhaupt kenger Kierperschaftssteier bei eis ënnerleien, hunn d'Emiraten toleréiert. Dat wäert eis allerdéngs net vill notzen, well d'Brësseler Kommissioun huet eis jo gezwongen, eis Holdinge bis Enn 2010 ofzeschaffen, well no engem hallwe Jorhonnert festgestallt gi war, dat d'Holdinge vun 1929 net konform zum EU-Recht wieren.

Wéi ëmmer ass och bei dësem 53. Accord déi Bestëmmung aus dem Artikel 26 vum OCDE-Modell ausgeklamert ginn, déi en Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltungen virgesäit. Et däerf een net vergiessen, dat d'Konventioun schlieslech méi wéi dräi Joer virun deem fatalen 13. März 2009 ofgeschloss gouf, wou Lëtzebuerg sech mat enger Rëtsch anere Länner dem Drock vun deene Groussen huet misse béien a sech dozou bereet erkläert missen, an Zukunft Informatiounen fir steierlech Zwecker auszutauschen.

Duerfir steet och elo an dësem Accord nach näischt vun deem Informatiounsaustausch, deen an Zukunft feste Bestanddeel vun esou Konventiounen wäert ginn. Dat ass och de Grond, firwat déi Duebelbesteuerungskonventiounen, déi et scho gëtt, elo wäerten nogebessert ginn. D'Verhandlungen an deem Sënn si jo scho mat Amerika gefouert an och vom Minister Frieden virun e puer Deeg ofgeschloss ginn. A mat Däitschland a mat Frankräich si se, souwäit wéi ech weess, ugelaft.

Och mat den Emiraten soll elo en ähnlechen Accord fonnt ginn an dann nach virum Enn vum Joer un dës Konventioun drugepecht ginn. Mir mussen jo esou séier wéi méiglech mat enger Dosen anere Länner eens iwwer en Zousaz zu den Duebelbesteuerungsofkommes gëtt, well eréischt dann, wa mir mat hirem zwielef Länner en Échange d'informations veraccordéiert hunn, da verschwanne mir vun där berüchtigter groer Lëscht vun de soi-disant Steierparadäiser, op déi deemnächst jo ganz schaarf vun deene Groussen geschoss soll ginn.

Et ass eng delikat an eng kriddelech Aarbecht, déi elo op eis Responsabel zoukënn. Well hannert där weltwäiter Konjunkturkris vum Ament verstoppt sech fir eist klengt Land net méi an net manner wéi eng Existenzkris, well mir esou staark ofhängeg grad vun deem Secteur sinn, deen elo esou massiv ënner Beschoss geréit. Déi Kris muss mir - Wahlen hin, Walen hier - esou séier wéi méiglech an de Grëff kréien, well soss kéinte mir emol schwéieren Zäiten entgéintgoen.

Här President, d'Finanzkommissioun ass der Meenung, et géife genuch Grënn, fir grad elo dëser Konventioun zouzestëmme - dat, trotz hirem gewëssemooose provisoresche Charakter.

Ech däerf soen, dat och d'CSV-Fraktioun där Meenung ass. Fir de Rescht ass ze hopen, dat et eiser Regierung an deenen nächste Wochen a Méint geléngt, hir friem Kolleege zu iwwerzeegen, dat si um Holzwee sinn, wa si mengen, et misst een elo vun der Krisituatioun profitéieren, fir de Mensch endlech total duerchsiichteg ze maachen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - Merci, Här Thiel. Den honorablen Här Mosar mécht dann de Rapport zu Aserbaidshchan.

(Interruptions)

►►► **Plusieurs voix** - Très bien!

►►► **M. le Président** - Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert elo.

Discussion générale

►►► **M. Ben Fayot (LSAP)** - Jo, Här President, ech wollt selbstverständlech dem Här Mosar an och dem Här Hauptert villmoos Merci soe fir hir... souwéi dem Här Thiel, entschëllegt, fir hir Rapporten. Selbstverständlech och dem Här Hauptert, deen extra vu Stroosbuerg erëmkom ass, fir de Mëtteg hei ze officiëieren.

►►► **Une voix** - Très bien!

►►► **M. Ben Fayot (LSAP)** - Ech wollt awer trotzdeem am Kader vun dësen Duebelbesteierungsokommes, a well mer d'Chance hunn, den zoustännege Minister bei ons ze hunn, eng Fro stellen. Mir hu jo ganz vill där Duebelbesteierungsokommes. Ech hunn hei gelies am Exposé des motifs oder an den Explicatione vum Rapporteur, dass mer der iwwer 50 hunn. Mir si jo amgaangen, et ass gesot gi mat Amerika, en neit Ofkommes ze maachen, och mat Frankräich an Däitschland.

Do wollt ech froen, no där Décisioun vun der Regierung vum 13. Mäerz 2009, fir eben déi OCDE-Dispositiounen mat eranzehuelen an ze respektéieren. Dat geet jo eigentlech net esou wäit wéi dat, wat d'Europäesch Unioun wëllt, wat den Här Kovács wëllt maachen. A wa mer mat Frankräich an Däitschland négociéieren, ass natierlech d'offiziell Positioun vun der Regierung, esou wéi ech dat verstan hunn, fir op dem Niveau OCDE ze bleiwen.

Ech wollt de Minister elo net froen, fir aus deenen Négociatiounen, wa se schonn ugefaangen hunn, Geheimnisser unzeginn, mä ons seng Appréciatioun ze ginn, ob déi Négociatiounen, besonnesch mat den europäesche Länner, a sengen Ae liicht oder vläicht méi schwéier ginn à la lumière vun deenen Entwécklungen an der Europäescher Unioun.

Ons Suerg ass jo sécher, dass mer schnell aus där groer Lëscht erauskommen, dass mer also schnell och déi Dosen nei Duebelbesteierungsokomme kréien. Mä nach wär et interessant ze wëssen, wéi schwéier dat politesch gétt. Menger Usicht no gétt dat net ganz einfach, étant donné och déi ganz Finanzkris an déi Développement ronderëm. Ech wär awer frou, wann den Här Minister ons do kéint rassuréieren.

►►► **M. le Président** - Merci, Här Fayot. De President vun der Chambre de Commerce Aserbaidschan-Lëtzebuerg huet d'Wuert nach gefrot.

►►► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** - Merci, Här President.

(Brouhaha)

Ech wollt just nure feststellen: Deen Accord géint d'Duebelbesteierung vun Dubai, deen datéiert vun 2005. Dee mat Aserbaidschan, deen datéiert vun 2006, an ech hoffen, dass an Zukunft d'Prozeduren e bësselche méi séier ginn, well soulaang wéi esou Accorden net zustane komm sinn, geet déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht och e bësselche méi lues.

Mir wëssen, dass, ech si ganz frou effektiv, Här President, dass ech als President vun der Chambre de Commerce Lëtzebuerg-Aserbaidschan, déi hei zwee Mann Personal beschäftegt, dass mer wëlls hunn, déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht ausze- weiten, net nuren op d'Carboxyl an op si- wenen aner Gesellschaften, déi schonn do schaffen, an dass et dofir absolut noutwendeg war, dass dëse Projet de loi elo gestëmmt gétt.

An deem Kontext, wou dat och diskutéiert gétt, hoffen ech och, dass d'Regierung d'une façon générale, wat de Secret bancaire ugeet an déi nei Accorden, déi do diskutéiert ginn, dass een do verschidden Aussoen héiert iwwer d'Aart a Weis, wéi elo déi Konventiounen, déi Doppelbesteierungsokommes, wéi déi sollen ausgesinn.

Ech hat et esou geduecht ze verstoen, et misst weinstens eng Indicatioun do si vun iergendenger Fraude fiscale. Anscheinend

soll dat elo méi wäit goen. Dofir benotzen ech och d'Geleeënheet fir de Minister ze froen, wéi sech elo déi Négociatiounen duerstellen. Mä, nach eng Kéier, wëll ech den Accord zu dësen zwee Projete ginn.

►►► **Une voix** - Très bien!

►►► **M. le Président** - Merci, Här Henckes. Den Här Budgetminister Luc Frieden huet d'Wuert.

►►► **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget** - Här President, ech géif gären de Rapporteur Merci soe fir déi Aarbecht, déi se hei gemaach hunn, grad wéi alle Kollegen, déi zu dëse Projeten intervenéiert hunn.

All Kéiers dann, wa mer en neit Duebelbesteierungsokomme ofschléissen, ass dat gutt fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land, well et eise Betriber erlaabt, Geschäfte an der Welt ze maachen, oni dass déi Revenuen, déi se doräuser kréien, zweemol besteiert ginn. Duerfir muss mer onbedéngt weiderfuere, eist Netz vun Duebelbesteierungsokommes weider ausbauen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Duerfir wäerte mer och schonn d'nächst Woch e weidert Duebelbesteierungsokomme mat deem geographesche Raum oder mat deem geographesche Raum, vun deem den Här Thiel geschwat huet, ofschléissen, nämlech den nächste Mëtwoch ënnerschreiw mer en Duebelbesteierungsokomme mam Bahrain.

A mir hu wëlls, wéi gesot, dass weider ze maachen, well eis Betriber brauche Méiglechkeeten, fir an der ganzer Welt kënnen ze operéieren respektiv déi Betriber, déi vun do kommen, dass mer déi och kënnen unzéien op Lëtzebuerg. Dat ass noutwendeg, wa mer wëllen, dass eist Land weider eng international ekonomesch gutt entwéckelt Platz bleift, an déi brauche mer erëm, fir dass d'Liewensqualität hei am Land weider kann erhalte bleiwen a besser ginn.

Eng zweet Remarque betrëfft de Fait, dass dës Accorden nach net, ech ënnersträichen, nach net an allen Dispositiounen dem OECD-Modell-Accord, an notament deem Punkt iwwer den Échange d'informations sur demande Rechnung droen.

Ech hunn d'Rapporteur ausdrécklech dozou héieren, dass d'Finanzkommissioun d'accord ass, dass, soubal déi Négociatiounen stattfonnt hunn, dann och dës Accordë mat ofgeännert ginn.

Et ass esou, dass mir mat den Arabeschen Emirater doriwwe geschwat hunn, an och d'Arabesch Emirater d'accord sinn, dass mer déi Ofännerung do maachen. Mä si hunn och an hirem Parlament, héchstwahrscheinlech e bëssen en anert Parlament wéi dat hei, deen Accord schonn approvüiert an där dote Form, an dass si duerfir soen: Approvüiert Dir och fir d'éischt den Text, an da maache mer en Échange de lettres, andeem mer deen Artikel 26(5) iwwer den Échange sur demande drabauen.

Mir hunn also den Accord politique fir dat ze maachen. Ech wëll och hei ausdrécklech soen, dass dës Accorden also net géifen en Ofwäichen duerstelle vun där Décisioun, déi d'Regierung den 13. Mäerz geholl huet, fir an Zukunft den OECD-Modell ofzeschléissen.

Et ass d'Intentioun vun der Regierung, déi muss awer vun där nächster Regierung confirméiert ginn, fir all déi Duebelbesteierungsokommes, déi mer elo nei négociéieren, respektiv dass sinn oft bestehend Accorden, wou mer just en Amendement derzou maachen, duerch ee Gesetz an der Chamber approvüieren ze loosse. Net also zwielef oder 15 Gesetzer ze maachen, mä nodeem mer eng ganz Rei négociéiert hätten, ass eis Iddi, ee Gesetzesprojet ze maachen, wou dann d'Chamber kéint all déi Amendementen zu bestehenden Duebelbesteierungsokommes maachen. Wéi gesot, Décisioun, déi déi nächst Regierung muss, wa bis dohinner all déi Accorden négociéiert sinn, confirméieren.

Drëttens wëll ech hei nach eng Kéier soen, dass mir zënter dem Joer 2000 soen, dass mir op de Wee vun dem Informatiounsaustausch higinn, wann och déi aner Länner dat maachen. D'Tatsaach, dass d'Schwäiz, Eisträich, Singapur, Hongkong an aner dat gemaach hunn, erhält eis déi noutwendeg Konkurrenzfähigkeit, déi mer op eiser Finanzplatz brauchen. Duerfir gesinn ech och net duerch déi Décisioun d'Finanzplatz an hirer Entwécklung a Fro gestallt.

Eis stéiert och manner déi gro Lëscht, déi jo just rappeliert, wat d'Regierung selwer gesot hunn, wéi d'Kritären, no deenen déi wäiss Lëscht zustane komm ass. D'Tatsaach, dass een, wéi hei de Mëtteg och rap-

peléiert, muss zwielef Duebelbesteierungsokomme hunn no OECD-Modell, fir op där wäisser Lëscht ze sinn, géif ech mer erlaben, mat allem Respekt fir international Organisatiounen, als lächerlech ze beschreien. Firwat net néng oder 13 oder 15?

D'Kritäre sinn déi, déi opgestallt gi sinn, déi net d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuurger Regierung fannen. Mir huele se zur Kenntnis a mir wäerte se uwenden, mä mir hätte gären - an och dat drécke mer der OECD nach eng Kéier an dësen Deeg aus -, dass esou Kritären no de Regele vun der OECD, also am Konsensus definéiert ginn, an net vun e puer Staten, déi déi definéieren.

Ceci étant dit, wäerte mer méi wéi zwielef Duebelbesteierungsokomme ofschléissen, déi deem dote gerecht ginn. Well éischters, wéi gesot, contestéiere mir de Chiffer zwielef, an zweetens muss mer och mat méi Länner - an an der Europäescher Unioun si jo scho vill méi wéi zwielef Länner - op deen dote Wee goen. Déi Verhandlung si schwéier.

Ech hu bewosst déi éischt Verhandlung mat Amerika gefouert a bewosst se zu engem groussen Deel selwer gefouert. Firwat? Well Amerika ass dee gréisste Member am G20. An Amerika ass en duebele Risiko fir Lëtzebuerg gewiescht, nämlech engersäits de G20, an anersäits eng Rei eesäiteg Lëschten, déi am amerikaneschen Senat an am Representantenhaus zirkuléieren, op deene Lëtzebuerg steet. A verschiddener vun deene Proposition-de-loien, déi droen och den Numm vun aktuellen amerikaneschen President.

Et war mer kloer bei mengem éischte Besuch zu Washington virun e puer Wochen, dass, wa mir net hei géife bougéieren, déi eesäiteg Lëscht géifen am Parlament, och encouragéiert duerch d'Finanzkris, relativ schnell a Realitéit, also a Gesetzesform éngesat ginn. Duerfir hu mer déi Verhandlung gefouert.

Deen Accord steet an de groussen Linnen an deem Accord gétt der Lëtzebuurger Regierung Satisfaktioun. Den Accord kann nach net formal ënnerschriwwen ginn, bis verschidden intern Prozeduren an Amerika fäerdeg sinn. Ech hu mam President vun der Finanzkommissioun ofgemaach, dass mer Mët Mee, bis dohinner wäerten déi Prozeduren dann ofgeschloss sinn, d'Finanzkommissioun am Detail iwwer deen Accord informéieren. Dee Moment gétt en och dann ënnerschriwwen.

Deen Accord gétt eis Satisfaktioun an deem Accord wäert och e gudd Modell sinn, fir mat anere Staten ze verhandelen. Et geet an deenen Accorden notament ëm d'Prézioun, déi muss erfüllt si bei deenen Demanden, déi kommen. Et geet ëm d'Fro, ob esou Accordë réckwierkend sinn oder net.

Duerfir muss ech lech soen, dass déi Négociatiounen schwéier sinn. Déi si besonnesch schwéier no enger éischer Ronn vun Négociatiounen, déi stattfonnt hu mat Däitschland, wou eng Rei Revendicatiounen op den Dësch komm sinn, déi fir Lëtzebuerg net akzeptabel sinn. Also muss doriwwe diskutéiert ginn.

Mir si mat de Fransosen an Négociatioun. Mir hunn e Freideg zu Washington ofgemaach, fir och mat der Schwäiz a mat Eisträich esou Accorden ze maachen. Dat sinn och Membere vun der OECD. Mir hunn Demandé kritt vun enger ganzer Rei vun aneren EU-Staten, mä mir kënnen net alles mateneen négociéieren. Wa mer der awer bis dräi, véier fäerdeg hunn a wann déi plus ou moins d'nämlech ausgesinn, da gétt et vill méi einfach, fir déi aner duerno ze négociéieren.

De Kommissär Kovács, zoustänneg fir Steieren an der Europäescher Unioun, huet an deene leschte Méint eng Rei Propositionen gemaach - déi schéngt en och gëschter op enger Pressekonferenz nach eng Kéier erkläert ze hunn -, déi an eisen Aen iwwer dat erausginn, wat d'OECD verlaangt.

D'Lëtzebuurger Regierung ass net mat deem, esou wéi mer dat bis haut verstanen hunn, d'accord. Wann ech virsichteg sinn a mengen Aussoen, dann ass dat, well ech dat net direkt vum Kommissär Kovács héieren hunn, mä dass de Kommissär Kovács den nächsten Dëschdag am ECOFIN dat, wat e gëschter der Press gesot huet, wëllt de Ministere presentéieren.

Et ass also eréischt no där Presentatioun am Conseil vun de Finanzministeren, wou d'Lëtzebuurger Regierung sech wäert zu deene Propositionen ausschwätzen, well mer se dann eréischt am Detail kennen. Mä mir mengen et wär net gutt, dass ee fir d'éischt am G20 an an der OECD e gewëssene Standard definéiert an dann dräi Wochen duerno erëm eppes aneschtens an der Europäescher Unioun mécht. Dat wäert op de Widerstand vu Lëtzebuerg stoussen.

Woubäi ech awer hei wëll rappeliieren, dass schonn 2000 an 2003 bei der Zënsrichtlinn déi iwwergrouss Majoritéit vun EU-Staten am Fong fir den automatischen Informatiounsaustausch war. Et ass also och näischt, wat elo op där doter Fro ganz nei ass. Déi meesch Länner si fir den automatischen Informatiounsaustausch. Mä am G20 OECD ass jo am Fong den Informatiounsaustausch sur demande als Kritik fixéiert.

Mir suivéieren dat also ganz no. Mir wäerte weider elo intensivt Verhandlungen an deenen nächste Woche mat enger Rei State féieren, fir esou schnell wéi méiglech op eng 15 Duebelbesteierungsokomme ze kommen. Dat geet awer ganz sécher bis an den Hierscht eran. Also ass et och d'Aufgab vun där Regierung, déi aus de Wahle vum 7. Juni erausgeet. An déi Debatten an der Europäescher Unioun, déi wäerte schwéierest ginn. Och déi fänken elo eréischt un, mä ech spieren, dass en extremen Drock ass, fir déi esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen.

Et ass e Conseil de 5. Mee. Dee Conseil vun de Finanzministeren, deen duerno ass, ass am Juni, an da kommen der nach duerno. Mä ech spiere vun allen Informatiounen, déi ech hunn, dass déi aner Länner nach wëllen dëst Joer mat där Fro ofschléissen. Mir mengen, dass déi Positioun, déi mer bis elo vertrueden hunn, déi mer den 13. Mee gemaach hunn am Kontext vun der OECD, eis Limite an deene Verhandlung muss sinn, an dass d'Kommissioun och deem muss Rechnung droen.

Mä d'Kommissioun ass jo net hei deen, deen decidéiert en fin de compte. Et ass de Conseil vun de Finanzministeren. Am Conseil vun de Finanzministere si 27 Länner, ass Unanimitéit. Mä mir mussen also do eis Argumenter virbréngen a mir mussen kämpfe fir déi Positioun, déi, ech mengen, bis elo hei am Parlament op eng breet Zoustëmmung - et war Unanimitéit - gestouss ass. Duerfir, mengen ech, ass et och noutwendeg, dass mer no deem Conseil ECOFIN vum Mee och d'Finanzkommissioun informéieren an och versichen, fir esou wäit wéi dat méiglech ass gemeinsam Vuen zu Lëtzebuerg op där schwéiereger Fro do och weiderhin ze halen.

Merci.

►►► **M. le Président** - Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen an deem sensibelen Dossier.

Mir kommen elo zum Vote vum Accord mat fir d'éischt den Arabeschen Emirater.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5767 et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5767 ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Lydia Mutsch), Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Alexandre Krieps), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da stëmme mer of iwwert de Projet mat Aserbajdschan.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5799 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.
De Projet de loi 5799 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Ober-

weis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), M. Fernand Diederich (par M. Marc Angel), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jean-Pierre Klein) et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M.

Alexandre Krieps), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps et Claude Meisch;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert. Merci un de Vertrieeder vun der ADR.

Domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Den nächste Rendez-vous ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)

Jeudi, 30 avril 2009

**Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président**

Sommaire

- 5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2^e Chance
 - *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
 - *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling (dépôt d'une motion), Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
 - *Motion 1: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- Dépôt d'un projet de loi
 - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen
 - *M. Robert Mehlen*
- 5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden
 - *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: M. Jean-Paul Schaaf*
 - *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes
 - *Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: M. Lucien Clement*
 - *Discussion générale: M. Fernand Etgen, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 5925 - Projet de loi portant modification:
 - de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et
 - de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
 - du Code de la sécurité sociale
 - *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*
 - *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

))) M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

))) Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Neen, Här Président.

))) M. le Président. - Merci, Madame Delvaux.

Den éischte Punkt um Ordre du jour haut de Mëtteg ass de Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance. De Rapporteur ass den honorabelen Här Diederich an et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, den Här Berger, den Här Fayot, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Diederich.

1. 5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2^e Chance

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

))) M. Fernand Diederich (LSAP), *rapporteur.* - Här Président, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi ass den 23. Dezember 2008 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. Avisé sinn erakomm vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. An dräi Sitzungen ass de Projet virgestallt an diskutéiert ginn.

Den Avis vum Statsrot datéiert op den 31. März. An der Sitzung vum 2. Abrëll huet d'Kommissioun eng Rei Amendementen adoptéiert. Den Avis complémentaire vum Statsrot vum 21. Abrëll ass den 23. Abrëll vun der Kommissioun aviséiert ginn. An där Sitzung ass och dese Projet de rapport ugeholl ginn.

Den Objet vum Gesetzesprojet besteet doranner, eng legal Basis ze schafe fir d'Émsetzung vun enger neier Unterrechtsstruktur fir all déi Schüler, déi weinst schouleschem Mësserfolleg, weinst Mangel un der Motivatioun oder well se de falsche Choix getraff hu bei der schoulescher oder beruflecher Orientatioun, oder an traditionelle Klasse vum Secondaire oder vum Secondaire technique décrochéiert hunn, mat dem Zil, hinnen eng zweet Bildungschance ze offréeieren.

Den Ursprung vun der École de la deuxième chance geet op d'Joer 1995 zrëck, wou d'Europäesch Kommissioun ee Wäissbuch iwwer Erziehung a Bildung adoptéiert huet mam Titel: «Enseigner et apprendre: vers la société cognitive».

Ee vun den Objektiv war de Kampf géint d'Exklusioun, an an deem Kader ass den experimentelle Projet vun den Écoles de la deuxième chance proposéiert ginn, fir deene jonke Leit nei Méiglechkeeten an Opportunitéiten ze bidden, déi net iwwert déi néideg Qualifikatiounen a Kompetenze verfügen, fir hir Formatioun weiderzeféieren oder sech an d'Berufsliewen ze integréieren.

Hei zu Lëtzebuerg besteet d'Iddi vun enger École de la deuxième chance zwar scho méi laang, mä aus verschiddene Grënn konnt kee konkrete Projet presentéiert ginn. Schonn 1999 ass am Kader vun enger parlamentarescher Missioun ee Rapport erstallt gi vum aktuelle Statsrot René Kollwelter, deen och während fënnef Joer an der École de la deuxième chance zu Marseille responsabel war fir d'Relatiounen vun der Schoul mat den Entrepreneuren.

Op dese Rapport hin ass folgende Passus an d'Regierungserklärung vun 1999 ageschriwwen ginn: «de faire des efforts particuliers afin de mettre en place une véritable offre d'école de la deuxième chance».

Et huet awer missen d'Regierungserklärung vun 2004 ofgewart ginn, fir d'Iddi nei ze relancéieren, an elo um Schluss vun der Legislativperiode kann dat entsprechend Gesetz gestëmmt ginn. Ech wëll an deem Zusammenhang awer och un eise regrettéierte Kolleeg Marc Zanussi erënneren, deem dese Sujet ganz besonnesch um Härz louch an dee sech deementspreechend staark investéiert huet.

Mir stellen haut fest, datt d'Offer, wat d'Formatioun vun de Jugendlechen a jonken Erwuessenen ubelaangt, déi als Décrochereuren ugesi ginn, net duergeet an d'Noutwendegkeet vun enger méi breeder an diversifiéierter Offer besteet, esou wéi et an enger Etüd iwwert den Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg confirméiert gëtt. Dës Etüd „Le décrochage scolaire au Luxembourg“ vum Ministère de l'Éducation nationale aus dem Schouljoer 2006/2007 befaasst sech mat deene Schüler, déi déi Lëtzebuurger Schoulen ouni Ofschlossdiplom verloossen an ënner hinne mat deene Jonken, déi als Décrochereuren scolaires gëllen, dat heescht, déi sech net an eng aner Schoul oder an eng aner Formatioun aschreiwten.

Den Taux de décrochage ass zwar déi lescht Joren erofgaang, wat drop zrëckzeféieren ass, datt de Ministère de Kampf géint d'schoulesch Exklusioun zu enger vum senger Prioritéiten zielt. Dese Réckgank ass op d'Schafung vun neie Méiglechkeeten fir d'Schüler mat Schwierregkeeten zrëckzeféieren, wéi zum Beispill d'Classes relais souwéi déi systematesch Begleedung vun de betroffene jonke Leit duerch d'Action locale pour jeunes.

An trotzdem sinn all Joer méi wéi 300 Jonker vum Décrochage scolaire betraff a lafen de Risiko, ausgeschloss oder marginaliséiert ze ginn. Fir dës Leit bitt d'École de la deuxième chance een neit pedagogesch Angebot, mat dem Zil, hinnen zu enger Qualifikatioun an enger Beschäftegung ze verhëlfen.

Wat ass elo d'Konzept vun der Schoul? D'Schoul funktionéiert am Kader vun Enseignement postprimaire an adresséiert sech prinzipiell un déi jonk Leit, Schouloffriecher tëschen 16 a 24 Joer abegraff.

D'Objektiv besteet doranner, déi Jonk dozou ze bréngen, déi néideg Confiance a Motivatioun ze fannen, fir een neie Schoulparcours unzefänken an déi allgemeng praktesch a sozial Kompetenzen ze entwéckelen, déi et hinnen erlaben, erëm an déi traditionell Klasse vum Secondaire oder Secondaire technique opgeholl ze ginn, an

eng Léier ze goen oder eng Plaz um Aarbechtsmaart ze fannen.

D'Admissioun vun de Jonken, déi sech an d'Schoul wëllen aschreiwen, geschitt duerch den Direkter vun der Schoul a Concertatioun mam Service vun der Action locale pour jeunes a mam Direkter vun deem Lycée, wou de Schüler ageschriwwer war oder eventuell dem Centre national de la Formation professionnelle continue.

Et fënnt een individuell Gespréich statt mam Schüler iwwert säi perséinlechen a berufliche Projet. Et gëtt ee Bilan mat der Evaluatioun vu senger Kompetenze gemaach. An tëschent dem Schüler an der Schoul gëtt e pedagogesche Kontrakt ofgeschloss, an deem d'Rechter an d'Flichten an d'Modalitéiten vun der Zesummenaarbecht festgehale ginn.

D'pedagogesch Offer berout op der Basis vun engem individualiséierte Programm, dee fir all Schüler ausgeschafft gëtt op Basis vun engem perséinlechen a berufliche Projet.

Sou wéi am Gesetz iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle, gëtt den Unterrecht och a Form vu Modulen organiséiert, wat et all Schüler erlaabt, no senger Léiercapacitéit virun ze goen. D'Dauer vum Parcours an de Léierhythmus variéiere no de Besoin vum Schüler, mä sinn op zwee Joer begrenzt. De Minister kann dës Dauer ëm sechs Méint verlängeren, am Fall vun enger motivéierter Demande.

Fir dat pedagogesch Konzept ëmzesetzen, gesäit de Projet de loi d'Zesummesetzung vu pedagogesche pluridisziplinären Equipé vir, mat Enseignanten, Formateurs, Psychologen an Experten aus dem Berufssecteur, déi dee Jonke betreien.

D'Missioun vun dëser Equipe besteet doranner, dat richteg pedagogesch Konzept ze definéieren, genausou wéi déi individualiséiert Formatiounspläng an d'Evaluatioun vun den Acquisen, d'Organisatioun an de Suivi vun de Stagen am berufliche Milieu souwéi d'Kollaboratioun mat den Elteren, déi och am Conseil d'éducation vun der Schoul vertruete sinn.

D'pedagogesch Equipe bestëmmt aus hire Membere fir jidder Apprenant een Tuteur, deen de pedagogesche Suivi an der Schoul an am Betrib assuréiert.

De Statsrot begréisst de Projet de loi a weist drop hin, datt e scho säit Längerem op d'Nécessitéit vun esou enger Struktur higewisen huet. Hien ass awer och der Meinung, datt déi grouss Heterogenitéit vun de Schüler, de breede Fächer vun deenen, déi concernéiert sinn, mat ganz ënnerschiddleche Formatiounsniveaue, eng Rei Problemer kéint duerstellen. Mir bedauern och, datt niewent dem Ministère de l'Éducation nationale net och de Ministère du Travail als Träger figuréiert. Dëst eventuell a Form vun engem Établissement public, fir domat eng gréisser Korrelatioun tëschent der Formatioun an dem Aarbechtsmaart hierzestellen.

D'Schoul huet als Missioun, niewent dem allgemengen a prakteschen Unterrecht een integréierte soziopedagogeschen Encadrement ze garantéieren fir déi Jonk, déi am Projet de loi Apprenanté genannt ginn a fir déi mindestens zweemol d'Joer eng Admissioun stattfënnt.

Den Enseignement général kann a folgenden Domänen ugebuede ginn: déi mëndlech a schrëftlech Kommunikatioun an de Sprooch Franséisch, Däitsch, Englesch a Lëtzebuergesch; Mathematik a Rechnen; Éducation à la culture et à la citoyenneté; Informatiounstechnologien; Sport- a Gesondheetserzéiung. De prakteschen Deel begräift den Apprentissage am Atelier vun der Schoul souwéi Stagen an der Berufswelt. De prakteschen Domän kann an deene verschiddene Berufssecteuren organiséiert ginn.

Fir den Avis d'orientation ze formuléieren oder eng Décisioun op deem Plang ze huelen, fonctionnéiert d'Équipe pédagogique zesumme mam Direkter als Conseil de classe. Ee Verrieder vun der Action locale pour jeunes hält mat berodender Stëmm um Klasserrot deel. Fir all Jonke gëtt ee Portfolio erstallt, opgrond vun deem d'Avis d'orientation an d'Zertifikat erstallt ginn.

Spéitstens um Schluss vun all Semester stellt de Conseil de classe fest, awéiwäit de Schüler déi ugestriefte Kompetenzen erreecht, fir d'Formatioun mat Succès viru kënne ze féieren. Spéitstens um Schluss vum Parcours oder en cours de route, wann de Schüler dat freet, léisst de Klasserrot sech vun engem externen Enseignant assistéieren, deen iwwert déi néideg Expérience verfügt, fir eng vu folgenden Décisionen ze huelen.

Den Apprenant gëtt an eng bestëmmte Klass vum Enseignement secondaire oder vum Secondaire technique ugeholl. Hie gëtt orientéiert an eng lwwergangsformatioun fir an d'aktiiv Liewen, déi organiséiert gëtt am Centre national de Formation professionnelle continue. Oder drëtens, hie gëtt an d'aktiiv Liewen orientéiert. An deem Fall këmmert sech d'Action locale pour jeunes ëm den Apprenant, fir en an den Aarbechtsmaart ze integréieren.

Déi Jonk, déi wéinstens 18 Joer al sinn, wa se aus der Schoul erauskommen, kënnen sech fir all Bildungswee aschreiwen, deen am Kader vun der Erwuessenebildung ugebuede gëtt.

Nodeem se d'Schoul verlooss hunn, ginn d'Apprenanté während zwee Joer vun der pedagogescher Equipe an Zesummenaarbecht mat der Action locale pour jeunes begleet. Formatiounstagen an deem berufliche Milieu si feste Bestanddeel vun der Formatioun.

Während der Dauer vum Stage ass de Statut vum Apprenant dee vum Apprenant stagiaire. Tëschent der Schoul, dem Apprenant an dem Verrieder vun der Entreprise gëtt ee Contrat de stage de formation ënnerschriwwen, dee Folgendes festhält: d'Objektiv an d'Modalitéiten vum Stage de formation; vum Aktivitéiten vum Stage; d'Konditiounen, an deenen den Encadrement assuréiert gëtt duerch d'Schoul respektiv d'Entreprise; d'Modalitéiten, wéi de Stage evaluéiert gëtt.

Stagë kënnen ganz oder deelweis während de Vakanzäite stattfannen. D'Apprenanté kënnen an de Genoss komme vun der Aide à la formation, vun der Prime de formation a vun der Indemnité de formation, wéi se am Gesetz vum 16. März 2007 iwwert d'Organisatioun vun de Cours vum der Formation professionnelle am Centre national de Formation professionnelle continue virgesi sinn.

Schüler, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn, kënnen logéiert ginn no enger Konventioun mat engem organiséierten Träger, deen dozou autoriséiert ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir iwwert d'Beruffsfeld an iwwert de Profil vun den eenzelnen Aarbechtsplazen am Bild ze sinn, léisst d'Schoul sech fir all Beruffssektor duerch en Expert aus der Wirtschaftswelt beroden. Hien hält un den Aarbechte vun den Equipen deel, versicht Entrepreneuren ze fannen, fir d'Apprenanten an de Stage ze schécken, a versicht déi beruflech Agilidderung ze ënnerstëtze vun deene Jonken, déi an d'aktiiv Liewen orientéiert ginn.

Et gëtt ee Comité geschaf, deen als Missioun huet all Orientationsaktivitéit vun de Schüler, fir se an d'Aarbechtswelt ze begleeden. Hie begräift den Direkter vun der Schoul als President, Verrieder vum Aarbechtsminister, Verrieder vum Minister, dee fir d'Jugend an de Service volontaire zustänneg ass, an ee Verrieder vun der Action locale pour jeunes.

D'Schoul ass autoriséiert, ee Projet vun internationaler Kooperatioun auszeschaffen mat auslännesche Schoulen, déi ähnlech Missiounen hunn.

Methodologesch Begleedung, d'Evaluatioun vun der Qualitéit vun der Formatioun souwéi d'Formatioun vum Personnel enseignant et éducatif gi vum SCRIPT assuréiert. D'Schoul ass op wéinstens zéng Stonnen am Dag während fënnef Deeg an der Woch a si fonctionnéiert als Service de l'État à gestion séparée.

D'Personal vun der Schoul ka Fonctionnairen, Chargés de cours a Chargés d'éducation begräifen. D'Regierung gëtt autoriséiert, fir de Fonctionnement vun der Schoul folgend Personal anzustellen: en Direkter, een Directeur adjoint, ee Professeur de lettres, ee Professeur de sciences, ee Mathematikproff, ee Proff an der Éducation physique, ee Proff an der Éducation artistique, zwee Formateurs d'adultes am Enseignement théorique, zwee Formateurs d'adultes am Enseignement technique, néng Schoulmeeschteren, néng Maîtres d'enseignement technique, néng Formateurs d'adultes am Enseignement pratique, ee Psycholog, e Pedagog, sechs Édicateurs gradués, zwee Édicateuren, een In-

formatiker, ee Redakter, een Expéditionnaire an zwee Statsaarbechter mat CATP.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'École vun der deuxième chance ass eng Nécessitéit. Si ass eng Chance fir vill Jonker an engem wichtege Moment vun hirem Liewen, wou hir Entwécklung eng irréversibel Tournure kéint huelen. Si stellt eng Plus-value duer, wat déi pedagogesch Offer betrëfft. Si ass awer och een Défi fir all déi Partner, déi responsabel Instanzen, déi Intervenanten, déi an enger Kollaboratioun derfir musse suergen, datt d'Gesetz wirksam ëmgesat gëtt, am Intérêt vun all deenen, deenen et soll eng supplementar Chance bidden.

Ech wëll Merci soen all deenen, déi matgeholl hunn, datt mer d'Gesetz séier duerch d'Prozedur konnte bréngen an nach an dëser Legislaturperiode kënnen stëmme; dem Statsrot, de Verrieder vun dem Ministère, de Kolleginnen a Kollegen aus der parlamentarescher Kommissioun an der Madame Cocard vum Greffe.

Ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Eischt ageschriwwer Riednerin ass déi honorabel Madame Françoise Hetto-Gaasch. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech fir d'eischt emol dem Rapporteur, dem Fernand Diederrich, villmools Merci soe fir säi komplette mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

De Gesetzesprojet 5975, iwwert dee mer haut hei ofstëmme sollen, steet an der Logik vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Éducation an d'Formatioun aus dem Joer 1995, där hir Objektiv an d'Lissabon-Strategie aus dem Joer 2000 integréiert goufen.

Deemools gouf sech dat ambitiëst Zil gesat, bannent Europa d'Ziel vun deene Jonken, déi d'Schoul ze fréi ouni Ofschloss verloossen, bis 2010 ëm d'Halsrecht ze reduzéieren.

De Gesetzesprojet 5975 huet als Zil, eng Schoul vun der zweeter Chance ze schaffen, déi sech an der Haaptsaach u Schüler tëschent 16 a 24 Joer adresséiert, déi den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique ouni Qualifikatioun verlooss hunn an och keng Méiglechkeet méi hunn, an deene Schoule virunzekommen.

D'Schoul vun der zweeter Chance kann een u sech op hallwem Wee tëschent der initialer schoulescher Formatioun an dem Aarbechtsmaart gesinn. Dëser neier innovativer Schoulstruktur hir wesentlech Missioun besteet doranner, een allgemengen a prakteschen Unterrecht op d'Been ze stellen an en integréierte soziopedagogeschen Encadrement vun de Schüler unzebidden.

Wat sinn elo d'Objektiv vun dësem Gesetzesprojet? Abee, déijéineg, déi d'Schoul ofgebrach hunn, mussen et erméiglecht kréien, e bestëmmte Bildungswee anzuschloen respektiv op den Aarbechtsmaart integréiert ze ginn.

Doriwwer eraus gi mat dësem Gesetzesprojet déi jonk Leit viséiert, déi eréischt zënter kuerzer Zäit an eisem Land sinn a keng Chance hunn an eisem traditionelle Schoulssystem mat virunzekommen. Rieds ass vun de sougenannte Primo-arrivants. Dës Jonk kënnen iwwregens eng Dispens vum zoustänneg Minister kréien, wa si méi al wéi 24 Joer sinn a sech trotzdem an dëser Schoul fit fir den Aarbechtsmaart wëlle maachen.

Interessant ass an deem Kontext, dass an der Schoul vun der zweeter Chance zweemol am Joer Admissioun gemaach ginn. Dës Mesure erlaabt, dass ee Jonken net e ganz Joer laang muss warden, fir eng schoulesch Ausbildung ze kréien.

Ènnert dem Stréch gesinn ass d'École de la deuxième chance also eng Transitionsphase fir dee Schüler, dee sech hei déi Kompetenzen ueuegne kann, fir entweder nees Fouss am konventionelle Schoulssystem ze faassen oder awer fir eng Schoul ze fannen.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dass hei zu Lëtzebuerg praktesch 10% vun de Schüler all Joer d'Schoul ofbriechen an domat ouni en Diplom oder eng Qualifikatioun dostinn, dat ass eng batter Realitéit. Eppes, wat ee besonnesch gutt och op der Gemeng ka feststellen, wann ee gesäit, wéi vill Demandé vu jonke Mënschen, déi eng Plaz sichen, op engem sengem Büro lan-

den, allerdéngs vu jonke Mënschen, déi keen Ofschloss opweises hunn, dass also ee vun zéng Schüler d'Bengele bei d'Tromm gehéit.

Dat steet eisem Land schlecht zu Gesiicht, wann ee bedenkt, dass mir mat dat Land sinn, wat am meeschte Geld a sän Éducatiounssystem investéiert. Doriwwer eraus ass et de Bewäis, dass de lëtzebuergesche Schoulssystem eng ganz Partie vu Lacunen huet, déi et heescht esou séier wéi nëmme méiglech ze beheschen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Sidd Der och net vun der Schoulreform iwwerzeegt, Madame Hetto?

» **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Vun der neier Schoulreform sinn ech ganz iwwerzeegt, Här Mehlen.

Den Décrochage scolaire ass dat trauregt Resultat vun engem Mangel un Effikasitéit vun eiser Schoul. Duerfir musse mir all Hiewelen a Bewegungen setzen, fir de Schoulbroch ze vermeiden, zumools wann ee bedenkt, dass d'Haaptursaach, firwat Jonker am Chômage landen, ebe grad d'Tatsaach ass, dass se entweder guer kee Schoulfloss hunn oder awer schlecht Diplomer, sou dass hinnen déi Kompetenze feelen, déi dobaussen um Aarbechtsmaart gefrot sinn.

Selbstverständlech huet grad dës Regierung schon eng ganz Partie Mesurë geholl, wéi zum Beispill en neit Primärschoulesgesetz gestëmmt.

Här Mehlen, elo misst Dir nolauschteren!

D'Beruffsausbildung huet se reforméiert, d'Formation continue verbessert, d'Beschäftigungsmesurë fir déi jonk Chômeure reforméiert, an nach mussen awer nach eng ganz Partie weider Mesurë geholl ginn, fir virun allem d'Ursaache vun dem Schoulbroch ze bekämpfen.

Wann een elo kuckt, wat déi heefegst Ursaache vun Décrochage scolaire sinn, déi déi Jonk selwer uginn, da stellt ee fest, dass eischtens 30% keen Aarbechtskontrakt kritt hunn; zweetens, 25% sech net motivéiert fillen; drëtens, 20% hu perséinlech Ursaachen uginn; weider 20% sech falsch oder schlecht orientéiert fillen, a 15% hunn an der Schoul en Échec erlief.

Wat elo déi eischt Ursaach ubelaangt, sou wëll ech op dëser Plaz e ganz waarmen Appel un d'Betriber maachen, ouni déi et net méiglech ass, an dësem Dossier virunzekommen. Et musse méi Stageplaze geschaf ginn, fir dass déi Jonk eng reell Chance kréien, fir sech Kenntnisser a Kompetenzen unzëeegnen.

Duerfir ass et och ze begrëssen, dass mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet geschaf gëtt, Experten aus dem Wirtschaftsbereich mat bäizehuelen, deenen hir Missioun doranner besteet, de Lien tëschent de Betriber an de Schüler ze maachen, fir an den eenzelne Berufssparte Stageplazen ze organiséieren an ze kucken, dass de Contenu vun deem, wat dee Jonke soll léieren, och wirklech deem entsprécht, wat an deenen eenzelnen Domänen gefrot gëtt.

Wat déi zweet Ursaach vun Décrochage scolaire ubelaangt, nämlech de Mangel u Motivatioun, esou schéngt eis wichtege, den Elteren hire Rôle hei ze analyséieren. Mir kënnen als CSV den Auteurs vun dësem Projet de loi nëmme félicitéieren, dass si iwwert dëst Gesetz d'Eltere méi staark mat abannen an och responsabiliséieren wëllen - an dat och, wann de Schüler méi al wéi 18 ass -, sief et iwwert d'Charte scolaire, déi vun der Schoul, den Elteren an de Schüler ënnerschriwwer gëtt, sief et iwwert de Portfolio, wou d'Eltere sech kënnen e Bild maache vun deem, wat hiren Nowuess fäerdeg bréngt, sief et iwwert d'Participatioun vun den Elteren an der Formation continue, sief et iwwer cibléiert Informatioun, an - an dat schéngt mer ganz wichtege ze sinn -, sief et iwwert de perséinleche Kontakt, mam Objektiv, eng richteg Vertrauensbasis hierzestellen, wou géigesäitege Respekt groussgeschriwwer gëtt.

Dernieft mussen d'Schüler sech awer och selwer abrëngen a weisen, dass se motivéiert sinn, vun dëser zweeter Chance ze profitéieren. Iwwer e Kontrakt verflachte si sech duerfir, an deenen zwee Joer aktiv matzeschaffen an hir Rechte a Flichten ze respektéieren, zu deenen ënner anerem d'Pünktlechkeet an d'Aart a Weis, wéi se sech presentéieren, gehéieren. De perséinleche Wëlle vun deem Jonken, aus dëser Situatioun erauszekommen a vun alle Moyenen ze profitéieren, déi him zur Verfügung gestallt ginn, ass eng essenziell Konditioun fir ze réusséieren.

Wat elo déi perséinlech Ursaache vum Décrochage scolaire betrëfft, esou ass et esou, dass an den allermeeschte Fäll dee jonke

Jeudi,
30 avril 2009

Mënsch net nëmme mat engem Problem konfrontéiert ass, mä dass gläich e puer Facteurs dozou bäigedroen hunn, dass hien an enger Sakgaass gelant ass: d'Delinquenz, en défavorabelt sozioekonomescht Ëmfeld, eng onstabel familiär Situatioun, Verhalensproblemer an esou weider.

Aus dësen Ursaache gëtt fir all Schüler en individualiséierte Schoulparcours festgeloest a bei allen Démarché gi si vu qualifizéiertem Personal begleet a beroden. De Schüler soll selwer säi Wee erausfannen a sech an de Léierprozess engagéieren. Positiv Verstärkung an d'Unerkenne vu senger Kompetenzen hëllefen him, säi Selbstvertrauen opzebauen. Den Tutorat vun all Schüler ass e Schlësselement fir seng schoulesch Réussite. D'Schaffen a kleng Gruppen ass am selwechte Kontext ze begrëssen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dernieft huet d'École de la deuxième chance awer och d'Méiglechkeet, Leit ze rekrutéieren, déi net zur Equipe pédagogique gehéieren, mä fir spezifesch Interventiounen kënnen agesat ginn.

Wat déi véiert Ursaach vum Décrochage scolaire aus der Siicht vun deene Jonken ubelaangt, nämlech eng falsch Orientatioun, esou kann och hei d'Zesummenaarbecht mam Expert aus der Économie dozou bäidroen, dass de Schüler säi Wee fënnt. D'Relatioun mam professionnelle Secteur erlaabt et dem Schüler, de Choix vun der Formatioun auszeschaffen, ze verfeinere respektiv ze confirméieren.

Allerdéngs muss een hei awer och festhalen, dass d'Orientatioun u sech schonn an de jonke Joren dacks falsch leeft an dass am Kader vun enger Reform vum Secondaire de Volet Orientatioun onbedéngt muss op de Leescht geholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Haaptprioritéit vun der École de la deuxième chance muss, wéi gesot, entweder d'Integratioun um Aarbechtsmaart sinn, oder déi Jonk mussen esou motivéiert ginn, dass se nees bereet sinn, en neien Ulaaf an engem Lycée ze huelen.

Luwenswäert um virleijende Projet de loi ass ausserdeem déi enk Kollaboratioun mat der ALJ, déi och spéider beim Suivi eng wichteg Roll wäert spillen an déi an deene leschte Jore kennt bewisen, dass ënner anerem duerch hir Interventioun um Terrain d'Zuel vun de Schoulofbriecher an de leschte Jore kennt erofgoen. Vu 17% am Joer 2003/2004 op 9,4% am Joer 2006/2007.

Weider positiv Elementer vun dësem Gesetzesprojet sinn de Fait, dass d'École de la deuxième chance kann a soll mat auslännesche Schoulen zesummeschaffen; de Fait, dass d'Qualitéit vun der Schoul vum SCRIPT evaluéiert gëtt, an de Fait, dass Jonker, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn - esou, wéi de Rapporteur et och gesot huet -, d'Méiglechkeet kréien, an agréierten oder konventionéierten Haiser ënnerdaach ze kommen. Friier oder spéider muss ee souwisou doriwwer nodenken, ob en Internat net en Atout wier, fir den Encadrement vun dëse jonke Leit ze optiméieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer zum Schluss och e puer Iwwerleeungen aflësse loossen, opgrond vun den Informatiounen, déi mer gëschter um Colloque kritt hunn, wou déi Responsabel vun der École de la deuxième chance vu Marseille eis konnten aus hiren Erfahrungs erzielen.

Et dierf net sinn, dass déi Jonk d'Gefill kréien, vun enger Schoulstruktur an eng aner verfracht ze ginn. Dohier ass et eminent wichtig, dass d'schoulescht Ëmfeld deemstspriechend gestalt gëtt an dass eng aktiv Pédagogie ugestriift gëtt.

D'Réussite vum Projet hänkt enk domat zesammen, wéi intensiv mat de Betriber zesummeschaffen gëtt. D'Betriber mussen deen néidege Versteedsdech fir dës jonk Mënschen opbréngen a wëssen, dass si et mat engem schwierege Public ze dinn hunn.

All Jonke muss déi Zäit kréien, déi hie brauch, fir säin individualiséierte Parcours ze organiséieren. Allegueren d'Acteuren, d'Équipes pluridisciplinaires, d'Tuteurs, d'Patroné muss sech permanent concertéieren, fir dee jonke Mënsch zesammen ze begleeden a sech iwwer hien auszetauschen.

Dee jonke Mënsch muss kënnen eng Relatioun mat sengem Tuteur opbauen, während dem ganze Parcours an doriwwer eraus, spéider beim Suivi. Dernieft wier et wëschenswäert, wann dëse Projet seng Friichten dréit, fir weider Antennen op anere Plazen am Land ze schafen an eventuell och esou e Projet fir Leit unzebidden, déi schonn e gutt Stéck méi al wéi 24 Joer sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Hetto. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

» M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut e Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance diskutéieren, esou wëilt ech dat ënner enger Viraussetzung maachen, an zwar där, dass dësen Text, deen d'Chamber dëse Mëtteg wäert stëmmen, soll e Verfallsdatum hunn, esou, wéi am Buttek och op de Produit steet: „Date limite d'utilisation“.

Dëst Gesetz an dës Schoul vun der zweeter Chance sollen eng begrenzten Dauer hunn an iergendeng Kéier, an net ze wäiter Zukunft hoffentlech, erëm iwwerflësseg sinn.

Firwat?

Well dës Schoul solle mer erëm esou schnell wéi méiglech net méi misse brauchen, andeems dass mer d'Schoul vun der éischter Chance, also eis aktuell Schoulen, esou reforméieren a gestalten, dass do jiddwer Schüler, egal wat seng Fäegkeet sinn, wat säi Schoulchoix war, säin Ofschluss kann errechen an eng normal Schoulcarrière ka maachen an en Ofschluss do ka kréien.

Dat heescht also, dass mer an eise reguläre Schoulen, fir se emol esou ze nennen, am Classique an am Technique den Enseignement esou gestalten, dass méi individualiséiert op d'Schüler agaange gëtt, a jiddwee esou förderen a forderen, dass en do ka bestoen an déi néideg Kompetenze kann errechen.

Wa mer dat fäerdeg bréngen, da brauche mer dës Schoul vun der zweeter Chance, déi eng Noutléisung ass an och op eng gewëssen Aart a Weis en deelweisen Échec an eng Hëlleflosegkeet vun eise aktuell Schoulsystem reflektéiert, hoffentlech an Zukunft net méi.

Mir sinn awer nach net do ukomm, mir wëssen dat, d'Zuelen an d'Statistike weisen dat. Hei zu Lëtzebuerg hu mer ronn 10% vun de Schüler, déi an deene verschiddenen Ordres d'enseignement hir Schoul ofbriechen - décrochéieren, wéi mer soen. Dat waren 2006/2007 ronn 300 jonk Mënschen, déi dat gemaach hunn, déi fanne mer dann an anere Statistiken erëm: beim Chômage ouni Aarbecht, an och ouni eng Chance op eng Aarbecht, well se keen Ofschluss hunn.

An dësen Zäiten, wou den Aarbechtsmarché och ëmmer méi schwéier gëtt, si si et, déi do am allerschlechteste gestallt sinn an déi praktesch guer keng Zukunftsperspektiven hunn.

Mir sinn duerfir gefuerdert, fir dëse Mënschen eng zweet Chance ze ginn, ze bidden, an all Efforten ze maachen, fir dass mer se ebe kënnen an déi normal Schoulen zréckintegréieren.

Sécherlech kascht dat zousätzlech Efforté fir de Stat, Personalefforten, och finanziell Efforten. Mä ech mengen, déi Sue sinn awer gutt investéiert, well mer dann hei laangfristeg awer kënnen de Mënschen, jonke Mënschen eng Perspektiv op e Berufsliewe ginn, hinnen dozou verhëllefen, dass mer se net ofhängeg maache vu staatleche soziale Mesuren, déi am Endeffekt d'Gesellschaft an de Stat méi deier kaschten.

Et ass och ganz einfach eng Aufgab an eng Flicht vum Stat, onofhängeg vun de Käschten an den Efforten, déi ee muss maachen, déi Schwächsten an eise Schoulen optimal ze ënnerstëtzen an hinnen eng Chance ze ginn.

Konkret heescht also dëse Projet, dass mer elo eng Schoul fir ronn 300 Schüler, potenziell Schüler, hei op d'Bee stellen, déi eng ganz besonnesch Ënnerstëtzung brauchen, fir dass mer se ebe kënnen an déi normal Schoulen zréck wa méiglech integréieren, dohinner zréckféieren.

Här President, wann ee vun enger Schoul vun der zweeter Chance schwätzt, da komme mer och net derlaanscht, fir iwwert de Choix vun deem Konzept ze schwätzen, well et gëtt verschidde Solutiounen, verschidde Modeller, déi sech uegebueden hätten.

Ech muss soen, dass ech awer e bësse bedauern, dass mer net am Virfeld, an der Chamberskommissioun haaptsächlech, méi ausgiebig iwwert déi verschidden Optioune fir eng Schoul vun der zweeter Chance diskutéiert hunn, de Pro an de Kon-

tra vun deem engen oder anere Modell do besser ofgewieen hunn.

Eréischt gëschter - meng Virriednerin huet et gesot - war e Colloque zu deem Sujet, e ganz interessante Colloque, wou ech leider net dee ganze Mëtteg konnt derbäi sinn, well mer jo och hei an der Chamber Aarbechten haten, wou zum Beispill iwwert d'Erfahrung vun enger Schoul vun der zweeter Chance vu Marseille geschwat ginn ass. Gëschter ware schonn d'Rapporten an och d'Aarbechten an der Kommissioun ofgeschloss, an dat war dann awer vläicht e bësse Moutarde après dîner.

Ech hat och eng Kéier an der Kommissioun, kann ech mech erënneren, gefrot, fir déi eng oder aner Informatiounen oder Bilane vun den Experienzen aus anere Länner ze kréien, wat awer keen immens groussen Echo fonnt huet.

Ech wëll net soen, dass elo aner Modeller onbedéngt besser, méi pertinent si wéi deen, dee mir elo hei diskutéieren, haaptsächlech och, wann een de Lëtzebuerg Kontext kuckt. Ech wëll awer soen, dass et awer vläicht opschlussräich gewiescht wier an den Aarbechten, fir méi intensiv déi eng oder aner Modeller ze analyséieren.

Da stellen ech och fest, dass e fréiere Maataarbechter vun der École de la deuxième chance zu Marseille, den Här René Kollwelter, 2005 e Rapport ofginn huet. Dat waren 121 Säite mat enger Rei vu Recommandatiounen. Do war och souguer eng Propos fir e fäerdeg Projet de loi dran. Hien hat do ënner anerem en Établissement public proposéiert mat enger anerer Ausrichtung, déi méi wierklech e berufflechen Ofschluss viséiert hätt.

Ech stellen einfach nëmme fest, dass dëse Rapport...

(Interruption)

...op alle Fall keng - Madame Ministesch, Här President -, dëse Rapport huet op alle Fall keng parlamentaresch Suité fonnt, dee vun 2005, an en ass emol net zitiiert am Rapport vun der Kommissioun, en ass och emol net zitiiert am Exposé des motifs vum Gesetz.

Ech stellen dat einfach fest a wonnere mech e bëssen, dass do kee Pipcheswärtche vun deem Rapport vun 120 Säiten hei an deenen Aarbechten iergendwéi och nëmme Afloss pour mémoire fonnt huet.

D'Éducationministesch, déi huet e Modell proposéiert, dee sech um Konzept vun enger Schoul am classesche Sënn orientéiert an och ënnert der exklusiver Tutelle dann ass vun der Educatioun. Dat huet och vläicht e bëssen domadder ze dinn, dass d'Ministesch wollt dee Projet bei sech behalen, wat ech verstinn, wat ech och kann ënnerstëtzen, dass et also net hei soll sinn, dass dat en Aspekt gi wär vum Aarbechtsminister zum Beispill, wann et méi orientéiert gewiescht wär exklusiv op eng Formation professionnelle.

D'Haaptzil ass et och net hei - géif ech mengen -, fir den Décrocheuren en Ofschluss zum Beispill an enger berufflecher Ausbildung ze bidden oder se systematesch op den Aarbechtsmarché ze bréngen, mä d'Grondiddi ass déi, fir dës Schüler erëm zréck an d'Schoulen ze kréien, do, wou se décrochéiert hunn, fir dann an dës Schoulen hiren Ofschluss kënnen ze maachen. Ech géif dat e bëssen esou vergläichen, dëse Modell vun enger Schoul vun der zweeter Chance, mat enger Intensivstatioun, dat heescht, wou do Patiente krank gi sinn, déi wierklech héich akut krank oder blesséiert sinn, an dass also d'Zil ass, dass ee se erëm vun der Intensivstatioun zréck an déi normal Better kritt respektiv also dann och déi normal Schoulen zréckkritt.

Ech hu scho gesot, et kann een dës Démarche verstoen, och novollzéien. Et muss een awer och wëssen, op där anerer Säit, dass de Gros vun deene Schüler an esou enger Schoul kaum wäerten zum Beispill an e classesche Lycée zréckkommen, an dass déi meescht awer wäerte versichen, an eng berufflech Ausbildung ze kommen.

Dat heescht also, wa mer och hei de Bléck haaptsächlech ënnert dem Bléckwénkel hu vun der Schoul, muss ee wëssen oder musse mer eis bewusst sinn, dass muss e staarke Lien mat der Berufswelt an den Entreprisé garantéiert sinn. Um Pabeier schéngt dat emol de Fall ze sinn.

D'Schoul, wéi se elo am Projet de loi proposéiert gëtt, adresséiert sech un Décrocheuren, déi tëschen 16 a 24 Joer al sinn. Dat läit och an der Logik, dass et eng Schoul ass, well mir hu jo och eréischt viru kuerzem e Gesetzesprojet hei gestëmmt, wou d'Obligation scolaire bei 16 Joer ophält. Wa mer also net während een, zwee Joer oder e puer Joer besser déi Décrocheure wëllen einfach sech selwer iwwerloosen, ass et nor-

mal, dass ee seet, da komm, mer kucken dann direkt eng Struktur ze hunn, wa se spéitstens do décrochéiert hunn, fir dass mer dann do direkt wa se 16 Joer hunn, kënnen hinnen eng Méiglechkeet ginn, fir se kënnen opzefänken.

Dat ass also e wichtegen Ënnerschied tëschent deene verschiddene Modellen, wéi zum Beispill a Frankräich. Gëschter ass do gesot ginn, dass a Frankräich bei hiren Ecoles de la deuxième chance besser Experienze gemaach gi si mat jonke Mënschen, déi méi al waren, dass si am Fong geholl sech éischter e bëssen dergéint strieden, fir déi ganz Jonk ab 16 ze huelen. Dat ass eng aner Philosophie. Bei hinnen ass et wierklech d'Berufssaglidderung, déi pur Berufssaglidderung, déi do am Vierdergrond steet, a si hunn och praktesch 85% vun deenen, déi dohinner kommen, do, fir konkret en Job ze sichen, esou dass dat also manner an enger Philosophie vun der Schoul ass.

Den Haaptakzent vun dëser Schoul vun der zweeter Chance, dee mer haut de Mëtteg hei diskutéieren, läit also op engem individualiséierten Unterrecht fir all d'Schüler, wat sécherlech déi richteg Approche ass. Mir plädéiere jo insgesamt fir méi e perséinlechen Unterrecht, wou jiddwee ka méi individuell gefördert ginn. Dat ass besonnesch hei bei dëse Schüler immens wichtig, well mer jo wierklech am Fong lauter komplizéiert Eenzelfäll hunn, wou wierklech muss ganz individuell mat hinne geschafft ginn. Duerfir ass och dann de modulären Unterrecht virgesinn, wéi mer dat och schonn am Projet vun der Formation professionnelle ageschriwwen hunn. Dat bedeit och, dass een da besser kann op d'Rythmë vun de Schüler agoen an och en fonction vun do dann hire Programm gestalten.

D'Gesetz gesäit vir, dass ee ka maximal zwee Joer an där Schoul sinn. Dat schéngt och an der Rei ze sinn a mengen Aen, well ee sech jo awer sollt wierklech och zätlech Objektiv setten. Et soll elo net de Fall sinn, dass et en Daueropenthal gëtt, dass déi Schüler während Jore géifen doran zirkuléieren, ouni awer do och e Projet ze hunn, e konkrete Projet, fir erëm an déi aner Filiären ze goen.

D'Formatioun begräift Modulë mat och méi theoretische Matière, Sproochen, Mathematik, Éducation à la citoyenneté. Dat ass sécherlech en Aspekt, déi Éducation à la citoyenneté, deen awer och muss praxisorientéiert sinn. Dat dierf net nëmme theoretisch vermëttelt ginn, well dat jo och e wichtegen Aspekt bei deene Schüler ass, déi mer do hunn. Well bei ville Schüler, déi mer hei wäerten an där Schoul erëmfannen, ass jo eng vun den Haaptursaache vun dem Décrochage déi, dass se eben net méi - géif ech soen - och déi sozial Kompetenzen zum Deel ronkréien. Dat si Schüler, déi et net méi fäerdeg bruecht hunn, fir all Dag mat Zäit opzestoen, fir mat Zäit an der Schoul sinn, déi et net méi fäerdeg bruecht hunn, fir sech ze organiséieren, e bëssen ze léieren, ze schaffen. An der Schoul vun der zweeter Chance muss mer also kucken, dass se dat erëm léieren a se och dozou motivéieren.

Et muss een och wëssen, dass déi Schüler zum Deel aus méi komplizéierte Verhältnissen - fir dat emol esou ze soen - kommen, an dass also duerfir och d'Sozialkompetenzvermittlung muss e wichtegen Aspekt an där Schoul, an där Formatioun sinn.

Niewent den theoretische Modulen ass et awer och dann immens wichtig - ech hunn et scho virdrun erwähnt -, dass d'Schüler d'Méiglechkeete kréien, fir Stagen an de Betriber ze maachen, well jo awer de Gros wahrscheinlech herno, sief dass se nach eng Kéier zréck an eng Schoul ginn, eng berufflech, handwierklech Ausbildung ustrieden oder do e Beruff da wäerte sichen.

An ech mengen, dass ass och en Challenge fir déi Responsabel vun der Schoul, fir do fir all Schüler eng Solution ze fannen. Et ass ze hoffen, dass den Optimismus, dee mer hei vu Säit vum Ministère an der Kommissioun vermëttelt kruten, sech och an der Praxis wäert bestätegen.

Mir hu gesinn, och gëschter um Colloque war do eng Diskussioun, wou gesot ginn ass, dass heiansdo a Frankräich zum Beispill do e gewësse Konkurrenzdenke besteet

mat anere Gremien, déi och an deem Beräich aktiv sinn, fir zum Beispill Stagen ze vermëttelen. Ech hunn dat op alle Fall gëschter an der oppener Diskussioun e bëssen esou verstan gehat.

Hei zu Lëtzebuerg kéint ee soen: Et ass keng Konkurrenz. Wann déi Schüler souwiso an der normaler Schoul wären, wou se géifeng eng Formation professionnelle maachen, misst een hinnen och e Stage fannen. Also ass et net op där enger Plaz, mä op där anerer Plaz.

Et läit och op der Hand, datt d'Evaluatioun vun dese Schüler méi differenziéiert an anescht muss sinn, wéi dat haut nach zum gréissten Deel an de classesche Schoulen ass. Et ass och grad déi classesch Bewäertung, déi sech bei deenen Décrocheuren net bewäert huet respektiv och ganz oft demotivant war.

D'Gesetz gesäit hei e Portfolio vir mat perséinlechen Aarbechten an dann och mat engem Bulletin vum Régent. Et ass jo opgrond dann och vun deem Portfolio, wou net herno en Diplom, eng Zensur ausgestellt gëtt. Mä opgrond vun deem Portfolio kann da gesot ginn: Jo, mir kënnen dee Schüler do nees zréck an déi Schoul, an déi Klass schécken, wou en eng Kéier décrochéiert huet. Am Idealfall soll dat jo och praktesch carrément déi Klass sinn, wou e virrun eng Kéier war.

Vu datt hei e ganz individualiséierten Unterricht gehale gëtt, muss een natierlech och, fir datt déi spezifesch pedagogesch Konzepter zum Droee kommen, spezialiséiert pedagogesch Équipes hunn. Dat ass och hei virgesinn: Enseignanten, Formateurs, Leit aus der Berufswelt op där enger Säit, an dann awer - ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen - ass et och ebe wichteg: déi Sozialaarbecht mat de Schüler. Dofir brauche mer och hei Éducateuren a Psychologen, déi dese Volet kënnen ofdecken.

Eng Gefor gesinn ech awer och hei bei demem Projet. Dat ass déi, datt mer herno haaptsächlech Schüler hunn an dëser École de la deuxième chance, déi hire Parcours am Préparatoire ugefaangen hunn an déi do net déi néideg Förderung kruten. D'Statistike weisen och elo, datt d'Décrocheuren haaptsächlech aus deem Beräich oder aus deene Schoule kommen. An et dierf net sinn, datt herno am Fong geholl d'École de la deuxième chance just eng Suite ass vun deenen, déi am Préparatoire waren an déi dann eben do net weiderkomm sinn.

Ofschléissend, Här President, schéngt mer een Aspekt aus dem Projet besonnesch wichteg ze sinn, deen een och herno an der Praxis onbedéngt muss kucken do emgesat ze kréien, och wann dat e bësse vag am Text formuléiert ass. Dat ass dee vun der Implikatioun vun den Elteren.

Et ass ganz oft e ganz kloere Lien ze maache mat der Aart a Weis, wéi d'Eltere sech em hir Kanner këmmere a méi spezifesch sech em deenen hir Schoulcarrière këmmere, wann een da gesäit, wat fir ee Parcours déi jonk Mënsche maachen. Wat den Intérêt an d'Matbeméie vun den Eltere méi grouss ass, wat d'Chancé fir en erfollegräichen Ofschloss, en erfollegräiche Parcours an der Schoul, egal wat fir een Ordre d'enseignement et ass, méi grouss sinn, an och emgedréint.

Wann ee Curriculumme kuckt ebe vun deene ville Schouloufbruecher, da gesäit een, datt ganz oft och d'Elteren hirersäits do décrochéiert henen an hirer Missioun. Et ass also wichteg, datt d'Elteren och mat agebonne ginn an déi Démarche vun der École de la deuxième chance.

Den Text bleift relativ vag. Et geet Rieds op där enger Säit, datt d'Elteren de Bulletin vun de Schüler kréien - bon, soulaang se keng 18 Joer hunn; wa se 18 Joer hunn, da brauch dat och net méi de Fall ze sinn - an datt och d'Elteren am Conseil d'éducation vertruede sinn. Et hätt ee sech vläicht hei kënnen nach aner Weeër ausdenken, fir dann awer d'Elteren e bësse méi intensiv do mat anzebannen.

Här President, dës Remarqué gemaach an och dem Rapporteur - wat ech jo am Ufank net gemaach hunn - Merci gesot fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet abrëngen. Ech wëll nach eng Kéier

rappeléieren, datt mer och gefuerdert sinn, nach verstärkt den Akzent op eng adequat a performant Bildung an Ausbildung an der Schoul vun der éischter Chance ze leeën, an der Hoffnung, datt mer dese Projet esou schnell wéi méiglech erëm kënnen an d'Archive vun der Schoulpolitik zréckleeën.

Ech soen Iech Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Diederich, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht zu deemem wichtige Projet iwwer eng École de la deuxième chance. Och hunn ech fonnt, dass déi Diskussioun, wéi se bis elo stattfonnt huet, souwuel vun der Säit vun der CSV wéi och vun der DP, eng interessant a seriö Diskussioun war.

Här President, ech muss säit e puer Deeg all Dag laanscht Affiché vu politesche Parteeie goen. Dat ass jo och en Exercice vun der Demokratie.

» Une voix.- Do soll ee stoe bleiwen.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Do kucken ech dann och ëmmer eng Affiche. Do steet dann drop: „Nei Weeër stoppe Bildungschaos“.

» Une autre voix.- Jo, jo.

» M. Ben Fayot (LSAP).- An da ginn ech mäi Wee, well ech dat jo zu Fouss maachen, an dat geet mer dann am Kapp ronderem.

(Interruptions)

Ech setze mech...

» M. le Président.- Här Fayot, loosst Iech net irritéieren! Bleift bei Ärer Linn!

» M. Ben Fayot (LSAP).- Ech setze mech dann net nëmme mat der Syntax vun deem Saz auserneen.

(Interruptions)

De Sujet, dat ass „nei Weeër“. An da kënt e Verb, wou ech net richtig weess, wat et genee heescht. „Stoppen“ ka jo munches heeschen. An da kënt den „Bildungschaos“. An da kënt Der verstoen, dass ech op d'mannst fennef Minutte brauch, bis ech iwwert d'Nei Bréck sinn, bis ech dee Saz bannendran erëm verschafft hunn.

(Interruptions)

» M. Carlo Wagner (DP).- Et gëtt mat der Zäit net besser, Här Fayot.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Ech... Ah, den Här Wagner seet, et géif mat der Zäit net besser goen. Da sinn ech gespaant op déi nächst Affiché vun där Partei. Mä wéi gesot, Spaass bäsäit, mech interesséiert, dass do de Bildungschaos ugeschwat gëtt an dass och nei Weeër versprach ginn, fir wat ëmmer mat deem Bildungschaos ze maachen.

Da froen ech mech natierlech: Wou ass de Chaos? A wat ass Chaos iwwerhaapt an der Schoul?

Ech menge kënnen ze soen, dass mer an de leschte Joren an dëser Legislatur sécher en Opbroch vun der Schoulpolitik haten, wéi mer e seelen an all deene Joren a Jorzéngten haten, déi ech a menger Carrière als Enseignant an och als Politiker matgemaach hunn; dat heescht souwuel vun enne vum Terrain wéi och vun uewen erof.

» M. Robert Mehlen (ADR).- ...et wär virrun net vill geschitt.

» M. Ben Fayot (LSAP).- An ech hunn...

Här Mehlen, Dir sidd jo Ären erzéiungspolitesche Spriecher. Dir kënt jo dann herno och op déi Problemer do agoen.

Wat ech constatéiert hunn hei an dëser Chamber, net nëmme an deene leschten Deeg: Mir hu virun e puer Deeg den Uewergrad vum Neie Lycée mat 59 Stëmme vu 60 hei ugeholl. Also Unanimitéit fir eng Schoul, déi am Ufank belächelt ginn ass an als Zirkusschoul dohinnergestallt ginn ass. Et ass elo allgemenge Konsens. Ech hunn dem Här Berger...

» Mme Anne Brasseur (DP).- Et war keng Unanimitéit!

» M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, ech hunn dat do gesot. Ech hu gesot, 59 vu 60.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Dir hutt gesot: mat enger grousser Unanimitéit.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Jo.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Grouss Unanimitéit ass, wann et Unanimitéit ass.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, quasi...

» Mme Anne Brasseur (DP).- Vu dass Der Är Syntax och kuckt, da kucken ech d'Logik. Unanimitéit, dat sinn der...

» M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, Dir hutt jo net derfir gestëmmt. Dat ass jo och allgemeng bekannt, Madame Brasseur.

Ech wëll och soen, dass déi Diskussioun elo iwwert déi École de la deuxième chance eigentlech eng interessant Diskussioun ass, well se jo och erkenne léisst, dass do eng relativ grouss Iwwereneestëmmung iwwert dese Projet ass.

An ech muss och constatéieren, dass am Fong geholl déi Ausrichtung vun der Schoulpolitik, op jidde Fall wat d'öffentlech Schoul ugeet, vun deene leschte Joren, an de groussen Zich bal an alle Parteiprogrammer och iwwerholl gëtt. Ech ginn e puer Stéchwierder einfach. Zum Beispill:

- d'Nécessitéit, fir de Schoulen Autonomie ze ginn, fir dass se vun ennen erop och duerch hir eegen Dynamik Saache kënnen entwéckelen;

- eng méiglechst grouss Participatioun vun den Enseignanten um Terrain;

- natierlech och d'Partnerschaft vun den Elteren, fir iwwerhaapt déi participativ Strukturen - net déi Strukture vun uewen no ennen, net vum Direkter erof op d'Basis, mä déi participativ Strukturen -, déi et an der Schoul soll ginn, fir d'Erneuerung, d'Innovatioun an der Schoul virunzebréngen;

- och déi Iddi vun der Differenzéierung vun der Schoul opgrond vun der Heterogenitéit vun de Kanner an der Schoul;

- de Kompetenzunterricht, dat heescht, de Kanner ze weisen, wéi ee sech Wëssen uneegent, net einfach d'Wëssen an en Trichter maachen, mä wéi ee sech d'Wëssen uneegent;

- all Kand och méiglechst vill Chancen ze ginn, an doduerch dann och jiddwer Kand en Ofschloss ze erméiglechen.

Dat sinn déi grouss Linnen trotzdeem vum enger Politik, déi hei net an der Lëtzeburger politescher Klass a Fro gestallt ginn. Ech freeë mech doriwier an dofir kann ech op jidde Fall dee komesche Saz vun de Weeër, déi solle Bildungschaos stoppen, net novollzéien.

Ech mengen trotzdeem, dass et an dëser Schoul och nach ëmmer noutwendeg ass, fir Pilotprojeten ze maachen. Grosso modo ass jo d'Schoulpolitik an deene leschte Joren op zwou Schinne gefuer: engersäits natierlech grouss Kadergesetzter, déi mer am Januar hei ofgestëmmt hunn - Berufsausbildung, Reform vum Gesetz vun 1912 -, an op där anerer Säit d'Schinn vun de Pilotprojeten, den Neie Lycée, Eis Schoul, Bac international a Schoulen an aner Initiativen. Ech wëll se net alleguerten opzielen.

Dat ass sécher och de Fall fir déi École de la deuxième chance, déi hei soll gemaach ginn. Déi École de la deuxième chance... Ech wëll net widerhuelen, wat d'Madame Hetto an och den Här Berger exzellent hei gesot hunn, selbstverständlech och de Rapporteur.

Den Décrochage scolaire, dee besteet. En ass zwar erogaang zu Lëtzebuerg dank deenen Initiativen, déi an deene leschte Joren am Ministère geholl gi sinn. Mir haten 2003 bis 2004 17,2% Décrochage, an 2006 bis 2007 ass en erogaang bis 9,4%. Et bleift...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Wann ech Iech stéieren, Dir Hären, dann entschëllegt mech. Dann halen ech op, da kënt Dir viruschwätzen.

Déi...

(Interruption)

Hutt Der Iech zu Wuert gemellt, Här Jaerling?

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Neen, ech hu just gesot...

» Une voix.- Hie sicht no enger Heemecht, Här Fayot.

(Hilarité)

» M. Ben Fayot (LSAP).- Ma da probéiert emol, ob en eng Chance bei Iech huet.

» Mme Anne Brasseur (DP).- An der Schoul géif ee soen, wann d'Kanner net oppassen, et wier dem Prof seng Schold.

» Plusieurs voix.- Ooohhh!

» M. le Président.- Här Fayot, fuert wann ech gelift weider!

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat géif ech mer awer net bidde loosse.

» Plusieurs voix.- Jo!

» M. Ben Fayot (LSAP).- Här Gira, d'Madame Brasseur war eng Kéier Minister a si muss et jo da wëssen.

(Hilarité)

» M. Robert Mehlen (ADR).- Déi Gréng si ganz antiautoritär erzunn. Dat ass kee Wonner.

(Brouhaha)

» M. le Président.- Här Fayot, fuert wann ech gelift weider!

» M. Ben Fayot (LSAP).- Firwat den Décrochage scolaire bekämpfen? Mä well den Décrochage scolaire am Fong geholl eng Form vun Exklusioun ass. Am Wäissbuch vun der Kommissioun vun 1995 ass och d'Exklusioun ugeschwat ginn, déi muss bekämpft ginn an enger Société de connaissances. Just eben an enger Société de connaissances, wou d'Bildungsstandarden ëmmer méi héich ginn, ass et wierklech eng radikal Form vun Exklusioun, wann een an der Schoul net matkënt oder wann d'Schoul et net jiddwerengem erlaabt, esou wäit wéi méiglech matzkommen. Dofir mengen ech schonn, dass dese Projet wichteg ass, fir déi Form vun Exklusioun ze bekämpfen.

Sécher sinn ech och d'accord mat deem, wat gesot ginn ass. Eng École de la deuxième chance muss eppes aneschters si wéi eng sougenannt normal Schoul. Iwwert d'Methoden an d'Ausrichtung vun esou enger École de la deuxième chance si vill Diskussiounen gefouert ginn. Déi sinn hei och rappeliert ginn.

Déi Iddien, déi och zum Deel zum Beispill 1998 scho vun René Kollwelter an enger Mission parlementaire duergeluecht gi sinn, dat sinn net déi eenzeg. Wann ee kuckt, a Frankräich gëtt et eng ganz Federatioun vun Écoles de la deuxième chance. Et gëtt innovativ Schoulen, déi sech intensiv domat ofginn, fir Kanner, déi wierklech échouéiert hunn, erënzekréien. Dat ass also keng nei Diskussioun. A jiddwereen, dee sech fir Schoul interesséiert, deen huet déi Diskussioun och am Laf vun de Jore matgemaach.

Et si sécher iwwert dee Projet hei Diskussiounen gefouert ginn. Ech hunn och déi Kritiken an den Avisé vun de Chambres professionnelles gekuckt. An déi Kritiken, déi sinn och zum Deel pertinent. Eppes muss ech allerdéngs soen: Ech hunn den Här Berger hei gehéiert ze monéieren, dass et besser gewiescht wär, et hätt een en Établissement public domat gemaach. Hat ech dat falsch verstan?

» M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech wëll just kloerstellen: Ech hu viru gesot, datt et verschidde Modeller géif ginn. Den Här Kollwelter hat a sengem Rapport dat proposéiert. Dat hunn ech nëmme zitéiert. Ech hunn elo net derfir plädéiert.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Dir hutt et net kritiséiert.

» M. Eugène Berger (DP).- Ech wollt einfach nëmme soen, datt et verschidde Modeller gëtt.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Neen, well soss hätt ech missen do eppes anescht formuléieren.

» M. Eugène Berger (DP).- Neen. Ech wollt dat awer kloerstellen, wann den Här Fayot dat vläicht falsch verstanen huet.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Okay. Neen, ech hat da geduecht, Dir hätt gesot, et wär besser gewiescht, et hätt een en Établissement public gemaach. Dat hutt Der net gesot, esou dass ech dann natierlech net brauch dorobber zréckzekommen.

Sécher ass et och interessant, fir dee ganzen Opbau vun där Schoul ze kucken, dee jo extrem komplex ass. An ech muss éierlech soen, do hunn ech dann e bëssen Nostalgie gehat, well ech emol eiler Schoulmeeschteren, oder Schoulmeeschteren, vun deenen déi meescht schonn dout sinn, awer kannst hunn.

Ech denken un ee wéi de René Grégorius, ech denken un ee wéi de François Frisch, ech denken un ee wéi de René Schmitt. Alleguerten déi Schoulmeeschteren, déi sief et an der Oberprimärschoul waren, sief et a schwierige Schoulen hei an der Congrégationsgaass an déi eigentlech alles dat selwer gemaach hunn, wat an dese Strukture

gemaach gëtt. Dat heescht, déi d'Kanner begleet hu bis an hiert Berufsliewen an déi se nach an hirem Berufsliewe suivéiert hunn, bei se gaange sinn a mat hinnen déi Aarbechte gemaach hunn.

An dunn hunn ech mer geduecht: Solle mer dann net esou Personalitéite fannen, fir dat ze maachen? Brauche mer dann déi wierkelech ganz komplex Strukturen, wou och ganz vill Intervenante sinn, déi sech mat de Kanner mussen ofginn?

An ech hunn da geduecht: Déi Nostalgie ass awer vläicht e bëssen iwverdriwwen, well d'Problemer vun haut si vläicht awer nach méi villschichteg, wéi se vläicht virun - loosse mer soen - 40, 50 Joer waren.

Mir hunn natierlech sozial Problemer. Mir hu Familljeproblemer, well et Famillje sinn, déi einfach net méi zesammenhalen. Mir hunn och Problemer ganz einfach vum Projet de vie, dass d'Kanner, dass Jugendlecher net méi wëssen, wou se eraus solle kommen, wat se iwverhaapt mat hirem Liewe solle maachen. Dat ass jo dat Allerschlëmmst, wat ee ka fannen. Mir hu reng kierperlech Problemer. Mir hu sexuell Problemer. Mir hunn Drogeproblemer; Problemer vu Gewalt, mat deenen een net fäerdeg gëtt.

Esou dass ech mengen, dass et scho berechtigt ass, dass een eng ganz Partie Spezialiste muss hunn, déi och zesumme muss schaffen. A wesentlech ass, dass déi Spezialisten net jiddweree säi Pré carré mécht, mä dass jiddweree zesummeschaffen, dass dat also Equipé ginn, zu deenen d'Kanner och Vertraue kënnen kréien a mat deene se dann zesumme schaffen.

Dat waren, Här President, déi puer Wuert, déi ech wollt soen. Ech mengen, hei ass e groussen Défi, deen an där Schoul do läit. An et ass sécher, dass et och wäert Problemer ginn, fir deen Défi direkt richtig unze-paken. Mir brauchen hei wierkelech gutt Spezialisten, engagéiert Spezialisten. Mir brauchen Leit, déi pedagogesch innovativ kënnen un d'Kanner erugeen a mat de Kanner eppes maachen.

Mir brauchen also keng nei Schoul, mä mir brauchen eppes komplett anescht, an deem d'Kanner en neie Start kënnen huelen, d'Jugendlecher en neie Start kënnen maachen. An där Hisiicht op jidde Fall muss ech d'Regierung félicitéieren, dass se dee Schrëtt gemaach huet. An ech hoffen, dass mer op deem Wee och e Resultat géint d'Exklusivoun fäerdeg bréngen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 5975 schafe mer haut eng École de la deuxième chance. Den honorabele Rapporteur Fernand Diederich huet ausféierlech de Projet a sengem schrëftlechen a mündleche Rapport beschriwwen. An duerfir soen ech ihm Merci.

Eng alleréischt an allerwichtigst Fro, déi mer eis bei deemem Projet gestallt hunn, ass natierlech déi heiten: Brauche mer wierkelech eng École de la deuxième chance? Well wa mer eng École de la deuxième chance schafen, da gesti mer jo an, dass mir eng ganz Rei Jonker hunn, déi an eisem Schoulsystem net kënnen bestoen.

Wier et net méi richtig, méi sännvoll, all eis Kräftefou an de bestehende Schoulsystem ze konzentréieren? D'Schoul als Chance fir all Kand an all jonke Mënsch ze betrueden? D'Schoul als System auszubauen, deen net just selektionéiert, mä deen et erméiglecht, all eenzelt Kand, all eenzelne Jugendlechen a senger Perséinlechkeet eescht ze huelen? En do ofzehuelen, wou en ass, hien ze fördern an op sengem Wee zu engem autonomen, engagéierten, kriteschen a gebilten Erwuessenen ze begleeden?

Eigentlech ass et erstaunlech, dass mir grad zu deemem Zäitpunkt, nach zum Schluss vun enger Legislaturperiode, dëst Gesetz diskutéieren a stëmmen. Mir haten am Ufank vun där Legislaturperiode sporadesch eng École de la deuxième chance ugeschat, an de Message war dunn ëmmer: Komm, mir investéieren an d'Schoul insgesamt. Komm, mir schaffen drop hin, dass mer vu virera keng Décrochage scolaires kréien, dass eise Schoulsystem manner Verléierer produzéiert, déi mer da mat vill Méi an oui Garantie op Succès mussen erëm siche goen an an d'Schoul integréieren.

Mir hu jo eng Rei Mesuren an därer Legislaturperiode gemeinsam geholl. Ech denken un d'Gesetz iwwer d'Verlängerung vun der Schoulpflicht op 16 Joer. Mir konnten als Gréng dat Gesetz leider net matstëmmen,

well zwee Artikelen drastinn, déi näischt dra verluer haten.

Mir haten awer bei der Diskussioun a beim Vote kloer zum Ausdrock bruecht, dass mir mat der Verlängerung vun der Schoulpflicht averstan wäeren. An dat besonnesch, well am Artikel 12 festgehal gouf, dass mir géife begleedend Moossnamen aféieren, mat deene mir wéilte sécherstellen, dass mer eist Zil „manner jugendlech Schoulofbriecher“ och kéinten erreechen.

Am Artikel 22 vun deemem Gesetz, wat eréischt de Januar dëst Joer gestëmmt ginn ass, gouf och festgehalen, dass mir nach fir dëst Schouljoer 20 Educateurs gradués géifen astellen an dann och nach all Joers zéng weider Educateurs gradués; bis d'Schouljoer 2012/13 wieren dat nach eng Kéier 40 esou qualifizéiert Leit.

Mir sinn als Gréng iwverzeegt dervun, dass et absolut richtig ass, méiglechst fréi d'Kanner ze fördern, dass ee qualitativ héichwärtigen Encadrement besonnesch vun eise kleng Kanner eis eng ganz Rei mënschleche Misär erspuere léisst. Suen, déi mir an d'Preventioun investéieren, bréngen och ëmmer méi Zënsen, wéi Suen, mat deene mer probéieren eventuell Entgleisungen erëm riichtzebéien.

D'École de la deuxième chance ass keen Argument, fir op eng Reform vum Secondaire ze verzichten. Mir brauchen am Secondaire eng national Strategie, fir déi veezelte gutt Initiativen ze koordinéieren an ze verallgemengeren.

Et muss also séchergestallt ginn, dass d'Schoul vun der zweeter Chance net ka mëssbraucht ginn als Solution de facilité vum reschtleche Schoulsystem. Nom Motto: Mir kënnen näischt mat deem do ufänken, mir ginn et op, mä et gëtt jo nach d'Schoul vun der zweeter Chance.

Et wier an eisen Aen eng Katastroph, wann d'Zuele vun den Décrocheurs scolaires, déi an der leschter Zäit jo liicht erofgaange sinn, duerch de Fait, dass mer esou eng Schoul opmaachen, erëm géifen an d'Luucht goen.

Am zweete Kapitel vum Exposé des motifs vun deemem Gesetz ginn dann och elo déi Décrocheurs scolaires als Zilgrupp vun därer neier Schoul festgehalen. An des Zilgrupp gëtt och hei beschriwwen. Ech ginn elo net méi op d'Detailer a vun därer Beschreibung - meng Virriedner haten dat gemaach -; erënneren awer un zwee Punkten, déi hei ze liese sinn:

1. D'Statistike soen, dass de Prozentsaz vun de Schoulofbriecher vun 2003 bis 2007 kontinuierlech erofgaangen ass.

2. Eng vun den Ursachen, déi vun de Schüler selwer ugefouert gëtt, firwat dat si mat der Schoul ofgebrach hunn, ass ee schlechte Choix vun der Formation respektiv eng schlecht Orientatioun.

Zu de Statistike kann ee méi allgemeng bemierken, dass mer eis nach ëmmer schwéierdinn, konkret an och vergleichbar Zuelen op den Dësch ze kréien. Dat ass wahrscheinlech drop zréckgeféieren, dass mir ganz spët mat statisteschen Erhiewungen ugefaang hunn an net kënnen op eng Tradition a vill Erfahrung an deem Beräich zréckgräifen.

An den 90er Jore sinn et zu Lëtzebuerg wierkelech nach guer keng Zuelen iwver eis Schüler ginn. Sécher ass hei schonns viles geschitt an deene leschte Joren. Zënter der Madame Brasseur hu mer ewell iwverhaapt Zuelen, an och an därer Legislatur ass d'Bestandsopnam vum Donnéeë verbessert ginn.

An awer kënnen mer d'Bemierkung vun der Chambre des Fonctionnaires deelen, wéi se an hirem Rapport steet: «La Chambre est stupéfaite que, pour un projet de loi d'une telle envergure, on fournisse des données aussi fragmentaires.»

Och de Statsrot bemängelt, dass mer keng Feinanalys kënnen maache mat deem statistesche Material, wat mer hunn. Och gëscht um Colloque iwwer d'École de la deuxième chance am ECG, wou schonn haut e puermol dervu geschwat ginn ass, ass festgestallt ginn, dass mir zum Beispill guer keng Donnéeën hunn iwver jonk Erwuessener vun 20 Joer an driwwer, déi awer och Zilgrupp vun deemem Gesetz sinn.

Mä wéi schonns gesot, d'Zuel vun de Schoulofbriecher ass erofgaang, a mir ware fir d'lescht bei engem optimisteschen Zenario vun ongeféier 10% Ofbriecher vun engem Jorgank; wat der nach ëmmer vill ze vill sinn, mä wat awer eng Verbesserung duerstellt.

Zu den Ursachen: Wann eng 20% vun de Schoulofbriecher soen, si wiere schlecht orientéiert ginn, an eng weider 25%, si wieren net méi motivéiert, wat jo net ausschliesslech eng Fro vun Orientatioun ass,

awer trotzdem steet eng falsch oder schlecht Orientatioun och ëmmer a Relation mat der Motivatioun, da muss et och erlaabt sinn ze froen, ob et net aner, eventuell méi effikass Mesurë gëtt, fir op de Phänomeen vum Décrochage scolaire ze reagéieren, wéi eng Schoul vun der zweeter Chance.

An ech kommen dann och op déi Kritik vun der grénger Fraktioun um Gesetz vun der Reform vun der Formation professionnelle, dat den 18. November 2008 an der Chamber votéiert gouf, zréck. De Statsrot hat do proposéiert, d'Kapitel iwwer d'Orientatioun scolaire erauszehuelen. Net, well et net wichtig wier, mä grad just well et ganz wichtig wier an eigentlech en eegent Gesetz géif verdéngen.

D'Viviane Loschetter hat bei där Debatt am Numm vun der grénger Fraktioun gesot, dass esou e Gesetz iwwer d'Orientatioun scolaire et professionnelle eigentlech virun all aner Gesetz an der Bildungspolitik misst geschaf ginn, besonnesch virun all aner Gesetz, dat de Postprimaire u sech betrëfft.

Mir brauchen eng ministèreiwvergräifend Orientierungspolitik zu Lëtzebuerg. Mir denken - an ech zitieren d'Viviane Loschetter vun deem Débat -, dass et Zäit ass, all Instance ronderëm de Jugendlechen ze regroupéieren, op enger konvivialer an accessibeler, flotter Plaz fir d'Jugendlecher. Ee Genre „Guichet unique“, wou notamment d'Action locale pour jeunes, de Conseil à l'apprentissage, d'Antenne vun de Berufschamberen hir Plaz hätten; wat dann och eng effektiv Vernetzung a Kollaboratioun géif erlaaben.

Dës regional organiséiert Plaze garantéieren ee kompetenten a pluridisziplinären Encadrement vum Jugendlechen. Een Encadrement, dee souwuel d'Schoul wéi och d'Aarbechtswelt gutt kennt. Een Encadrement, deen de Jugendlechen op sengem Wee an der Elaboratioun vu sengem éischte Projet de vie begleet an ënnerstëtzt.

Mir debattéieren haut iwver eng Schoul vun der zweeter Chance. Mir hunn awer nach net all Méiglechkeete vun der Schoul insgesamt ausgeschafft.

Ganz gutt hu mir och déi Aussoe vun der Directrice vun ECG gëscht um Colloque gefall. Si huet de Succès vun hiren „Jeunes adultes“-Klasse virun allem esou erkläert: Mir kënnen eis ëm eis Schüler aus dese Klassen. Si kréien een Encadrement wéi an enger Famill. Mir probéieren hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, dass si an hiren éischte Prüfungen ganz gutt Notë kréien. Gutt Prüfungen wierke Wonne, wat d'Motivatioun vun de Schüler betrëfft.

Dës Klasse vun de Jeunes adultes kéint ee schonn als „École de la deuxième chance“-Klasse bezeichnen. Hei sinn allerdéngs d'schoulesch Ufuerderung ganz héich, et gëtt jo schliesslech op ee Bac higeschafft.

D'Schoul vun der zweeter Chance adresséiert sech u Jonker tëschent 16 a 24 Joer. D'Décisioun, fir just Jonker bis 24 Joer opzehuelen, schéngt eis net ganz logesch. An dem Gesetz iwwer Aide à l'enfance et à la famille zum Beispill définéiere mer de Jeune adulte als Mënsch tëschent 18 a 27 Joer. An eisen Ae wier et richtig gewiescht, déi 25- a 26-Jähreg net hei auszulesse. A Frankräich hu se zum Deel vill méi eng grouss Öffnung, wat d'Altersspart ugeet. Mä déi franséisch École de la deuxième chance ass net direkt vergleichbar mat eiser. Déi Schoulen hu sech quasi géint hire Ministère de l'Éducation nationale duerchsetze misse. Hei ass et de Ministère de l'Éducation nationale selwer, deen des Schoul an d'Liewe rufft.

Mir kënnen mat den Altersbeschränkungen an därer Startphas liewen. Eng Erweiderung ass jo nach ëmmer denkbar, wa se sech dann als sännvoll sollt erweisen.

Da gëtt och nach d'Fro opgeworf, ob d'Organisatioun vun därer Schoul net ze vill schoulesch wier. Dat heescht, net ze vill no un deem System, wou déi concernéiert Zilgrupp jo schonns een heftegen Échec erlieft huet.

Mir si mat der Zilsetzung, wéi se am Artikel 2 festgehal gouf, an zwar, dass d'Schüler erëm an den Enseignement secondaire oder an den Enseignement secondaire technique sollen zréckgefouert ginn, averstan. Mir mengen, dass et kee Sënn géif maachen, wann an därer Schoul nei Diplomer géifen erfongt an ausgestallt ginn.

Mir fannen et och korrekt, dass d'Insertion professionnelle soll gefördert ginn, respektiv de Wee fir d'Erwuessenebildung opgemaach soll ginn.

Bedenken hu mer nach ëmmer mam Artikel 28, wou lapidar festgehal gëtt, dass all Dispositionen, déi d'Disziplin an d'Uerdnung an der Schoul regelen, déiselwech sinn, déi an de Lycéeë wäerte gellen.

Mir hate Bedenken, well mir et jo hei an där Schoul mat Schüler ze dinn hunn, déi schonns eng Kéier méi oder manner grous Problemer mat eisem Schoulsystem haten. Mir wëssen och, dass vill vun deene Jonken, déi mer hei wëllen erreechen, schonns e mouvementéierten CV hunn.

Datt mir och an därer Schoul eng ganz Rei strikt Regele brauchen, schéngt fir eis evident. An der Chamberskommissioun gouf mer verséichert, déi Dispositionen an de Lycéeë kéinte vun de jeeweiligen Direktiounen ganz flexibel gehandhaabt ginn. Dat ass an eisen Aen och onbedéngt néideg.

Et ass evident, dass des Schoul Hëllef aus der Industrie an nach méi aus dem Handwierk brauch, fir kënnen déi Stagen unzébiden, déi hire Schüler et erméiglechen, Fouss an der Aarbechtswelt ze faassen. Déiselwech Hëllef brauche mer och schonns bei der Émsetzung vun der Reform vun der Formation professionnelle. Hei wäert d'Zukunft relativ schnell weisen, ob déi Hëllef a Solidaritéit aus der Aarbechtswelt grous genuch ka sinn.

An der Schoul zu Marseille, déi och ëm munches méi grous ass wéi déi Schoul, déi mir hei plangen, geet Rieds vun 2.000 Entrepreneuren an Associatiounen, déi Partner vun därer Schoul sinn, an déi meescht Hëllef kënnen - et wonnert eis net - aus klengen a ganz kleng Betriber.

Gutt gefält eis dat Kapitel iwwer de pedagogesche Kader, dee bei deemem Gesetz fir des Schoul gesat gëtt. Gutt gefält eis, dass vun Ufank un op d'Équipe pluridisciplinaire an Zesummenaarbecht mat wëssenschaftlechen Instituter gesat gëtt.

D'Missiounen vun der Équipe pédagogique ginn och opgezielt. Si si villsäiteg a verlaangen och d'Iwwerhuele vu Responsabilitéit.

Fir dass bei deene ville Mataarbechter a bei deene ville Responsabilitéiten awer alles gutt fonctionnéiert, gëtt et och ee Chef hiérarchique vun der Schoul, een Direkter, dee vun engem Adjoint assistéiert gëtt. A wann dat net duergeet, dann därerf och nach Attachés à la direction genannt ginn.

Gutt gefält eis och de pedagogesche Konzept: Een individuelle Programm, modularen Unterrecht a Portfolio soll et deene Jugendlechen erlaben, hire schoulesche Rhythmus ze fannen. Zwee Joer Zäit huet de Schüler, fir de Wee erëm zréck an eng Schoul, eng Berufsausbildung oder ee Beruf ze fannen.

Gutt gefält eis och dat Kapitel am Exposé des motifs, wou iwver Zesummenaarbecht mat den Eltere geschwat gëtt. Mir mengen awer, dass déi Remarquen hei - eng gutt Informatioun fir d'Elteren, ee perséinlechen Accueil an d'Schafe vun engem Klima vum Vertrauen - nach vill méi fir all Secondaireschoulen aus dem ganze Land misste gëlle wéi fir d'École de la deuxième chance. Wann dat alles nämlech net geschitt ass, ier déi Jonk 16 Joer al gi sinn, dann dierft et ganz schwier ginn, fir d'Eltere vu 16- bis 24-Jähregen nach zum Beispill fir Weiterbildungscoursen ze begeeschten.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, och wa mir net ganz richtig verstinn, firwat mer déi École de la deuxième chance grad elo nach solle stëmmen, elo, wou mer nach net wëssen, wat déi Mesuren, déi mer ergraff hunn an déi och virdu beschriwwen hunn, am Positive kënnen bewierken, grad elo, wou déi lescht Statistiken éischt Erfolger am Kampf géint den Décrochage kënnen vermelden, sou wëll ech awer den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet bréngen.

Och 10% Décrochage scolaire sinn net akzeptabel, a wann och eng École de la deuxième chance keen Allheilmitel ass, esou kann des Struktur, wa se da richtig genotzt gëtt, hire positive Bäitrag bréngen.

Mir fannen, dass de Projet de loi 5975 genuch Spillraum léisst, fir eng weider positiv Mesure am Bildungsberäich kënnen ze ginn. Dat klappt allerdéngs nëmme, wa mir et fäerdeg bréngen, dass all Acteuren am schouleschen Émfeld méi enk a méi systematesch wéi bis elo zesummeschaffen. Soss riskéiere mer eng Situatioun ze kréien, wou Schüler vu Pontius op Pilatus reese respektiv vun enger Schoul bei déi aner, vun enger Berodungsstell bei déi nächst, ouni déi gebrauchten Ënnerstëtzung ze fannen.

Dat klappt och nëmmen, wann dës Schoul vun der zweeter Chance eng kleng Schoul bleift. Ech weess net, ob ech den Optimismus vum Här Berger kann deelen, dass ee Verfallsdatum soll dropstoen, mä et schéngt mer evident, dass dat muss eng kleng Schoul bleiwen, eng flexibel Struktur, wa méiglech mat dezentralen Antennen. A mir sinn och der Meenung, dass ee klengt Internat hei muss schnell matgebaut ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, beim État de la nation viru véier Joer huet den Här Statsminister hei ganz haart beklot, dass all Joer 1.200 Jonker hei zu Lëtzebuerg aus dem Schoulbetrib géife verschwannen, an et wéisst een eigentlech net esou richtig, wou se géifen hikommen. An en huet dat deemools opgedeelet. En Deel, deen an d'Ausland géif nach a Schoule goen. En Deel, deen iergendwou eng Aarbecht fonnt hätt an zum Mindestloun do géif schaffen oder och nach vläicht fir manner. Awer 300, vun deene mer net wéissten, wou se géife bleiwen, déi einfach wéi vum Äerdbeudem verschléckt wäeren.

Deeselwechte Statsminister huet zwee Joer virdu sech batter hei driwwer beklot, dass mer an eiser Schoulpopulatioun, déi, déi erauskéimen, 10% funktionell Analphabeten hätten.

Ech mengen, dass seet scho genuch iwwert d'Noutwendegkeet fir eppes ze ënnerhuelen, fir op d'mannst deenen ze hëllefen, déi am aktuelle Schoulbetrib ënnert d'Rieder gerode sinn; woubäi ech der Schoul net wëll an alle Fäll d'Schold dorunner ginn.

Mir héieren elo positiv Signaler, d'Zuel vun den Décrocheure wär erofgaange vu 17 op ronn 9%, 10%, mä et bleiwen der 300 pro Joer, déi décrochéieren, déi virun der Zäit ophalen, déi d'Flemm hunn, déi keen Iddi méi hunn, déi demotivéiert sinn.

Ech wëll eng Klammer opmaachen an d'Fro hannendru stellen, wa mer eise Schoulsystem kucken: Wéi gesäit et da mat deenen aus, déi et dann trotz allem bis un d'Enn packen? Wat sinn eis Diplomer nach wäert, wann ee gesäit, wéi vill Kompensatiounen dass mer agefouert hunn, fir de Schüler et ze erlichteren, fir iergendwéi derduerch ze kommen? An ech hänken d'Fro hannendru: Da frof emol d'Patronen, wéi d'Realitéit dobaussen ausgesäit.

Ech gesi bei mir an der Géigend, dass d'Gemenge sech immens schwéierdoen, fir nach qualifizéiert Personal ze fanne fir an hire Sekretariater, well praktesch kee méi duerch, oder ganz, ganz rar nach een duerch déi Exame kënn. Mä dass ass en aneren Aspekt. Dee betrëfft sécher net de Sujet vun haut, mä e muss an deem Zesammenhang erwähnt ginn.

D'Schoul vun der zweeter Chance ass e Reparaturbetrib. E Reparaturbetrib fir dat, wat an der „École de la première chance“ alles schifgelaf ass. D'Schafung vun esou enger Schoul ass den Avenu fir d'Verseue vun der Schoulpolitik vun deene leschte Joren.

» **Une voix.** - Ah sou?!!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - An et misst een eigentlech en Notaire beméien, deen hei géif e Constat par avenue vun der Faillite vun der vieregter an der aktueller Schoulpolitik maachen.

Dat, obschonn eis Schoul pro Kapp zwee-anenhalleft Mol méi kascht wéi d'Moyenne vun der OCDE.

Et muss een och wëssen, dass mer zousätzlech 4.000 bis 5.000 Kanner haaptsächlech an der Belsch a Schoulen hunn, wou d'Eltere bezuelen, a wou déi Kanner, wéi mer wëssen, meeschtens do ganz gutt encadréiert sinn an déi do erëm ophuelen an heiandsdo oder meeschtens mat enger Qualifikatioun erëm zrëckkommen.

Här President, mir sinn iwwerzeegt - an et ass net fir d'éischt wou mer dat soen -, dass déi Schoulgesetzter, déi mer an der Lescht gestëmmt hunn, et net géife bréngen. Ech

hat d'éinescht d'Impressioun bei der Spracherin vun der CSV, dass d'Madame Hetto an hir Partei och darselwechter Meenung wäeren, op jidde Fall huet et esou geklungen. Si huet zwar gemengt, wéi ech se interpelléiert hat, si wär zwar iwwerzeegt, dass dat alles tipptopp wär. Mä si huet geschwat vun all deem, wat sech nach an der Schoul misst verbesseren.

Mir wëssen, den Här Fayot huet dervu geschwat, an dat ass sécher e ganz schwieerege Phenomeen vun eiser Zäit, dass villes an eise Familjen net méi esou fonctionnéiert wéi fréier, oder op d'mannst net esou, wéi ee sech et géif wënschen, am Intérêt vun de Kanner, dass et sollt sinn.

Psychologen an Neurologen, a wéi se och all heeschen, si sech driwwer eens, dass de gudden familiären Encadrement fir den Développement vun Kand, fir seng Motivatioun an herno och fir den Erfolleg immens wichteg ass. Déi dräi éischt Joer, gëtt gesot, wäere souguer ganz decisiv.

Do muss ech soen, dass déi aktuell Politik vun der Regierung een zum Widersproch regelrecht erausfuert, wann ëmmer erëm gesot gëtt, et misst méi Frae schaffen goen. Mir wësse jo, wat domat gemengt ass.

Wa mer elo gesinn, dass déi, déi schaffen ginn, dobäi ënnerstëtzt ginn, an déi, déi hir Berufstätigkeit ënnerbriechen, fir sech intensiv ëm hir Kanner ze bekëmmern, am Ree stoe gelooss ginn, da kann een d'Welt eigentlech net verstoen.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Si gi gestrooft, wa se gare bei de Kanner bleiwen?

» **M. le Président.** - Här Braz, stellt Är Fro haart, wann ech gelift!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech hunn net gesot, gestrooft. Dir hat net richtig nogelauschert. Ech hat gesot, si géifen am Ree stoe gelooss ginn.

Effektiv gi se net gläich behandelt. Den Här Fayot huet zu Recht hei drop higewisen, dass et schwieerege Situatiounen gëtt. Et gëtt ganz vill elengerzéiend Mammen, a wa se mussen schaffen goen, obscho se gare géife bei hire Kanner bleiwen, well hir Erzieungstätigkeit näischt wäert ass, da muss een dat ganz haart kritiséieren. Et kann net sinn, dass eng Erzieungstätigkeit, déi als Beruf ausgeübt gëtt, a wat fir enger öffentlecher Struktur och ëmmer, och als Beruf unerkannt ass, an déi Erzieungstätigkeit, déi sech am familiären Kader vollzéit, net consideréiert gëtt.

Här President, ech schwätzen aus Erfahrungen aus mengem eegene familiären Ëmfeld. Ech kënn lech dräi ganz konkret Fäll nennen, well ech se och gutt kennen, déi ganz sécher am Échec gelang wieren, méiglecherweis am Décrochage - wéi mer dat op gutt Lëtzebuergesch nennen -, wann hir Mammen net doheem gewiescht wieren, fir se an der Riicht ze halen a fir hinne virunzehëllefen. Wou d'Mammen deelweis vun deene Services de guidance gesot kritt hunn, si solle kucke se iergendwou, ech weess net a wat fir engem Betrib, ënnerzebréngen, well et hätt kee Wäert.

Ech kann lech soen, dass déi dräi konkret Fäll hir Universitéite mat Erfolleg ofgeschloss hunn an haut a gudden berufleche Positiounen sinn. Dat wier ouni den Asaz vun deene Mamma ganz sécher net de Fall gewiescht.

Ech sinn net deen Eenzegen, deen dat hei seet. Mir solle seriö driwwer nodenken, wat dat eent eis kascht, net nëmmen un Échec fir déi Leit, déi dovun betraff sinn, mä eis Gesellschaft, wann et da schifgeet, a wat dat anert kascht, wa mer deenen, déi dat wënschten wëlle maachen, déi materiell Méiglechkeet ginn, fir sech méi intensiv ëm hir Kanner ze këmmern.

Här President, mir si jo der Meenung, dass déi Schoulreformen zum Échec condamnéiert sinn, an ech freeë mech driwwer, dass d'CSV sech elo zu Wuert gemellt huet, well mer besonnesch am Grondschulbetrib vun Ufank un, dass heescht scho Précoce, Spillschoul a Primärschoul gutt fonctionnéierend Strukturen brauchen, mat engem Direkter un der Spëtz.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Den Direkter léist alles.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Den Direkter léist net alles, Här Fayot. Ech froe mech just, woufir dass mer Direkteren an de Lycéeën hunn, well da kënn mer eis déi jo héchstwahrscheinlech spueren. Ech wëll lech just...

(Interruptions)

Mir brauche staark Direkteren, Personalitéiten, déi souwuel op där enger Säit wéi op

där aner Säit intervenéieren, wann eppes net fonctionnéiert. An am Intérêt vun eise Kanner muss mer fréi usetzen.

Ech wëll lech drop hiweisen, dass et international Kannerrechter gëtt. D'Kanner decidéieren net, a wat fir enger Famill dass se gebuer ginn. Mä et gëtt Kannerrechter, universell Kannerrechter, déi eis als Stat dozou opfuere a quasi zwéngen, eis deene Kanner unzuhuelen, déi net deen Encadrement doheem hunn, dee se eigentlech missten hunn.

Ech wollt nämlech soen, ech kennen och aner Fäll. Kanner, déi net méi an net manner domm a gescheit ware wéi déi aner, déi eleng duerch hiert familiäert Ëmfeld ënnergaange sinn an haut an enger onméiglecher Situatioun sinn, ouni Perspektiv, jeemools an engem Beruf ënnerdaach ze kommen. Nëmme just dorop hin.

Dofir ass dee Punkt esou wichteg. Dofir ass et esou wichteg, dass mer an der Grondschoul Leit hunn, déi bäizäit intervenéieren a kucken, déi Defiziter, déi do sinn, ofstellen, an da muss alt do intervenéiert ginn, wou muss intervenéiert ginn. Mä d'Kand als solcht muss am Mëttelpunkt stoen. Hatt huet seng individuell Rechter, an dofir si mir responsabel.

D'Flemm an der Schoul ass e Ristenthema. Wa keng Flemm wier, wann eng grouss Motivatioun wier, da bräichte mer haut net heiriwwer ze diskutéieren. Madame Minister, Dir wësst, dass dat an der PIRLS-Etüd zum Virschäi komm ass, dass kaum e Land ass an deem ganzen Untersuchungsraum, wou d'Flemm an der Schoul, an zwar bei allen Acteuren, esou grouss ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

Do muss mer eis jo dann awer d'Fro stellen: Wat leeft do schif? Ech ka mer net virstellen, dass all Mënsch vu sech aus soll demotivéiert sinn. Mä et weist, dass eis Strukturen net richtig sinn, an dass de Wuerm iergendwou anescht stécht wéi bei den interlocuteurs, wou sécher eng ganz Partie dach awer Freed hätten Schoul ze halen, an och Freed hätt ze léieren, wann ech dat op d'Schüler iwwerdreen.

De Rapporteur, Här President, huet eis haut de Contenu vum Gesetz am Detail erkläert. Ech wëll dofir drop verzichten, op Einzelheeten anzegoen. Et hätt ee sécher dat eent oder dat anert anescht kënnen upaken. Op een elo en Établissement public zesumme mat de beruflechen Acteuren, mam Berufsmilieu hätt solle maachen oder net, driwwer kann een diskutéieren. Dat, wat zielt, dass ass, dass déi Struktur herno fonctionnéiert an dass se och wierklech gutt mam beruflechen Ëmfeld zesummeschafft. Mir hoffen, dass dat dann de Fall ass.

Et ass schlëmm, Här President, dass mer dese Reparaturbetrib elo mussen an d'Welt setzen. Mir sinn iwwerzeegt, dass et angesichts dessen, wat mer hunn - well et muss ee jo och déi a Considératioun zéien, déi aus aneren Ursachen zwar a Mesures d'emploi sinn, mä wou mer och ganz grouss Schwieeregkeeten hunn, se um Aarbechtsmaart ënnerzebréngen, soss wiere se nämlech net do -, dass dat hei eng Dréps Waasser op e gliddege Steen ass. Et ass den Avenu fir d'Verseue vun der Schoulpolitik.

Mir wäerten de Projet trotzdeem stëmmen, an der Hoffnung, dass et geléngt, e klengen Deel vun deenen erëmzefëschten, déi zum Affer vun enger verfeeltener Familjen-, Jugend- a Schoulpolitik gi sinn.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. De leschte Riedner ass den Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Félicitatiounen och un den Här Rapporteur. Ech mengen, iwwer gesetzlech Weeër Mënschen eng Chance respektiv eng zweet Chance ze ginn, dass si mat déi nobelst Gesetzter, déi een hei an d'esser Chamber ka stëmmen. A bei diesem Gesetz besonnesch Mënschen, déi de Wee an eng secondaire Weiderbildung net ageschloen oder erëm verlooss hunn, eng zweet Méiglechkeet ze ginn, dës nozehuelen, ass dofir nëmmen ze begrëissen.

Eng gutt Ausbildung ass haut nun emol, wéi allgemeng behaupt gëtt, eng zousätzlech Ausgangsbasis fir en Job ze fannen. Esou gëtt emol op jiddwer Fall allgemeng behaupt, wann ee keen adequat Mëttel fénn, fir de Leit en Job ze verschafen, an de Chômage ëmmer méi klëmmt.

Wann och eng gutt Éducatioun kann dozou bäidroen, méi séier en Job ze fannen, esou sinn awer haut trotzdem d'Konditiounen um Aarbechtsmaart anescht wéi déi, déi mir zu eiser Zäit kann hunn. Si si vill méi haart, well se méi leeschungsorientéiert sinn, an

d'Diplomer net an alle Beräicher méi d'Haaptstellungsgrënn sinn, an dat besonnesch am Privatsektor.

Oft muss och een Héichdiploméierte seng Déngschter fir e bradéierte Salaire zur Verfügung stellen, wann e gären en Job hätt, well d'Konkurrenz um Aarbechtsmaart aus der Groussregioun ze vill staarken Afloss op d'Paieren hei am Land huet an ëmmer méi kritt. Et brauch een nëmme bei der ADEM nozefroen, wéi vill diploméiert Demandeurs d'emploi do ageschriwwen sinn, an dat iwwer länger Zäit.

Et wier un der Zäit och emol gesetzlech Mindestléien festzellee fir Leit, déi sech d'Méi maachen, sech weiderzibilde respektiv auszubilden. Mindestléien, déi gestaffelt op deenen eenzelnen Diplomer berouen. Och fir d'Diplomer vu Leit, déi sech weiderbilden, muss et eng finanziell Unerkennung ginn, well gutt ausgebildete Mataarbechter bréngen dem Betrib eng Plus-value, déi awer net vun de Betriber no hirem Wäert valoriséiert gëtt, an domadder de Betriber... Et ginn awer ëmmer méi Betriber, déi déi Plus-value, déi d'Diplomer bréngen, awer net no hirer effektiver Valeur wëllen honoreieren, ebe well déi effektiv Valeur bradéiert gëtt duerch ëmmer méi niddreg Déngschtleeschungsgebueder.

Här President, eng zweet Chance fir jiddwereen: Jo! A souguer eng drëtt, wann et muss sinn. Mä hunn d'Mënschen hei am Land dann alleguer déiselwecht Chance? Hunn all d'Elteren déiselwecht Méiglechkeet, fir hir Kanner an eng secondaire Éducatioun ze schécken? Zum Beispill Eltere mat méi Kanner, déi dräi oder véier Kanner müssen erzéien, hunn déi déiselwecht Chance? Oder Klengverdénger, vläicht mat och nëmmen engem Kand?

D'Éducatioun am Primaire ass gratis, wann een de Minerval aus verschidde Gemeengen ausklammert. Am Secondaire kascht d'Éducatioun awer vill Geld. D'Eltere musse all Schoulmaterial op hir Käschten uschaffen a kënnen net ëmmer déi optimal Saachen uschaffen, déi de Schüler brauch. Ëmmer méi Eltere kënnen dës finanziell Laascht net droen, an dat kann de Grond sinn, fir dass d'Kanner net an eng zweet Éducatiounshphas erageschéckt ginn, mä versichen en Job ze fannen, fir d'Famill ze ënnerstëtzen oder sech esou séier wéi méiglech selwer finanziell ofzeséieren.

Et gëtt also Kanner, déi net déiselwecht Chance hu wéi anerer, an dat d'äerf et an eise Land net ginn. Mir ginn zum Beispill finanziell Ënnerstëtzung fir Unisstudenten, mä fir d'éischt muss e Student emol de Wee duerch de Secondaire packen, a wann deen duerch finanziell Constraintë verbaut gëtt, dann ass Schluss.

Duerfir, Här President, wëll ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuert, och fir d'Ausbildung am Secondaire eng Léierentschiedegung ze schaffen, fir dass all d'Elteren déiselwecht Chance kréien, hir Kanner an eng secondaire Éducatioun ze schécken, an domadder och all jonke Mënsch déiselwecht Chancen op eng optimal Éducatioun kritt, an dass kengem de Wee op d'Uni schonn am Secondaire wéinst finanzielle Constraintë ka verbaut ginn.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- beméit, fir dass all Mënsch déiselwecht Chance kritt op eng gutt Éducatioun;

- sech bewosst, dass d'Éducatioun am techneschen a classesche Sekundarunterrecht mat vill Käschte verbonnen ass fir d'Eltere vun de Schüler, an dass dës Ursach kënn sinn, fir dass deen een oder anere Schüler vu manner bemëtten Eltere sech no der Schoufflicht net kann, respektiv net wëllt weiderbilden;

- kloerstellend, dass et op kee Fall d'äerf sinn, dass finanziell Constrainten engem Mënsch de Wee zu enger optimaler Éducatioun verbauen;

- iwwerzeegt, dass eng finanziell Hëllef motivéierend ka sinn, souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Elteren, eng Weiderbildung am Secondaire anzegoen, genausou wéi dat bei der staatlecher Ënnerstëtzung fir d'Unisstudenten de Fall ass;

fuerdert d'Regierung op,

- budgetär Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir op Basis vu solidarescher Staffellung vu Léierbähëllefen och am techneschen an am classesche Sekundarunterrecht Chancéglicheit ze schaffen;

- Méiglechkeeten ze ernaassen, ob een net och kënn niewent dem Beschäftigungsfong e solidaresch gespeisten Éducatiounsfong schaffen.

(s) Aly Jaerling, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Ech hoffen, dass déi Motioun, déi ech hei deponéiert hunn, am Interessi vun all deenen, déi duerch finanziell Ursache keng Chance hunn, an de Secondaire ze kommen, ugeholl gëtt.

Ech soen lech dofir schonn am Viraus Merci.

» M. le Président - Déi Motioun, déi den Här Jaerling agereecht huet, dréit Ënnerschrëften, mä keng Nimm. Dir hutt fënnef Ënnerschrëften, déi Leit mussen sech dann ze erkenne ginn.

D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Unterrichtsministerin Delvaux.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur, dem Bim Diederich, Merci soe fir säi Rapport. Ech wëll och all menge Virriedner Merci soen.

Et hânt dovun of, vu wéi enger Sait ech et kucken, mä da géif ech soen, eigentlech gëtt et grouse Konsens iwuer Schoulpolitik, iwuer differenzierten Unterrecht, eng individualiséiert Pedagogik, d'Wichtigkeet d'Kanner ze motivéieren, hinnen de Sënn vum Léieren ze ginn. Dat si jo genau d'Ecksteener, d'Grundsteener, op deenen d'Reforme vun der Grondschoul, vun der Formation professionnelle opgebaut sinn, esou dass ech mech doriwuer ka freeën.

Ech hat och net geduecht, dass mer an der Diskussioun ronderëm d'École de la deuxième chance d'Geleeënheet hätten, iwwer d'Betreiung an d'Prise en charge vun deene kleng Kanner ze diskutéieren, mä all Entrée ass wëllkomm. Ech mengen dat confirméiert, dass mer d'Wichtigkeet vun deenen éischte Joren an der Schoul ënnersträchen. Et ass do, wou de Grondsteen geluecht gëtt fir eng erfollegräich Schoulcarrière, an et ass do, wou mer jo verstärkt wëllen d'Mëttelen asetzen.

Ech war elo e bëssen erstaunt, hei eng Diskussioun ze kréien, wou ech gemengt hat, déi wier wierlech aus engem anere Jorhonnert - et ass ee jo net méi esou jonk, a mir hunn dat jo alles matgemaach -, déi Diskussioun iwwert déi berufstäteg Fraen an déi net berufstäteg Fraen, ob een do muss da wierlech eng Rivalitéit opbauen. Ech hätt wierlech geduecht, mir hätten...

» M. Robert Mehlen (ADR). - Dir schéngt guer näischt verstanen ze hunn, Madame Minister.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Ech hunn awer an deenen 30 Joer, wou ech elo politesch aktiv sinn, immens vill geléiert, an ech hunn och geléiert, dass ech d'Chance hat fir kënnen ëmmer berufstäteg ze sinn, well soss wier et mer a mengem Liewen heiansdo ganz schwéier ergaangen. An ech hunn och geléiert, dass ech mech net culpabiliséiere loossen, wat d'Erzéiung vu menge Kanner ueet.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Huet een dat behaupt?

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Neen, mä dat ass ëmmer déi Ënnerstellung, wa gesot gëtt, d'Fra...

» M. Robert Mehlen (ADR). - Dat ass Är Ënnerstellung. Ganz genee.

» M. le Président. - Här Mehlen, Dir hat jo d'Wuert. Madame Minister, développéiert Är Iddi!

» Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Här President, ech wollt just hei... Ech hunn dem Här Mehlen gedëlleg nogelauschtert, obschonn ganz vill Saache mer bëis op de Stréch gaange sinn, an ech géif mer erwaarden, dass ech dann och elo d'äerf hei fënnef Wierder soen iwuer eppes, wat mer ganz vill um Härz läit.

(Interruption)

Merci. Dat ass dach net mënscheméiglech, dass ech déi Autorisatioun hei kréien.

(Hilarité)

Ech wëll soen, dass een an der Politik muss de Leit de Choix ginn, fir hiert Liewen esou ze organiséieren, wéi si et fir richtig fannen. Ech wëll awer och soen, dass ech jiddfalls d'Aufgab vun enger Regierung, oder esou wéi ech d'Aufgab gesinn, dass eng Regierung, e Stat och d'Flicht huet, fir deene Leit, déi méi Ënnerstützung brauchen, se ze ginn, besonnesch wann et em e Sujet geet wéi d'Schoul.

A wa mer soen, déi éischt Joren an der Erzéiung, an der Entwécklung vun de Kanner sinn immens wichteg, dann ass et fir mech eng Prioritéit, fir déi Infrastrukturen ze bidden, dass Kanner, déi net d'Chance hunn, an enger intakter Famill op d'Welt ze kommen, Kanner, déi net d'Chance hunn, sech hir Elteren erauszesiche mat enger héijer Bildung a mat engem héije Schoulabschluss, déi also eigentlech a ganz schwéiere Konditiounen grouss ginn, dass mer deenen d'Méiglechkeet ginn, an Infrastrukturen an enger qualitativ héijer Prise en charge encadréiert ze ginn.

Ech begéine Schoulen, Kanner, Enseignanten, déi mir soen, dass mer Kanner an d'Schoule kréien, an d'Spillschoul, déi iwwerhaapt net kënnen schwätzen. An da weess ech, dass d'Aufgab vun der Schoul jo natierlech riseg grouss ass. Dat ass jo bal net ze packe fir eng Schoul, fir mat deene Kanner... Also hu mer d'Flicht, renforcéiert Infrastrukturen a Prise en charge zur Verfügung ze stelle fir déi Kanner - an et gëtt der vill, an et gëtt der ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg -, fir dass mer deenen dee beschte Start an d'Liewen erméiglechen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir mengen ech, dass dës Regierung genau richtig läit, wa se déi Politik mécht, fir d'Prise en charge, d'Structures d'accueil fir kleng Kanner esou grouss wéi méiglech zougänglech ze maachen, also qualitativ esou héich ze développéiere wéi et méiglech ass, an ech loosse mech och do net eppes anescht beléieren. Et ass net esou, dass déi aner Leit doduerch gestrooft ginn, wann een engem eppes, wat blutnéideg ass fir d'Zukunft vum Land, fir d'Zukunft vun de Kanner, zur Verfügung stellt.

Da wollt ech nach ee Wuert soen iwuer en anere Punkt, deen hei opgeworf ginn ass, an dat ass d'Flemm an der Schoul. Et ass richtig, dass mer feststellen, dass mer eng grouss Demotivatioun hunn. Wat d'Kanner, déi Jugendlech méi al ginn, wat se manner motivéiert sinn an der Schoul. Dat ass och net e Phenomeen, deen ausschliesslech Lëtzebuerg betrëfft. Dat ass awer a ville Länner esou, an ech mengen, dass mer dofir mussen géigereagéieren, an dat si jo all déi Reformen, déi amgaange sinn, fir dat ze maachen.

Déi Fro, déi ech mer stellen, dat ass... also déi ech gestallt kréien, dat ass: Firwat elo de Projet vun der École de la deuxième chance? De Sujet ass jo net nei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, et ass rappeliert ginn, dass schonn 1998 de René Kollwelter e Rapport parlementaire zu deem Sujet gemaach huet, an ech muss soen, dass ech haut mat enger gewässer Nostalgie un de Marc Zanussi denken, dee sech sécher haut gefreet hätt, wann en derbäi gewiescht wier bei dëser Diskussioun. Hien hat dëse Sujet ëmmer als eng vu sengen Haaptprioritéiten a senger politischer Aktivitéit.

Ech hu mech selwer schwéier domat gedoen, fir e Projet vun der École de la deuxième chance op den Instanzewege ze ginn, aus deenen Iwwerleungen, déi hei gefouert gi sinn, dass mer gesot hunn, am Fong muss all Schoul eng Schoul vun der Chance sinn, net nëmmen eng Schoul vun der deuxième chance, dass mer eng Pedagogie vun der Chance brauchen, all Kand seng Chance ginn. Dat si jo Beméiungen, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn iwwert d'Reformen am Schoulsystem.

Mir hunn och eng grouss Mobilisation fäerdeg bruecht am Ministère mat der ALJ, déi sech immens beméit huet, fir d'Leit sichen ze goen, ze mobiliséieren. Mir hunn d'Classes jeunes adultes am ECG, wou Jonker, déi opgehale hunn, kënnen einfach op Dossier erëm zrëck an d'Schoul kommen. Mir hunn am Februar 2007 e Gesetz gestëmmt iwwert d'Classes COIP, d'Classes d'orientation et d'insertion professionnelles, fir déi, déi d'Kompetenzen net hunn, fir an den Apprentissage ze goen, opzefänken.

Mat all deenen Efforten hu mer et dann och fäerdeg bruecht fir den Taux de décrochage erfzesetzen. Ech mengen, dat ass e Resultat. Mir sinn nach ëmmer op 10%, wat héich ass. Wann ech awer ronderëm kucken an Europa... Dat ass jo e Chiffer, deen a ganz Europa erhuewe gëtt, dee vum Décrochage, an all Land deet sech schwéier domat, all Land, och d'Belsch, wou mer...

Mir kommen eigentlech mam Taux de décrochage net richtig erof, trotz deene villen Efforten, an dofir hunn ech gemengt, da wier et derwärt awer och nach eng Instrument derbäizesetzen, an dat ass dann eent vun der École de la deuxième chance, wat en Instrument ass, wat an anere Länner seng Preuvé gemaach huet.

Dat ass och net en Allheilmittel. Dat ass een Instrument, fir den Décrochage scolaire an den Échec scolaire ze bekämpfen, nie-

went all deene villen aneren, well ech weess, dass et immens vill Schoule gëtt, déi ganz grouss Efforté maachen, fir eben déi Prise en charge individuell, differenziert, dat Këmmeren em d'Kanner, fir se sozial a pedagogesch ze begleeden.

Wéi gesot, et ware vill Diskussiounen a vill Viraarbecht. Dee Rapport, deen de René Kollwelter gemaach hat, wou hien effektiv proposéiert hat, en Établissement public aus där École de la deuxième chance ze maachen, hunn ech direkt eliminéiert, well ech geduecht hunn, domadder bräicht ech net bis an d'Regierung an an d'Chamber ze kommen, well déi viregt Regierung jo en Accord ofgeschloss hat mat der CGFP, wou gesot ginn ass, et gi keng Établissements publics méi gemaach, wou kann en öffentliche Service gemaach ginn. Do hunn ech geduecht: „Da brauchs de guer net domadder unzefänken.“

Duerfir verstinn ech net, dass just vun der DP elo déi Froen do opgeworf ginn. Mir maachen eng Schoul an der Schoul wéi eng aner Schoul. Dat ass den Ënnerschied mat den Écoles de la deuxième chance a Frankräich. Dat heescht net, dass mer net zesummeschaffe mat deenen anere Ministären. Dat gëtt e Comité d'accompagnement, wou de Ministère du Travail an e Verriedner vum Ministère de la Jeunesse dra vertruete sinn, fir ze weisen, dass dat eng gemeinsam Aktioun ass, wou mer esou vill méi méiglech Kräfte musse bündelen, fir weiderzekommen. Sou dass ech mengen, dass mer eis do richtig opgestallt hunn.

Ech mengen, zum Projet vun der École de la deuxième chance hu meng Virriedner esou gutt geschwat. D'Zil ass et selbstverständlich, déi Jonk, déi kommen, entweder an d'Schoul zrëckzeorientéieren oder op den Aarbechtsmaart. Dat sinn zwou Sorties favorables, positives aus där Struktur.

Mir hunn och eng Zäit diskutéiert, wat dee richtegen Alter ass, fir déi Jonk an där Schoul opzehuelen. Mir hunn optéiert, fir ze soen, soubal wéi d'Schoulpflicht eriwuer ass.

Ech mengen awer, dass mer eis alleguere bewosst sinn, dass et wichteg ass, dass d'Démarche, fir an eng École de la deuxième chance ze kommen, vun deene Jonken ausgeet. Et huet kee Wäert, een an esou eng Schoul ze forcéieren. Dee muss sech selwer mobiliséieren a motivéieren a wëssen, dass en eng Chance kritt, fir säi Liewen nei ze organiséieren, sech eng Struktur ze ginn, sech e Projet de vie ze ginn, an dass dat kee Wäert huet, wann ee just voller Flemm an der Schoul opgehale huet. Ech mengen, dass een do en Temps de réflexion brauch, fir sech dohinner op dee Wee ze maachen.

Ech soen emol Merci fir dee breede Konsens hei fir dat Gesetz. Ech denken, dass mer geschwé kënnen ufänken, dass mer d'Infrastrukturen och hunn, fir an där École de la deuxième chance unzefänken. Mir hatten domat gerecht am Joer 2010, also net elo d'Rentree 2009, mä am Joer 2010.

Ech wënschen deenen zukünftege Responsabele vun där Schoul, all deene Leit, déi sech do engagéieren, an hiert Engagement muss grouss sinn - dat ass eng Aarbecht, déi eng grouss Force de caractère an eng grouss Mobilisation bedeit -, ech hoffen, dass se deenen Erwaardungen, déi hei ausgedréckt sinn, gerecht ginn, an dass mer domadder een Instrument méi schafe fir d'Insertioun, fir e gelongene Parcours vun deene Jonken, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat ass et derwärt, an all Steen, deen eng Kontributioun dozou kann droen, deen ass derwärt. Merci.

Ech wollt nach ee Wuert soen zur Motioun. Ech hu se zwar nach ëmmer net gesinn. Also, éischtens hu mer e Service, deen Aidé ka gi fir Schüler, déi an de Lycéeë sinn. Hei an der École de la deuxième chance ass och e System vun Aidé virgesinn, sou dass ech jiddfalls elo net gesinn, firwat mer elo eng Motioun misste stëmmen zu deem dote Sujet.

Duerfir géif ech der Chamber soen, si soll soen, dat wär eigentlech de Moment net oportun. Wa mer gesinn, dass déi Aiden, déi mer hunn, net géifen duergoen. Ech wëll och soen, dass déi Subsidien, déi mir ausdeele fir Elève vu Familljen, déi net genuch Revenuen hunn, dass dee Montant substanzuell an d'Luucht gesat ginn ass, an dass mir do grouss Efforté maachen, fir de Familljen ze hëlfefen.

Duerfir géif ech mengen, mir sollten déi Motioun do net unhuelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen der Madame Minister Merci. Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. Vote par procuration. Et feelt nach ee Vote.

(Interruptions et hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

Madame Minister, Äre Projet ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Fernand Etgen), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi vum honorabelen Här Jaerling déposéiert ginn ass, déi hir fënnef Ënnerschrëften huet. Kënne par main levée doriwuer ofstëmme?

(Assentiment)

Jo, da maache mer dat esou. Wie fir déi Motioun ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

» Une voix. - Déi ganz Fraktioun!

» M. le Président. - Ech gesinn, den Här Jaerling ass allein auf weiter Flur.

Wien ass dergéint? Déi Gréng?

(Interruption)

Dir enthaalt lech.

(Brouhaha)

An déi Liberal och.

» Une voix. - Déi Rout-Wäiss-Blo och.

» M. le Président. - Ech hat gemengt, ech hätt en negative Vote gesi gehat, mä dat wollt Enthaltung heeschen.

(Brouhaha)

Domat - et deet mer leed, Här Jaerling - ass Är Motioun awer trotz allem gudde Wëlle vu ville Säiten ofgelehnt.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Projet. Dat ass deen iwert d'Maison de soins zu Veianen.

Fir d'éischt huet d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs d'Wuert, fir den Dépôt vun engem Projet de loi, huelen ech un.

2. Dépôt d'un projet de loi

» **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Hür President, de Grand-Duc huet mech autoriséiert, en neie Projet de loi iwwert d'Maison de soins an déi aner Servicer beim Haus vun der Alzheimer zu Ierpeldeng ze déposéieren.

Merci.

- *Projet de loi N°6038 portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck*

» **M. le Président**.- Ech ginn der Madame Minister Akt vum Dépôt vum dësem Projet de loi, deen an déi parlamentaresch Prozedure geet.

Dann huet den honorabelen Här Mehlen d'Wuert gefrot fir den Dépôt vum enger Motioun. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert. Här Schaaf, gedëllegt lech nach ee Moment.

3. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, et ass och nëmme fir en Dépôt ze maachen.

Gëschter ware Baueren hei an der Stad fir hir Suerg ze manifestéieren doriwwer, datt de Mëllechpräis extrem wäit ofgesackt ass an datt dee ganze Secteur de Moment keng Perspektive gesäit - och op länger Siicht. Si sinn der Meenung, datt d'Politik soll sech kloer positionéieren, ob een do op enger liberaler Schinn soll virufueren an dat lafe loosse mam Risque, datt eng ganz Partie Betriber d'Baach erfongen, oder ob ee soll am Kader vun der Gemeinsamer Agrarpolitik intervenéiere fir ze kucken, fir de Quote-system, dee jo awer nach en place ass, ze utiliséieren, fir de Mëllechmaart erëm e bëssen an d'Gläichgewiicht ze kréien an do duerch och fir méi stabil Mëllechpräisser ze suergen.

Dat ass méi oder weiniger de Contenu vu menger Motioun. Ech hu se eleng ënnerschriwwen. Se ka jo ausgedeelt ginn. Ech denken, se wäert d'nächst Woch dann zur Diskussioun kommen, dann huet jiddweren Zäit doriwwer nozedenken, ob e se wëllt ënnerstëtzen oder net.

Motion

La Chambre des Députés,

- *constatant un fort déséquilibre sur le marché européen du lait, ayant pour conséquence une forte chute des prix payés aux producteurs;*

- *estimant qu'à l'heure actuelle aucune normalisation du marché laitier et par conséquent aucun redressement du prix au producteur n'est en vue;*

- *considérant que cette situation risque de mettre en péril le secteur du lait qui est l'un des piliers principaux de l'agriculture luxembourgeoise;*

- *estimant qu'il est aberrant de produire un surplus de lait à l'aide de soja importé, dont les conditions de production sont très souvent contraires aux critères du développement durable et de la protection de la nature, et d'exporter cette quantité surproduite à l'aide de subventions d'exportation;*

- *estimant que cette politique d'exportation subventionnée sur le marché mondial risque de déstabiliser davantage la situation des producteurs dans les pays tiers;*

- *considérant qu'il y a lieu de stabiliser le secteur laitier dans une perspective de prix agricoles justes et de développement durable;*

- *considérant que le régime des quotas laitiers actuellement en vigueur devrait être utilisé comme instrument de régulation de la production;*

invite le Ministre de l'Agriculture

à œuvrer au niveau européen:

- *à courte échéance, pour une politique de stabilisation du secteur laitier par une application plus rigide du système des quotas laitiers en place marchés;*

- *à longue échéance, pour la mise en place d'un système flexible de quotas permettant un monitoring de la production laitière européenne orientée aux besoins réels de la consommation.*

(s.) Robert Mehlen.

» **M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. Mir hunn d'nächst Woch zwee Projeten um Ordre du jour betreffend d'ënnerstëtzung vun der Landwirtschaft. Ech denken, datt dat e gudder Kader wär, fir déi Motioun hei ze diskutéieren an och ofzestëmme.

Den honorabelen Här Schaaf ass Rapporteur vum Projet iwwert d'Maison de soins vu Veianen an huet deementspriedend elo d'Wuert.

4. 5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV)**, *rapporteur*.- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet, dee mer elo diskutéieren, erlaabt et dem Stat via dem Fong vun den Infrastructures sociofamiliales sech un de Baukäschte vun enger neier Maison de soins zu Veianen ze bedeelegen.

Dës Bedeelegung geschitt am Respekt an am Kader vun den Dispositiounen vum ASFT-Gesetz an opgrond vun enger Konventioun tëschent dem Stat an dem Établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées», oder besser bekannt ënnert dem Numm Servior.

Dës Konventioun ass de 6. Mee 2008 ënnerschriwwen ginn an hält e Gesamtkäschtepunkt vum Projet vun 18,2 Milliounen Euro fest. De Stat iwwerhëlt dovunner 70%. Beim aktuelle Bauindex sinn dat maximal 12.910.935,23 Euro ganz genau - virausgesat de Projet gëtt haut gestëmmt.

Mat deem Gesetzesprojet 5985, deen den 29. Januar déposéiert, den 31. Mäerz vum Statsrot aviséiert an an der Familjekommissioun diskutéiert ginn ass, gëtt d'Chamber ebe gréng Luucht fir de Finanzement vun deem neie Fleegeheim an der Stad Veianen. Dat neit Haus vun insgesamt 72 Better entsteet op engem Site vun der fréierer Aktivitéitszon vun der Firma Electrolux an der Entrée vun der Uertschaft Veianen.

Néideg ginn ass dësse Bau net direkt weinst der Noutwendegkeet, zousätzlech Better fir fleegebedürftig eeler Matbiirger an der Region ze schafen, mä virun allem weinst der absoluter Noutwendegkeet déi aktuell Raimlechkeeten an den zwee bestehende Veianener Haiser duerch en Neibau deels direkt ze ersetzen.

De Moment huet Servior zu Veianen en Altersheim am Zentrum vun der Uertschaft. Dëst Haus mat 42 Better am allen Trinita-nerklouschter erfëllt net méi an allen Zëmmeren d'Bedingunge vu Sécherheet, Komfort an och vu Gestionspraxis, déi haut néideg sinn.

Trotz ville Verbesserungen am Haus ass et net méiglech, dëst Haus zukunftsfaeg ze maachen op eben dësem Site. Wann dat neit Haus, iwwert datt mer haut schwätzen, an e puer Joer fäerdeg ass, da gëtt Servior och dëst Altersheim am Stadzentrum op.

Dat anert Haus ass de sougenannte Sanatorium, e Fleegeheim mat ronn 100 Better um Bierg ausserhalb vun der Stad Veianen. Och dëst Haus erfëllt net méi all déi néideg Bedingunge, déi un en Haus gestallt ginn, fir de modernen Ufuerderunge vun der Geriatrie gerecht ze ginn. Et ass grouss, et huet ganz vill Raum, läit awer isoléiert op engem schéine Plateau an ass ofgeschnidde vun soziale Liewen. Jee nodeem wéi déi gesellschaftlech Entwécklung weidergeet an d'Besoinë vun der Ennerbréngung an der Zukunft sinn, gëtt de Sanatorium mëttelfristeg sécher nach gebraucht. A long terme wäert och dëst Haus, wéi den Exposé des motifs et ausseet, eemol ersat mussen ginn.

D'Entwécklung an der Altersversuergung geet haut aner Weeër wéi viru Jorzéngten. Dat neit Haus zu Veianen weist duerch säi Konzept op dës Elementer hin, an ech wëll der e puer ernimmen.

Éischtens emol ass feststellen, datt dat neit Haus e Fleegeheim a kee CIPA gëtt. D'Tendenz am Land ass déi, dass méi Fleegeplaze gebraucht ginn, well d'Leit méi laang doheem bleiwen, duerch kompetent Fleegeeservicer doheem ëmsuerget sinn, an eréischt dann an eng Altersstruktur ginn, wann dëst gesondheetlech noutwendeg gëtt.

Mir hunn an der Region eng Rei CIPAn a manner Maisons de soins, duerfir dësse Choix. Déi nei Tendenz, déi Servior elo promovéiert, ass och déi, fir dem Besoin vum Wunnen am Alter duerch sougenannten Appartements encadrés nozokommen, e Puzlestéck, dat dacks nach feelt an der Rei vun den Offere fir Wunnen am héijen Alter.

Zweet Element: Den Akzent vun der Aarbecht an den Institutionen fir eeler Leit geet a Richtung vun enger globaler Prise en charge a vun engem Angebot vun Aktivatioun an Erhale vun der maximaler Autonomie. Dëst bedingt awer en anert architektonesch Konzept, aner Raim an aner Ofleef am Haus.

Dat neit Haus ënnerscheet eng Privatzon fir Bewunner - dat ass dee Beräich vun den Zëmmeren, 72 Zëmmer zu jee 18 pro Stack -, déi zweet Zon am Haus ass eng semi-publique - eng Plaz, wou sech d'Bewunner mat de Visiteuren an Invitéé begéien -, an eng drëtt Zon, eng sougenannt öffentlech Zon, déi Plaz am Haus um Rez-de-chaussée, déi d'Geleeënheet gëtt zum Austausch mat alle Leit, déi an dat Haus kommen an do eng Roll erfëllt vu quasi enger öffentlecher Plaz vum soziale Liewen a vum Austausch.

Weiderhi kënnst an dëst Haus och e Groupe sociogérontologique, andeem sech an engem geschützte Beräich Mënsche mat altersspezifische geeschtegen Aschränkunge bannen am Haus an och baussen an engem Parc kënnen bewegen an den Dag verbréngen.

En anert Element nach: Dat neit Fleegeheim gëtt op engem neie Site gebaut. Et handelt sech ëm en Terrain vun der fréierer Electrolux. Dësen Terrain gehéiert der Gemeng Veianen a gëtt iwwer e Bail Servior zur Verfügung gestallt. Dësen Terrain läit an engem Wunnegebitt. Niewent d'Fleegeheim kënnst och nach en Akafszentrum an domat soziaalt Liewen dohinner, Bewegung an Ofwiesslung an deen Eck vun der Uertschaft.

Och dësen Échange an dës Interaktioun tëschent de Bewunner an hirem Émfeld ass wichteg an Deel vum moderne Verständnis vu Gérontologie. Schliesslech beinhalt de Bau nach Raim fir Kinésithérapie, Ergotherapie, Animation, Cafeteria, Entréeshal, Restaurant an all déi néideg technesch a Personalraim. Dat neit Haus gëtt an Terrasseform gebaut an engem lichte Hang, deen et erlaabt, en ënnerierdesche Parking virzugesinn, a verdeelt seng Funktiounen wéi gesot op véier Stäck.

De Statsrot huet a sengem Avis d'Fro opgeworf, wéi de landeswäite Bedarf ausgesäit an op wéi eng Statistik oder Donnée sech dësse Projet berëfft, fir dëst Haus als noutwendeg unzegesinn.

Et bleift dorop nach eemol ze soen, dass mat dësem Projet d'Zuel vun de Better laangfristeg net erhéicht gëtt, dofir awer d'Qualitéit vun der Ennerbréngung wesentlich verbessert gëtt. Och wann de Sanatorium nach eng Zäit viru sech huet an als Puffer oder Noutfallënnerbréngung muncht Leed am akute Fall kann opfänken, esou wäert och dëst Haus laangfristeg anescht ze orientéiere sinn. Dat muss een an deem Moment a virun deem Hannergrond vun deem Moment a vun de Besoinë gesinn.

Et sief awer och gesot, dass mer zu Lëtzebuerg an de leschte Joren effektiv eng ganz Rei nei Haiser oder Vergréisserunge gebaut hunn. Eis Familjeminstere huet e positive Bilan opweises mat alle Projeten. Eleng am Norde sinn et Réiden, Wolz, Clierf, Élwen, Dikrech, Ettelbréck an elo och Veianen, déi nei Infrastrukture kritt hunn oder se am Bau hunn.

Fir de Bedarf vun Alters- a Fleegeheemsbetter feststellen, geet et awer och net duer, sech un enger europäescher Vergleichsstatistik ze orientéieren, well dat géif jo heeschen, dass mer d'Prozentzuelen aus dem Ausland géifen dohinnerstellen als déi Zuelen, déi den Optimum géifen duerstellen. Eis Zuele leie méi héich.

Mir kennen aus der Vergaangenheet awer d'Suerg vu Mangel u Better, u laange Waardelèschten a souguer um Wunnen a privaten Altersheimer am noen Ausland. Dat ass haut net méi néideg, dank den enormen Eforten déi gemaach gi si vun allen Acteuren an dësem Beräich. De Bedarf muss sech dem Besoin upassen, an dee wäert net séier erfongen, well eben och mëttelfristeg déi gebuertsstaark Nokrichsgeneratiounen lues a lues an den Alter kommen.

De Statsrot recommendéiert da weider, en Energieaudit bei Neibauten ze maachen, fir sécherstellen, dass de Stat och déi beschte Technik bezitt. Dëst Haus ass esou geplangt, dass et dräifach Verglasung kritt, Lüftung mat Wärmerückgewinnung, Dimmere vun de Luuchten, Bewegungsmelder, Fotovoltaik um Daach, Reewaassernotzung an eng performant thermesch Isolatioun. Hei huet Servior d'Zeeche vun der Zäit voll a ganz erkannt, respektéiert a gesicht, den Energieverbrauch niddreg ze halen.

Dëse Projet ass also richtig a wichteg. Hie verbessert d'Wunnekonduitiounen vun de betraffene Leit, garantéiert Sécherheet a Komfort, an erlaabt et, aus kleng Raimlechkeeten an nei zäitgeméiss Raim ze plënnere, déi den Uspréich vun de Mënsche gerecht ginn. Als Illustratioun vun deenen Uspréich, déi jo och eis Uspréich sinn, wa mir eemol do era plënnere, kann een indikativ den Internetuschloss an all Zëmmer ernimmen.

Mir bleift just alle bedeelegte Merci ze soe fir déi Méi, déi si an dësem Projet gestach hunn: der Gemeng Veianen, der Familjeminstere an hire Mataarbechter, dem Établissement public Servior, an alle Büroen an Ingenieuren, déi schonn heirunner geschafft hunn; a mir bleift den Accord ze gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Etgen...

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- ...wëllt zu dësem Projet och schwätzen.

Discussion générale

» **M. Fernand Etgen (DP)**.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem virleiende Projet de loi soll et dem Stat erméiglech ginn, fir sech finanziell um Bau vun enger neier Maison de soins zu Veianen ze bedeelegen.

De Bau vun esou enger neier moderner, zäitgeméisser Struktur ass dringend néideg. De Moment gëtt et zu Veianen en Alters- an e Fleegeheim. D'Altersheim ass vereelt a läit matzen am historesche Kär vu Veianen; een Émbau ass duerfir net méiglech.

D'Demokratesch Partei begréisst ausdrécklech d'Schafe vun engem neie Fleegeheim zu Veianen. Veianen ass schonn eleng opgrond vu senger Lag hier exzellent derfir géeeigent. D'historescht Dierfchen am Éislek zeechent sech duerch eng héich Liewensqualitéit, eng intakt Natur a performant Infrastrukturen aus. Duerch de Bau vun der neier Maison de soins gëtt och de Rôle vu Veianen als CDA weider gestärkt an ënnerstrach.

D'Fro, déi sech an dësem Kontext stellt, ass déi vun der Notzung vun den ale Gebaier. Gëtt et do scho konkret Pläng? Ass do scho mat de Responsabele vun der Veianer Gemeng Kontakt opgehol ginn? Soll de Sanatorium viru a Betrib bliewen oder als Puffer déngen, wéi de Rapporteur Jean-Paul Schaaf suggeréiert huet? Dëst si Froen, déi ee bei aller Euphorie fir de virleiende Projet net däréif aus den Ae verléieren.

Här President, mir wëssen, datt eis Gesellschaft ëmmer méi al gëtt. Et ass effektiv esou, datt d'Leit ëmmer méi al ginn, datt d'Alterspyramid op der Kopp steet an datt mir haut 4-mol méi Leit iwwer 65 Joer hunn, wéi dat nach virun 100 Joer de Fall war. Dat huet dozou gefouert, datt mer eng ganz Rei vu Waardelèschten hunn an eise Strukturen, fir eeler Leit opzehuelen, sief et an eise CIPAn, sief et an de Maisons de soins uechtert d'Land.

De Fait, datt mir am Duerchschnëtt ëmmer méi al ginn, huet dozou gefouert, datt zu engem gewëssen Zäitpunkt ganz vill eeler Leit hu missen an d'Ausland op Strukturen zréckgräifen, wat mat Sécherheet keng glécklech Situatioun ass. Mä och innerhalb vun eisem dach kleng Land hu vill Leit missen an eng aner Region goen, wou se nach ofgeschnidde ware vun hirem normalen Encadrement vun deene Leit, déi se kann hunn, vun hirer Famill, an och dëst ass eng Entwécklung, déi alles anescht wéi begréissenswäert ass.

Duerfir ass et ze begréissen, datt dësen Nohuelbedarf zu engem ganz groussen Deel an deene leschte Joren duerch verschidden nei Infrastrukturen oder awer och Vergréisserunge vu bestehenden Infrastrukturen opgeschafft ginn ass.

Mä an Zukunft wäert den Trend vun der klammender Liewenserwaardung selbst-

Jeudi,
30 avril 2009

verständlech net ofhuelen. Au contraire, den techneschen an de medezinesche Fortschrëtt wäerten dësen Trend nach weider verstärken. Sou wäerten dann an deene kommende Joren höchstwahrscheinlech nach eng Rei vun Transformatiounen a Realisatiounen an dësem Beräich op den Instanzeweise bruecht misse ginn.

D'Efforten am Beräich vun de CIPAs oder de Maisons de soins mussen konsequent virugefouert ginn. Dës Efforte wäerten mir als Demokratesch Partei och an Zukunft ganz kloer ënnerstëtzen.

Här President, wann an der Chamber iwwer esou Projete wéi dee Virleieende geschwat gëtt, da geet et meeschtens ëm de Baute-projekt, dat heescht ëm d'Infrastrukturen, déi geschafte ginn. D'Infrastrukturen eleng sinn a kënne awer nëmme eene Element an der Betreuung vun eelere Leit duerstellen.

Mir brauchen, wat d'Betreiung vun eelere Mënschen ubelaangt, e ganze Mix u Messuren. Dat sinn op där enger Säit Infrastrukturen, dat sinn awer parallel derzou och Servicer an Hëllefleeschunge fir d'Leit doheem. Soulaang d'Leit doheem eleng oder an der Famill kënne betreit ginn an doheem eleng eegestänneg hiert Liewe kënne féieren, solle mer dat och als eng vun de Pisten opzuechen, deene mer sollen nogoen an déi mer solle méiglech maachen.

Gläichzäiteg wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, dass Projete wéi deen, iwwert dee mer elo grad diskutieren, awer och aner Servicer, déi uegebued ginn, sécherlech derzou bädroen, dass ëmmer méi Leit hei am Land hire Liewenswende an Dignitéit kënne verbréngen. Dat ass eppes, mengen ech, wat vu jiddwerengem hei am Haus nëmme ka begréisst ginn.

Här President souwäit ech dat konnt novollzëien, hate mer hei am Haus ëmmer Unanimitéit bei Projete wéi deem vun haut. Dëst, well jiddwree vun der Noutwendegkeet vun esou Institutiounen iwwerzeegt war an ass. Mir sollten awer selbstverständlech, wéi virdu scho gesot, virufieren ze kucken, wat an deene Servicer wéi d'Aide à domicile, wéi Betreit Wunnen, wéi Seniorewunn-gemeinschaft nach ka gemaach ginn, fir d'Liewe vun deenen eelere Leit, déi emol méi oder och manner op Hëllef ugewise sinn, méi einfach a méi liewenswäert ze maachen.

Mir sollte kucken, fir parallel zum Opbau vu modernen a performante Strukturen dës Hëllef weiderzuentwéckelen, virun auszubauen an och vun de Kennnisser ze profitieren, déi et an deem Domän am Ausland gëtt.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Jean-Paul Schaaf, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a méndleche Rapport an den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projete ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Schneider, wann ech gelift.

» M. Romain Schneider (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif ufänke mat deem, mat deem de Fernand Etgen opgehale huet, a fir d'éischt dem Rapporteur, dem Jean-Paul Schaaf, e grouse Merci soe fir säi schrëftlechen a virun allem och säi méndleche Rapport, wou en net nëmme op d'Gebai u sech, mä awer och op d'Philosophie vun der Betreuung an dëser Maison de soins zu Veianen agaang ass.

Déi nei Maison de soins, déi also op dem Terrain vun der fréierer Electrolux - op engem Deel dervun - zu Veianen wäert stoe kommen, ass ee weidere Schrëtt, e weidere Puzzle, mengen ech, an der Kreatioun vun Haiser an der Betreuung vun eelere, vu kranke Leit. Et ass vill an deene leschte Jore geschitt. De Jean-Paul Schaaf an och de Fernand Etgen hunn eng Rei vun dësen Projeten opgezielt.

Dat ass och gutt esou, well mir alleguer wëssen aus dem Familljekrees, awer och aus dem noen Ëmfeld, dass mer ganz dacks d'Situatiounen haten, dass d'Leit op eemol séier hu missen aus der Klinik eraus an hu missen an d'Fleeg goen, an da ganz dacks souguer hu missen am Ausland eng Plaz sichen. Dat sinn net ganz agréabel Momenter. Ech hu se selwer erlieft, dofir weess ech wouvun ech schwätzen.

Dofir ass et gutt, dass an deene leschte Joren honnerte vu Better kreéiert goufen, fir eng korrekt, eng gutt Fleeg ze maachen, an an engems, mengen ech och, an d'Zukunft gekuckt gëtt an och déi Prise en charge adéquate niewent enger gewësser Autonomie, déi soll bestoe bleiwen, sech an de-

nen neien Haiser erëmfënnt. Och dat fënnt sech an deem neien Haus hei zu Veianen erëm, wou 72 Better an derniewent och e Foyer du jour vun zwielef Leit wäert ent-stoen, fir also eng gutt Betreuung och am ieweschten Deel vum Norde vum Land ze garantieren an nei Plazen ze aménagéieren.

De Käschtepunkt dervun, wou de Stat jo 70% dréit, dee sech fir de Stat also op ongeféier 12,9 Milliounen Euro beleeft, ass ee Käschtepunkt, dee gutt investéiert ass an d'Betreiung vun eisen eelere Leit.

Déi Froen, déi opgeheit sinn, erlaabe mir och zum Schluss ze kommen, well dat Meescht, wat den technesche Volet ubetrëfft, säitens vum Rapporteur gesot ginn ass. Et sinn déi zwou Froen effektiv:

Éischtens: Wat geschitt ma deem fréiere Klouschter a Veianen selwer?

An dann zweetens eng Fro, op déi allerdéngs schonn de Jean-Paul Schaaf selwer geäntwert huet: Wat geschitt mat de Raimlechkeeten um sougenannte Sanatorium? Do mengen ech kann an Zukunft, wéi gesot, nach e bëssen eng Reserv gehale ginn, fir also och nach wierklech e Puffer ze hunn, wa wierklech an Zukunft dréngend Fäll gebraucht ginn.

Mä et kéint een eventuell eng éischt Äntwert, wa se do läit, op virun allem déi éischt Fro stellen, wat mat deene Raimlechkeeten am fréiere Klouschter a Veianen selwer geschitt.

Soss derbäi ze soen, mengen ech: Et ass esou, dass dësse Projet, wéi och all déi aner Projeten, déi am Kader vun der Kreatioun vu Fleegbetter geleescht goufen, vun eiser Fraktioun, der LSAP, ënnerstëtzt gëtt an dofir och eisen Accord wäert fannen.

Ech soe Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Schneider. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs, Responsabel fir de Projet iwwert d'Maison de soins vu Veianen, huet elo d'Wuert.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat geet jo hei mat 200 à l'heure. Ech géif wëlle fir d'éischt hei dem Jean-Paul Schaaf e grouse Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a méndleche Rapport, deen e gemaach huet an deen och dofir all deenen anere Riedner a mir selwer et méi einfach mécht a mir net brauchen nach laang eng Kéier alles vu vir bis hannen ze erklären. Dat wor esou explizit.

Ech denke virun allem, dass et haut fir d'Stad Veianen a fir hir Awunner...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...eng grouse Freed ass, dass se wëssen, dass dee Projet gestëmmt gouf. Mir haten d'Geleeënheet e virun engem Mount oder sechs Wochen zu Veianen ze presentieren, a wou eng ganz grouse Demande do war vun de Leit, fir kënne do eranzekommen, wou mer awer gesot hunn: Elo ass et emol eréischt en Avant-projet an elo muss fir d'éischt nach de Projet gestëmmt ginn, da muss e gebaut ginn, an da kënt Der eréischt erakommen. Et ass also net fir iwwermuer, wou een elo kann zu Veianen an déi nei Maison de soins goen.

E ganz schéine Projet, wann een e gesäit, an Dir hatt en an Ärem Dossier dran. A wou mer wierklech och ëmmer erëm bei all deenen neie Projeten, déi kommen, ob dat Servior ass oder ob dat déi aner Träger sinn, kucken, dass och deenen neisten Erkenntnisser selbstverständlech och aus dem Ausland Rechnung gedroe gëtt, wat d'Innenleben ubelaangt. An do ass et ewell richtig, wat den Här Etgen gesot hat, dass et net nëmme duergeet, dass een d'Mauern huet, mä dass een och muss kucke wat bannendra geschitt, an dass et och net nëmme duergeet, fir Haiser ze bauen, mä dass een och muss déi Servicer, déi niewendrun alleguer bestinn, kucken.

Wann ee gesäit wivill Autoen duerch d'Lëtzeburger Land fuere vun all deene Servicer, vun Hëllef Doheem, vun HELP a vun all deenen Organisatiounen, da gesäit een, dass sech do och Enormes gedoen huet an deene leschte Joren, a wou een och wierklech e Changement an der Mentalitéit vu de Leit gesäit, déi éischter nach wëllen an deenen nächste Joren an enger Zwëschenetapp an ee Logement encadré goen an duerno dann éischter an eng Maison de soins, wéi dat an deene vergaange Joren de Fall war.

Dofir mussen och alleguer déi Servicer mat ausgebaut ginn an och mat ënnerstëtzt

ginn. Ech denken, dass mer, souwäit wéi dat an eise Méiglechkeete war, an deene leschte Joren deem Rechnung gedroen hunn. Mir hunn zu Lëtzebuerg méi Better elo ewell, prozentual gesinn, wéi soss iergende Land der huet. Mir hunn awer nach ëmmer méi Nofro. Dat erkläert sech natierlech doraus, dass mer op där enger Säit eng generéis Assurance dépendance hunn, op där anerer Säit och den Accueil gérontologique, fir déi Leit, déi sech et net kënne leeschten, fir an esou Haiser kënne ze goe mat hirer Pensioun. Vun do, mengen ech, dass dat och richtig ass, dass mer eis allegeren déi Méiglechkeeten opgemaach hunn.

Ech denken awer och, dass dat, wat ronderëm ass - an dofir sinn ech och frou, dass de Buergermeeschter vu Wolz elo grad geschwat huet -, dass mer och amgaang sinn en neie Club senior zu Wolz ze grënnen, d'nächst Joer hiert grousst schéint neit Haus wäert opgoen an domadder wierklech...

De Jean-Paul Schaff huet déi opgezielt, déi do uewen am Norde sinn, mä iwwert d'Land hu mer dat selbstverständlech gemaach. Et ass net nëmme am Norden, wou esou vill där Haiser gebaut si ginn, mä si si generell iwwert d'Lëtzeburger Land. Dofir héiert Der och haut net méi déi Kritiken, déi et virun enger Rei vu Jore goufen, wa Leit op eng Plaz gewaart hunn.

Op déi Froen, wat mat deenen zwou aneren Haiser géif geschéien, ass déi éischt wat dat Haus ass, wat ëmmer nach de Sanatorium heescht. Do ass et esou, dass mer, wéi gesot, et jo nach déi nächste Joren net brauchen, well dat aner Haus och net fäerdeg ass, mä awer och dann duerno kucke wéi wäit dat een dat nach virun dofir ka gebrauchen.

Wat de CIPA am Zentrum vu Veianen ubelaangt, soubal wéi mer woussten, dass mer hei op deen heite Wee géife goen, hu mer der Domäneverwaltung - well dat si si, deenen déi Haiser gehéieren; et ass net Servior, deem dat Haus gehéiert, mä dem Stat, wou et gehéiert - gemellt, dass mer dat Haus an absehbarer Zäit net méi géife brauchen an dass elo gekuckt gëtt, wat kann dra kommen op touristeschem, op kulturellem oder op wéi engem Plang. Mä op jidde Fall ass et ganz kloer, dass dat net méi ka virun dann nach genotzt ginn als Centre intégré, well et awer haut net méi deene Konditiounen entsprécht vu Komfort, déi mer mëttlerweil gewinnt sinn an deene verschiddenen Haiser.

Ech wëll awer just soen, dass d'Mauern - an dat ass hei gesot ginn - net alles ausmaachen. Mir hunn eng ganz Partie vu Leit, déi an Zwëschenzäit emol kënne jo oder wieselen. Fréier duerft een dat jo net. Wann een dann an engem Haus war, huet ee mussen do bleiwen. Haut kann een och wiesselen à l'intérieur vun deene verschiddenen Haiser vu Servior. An ech mierke ganz dacks, dass Leit, déi op Veianen kommen, och wa se aus der Stad sinn oder wa se vun Esch sinn, nach d'Méiglechkeet géife kréien, fir kënne méi no bái ze kommen, dass net wëllen, well se sech esou gutt do spieren a well se fannen, dass se esou gutt do versuergt sinn, dass se léiwer géifen do bleiwen, och wann dat fir hir Familljen heiansdo méi kompliziert ass.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech wierklech jiddwerengem wëlle Merci soen, dee gehollef huet derzou bäidroen, dass mer och dee Projet elo nach hei gestëmmt kréien. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass en hëlleft och deene Leit vu Veianen an do aus der Émgéigend, dass se kënne ënner deeneselwechter gudder Konditiounen opgeholl gi wéi anerer.

Merci villmools.

» M. le Président. - Merci, Madame Minister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen zur Ofstëmmung. De Vote fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Madame Minister, Äre Projet ass mat 60 Jo-Stëmmen uegeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Thiel), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetta-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Marc Spautz), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Nancy Arendt), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass deen iwwert de Cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Clement, an deen huet och elo d'Wuert.

5. 5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

» M. Lucien Clement (CSV), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir adaptéiere mat dësem Gesetzestext, deen de Mëtzelstandsminister Fernand Boden den 28. Januar 2009 hei an der Chamber déposéiert huet, d'Kadergesetz fir de Lëtzeburger Mëtzelstand aus dem Joer 2004, an dat op zwéi prezise Punkten.

Agangs wëll ech awer ënnersträichen, dass dat Kadergesetz eng ganz grouss Wichtegkeet huet fir de Lëtzeburger Mëtzelstand, well et deene Kleng- a Mëtzelbetreiber et méiglech mécht, fir sech permanent der technescher an der wirtschaftlecher Entwécklung unzepassen, an deemto och fir méi konkurrenzfäheg ze gi respektiv méi konkurrenzfäheg ze bleiwen, hei zu Lëtzebuerg, awer och an der Groussregioun.

Konkret geet et am virleieenden Text drëms d'Artikelen 2 a 7 aus dem 2004er Gesetz ofzeränneren. Ech erënneren drun, dass den aktuellen Artikel 2 d'Bäihellefe fir korporell an net korporell Investissemter, wéi zum Beispill Breveten a Lizenzen, virgesäit. D'Intensitéit brute maximale vun den Hëllef läit momentan bei 7,5% fir Kleng- a Mëtzelbetreiber a bei 15% fir déi kleng Betriber.

Duerch de virleieende Gesetzestext ginn d'Plaffonge vun dësen Hëllef an d'Luucht geschrauft op maximal 10% fir PMEen, an op 20% fir déi kleng Betriber. Et handelt sech heibäi ëm eng dach substanzuell Hausse, déi sécherlech positiv Auswirkungen op d'Grënnung an d'Weiderentwécklung, zur Produktivitéit vun eise Kleng- a Mëtzelbetreiber wäert hunn. Et ass och e wichtegt Zeeche säitens der Regierung un d'Betriber, fir dach awer weider ze investieren, fir weider ze moderniséieren, virun allem an Zäite vun enger wirtschaftlecher Schiflag, esou wéi mer se haut kennen.

Här President, et gëtt och eng Zäit no der Kris, an dann hunn déi Betriber d'Nues vir, déi kee Stëllstand haten an déi och weider investéiert haten, an dofir dann och besser opgestallt sinn, wann et drop ukënnt. Stëllstand ass gläichzestelle mat engem gewësse Réckschrëtt.

Deen aneren Artikel, deen ofgeännert ginn ass, wéi ech schonns virdu gesot hunn, ass

den Artikel 7. Mat him gouf am Joer 2004 en neie Regime vun Aiden agefouert, deen um Plan communautaire Regime vun de Minimis genannt gëtt. Dat ass e Regime vun Hëllef, déi kënnen accordéiert ginn, fir Investissementer vun Entrepreneuren, déi net ënnerstëtzt ginn. Dës Hëllef ass net ënnerstëtzt ginn; ënnert der Konditioun awer, dass dës Hëllef net méi héich wéi 100.000 Euro iwwer dräi Joer sinn. Duerch de virleiende Gesetzestext gëtt dës Plaffong vun dësen Hëllef verduebelt: vun 100.000 op 200.000 Euro.

All dës Adaptatiounen no uewe konnt d'Regierung awer net mir näischt, dir näischt décideieren. Se sinn nëmme méiglech ginn, well d'Europäesch Kommissioun déi deem-entsprechend Reglementer dann och vir-druck ugepasst hat. Esou konnten duerch d'Reglement 800/2008 vum 6. August 2008 maximal Tauxe fir korporell an net korporell Investissementer eropgesat ginn. D'Verdeublung vum Plaffong beim Régime d'aide de minimis ass duerch d'Reglement 1998/2006 vum 15. Dezember erméiglecht ginn.

De Käschtepunkt vun dësen Adaptatiounen beleeft sech fir den Exercice 2009 op 10.850.000 Euro. Par rapport zu 2008 ass dat eng Steigerung vun 1,150 Milliounen Euro. Op laang Siicht gekuckt, gëtt trotz der aktueller Kris mat enger järelecher Hausse vum Käschtepunkt vun 2 Milliounen Euro gerechent.

Ech hoffen, Här President, vu dass dës Chiffere sech op Donnéeën aus deene vergaangene Jore baséieren, dass dës Suen dann och opgebraucht ginn. Wier dat de Fall - an dat, Här President, wär mäi Wonsch -, da kënnen mer all trotz allem méi optimisteschen an d'Zukunft kucken.

Nach ee Wuert zu den Avisé vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. Si begrëssen alle béid de virleiende Gesetzestext a si sécher, dass d'Erhéijung vun de verschiddene Bähëllef sech favorabel op d'Kreatioun, den Développment an d'Produktivitéit vun eisen Entrepreneuren auswierke wäert.

Des Weidere si si der Meenung, dass iwwert dës Wee och sécher gestallt gëtt, dass d'Kompetitivitéit par rapport zum Ausland dann och erhale bleift. Si wënsche sech par contre, dass zukünftig Haussen net méi iwwert de beschwéierleche Wee vun engem Projet de loi ëmgesat ginn, mä a Form vun deem Règlement grand-ducal.

Dës Approche allerdéngs, Här President, gëtt par contre guer net vum Statsrot gedeelt, deen a sengem Avis d'Auteur vum Projet de loi félicitéiert, dass se den Observatiounen aus sengem Avis vun 2004 Rechnung gedroen hunn, andeems se virgessinn hunn, déi betreffen Artikelen am Gesetz selwer unzepassen. Ech wëll drun erënneren, dass de Statsrot am Kader vum Projet de loi 5148 eng Opposition formelle ausgeschwat hat, well deemools virgessinn war, dass maximal Bähëllef iwwer Règlement grand-ducal kéinten ugepasst ginn.

Ausser enger Faute de frappe an enger neier Formulatioun vum Article unique hat de Statsrot keng weider Beanstandung zum Projet de loi ze maachen, a gëtt deemno och säin Accord zu deenen zwou Modifikatiounen vum Kadergesetz fir de Lëtzeburger Mëtzelstand aus dem Joer 2004; genee wéi dat d'CSV dann och mécht.

Ech hoffen och heibannen op eng breet Zoustëmmung fir dës Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Clement. Den honorablen Här Etgen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Fernand Etgen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleienden Text gëtt de Kader fir d'Hëllef fir Kleng- a Mëtzelbetriber ofgeännert respektiv d'Tauxe ginn eropgesat. D'Demokratesch Partei begrësst dës Projet ausdrécklech.

Grad elo a wirtschaftlech schwieeregen Zäiten ass et wichteg, den Entrepreneuren verstärkt Ureizer ze ginn, fir ze investéieren. Wie grad elo an der Kris investéiert,

dee wäert no der Kris besser do stoe wéi virun der Kris. Dëst, an doranner besteet heibanne Konsens, muss d'Haaptzil vun eiser Anti-Krise-Politik sinn, nämlech dass eist Land, eis Wirtschaft, eis Betriber aus dëser Kris gestärkt eraus ginn. Nëmme wa mir dëst Zil errechen, hu mer eng erfollegräich Anti-Krise-Politik gemaach. Alles anescht wär méi wéi fatal fir d'Zukunft vun eisem Land.

De Rapporteur ass a sengem mëndleche Virtrag en détail op déi eenzel Aspekter vum Projet de loi agaangen. Et ass duerfir net néideg nach eng kéier drop anzegoen. Ech wëll just kuerz umierken, dass d'Richtung vum Projet an eisen Aen absolut richtig ass. Et ass richtig, dass d'Fördertaxe bei Investitiounen an déi minimal Betrag fir déi Entrepreneuren, déi net de Kritären entsprechen, eropgesat ginn. Heimat gi mer den Entrepreneuren eng wirklech Opportunitéit, fir ze investéieren.

D'Eropsetze vun den Tauxen ass noutwendeg, well och kleng a mëtzelgrouss Betriber haut oft grouss Montanté mussen opbréngen, wa si wëllen an d'Zukunft vun hirem Betrib investéieren. An deem Sënn ass et richtig, dass eng Upassung vun de Kritären vun 2001 virgeholl gëtt.

Här President, ech wëll kuerz op d'Wichtigkeet vun de Kleng- a Mëtzelbetriber fir eis Eonomie agoen. Vun ongeféier 28.000 zu Lëtzebuerg ugeseidelte Betriber falen der ronn 20.000 ënnert de Begrëff Kleng- a Mëtzelbetriber. Dat si ronn 71% vun der aktiver Bevölkerung. Vun 220.000 Leit schaffen der ronn 150.000 an dës Betriber, knapp 68%.

Dës puer Zuelen ënnersträchen, dass de Mëtzelstand mat Ofstand dee wichtigste Piller vun eiser Wirtschaft duerstellt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass dës Secteur ee Kader virfënn, an deem hie kann evoluéieren an an deem hie Konkurrenzfähig bleift.

Obwuel, wéi schonns ugedeit, de Secteur vum Mëtzelstand extrem wichteg fir eis Eonomie ass, gouf en dach vun dëser Regierung oft genuch am Ree stoe gelooss. Bis haut ass nach net vill vun den Entfesselungskénschte vum zustännege Minister um Terrain bei den Entrepreneuren ukomm.

(Interruption et brouhaha)

Wat fir eng Bedeutung dem Mëtzelstand net nëmme fir eis Wirtschaft, mä allgemeng zougenschriwwe gëtt, gesäit een, wann ee sech beispillsweis um Niveau vun der Europäescher Unioun ëmkekuck.

D'EU huet an hirem Lissabon-Strategie ee ganz grouse Volet, dee speziell op de Mëtzelstand ausgerichtet ass.

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen (DP). - Aus gudem Grund! Ronn 99% vun allen europäesche Betriber si Kleng- a Mëtzelbetriber. Si beschäftege ronn 75 Milliounen Leit. Dës kleng a mëtzelgrouss Betriber sinn also déi eigentlech Gigante vun der europäescher Wirtschaft.

An den USA hu se virun e puer Joer aus ähnlechen Iwwerleeungen an Erkenntnisser eraus den „small business act“ an d'Liewe geruff. Ee legislative Kader, mat deem virun allem déi Kleng- a Mëtzelbetriber sollte gezielt ënnerstëtzt ginn. Zum Beispill bei öffentlechen Ausschreibungen.

(Interruption)

Här President, d'DP plädéiert net nëmme fir eng Politik, déi der Wichtigkeet vum Mëtzelstand Rechnung dréit, mä déi virun allem den Effort an den Engagement vun dësem Leit honoréiert, déi ee groussen Deel zu eisem Wuelstand an deem staarke Wirtschaftswuesstum aus deene leschte Jore bäigedroen hunn.

D'DP ass fest dervun iwwerzeegt, dass de Mëtzelstand och an Zukunft ee wichtige Piller vun eiser Eonomie wäert bleiwen an dass grad de Mëtzelstand déi Plaz ass, wou hei am Land nach vill Aarbechtsplaz geschaf kënnen ginn. An et ass och de Mëtzelstand, wou Fuerschung, Recherche an Innovatioun groussegeschriwwe ginn.

Et ass un der Politik fir ee Kader ze schafen, deen et dem Mëtzelstand erlaabt, dës Ziler ëmzesetzen. Net d'Politik schafft d'Aarbechtsplazen, mä d'Betriber. An dofir ass et fir d'Demokratesch Partei kloer, dass mir eisen Entrepreneuren, a ganz besonnesch deene klengen a mëtzelstännegen Entrepreneuren, een Umfeld mussen bidden, dat hinnen et erlaabt, sech optimal ze entfalten an dat si an hirem Entwécklung ënnerstëtzt.

Et ass am Mëtzelstand wou déi meeschten Aarbechtsplaz geschaf ginn. Eleng an deene leschten zéng Joer ronn 40.000. Et ass de Mëtzelstand, deen innovéiert an ausgebilt an esou eiser Jugend eng gesécherter beruflech Perspektiv bitt.

(Interruption)

Et ass de Mëtzelstand, dee sech oft...

M. le Président. - Ech géif bieden eisem Här Etgen nozelauschtere bei sengen Ausféierungen!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen (DP). - Et ass de Mëtzelstand, dee sech oft als kriseresistent erweist an och a wirtschaftlech méi schwieerege Zäite stabil bleift. Wann och oft zum Präis vun immensen Efforte vun deene Betraffenen, vun de Patronen an hire Mataarbechter.

D'DP ass dervun iwwerzeegt, dass eng konsequent, op d'Zukunft ausgerichte Mëtzelstandspolitik och d'Chance muss nutzen, déi sech am Beräich vun den Ëmwelttechnologien bidden. An dësem Beräich sinn niewent sécheren Aarbechtsplazen och exzellente Wuesstumchancen ze erwaarden.

D'Efforte vum Wirtschaftsministère mussen een neien Élan kréien an an ee Gesamtkonzept zesumme mat dem Mëtzelstands-, dem Landwirtschafts-, dem Héichschoul- an dem Ëmweltministère agebett ginn.

Dernieft ass d'Demokratesch Partei dervun iwwerzeegt, dass eng konsequent Albausänerung an ee Programm fir méi energieeffizient Bauen oder alternativ Heiz- an Energiequellen, kombinéiert mat neie moderne Finanzéierungsinstrumenter kann dozou bäidroen, d'Existenz...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, ech géif awer bieden! Mir sinn hei net an enger Poterstoff an och net an enger Telefonskabinn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen (DP). - Villmools Merci, Här President.

...kann dozou bäidroen, d'Existenz vum Lëtzeburger Mëtzelstand mëttelfristeg ofzesécheren.

Dës Virschléi an Iddiën wäerten net nëmme d'Opdragslag vu ville mëtzelstännegen Entrepreneuren iwwert d'Jore positiv beaflossen, mä och bestehend Aarbechtsplaz sech an derzou bäidroen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, ech wëll awer net nëmme de Minister fir seng passiv Haltung kritiséieren, mä villméi all deene félicitéieren, déi de Schrëtt an d'Eegestännegkeet gewot hunn an nach woe wäerten.

Ech wëll deene mäi Respekt ausdrécken, déi de Courage fonnt hunn, eng eegen Entreprise op d'Been ze setzen an déi Dag fir Dag hire Mann oder hir Fra um Terrain stinn.

D'Patrone vun de Kleng- a Mëtzelbetriber si Leit, déi sech mat hirem eegene Kapital, oft och mat anere Familljememberen zesummen, ganz staark engagéiere fir Aarbechtsplazen ze schafen a fir esou ee Bäitrag zu eisem Wuelstand ze leeschten.

Fir dësen Asaz verdénge si eis Unerkennung an eise volle Respekt. Si hätten et verdéngt, dass d'Politik sech ëm si an hirem Entrepreneursch gëif këmmern, dass si hinne géif ee Kader schafen, an deem si zesumme mat hire Betriber an hire Mataarbechter kéinten evoluéieren.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, awer nach Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a säin detailléierte mëndleche Rapport an den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Etgen. Jo, d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Merci, Här President, fir d'Wuert.

Nodeem de Rapporteur an och mä Virriedner schonn dat meescht gesot hunn an op all Detail agaange sinn, wëilt ech just nach kuerz e puer Remarque maachen. An zwar, dass et an der aktueller Wirtschaftskris besonnesch wichteg ass, dass och Kleng- a Mëtzelbetriber weider ënnerstëtzt d'Äerm gegräff kréien. An den nationale Législateur, mir also, sollen d'Méiglechkeeten, wou d'EU am Beräich vun de Bähëllef nach opléist, och ausnotzen.

An dofir ass et och gutt, dass och an der Loi-cadre vun 2004 iwwert d'Classes moyennes d'Tauxen un de reglementaresche Kader vun der EU ugepasst goufen. Laut Fiche financière mécht dat mëttelfristeg ëmmerhi ronn 2 Milliounen Euro pro Joer zousätzlech aus fir Kleng-, mä awer och Mëtzelbetriber aus dem Handwerk.

All Betrib, all Aarbechtsplaz an all Léierstell, wou op déi Manéier kënnen ofgesécher ginn oder nei geschaf och ginn, si méi wéi gutt investéiert Geld. Soulaang wéi d'Konkurrenz doduerch natierlech net iwwert d'Moosse verfälscht gëtt.

Et sief awer och drun erënnert, dass de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké dës Schratt schonn am leschte Joer mam Gesetzesprojet 5910 gemaach huet, deen d'Gesetz vum 27. Juli '93 iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Diversifikatioun ofgeännert huet. An dat Gesetz hu mer dann d'lescht Joer den 19. November och hei an der Chamber scho gestëmmt.

Et sief awer och drun erënnert, dass mer am Kader vum Anti-Krise-Pak och nach eng kéier zwee Gesetzer wäerten hei an d'Chamber kréien, fir speziell deenen Entrepreneuren ze hëllef, déi eben duerch d'Kris Problemer kritt hunn, nottament fir Kreditor ze kréien. An ee Gesetz, wat de gesamte Bähëlleferegime am Beräich vun der Fuerschung, der Entwécklung, mä awer och der Innovatioun reforméiert.

Ech soen dat hei, well all déi Gesetzer op d'mannst zwou Gemeinsamkeeten hunn: Se baséieren éischtens all op den Artikelen 87 an 88 vum Traité vun der Europäescher Gemeinschaft, mä virun allem hu se ee gemeinsame Beréierungspunkt, an dat sinn d'Anticumulbestëmmungen duerch déi assuriert gëtt, dass ee Betrib, och wann e vu verschiddene Bähëllef profitéiert, ënnert dem Strich net iwwert d'Limité kënn wou d'EU festgesat huet.

An dat gesot, géif ech profitéiere fir den Accord ze gi vun der sozialistescher Fraktioun, natierlech net ouni dem Rapporteur Mercier ze soe fir seng exzellente Aarbecht an lech, Kollegeinnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Dall'Agnol. Wëllt nach soss een d'Wuert huelen? Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn, wann een déi lescht Zuele vum Stäat kuckt, hei zu Lëtzebuerg eng 26.600 Betriber. Dovunner hunn der 150 iwwer 250 Mataarbechter, 1.800 ënner 50, zwëschen 10 a 50, 5.000 manner wéi 10 an 11.600 sinn ouni Mataarbechter.

(Dérangement dû à des interférences sonores)

D'PMEE stellen...

M. le Président. - Ech hat geduecht, mir hätten d'Telefonen ausgeschalt, well ech gesot hat, dass mer hei net an enger Telefonskabinn sinn.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - D'PMEE stelle 60,5% vun deene Leit duer, déi am private Secteur schaffen. Et ass dofir wichteg, dass een eng konsequent Politik am Intéret vum Mëtzelstand mécht, well hien ass deen, deen déi meeschten Aarbechtsplaz schafft, während d'Grossindustrie haapt-sächlech an dësem Ablack Aarbechtsplazen ofschaft.

Et ass och vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi ganz treffenden a präzise Bericht, deen huet och drop higewisen, dass de Conseil d'État sech dergéint ausgeschwat huet, dass iwwer e Règlement grand-ducal dee Montant, dee mer haut diskutéieren, dass dee kann adaptéiert ginn iwwert dee Wee.

Do muss ee sech heiansdo froen, wou eng gewësse Logik beim Conseil d'État ass, well en erlaabt datselwecht, dass zum Beispill bei de Marchés publics, fir ze wëssen, wat fir eng Marchéé kënnen oder mussen um europäeschen Niveau ausgeschriwwe ginn, dat geschitt regelméisseg iwwer Règlement grand-ducal, an dat mam Accord vum Statsrot. Ech mengen, do wär et heiansdo gutt, wa si géifen e bësse matenaner schwätzen.

Datselwecht géif ech och der Regierung un d'Härz leeën. Fir mech gesinn ech, vläicht sinn ech do e bësse naiv do dran, mä ech mengen awer, dass eng Regierung sollt eng kohärent Politik maachen a kucken, egal wat fir e Ministère et ass, fir derfir ze sueren, dass een déi Kleng- a Mëtzelbetriber ënnerstëtzt.

Or ech sinn awer elo, ech hunn awer elo héieren, dass de Ministère des Affaires étrangères wëlls huet elo fir eng Reglementatioun erauszeginn, e Gesetz erauszeginn, dass an Zukunft d'Passfotoen nure méi solle gemaach gi vun de Gemengen an net méi vu private Fotografen.

Jeudi,
30 avril 2009

» **Plusieurs voix.** - Aaahh!

» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- An dofir wollt ech elo d'Regierung froen, wat et domadder ze dinn huet, well dat ass wierklech eng Aart a Weis wéi ee géint Kleng- a Mëttelbetriber virgeet. An dofir ass et wichteg, dass dann awer och eng Kohärenz an der Regierungspolitik geschitt an dat op jiddwer Fall dee Projet do fale gelooss gëtt.

» **Une voix.** - Sou ass et!

» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Dat ass nämlech dat, wat ee misst maachen.

Wat de Gesetzesprojet selwer ugeet hei, do ass et evident, dass mer just nuren e Reglement vun der Europäescher Kommissioun haut ëmsetzen.

Et ass interessant, dass elo bis 200.000 Euro, dat gëtt als de minimis ugesinn, wann e Subsid ausgedeelt gëtt. Dat ass en zimlech héije Montant, an et ass en fait eng Adaptation indicière, wann een esou kënnt soen, un dee Montant, dee virdu bestanen huet. En ass net aus der Kris entstanden, mä et ass eng normal Adaptation.

A wann de Minister mer dat ka soen, wollt ech just nure froen: Wéi vill Betriber profitiere vun esou Moosnamen, déi hei also als de minimis ugesi gëtt?

Dat gesot wollt ech awer den Accord vun der ADR-Grupp zu dem Gesetzesprojet bréngen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den honorabelen Här Jaerling als leschte Riedner.

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Merci, Här President. Ech mengen, e Projet, dee Mëttel- a Klengbetriber soll ënnerstëtzen, dee kann een och nëmme vun hei aus ënnerstëtzen.

Jiddweree vun eis alleguer huet awer an deene leschten Deeg e ganze Pak Bréiwer kritt vu Mataarbechter aus Fotostudioen, déi draschreiwten: Hunn ech am Hierscht nach eng Aarbecht?

An dat ass dorophon hinféieren, dass effektiv d'Regierung wëlles huet, d'Oflichte vun de Passfotoen, déi elo vun de Fotostudioen exzellent ausgefouert gi sinn, de Gemengen ze iwwerdroen an domadder de Fotostudioen awer eng kloer Existenzbedréiung mat an d'Haus bréngt. Well Passfotoen ass, wann ech richtig informéiert sinn, iwwer 30% vum Budget, also vum Bilan vun de Fotostudioen, an et ass einfach onverständlech, wisou dass esou Moosname geholl ginn, wou ganz kloer gewosst ass, dass Fotostudioen domadder eng Rei vun hinnen awer wäerte Faillite maachen.

An ech gesinn et och ganz kloer, ëmmer, et ass ganz oft schonn hei geschwat gi vu Concurrence déloyale, an elo ass et hei d'Concurrence déloyale, déi vum Stat aus vis-à-vis vu Mëttel- a Klengbetriber gemaach gëtt, an dat ass einfach onverantwortlech.

An ech hu schonn den 21. deses Mounts eng Question parlementaire un déi zoustänneg Ministere gerichtet, fir Kloerheet ze kréien, ob dat dann och elo esou ass, wat dobause gemengt gëtt. Ob et effektiv esou ass, dass d'Passfotoen net méi vun de Fotostudioe gemaach ginn, mä vun de Gemengen.

Mä, esou wéi de Minister mer elo net nolauschert, wäert en och de Fotostudioen net nolauscherten!

(**Interruption**)

Sou dass déi Leit nach wäerte laang musen op eng Äntwert waarden, mä op jidde Fall...

(**Interruption**)

Wann ech gelift? Gelift?

» **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.* - Dir musst deem responsabele Minister dat soen!

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Also ech... Also dat do héieren ech jo elo scho länger hei, vun dass ech hei sinn.

» **Une voix.** - Ma ja!

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- D'Regierung huet eng kollektiv Responsabilitéit.

(**Brouhaha**)

An d'Regierung beriff sech jo ëmmer kollektiv op hire Koalitionsprogramm, wann

iergendeppes schifgeet. Also schiebt elo net hei d'Veantwortung vun deem, wat der do verbrach hutt, vun engem Minister op deen aneren. Där sidd grad esou verantwortlech als Mëttelstandsminister wéi deen anere Minister.

(**Interruptions diverses**)

Also versicht elo net hei d'Veantwortung op en aneren ze schieben, well Dir hutt och déi Fro vu mir den 21. gestallt kritt, an dann äntwert mer wann ech gelift drop.

(**Interruption**)

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir musst lech un d'Chamber adresséieren.

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Ech huelen un, dass...

(**Hilarité**)

Jo, den Här Minister huet sech jo och u mech adresséiert.

(**Interruptions**)

Bon, op jidde Fall, ech kann lech just eent soen, also am Interesse vun all deene Leit, déi eis Deputéierten elo déi Bréiwer geschriwwen hunn an de leschten Deeg, an ech froen...

» **M. le Président.** - Här Jaerling, et deet mer leed, mä Är Riedezäit ass ofgelaf.

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Nach zwou Sekonnen, Här President, an den Här Minister huet mech dauernd ënnerbrach.

(**Hilarité et interruption**)

An ech wëll just soen, ech hoffen, dass déi Bréiwer, déi awer elo déi Leit aus de Fotostudioen un eis geriicht hunn, dass déi net ongehéiert bleiwen an dass d'Regierung agesäit, dass se do eng Feelentscheidung getraff huet, déi se ëmmer nach ka réckgàngeg maachen. Nach ass et Zäit.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Gutt. Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

» **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei demem Projet ass jo grouss Eestëmmegkeet.

D'Regierung war eens hei, d'Berufschambere sinn d'accord dermat, de Statsrot ass d'accord dermat, hei an der Chamber ass grouss Eestëmmegkeet, ech kann dat nëmme begréissen.

Bei dieser Debatt ass erëm eng Kéier d'Wichtigkeet vun de Klengen- a Mëttelbetriber ervirgestrach ginn. Ech kann dat och nëmme ënnersträichen. Ech mengen, mir hunn dat oft genuch gesot, dass se d'Réckgrat si vun eiser Wirtschaft; et sinn déi, déi am éischten erëm et fäerdegbréngen, wann de Motor un d'Stocke kënnt, fir deen erëm un d'Rullen ze bréngen.

Si si bedeelegt un der Formation vu jonke Leit, a besonnesch, wann déi nächst Leit aus der Schoul kommen, wäerte se eng wichtige Aufgab kréie fir mat derfir ze suergen, dass déi kënnen eng Formation ugebuede kréien, an ech sinn iwwerzeegt, dass se och hir Verantwortung do wäerten iwwerhuelen.

Si sinn déi, an et ass och hei zu Recht gesot ginn, déi bei Wäitem am meeschten Aarbechtsplaze schafen.

Dat geet awer nëmme, dat wëll ech och soen, wann d'Ëmfeld stëmmt. A wann hei gesot gëtt, de Minister, dee géif net vill maachen derfir, do kann ech nëmme soen, dass dat Ëmfeld huet misse gestëmmt hunn, soss wär dat do alles net geschitt, wat mer elo opgezielt hunn a wat Dir och mat Recht opgezielt hutt.

Mir hunn also hei e favorabelt Ëmfeld geschafen als Regierung an eis Betriber hunn dovunner profitéiert. An ech mengen, dat soll och esou weidergoen.

Ech wëll nëmme just soen, dass mer ënner aneren e Plan d'action PME, deen drëtten, an d'Wee geleet hunn; hu mer hei an der Chamber diskutéiert; huet allgemeng Zoustëmmung fonnt vun den zoustänneg Beruffs-kresser. All déi Moosnamen, déi do virgesi ginn, déi ginn och ëmgesat an doduerch gëtt de Kader nach weider verbessert.

Ech sinn iwwerzeegt, dass och an engem anere Fall, wou den Här Etgen dervu geschwat huet, dass do gutt Aarbecht geleesch ginn ass, an zwar am Beräich vun der Vereinfachung vun der administrativer Vereinfachung, wat d'Betriber ubelaangt.

Ech hat gëschter eng Pressekonferenz, a bei der Pressekonferenz hu mer an enger Brochure virgestallt, wat alles vun deene Moosnamen, déi d'Betriber gäre gehat hätten, am Laf vun de leschte Jore gemaach ginn ass.

Bei der Pressekonferenz war net eleng d'Regierung do, do waren och Vertrieeder do vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. Déi hunn alle béid gesot, dass nach a kenger Regierung d'Prioritéit esou staark op Vereinfachung vun der administrativer Belaaschtung vun de Betriber gestallt ginn ass wéi an dieser Regierung. Dass se dat géifen ënnerstëtzen a stäipen, dass elo Neel mat Käpp géife gemaach ginn, an dass mer um richtige Wee wäeren. An dass se géifen hoffen a wënschen, dass et an där nämlecher Richtung géif virgoe mat deem nämlechten Élan.

Dat heescht also, dass d'Betriber, och wann Eenzelner ëmmer nees soe bei hinne wier nach näischt ukomm dovun, dass awer déi, déi matschaffen do an där Plattform vun dem Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises, an dat si wichteg Vertrieeder vun de Betriber, dass déi gesinn, dass do zolidd Aarbecht geleesch ginn ass, an dass dat, wat alt ëmmer nees hei ënnerstallt gëtt, do wier iwwerhaupt näischt geschitt, dass dat net wouer ass.

Mir hunn d'ailleurs hei an der Chamber den Entfesselungsplang fir Betriber diskutéiert. Ech hunn lech och gesot, wat alles do vu Moosname gemaach ginn ass. Dat war virun zwee Joer, an an deene leschten zwee Joer ass ganz viles weider geschitt. Dat e bëssen als Äntwert zu deem, wat deen een oder deen aneren hei als Reproche un de Mëttelstandsminister gesot huet.

Ech sinn awer, fir op de Projet zréckzekommen, d'accord mat all deenen déi soen, dass dese Projet wichteg ass, dass en zum richtige Moment kënnt. Mir wëssen, dass eng Rei vu Betriber Problemer hunn duerch d'Wirtschaftskris, dass et dofir wichteg ass, fir Betriber elo ze encouragéieren fir ze investéieren, an dass déi Betriber déi investéieren, wann d'Kris eriwuer ass, an dat wäert jo kommen, besser opgestallt si fir dann eng Relance ze kréien. Ech sinn iwwerzeegt, dass esou wéi et gesot ginn ass, déi Kleng- a Mëttelbetriber déi sinn, déi am meeschten dozou bäidroen, dass déi Relance dann och e staarken Élan ka kréien.

Et ass och hei gesot ginn, ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, dass déi Bähëlleftauxen, déi mer elo festgehalten hunn, dass dat déi maximal Tauxe sinn déi vun der EU erlaabt sinn, ouni dass ee muss bei der EU dat notifizéieren. Déi Tauxe sinn, an et ass gesot ginn, ëm en Drëttel an d'Luucht gehuewe ginn. Dat ass relativ vill, a bei der Minimis-Regel ass de Maximalbetrag verduebelt ginn.

Den Här Henckes huet gefrot, ob ech kënnt soe wéi vill Betriber vun der Minimis-Regel kéinte profitéieren. Dat sinn der ganz wéineg, wëll ech soen, well mir e breede Kader hu vu Bähëllef fir Kleng- a Mëttelbetriber, an déi Minimis-Regel gëtt nëmme applizéiert, wa Betriber aus deem Kader do erausfalen. Dat heescht, dass si Betriber déi entweder ze grouss sinn, oder déi Saache maachen déi net direkt éligibel sinn. Dat sinn der also ganz wéineg. Duerfir ass dat net dee wichtigste Punkt, mä wichteg ass, dass d'Taux d'aides ëm en Drëttel an d'Luucht gehuewe ginn. Dat encouragéiert d'Betriber fir ze investéieren.

Et ass och gesot ginn, dass dat géif e Käschtepunkt ausmaache vu ronng zwou Milliounen Euro. Mir hunn am Budget 2009 1.150.000 scho virgesi gehat, well mer gemengt hunn, dass kéint ëm des Zäit a Kraaft trieden. Dass misst also duergoe fir d'est Joer. Am normale Regime wäert dat zwou Milliounen Euro Bähëllef zousätzlech ausmaachen.

Ech sinn och der Meenung, dass déi zwou Milliounen Euro och ausbezuelt wäerte ginn, well mer gesinn - Gott sei Dank, géif ech soen -, dass d'Betriber weiderhi bereet sinn ze investéieren. Déi Kleng- a Mëttelbetriber maachen dat. 2008 hunn déi Kleng- a Mëttelbetriber 128 Milliounen Euro investéiert. Dass sinn der e gutt Stéck weider wéi dat 2007 de Fall war.

De Moie war nach eng Réunion vun der SNCI, wou och gekuckt ginn ass: Wéi ass et dann elo an den éischte Méint vun 2009 gaangen? An do gesäit een, dass och an den éischte Méint vun 2009 relativ vill vun de Kleng- a Mëttelbetriber investéiert ginn ass. Dass heescht also, et ass nach Vertrauen do, an ech mengen d'est Gesetz wäert hinnen nach méi Courage gi fir ze investéieren a fir also och, wéi gesot, prett ze si fir en neien Élan an en neie Start.

Dann hu mer och versicht am Kader vun den Anti-Krise-Moosnamen, fir de Betriber e bëssen entgéintzekommen. Heiansdo gi Bähëllef an Tranchen ausbezuelt, wann Zënssubventiounen derbäi sinn. Mir hunn am Budget och zwou Milliounen Euro virgesinn, fir kënnen d'est Joer 2009 zwou Tranchen, heiansdo souguer dräi Tranchen beieene ze bezuelen, fir eventuell Liquiditéitsproblemer vu Betriber kënnen esou ze iwwerwannen an hinnen do ze hëllef.

Dat heescht, d'Regierung huet scho proaktiv versicht fir de Betriber elo entgéintzekommen, dass se net a Schwiegekeete kommen, an d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch wäert jo och nach iwwer all déi Moosnamen diskutéiert gi vun dem Plan de conjuncture, wou versicht gëtt och besonnesch de Betriber aus dem Bausecteur, dee jo och hei ugeschwat ginn ass, fir deenen ze hëllef iwwer öffentlech Opträg, déi beschleunegt ginn, déi virgezu ginn, déi an engem grouse Moos duerggezu ginn, fir hinnen esou ze hëllef, dass d'Optragslag korrekt an uerdentlech bleift a se net muss Leit entloossen, mä dass se kënnen weider aktiv schaffen an och Leit beschäftigen.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci all deenen, déi hei dese Projet ënnerstëtzt hunn, an ech hoffen, dass, wéi dee Projet virdrun, deen hei och eng Eestëmmegkeet hei an der Chamber féint.

Merci villmools.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi, Här Minister Boden, ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ueg-holl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Norbert Hauptert), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet de loi 5925 iwwert d'Personal vun de Krankekeesen. De Rapporteur huet elo d'Wuert, dat ass den honorabelen Här Schneider.

6. 5925 - Projet de loi portant modification:**1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et****2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État****3. du Code de la sécurité sociale****Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

]] M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur. - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss vun dësem Dag hu mer nach e relativ technesche Projet, deen hei presentéiert gëtt.

De Projet 5925, deen déposéiert gouf den 2. Oktober 2008 an der Chamber hei, wou de 29. Januar déi zoustänneg Chamberskommissioun mech als Rapporteur bestëmmt huet. Mir hunn eng éischte Kéier iwwert dëse Projet de loi gekuckt, an do goufen eng Rei Amendementer gemaach, op déi ech kuerz wëll agoen. Den Avis complémentaire vum Statsrot hu mer dunn den 2. Abrëll 2009 kritt, an dëse Rapport gouf den 23. Abrëll 2009 unanime vum der Chamberskommissioun akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi? Den Objet ass esou, datt dëse Projet de loi Modifikatioun virgesäit fir de Kader vum Personal vun der Cellule d'Évaluation an d'Orientation vun der IGSS duerch d'Fonction

tion vum Médecin directeur a vun der Carrière vum Infirmier gradué ze erhéijen, opgrond vum Volume vun den Dossieren en matière vun der Fleegeversécherung, déi effektiv dës Adaptatiounen néideg gemaach hunn.

Engersäits, wéi gesot, wat de Médecin directeur betrëfft, an awer och wat virun allem d'Qualitéit vun de Servicer an och déi nei Aufgabeberäicher, déi op d'Personal zoukomm sinn, déi op d'Assurance dépendance zoukomm sinn, wat d'Bénéficiaires d'aide an awer och de soins betrëfft, op där anerer Säit. Doduerch also d'Zousatzschaffung vum Personnel qualifié, an dat duerch eben d'Kreatioun vum Infirmier gradué an dësem Kader.

Déi véier Amendements parlementaires, déi zousätzlech gemaach goufen, nodeem de Projet de loi déposéiert war - an ech ginn nach eng Kéier kuerz driwwer -, si virun allem Amendementer technescher Natur gewiescht.

Deen éischten ass dee fir den Intitulé vum Projet de loi ze compléieren, dat duerch Dispositioun vum Code de la sécurité sociale.

Dat zweet Amendement huet den Artikel 2 compléiert. Hei war et esou, datt d'Termé vum „Médecin-conseil“ an déi vum „Médecin-chef de division“ verwiesselt gi waren. Och hei gouf eng Rectificatioun gemaach.

Den Amendement dräi inseréiert en neien Artikel 3, an dat virun allem hiwierend, datt de Statut unique eng Rei vu Changementer gemaach huet an der Compositioun vun de Prestations familiales, awer och vum Conseil arbitral vun den Assurances sociales, awer och vum Conseil supérieur vun den Assurances sociales. Deem gouf am Amendement dräi du Rechnung gedroen.

Den Amendement véier huet Bezuch op den Effet vun dësem Gesetz, awer och virun allem vum enger Rei vun Artikelen aus dësem Gesetz. Hei hu missen Erreurs matérielles erausgeholl ginn, déi eben d'Entrée en vigueur vun eenzelnen Artikelen aus dem Gesetz par rapport och erëm eng Kéier zum Gesetz vum Statut unique kloergestallt hunn.

Wat déi eenzel Avis vum de Chamberen betrëfft an och déi vum Statsrot, den Avis complémentaire, hunn d'Chamberen engersäits drop higewisen, datt se d'Kreatioun vun der Carrière vum Infirmier gradué begrëissen, an hunn, wat d'Kreatioun vum Grade supérieur vum de Médecins-chefs de division ugeet, eng Rei Froen opgeworf, op déi mer och an der Kommissioun agaange sinn.

Den Avis complémentaire säitens vum Statsrot ass esou gewiescht, datt déi véier Amendementer vun him konnten d'Approbatoun fannen, esou datt mer och an der Chamberskommissioun konnten dëse Projet de rapport à l'unanimité unhuelen, an ech géif an deem Sënn dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

]] M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass mer alleguerte kënnen de Konklusioun vum Rapporteur suivéieren, an ech soen him am Numm vun lech alleguerte Merci fir sâi Rapport. Ech géif proposéieren, dass mer zum Vote kéimen. Den Hâr Minister Boden huet d'Wuert.

]] M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Ech wollt just soen, datt ech hei de Gesondheitsminister wëll entschëllegen, deen e wichtege Conseil um Kierchbiert huet iwwert d'Schwéngsripp, an datt ech natierlech a sengem Numm hei och frou sinn, datt dëse Projet eestëmmeg gestëmmt gëtt.

Merci.

]] M. le Président. - Merci, Hâr Boden. Da komme mer elo zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet ass uegholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doer-

ner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Norbert Hauptert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Romain Schneider), Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Eugène Berger (par Mme Colette Flesch), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Mir gesinn eis d'nächst Woch erëm, dënschdes, mëttwochs moies, mëttwochs mëttes, donneschdes moies an donneschdes mëttes. Dir kënnt lech op eng chargéiert Woch gefaasst maachen. Vill Courage bis dohinner!

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.22 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 43, 44, 45 et 46

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Attert-Lycée» pages 508-512

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant - la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers; - la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance; - la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance pages 512-515

Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg pages 515-516

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport pages 516-517

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi page 517

Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation page 517

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 517-520

Communications page 521

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution page 521

Ordre du jour page 521

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement pages 521-522

Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine page 522

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) pages 522-524

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 524-526

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 527-529

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE pages 529-532

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux pages 532-533

Dépôt d'une proposition de loi page 534

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information pages 534-536

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 536-540

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce page 540

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises pages 540-541

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

et

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006 pages 541-543

5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2^e Chance pages 543-549

Dépôt d'un projet de loi page 550

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen page 550

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden pages 550-551

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

pages 551-553

5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale page 554

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3258	Raymond Weydert	Évaluation des incidences des plans d'aménagement général sur l'environnement
3279	Aly Jaerling	Crassier du Site Terres Rouges
3292	Marc Spautz	Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette (LHCE)
3322	Claudia Dall'Agnol	Aide au logement

Question 3258 (26.3.2009) de **M. Raymond Weydert** (CSV) concernant l'évaluation des incidences des plans d'aménagement général sur l'environnement:

D'après la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain du 19 juillet 2004, chaque commune est obligée d'élaborer pour 2010 un plan d'aménagement général. Entre-temps, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement contraint les communes en outre à soumettre leur plan d'aménagement général à une évaluation environnementale avant de pouvoir obtenir l'accord du Ministre de l'Intérieur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'indiquer les répercussions que la loi du 22 mai 2008 précitée aura sur les plans d'aménagement général qui ont d'ores et déjà été évalués par le Ministre de l'Intérieur?

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'indiquer les bureaux d'études au Luxembourg qui sont agréés à réaliser les évaluations environnementales?

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'informer des retards auxquels les communes doivent éventuellement s'attendre à cause de ces évaluations environnementales?

Réponse commune (3.6.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

ad 1) L'article 4 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que l'évaluation environnementale des plans ou programmes est à effectuer pendant leur élaboration et avant qu'ils ne soient adoptés ou soumis à la procédure législative ou réglementaire.

S'agissant de la mise à jour du plan d'aménagement général d'une commune, l'évaluation environnementale est intégrée dans le cadre de la procédure d'adoption telle que prévue par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

À l'heure actuelle, un seul plan d'aménagement général a été évalué par les soins du Ministre de l'Intérieur, en l'occurrence celui de la commune d'Esch/Sûre, et ceci avant l'application de la loi du 22 mai 2008.

Aussi, nous tenons à souligner qu'en date du 30 mars 2009 la circulaire ministérielle N° 2779 a été envoyée par l'intermédiaire de Messieurs les Commissaires de district aux administrations communales les informant, d'une part, des dispositions de la loi du 22 mai 2008 et, d'autre part, des obligations à respecter par les communes.

ad 2) Une liste préliminaire des bureaux d'études, agréés à réaliser une évaluation des incidences environnementales, sera publiée par le Ministère de l'Environnement

début juin 2009. Cette liste sera complétée au fur et à mesure que d'autres bureaux bénéficieront de l'agrément du Ministère.

ad 3) L'obligation d'effectuer une évaluation environnementale ne devrait en principe induire aucun retard de la procédure d'adoption, étant donné que l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales pourra avoir lieu dans le délai pendant lequel la Commission d'aménagement est susceptible de rendre son avis par rapport au projet de PAG soumis.

Par ailleurs, la consultation du public relative au rapport sur les incidences environnementales se déroulera parallèlement à l'enquête publique du PAG en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée, n'impliquant de ce fait aucun autre délai supplémentaire.

Finally, nous renvoyons à la circulaire ministérielle N° 2779 du 30 mars 2009 adressée aux communes et leur indiquant les démarches à suivre dans le cadre de l'application des dispositions de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dans le cadre de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration et de la mise à jour d'un plan d'aménagement général.

Question 3279 (5.4.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **crassier du Site Terres Rouges**:

Bis elo leie weder Pläng nach Previsioun vir, wat mam Crassier op dem Site Terres Rouges soll geschéien.

Et ass awer esou, datt de Crassier op franséischer Säit vun Arcelor-Mittal staark ofgebaut gëtt, esou datt et net méi laang wäert dauere bis och op Lëtzebuerger Säit ofgeräumt gëtt.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren mer duerfir folgend Froe beäntweren:

1) Ass der Regierung bekannt, datt vu franséischer Säit aus de Crassier vum Site Terres Rouges massiv ofgeräumt gëtt?

2) Wa jo, wéisou a firwat?

3) Wat sinn d'Pläng respektiv d'Idie vun der Regierung, fir de Crassier um Site Terres Rouges ze réamagéieren?

Réponse commune (29.5.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Den Här Deputéierte wëllt wëssen, ob et besonnesch Grënn fir de staarken Ofbau vum Crassier Terres Rouges op franséischer Säit ginn. Deem ass laut den Informatiounen vun der Regierung net esou, well et sech heibäi ëm eng ganz normal, wann och intensiv, reng kommerziell Aktivitéit handelt op engem vun deene leschten nach interessante Crassiere wat d'Weiderverwendung vum Material betrëfft.

Da wëllt den Här Deputéierte wëssen, ob et Pläng oder Iddie vun der Regierung, fir de Crassier ze réamagéieren gëtt. Hei ginn et nach keng prezis Pläng, mä d'Regierung

ass gewëllt d'Planung fir dës wichtige grenziwergreifend Friche zesumme mat alle Lëtzebuerger schen a franséischen territorialen Autoritéiten gemeinsam unzegoen. Dofir, ënnen anerem, beméit si sech mat alle Lëtzebuerger schen a franséischen territorialen Autoritéiten en «Groupement Européen de Coopération Territoriale» (GECT) ronderëm Esch/Uelzecht ze bilden, deen en ugebruechte Kader fir dës wichtige grenziwergreifend Zesammenaarbecht géif bilden.

Question 3292 (14.4.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette (LHCE)**:

Depuis plusieurs années les capacités d'accueil du bâtiment du LHCE, sis rue Jean-Pierre Michels à Esch/Alzette ont atteint leurs limites et les infrastructures ne correspondent plus aux besoins des élèves et des enseignants. En outre, on doit constater que le bâtiment se trouve dans un état de vétusté avancé.

En juillet 2008, les Ministres concernés avaient annoncé qu'il ne sera pas uniquement procédé à la rénovation de la piscine et du restaurant scolaire, mais également à la rénovation globale du Lycée Hubert Clément.

Comme le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a déjà finalisé le programme de construction détaillé en juillet 2008 et au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Où en sont les études nécessaires et quand est-ce que l'étude de faisabilité sera clôturée et pourra être soumise à la commission d'analyse critique?

- Quand des bureaux d'architectes et d'ingénieurs seront-ils chargés d'élaborer l'avant-projet sommaire et, ensuite, l'avant-projet détaillé?

- Quand un projet de loi pourra-t-il être déposé à la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que la modernisation du LHCE soit d'une absolue nécessité et par conséquent doive être impérativement considérée comme prioritaire?

- Pour quelles raisons la rénovation, la modernisation et l'extension du LHCE déjà promises à la communauté scolaire en 1997 et faisant l'objet d'une décision prise lors d'un Conseil de Gouvernement le 9 juillet 1999 ne figurent-elles pas parmi les projets qui seront réalisés dans le cadre des investissements supplémentaires du plan de conjoncture du Gouvernement?

Réponse (29.5.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il y a lieu de préciser que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a transmis en date du 29 juillet 2008 le programme de construction définitif pour le réaménagement et l'agrandissement du Lycée Hubert Clément (LHCE) à Esch/Alzette.

Dans un premier temps, l'Administration des Bâtiments publics a fait élaborer un levé complet du bâtiment afin de disposer des plans «comme construit» («as built»).

Par la suite, un bureau d'architectes a été chargé de réaliser une étude de faisabilité en vue d'analyser les différentes possibilités d'intégrer ce programme de construction supplémentaire sur le site très exigu du LHCE existant, d'aménager un ensemble cohérent et fonctionnel, d'examiner les contraintes réglementaires et constructives et d'évaluer l'enveloppe budgétaire. L'étude de faisabilité fera également état des solutions indispensables pour la réalisation du chantier ce qui, pour un lycée en activité, n'est pas évident.

L'étude en question sera terminée fin juillet 2009.

Dès approbation de l'étude de faisabilité et du programme de construction par le Ministère des Travaux publics, suite à l'avis de la Commission d'analyse critique, la maîtrise d'œuvre pourra lancer les études d'avant-projet (sommaire et détaillée).

En ce qui concerne la désignation des bureaux d'architectes et d'ingénieurs, il échet de préciser qu'un appel de candidatures global pour des projets de rénovation et d'extension de moyenne et de grande envergure a été lancé en avril 2009. Les offres remises sont en cours d'analyse et l'un des candidats retenus sera chargé d'une mission de maîtrise d'œuvre pour le LHCE.

La question relative au dépôt d'un projet de loi à la Chambre des Députés dépendra du montant du devis estimatif de ce projet. En effet, au vu du projet de loi N°6011, votée en date du 13 mai dernier et publiée prochainement, qui augmente le seuil d'une loi d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'infrastructure à 40 millions d'euros, il est probable que le vote d'une loi ne sera plus nécessaire en l'occurrence, alors que l'on estime que le montant de ce projet se situera en dessous de ce seuil.

Le projet du LHCE est considéré comme urgent. Il ne figure pas sur la liste des investissements supplémentaires prévus dans le cadre du plan de conjoncture du Gouvernement, parce qu'il figure sur la liste des projets déjà initialement prévus avant l'établissement de la liste des projets supplémentaires.

Question 3322 (6.5.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'aide au logement:

Selon les dispositions de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'octroi d'aides à la pierre est soumis entre autres à des critères de surface d'habitation.

Ainsi, les maisons unifamiliales doivent disposer d'une surface utile d'habitation de 65 m² au moins et de 140 m² au plus; pour les appartements, la fourchette se situe entre 52 m² et 120 m². Ces surfaces peuvent être augmentées de 16 m² pour tout enfant à charge à partir du 3°, et de 20 m² pour tout ascendant vivant dans le ménage.

Si, d'une part, il est parfaitement compréhensible que la réglementation prévoit des seuils maxima au-dessus desquels des aides ne sont plus octroyées, et si, d'autre part, il est vrai que les maisons d'une surface habitable de moins de 65 m² sont probablement très rares voire inexistantes, la situation est toute autre pour les appartements.

En effet, en appliquant le critère minimum de 52 m² aux appartements, il en résulte que les acquéreurs d'un petit appartement ou d'un studio ne pourront bénéficier des aides à la pierre introduites par la loi de 1979.

Ceci étant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelle raison le règlement grand-ducal de 1983 prévoit-il des seuils minima en dessous desquels un logement n'est pas éligible aux subventions étatiques? Comment les seuils de 52 m² respectivement de 65 m² se calculent et se justifient-ils?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que compte tenu du fait que les prix sur le marché de l'immobilier ont connu une très forte progression depuis le début des années 1990, que le nombre de ménages unipersonnels est en constante croissance, et que la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme prône la densification du bâti, il serait opportun d'abaisser, voire d'abolir entièrement les seuils minima en question?

Réponse (26.5.2009) de **M. Ferdinand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des seuils minima en dessous desquels un logement n'est pas éligible pour l'octroi d'aides au logement, afin de mettre les acquéreurs potentiels à l'abri de prix (par m² de surface habitable) trop élevés, cachés derrière un prix global semblant intéressant.

En effet, le prix par m² de surface habitable varie fortement en fonction de la surface totale. Un studio très petit coûte en général beaucoup plus cher par m² qu'un appartement spacieux.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a lieu de noter que l'évolution sur le marché immobilier ne coïncide pas avec l'évolution de la taille des ménages. En effet, le nombre des ménages unipersonnels est toujours croissant, alors que la surface des appartements augmente de 1,8% par année, pour arriver à une moyenne de 86 m² en 2003.

À cet effet, il y a lieu de renvoyer au chapitre 3 «Besondere Herausforderungen an die Wohnbaupolitik» de la «Wohnungsbedarfsprognose 2001-2021».

Pour tenir cependant compte de l'évolution de la taille des ménages, il est prévu d'abaisser par une modification du règlement grand-ducal précité du 23 juillet 1983 le seuil minimum d'un appartement subventionnable de 52 m² à 45 m².

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng

Nidderaanwen

um Kanal S 29